

**Tourisme alternatif à Djanet et Taghit :
Enjeux socio-économiques et environnementaux**

Yasmine Benbelaid

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de
Doctorat en Développement Internationale et mondialisation

École de Développement Internationale et Mondialisation
Faculté des Sciences Sociales
Université d'Ottawa

© Yasmine Benbelaid, Ottawa, Canada, 2019

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	IV
LISTE DES FIGURES	VI
LÉGENDE	VII
RÉSUMÉ	VIII
REMERCIEMENTS	IX
INTRODUCTION GÉNÉRALE	XI
1^{RE} PARTIE : ANALYSES THÉORIQUES DU TOURISME ALTERNATIF	1
CHAPITRE I : TOURISME ET THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT	2
I.1. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT	3
<i>I.1.1 Les théories du développement : Généralités</i>	<i>4</i>
<i>I.1.2 Le tourisme dans les théories du développement : Spécificité.....</i>	<i>11</i>
I.2 LES PRINCIPALES CRITIQUES DES THÉORIES DU DÉVELOPPEMENT	19
<i>I.2.1 Les théories du développement : Généralités</i>	<i>19</i>
<i>I.2.2 Le tourisme dans les théories du développement : Spécificités.....</i>	<i>23</i>
I.3 LE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF	32
<i>I.3.1 Le développement durable : Généralités</i>	<i>33</i>
<i>I.3.2 Le tourisme alternatif : Spécificités</i>	<i>40</i>
CHAPITRE II : TOURISME ALTERNATIF : SPÉCIFICATIONS GÉOLOCALISÉES.....	60
II.1 TOURISMES ALTERNATIFS GÉOLOCALISÉS	61
<i>II.1.1 Le tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires.....</i>	<i>62</i>
<i>II.1.2 Le tourisme alternatif dans les montagnes</i>	<i>70</i>
<i>II.1.3 Le tourisme alternatif dans les forêts et les parcs.....</i>	<i>79</i>
II.2 LES ENJEUX DU TOURISME ALTERNATIF DANS LES DÉSERTS.....	85
<i>II.2.1 Considérations relatives aux caractéristiques environnementales.....</i>	<i>88</i>
<i>II.2.2 Considérations relatives aux relations sociales.....</i>	<i>92</i>
<i>II.2.3 Considérations relatives aux relations économiques.....</i>	<i>98</i>
2^E PARTIE : RÉALITÉS DU TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT ALGÉRIEN.....	105
CHAPITRE III : TOURISME DANS LE DÉSERT ALGÉRIEN : ENJEUX DE RECHERCHE.....	106
III.1 LE DÉSERT ALGÉRIEN : UNE ZONE DE TOURISME	107
<i>III.1.1 Algérie : Aperçu général</i>	<i>108</i>
<i>III.1.2 Tourisme dans le désert algérien</i>	<i>125</i>
III.2 LE TOURISME ALTERNATIF DANS LE DESERT ALGERIEN : PROBLEMATIQUE DE RECHERCHE.....	134
<i>III.2.1 Méthodologie de recherche</i>	<i>134</i>
<i>III.2.2 Sélection du terrain et principaux défis</i>	<i>145</i>
III.3 PRÉSENTATION DES DONNÉES D'ENQUÊTES.....	153
<i>III.3.1 Généralités</i>	<i>153</i>
<i>III.3.2 Spécificités par acteur</i>	<i>166</i>
CHAPITRE IV : LE TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT ALGÉRIEN : UNE ANALYSE EMPIRIQUE.....	180
IV.1 ANALYSE DES PRATIQUES DU TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT.....	181
IV.2 ANALYSE CROISÉE DES CONNAISSANCES ET DES ACTIVITÉS DU TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT	194
IV.3 ANALYSE DES PERCEPTIONS DU TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT	211
CHAPITRE V : LES PARTICULARITÉS DU TOURISME ALTERNATIF DANS LE DÉSERT ALGÉRIEN .	228
V.1 L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À DJANET ET À TAGHIT.....	229

V.2 LE COMMUNAUTARISME À DJANET ET À TAGHIT	245
V.3 LA SITUATION ENVIRONNEMENTALE DU DÉSERT À DJANET ET À TAGHIT	257
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	266
ANNEXE 1 : L'ÉCONOMIE SOLIDAIRE SELON KAWANO (2013)	270
ANNEXE 2 : GUIDE D'ENTREVUE POUR LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES.....	271
ANNEXE 3 : QUESTIONNAIRE D'ENQUÊTE POUR LES AGENCES TOURISTIQUES	273
ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRES POUR LES TOURISTES.....	276
ANNEXE 5 : GUIDE D'ENTREVUE POUR LES POPULATIONS LOCALES.....	279
BIBLIOGRAPHIE	281

Liste des tableaux

Tableau 1.1: Les caractéristiques des théories du développement et les spécificités du tourisme	4
Tableau 2: Les critiques des théories du développement et les spécificités du tourisme	19
Tableau 3: Les alternatives au développement	33
Tableau 4: Échelle de participation des populations locales selon leur degré d'influence	49
Tableau 5: Principales distinctions entre le tourisme alternatif et le tourisme de masse	54
Tableau 6: Part des hydrocarbures dans l'économie algérienne	111
Tableau 7: Répartition des hôtels en fonction des régions	121
Tableau 8: Données relatives au tourisme international en Afrique du Nord (2010-2015)	123
Tableau 9: Motifs de la visite	124
Tableau 10: Grille de lecture pour la classification des pratiques du tourisme alternatif et des caractéristiques de l'économie sociale et solidaire	143
Tableau 11: Synthèse de l'échantillonnage et méthodes de collectes de données	149
Tableau 12: Caractéristiques sociodémographiques des touristes	154
Tableau 13: Caractéristiques liées aux activités des touristes	156
Tableau 14: Caractéristiques sociodémographiques des répondants des agences touristiques	158
Tableau 15: Caractéristiques liées aux activités touristiques des répondants des agences	160
Tableau 16: Caractéristiques sociodémographiques des populations locales	162
Tableau 17: Caractéristiques liées aux activités touristiques des populations locales	163
Tableau 18: Caractéristiques sociodémographiques des répondants des institutions étatiques	165
Tableau 19: Circuits touristiques en fonction de la provenance	167
Tableau 20: Mode d'organisation du circuit en fonction de la provenance	168
Tableau 21: Tranche d'âge en fonction du choix du circuit	169
Tableau 22: Poste occupé en fonction du niveau d'étude chez les répondants des agences	170
Tableau 23: Types de produits offerts par les agences touristiques en fonction de l'agrément	171
Tableau 24: Principales responsabilités en fonction de la formation dans le domaine du tourisme	171
Tableau 25: Circuits touristiques en fonction du genre	172
Tableau 26: Type d'emploi en fonction de la tranche d'âge	173
Tableau 27: Type d'emploi occupé selon les circuits touristiques	173
Tableau 28: Rôle de l'État dans le tourisme alternatif	177
Tableau 29: Taux de participation à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif en fonction des dimensions du développement durable	182
Tableau 30: Taux de participation aux activités relevant du tourisme alternatif selon les principaux acteurs à Djanet	187
Tableau 31: Taux de participation aux activités relevant du tourisme alternatif selon les principaux acteurs à Taghit	188
Tableau 32: Taux de participation à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance	196
Tableau 33: Taux de participation des parties prenantes à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance à Djanet	202
Tableau 34: Taux de participation des parties prenantes à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance des acteurs à Taghit	204
Tableau 35: Occurrence des éléments de caractérisation du tourisme alternatif dans le désert en fonction des dimensions du développement durable*	213
Tableau 36: Occurrence des éléments de description du tourisme alternatif dans le désert selon les parties prenantes à Djanet*	221
Tableau 37: Produits et services touristiques offerts par région	231

Tableau 38: Occurrence des contributions du tourisme alternatif selon l'avis des populations locales	233
Tableau 39: Emplois occupés par les populations locales*.....	236
Tableau 40: Types d'emplois occupés par les populations locales hors saison touristique*	243
Tableau 41: Principe du code d'éthique des agences touristiques et des populations locales ...	247
Tableau 42: Types d'association à Djanet et Taghit et leurs domaines d'interventions	251

Liste des figures

Figure 1 : Types de gestion des flux dans les destinations touristiques	46
Figure 2: Le tourisme alternatif comme composante de l'économie sociale et solidaire	56
Figure 3: Principales îles touristiques et régions balnéaires.....	63
Figure 4 : Disponibilité en eau douce dans le monde	67
Figure 5: Les principales montagnes dans le monde	71
Figure 6: Les sources d'émission de polluants atmosphériques.....	74
Figure 7: Évolution de la surface forestière entre 1990 et 2016.....	80
Figure 8: Répartition des zones arides dans le monde	88
Figure 9: Les conflits liés à l'eau dans le monde	91
Figure 10: Répartition de la population saharienne	93
Figure 11: Zone de peuplement des Touarègues dans le Sahara	95
Figure 12: Les principaux facteurs de l'urbanisation dans les déserts.....	100
Figure 13: Évolution du PIB algérien de 2009 à 2019.....	111
Figure 14: Évolution de l'inflation algérienne de 2009 à 2017	112
Figure 15: Évolution des comptes externes algériens de 2009 à 2019.....	113
Figure 16: Évolution des dépenses algériennes de 2012 à 2017.....	114
Figure 17 : Évolution des arrivées touristiques en Algérie entre les années 1999 et 2015	123
Figure 18: Localisation de la région de Djanet.....	126
Figure 19 : Localisation de la région de Taghit	129
Figure 20: Répartition de la population saharienne entre 1998-2008	131
Figure 21: Les échanges transsahariens entre les VIIIe et XVe siècles	132
Figure 22 : Aperçu des études disponibles sur la durabilité dans le tourisme	137
Figure 23: Principaux circuits touristiques à Djanet	147
Figure 24: Principaux circuits touristiques à Taghit	148
Figure 25: La gestion des déchets dans les circuits à Djanet et à Taghit	190
Figure 26: La perception du tourisme alternatif dans le désert.....	220
Figure 27: Retombées économiques attendues du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit	234
Figure 28: Emplois créés par l'offre de biens et de services pour les activités touristiques	238
Figure 29: L'économie sociale et solidaire et le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit	264

Légende

AGCS : Accord sur le commerce des services

AGNU : Assemblée Générale des Nations Unies

BAD : Banque Africaine de Développement

BM : Banque Mondiale

CÉPAL : Commission économique pour l'Amérique latine

FAO : Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FMI : Fonds Monétaire International

IDH : Indice développement humain

LF : Loi de finances

MNA : Mouvement des pays non-alignés

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économique

ODD : Objectifs du Millénaire pour le Développement durable

ONAT : l'Organisation Algérienne du Tourisme

ONU : Organisation des Nations Unies

ONS : Organisation Nationale de la Statistique

OMT : l'Organisation Mondiale du Tourisme

OPEP : l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

PAS : Politiques d'Ajustements Structurels

PIB : Produit Intérieur Brut

PANRAMM : Plan national de réduction de la mortalité maternelle

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE : Programme des Nations-Unis pour l'Environnement

SDAT : Schéma Directeur d'Aménagement Touristique

UA : l'Union Africaine

UMA : l'Union du Maghreb arabe

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

ZET : Zones d'Expansion Touristiques

Résumé

Le tourisme est un des enjeux de l'économie mondiale. L'Organisation des Nations Unies (ONU) estimait en 2017 que le tourisme était l'un des secteurs économiques qui connaissait la croissance la plus rapide au monde. Il est souvent le point de référence des rapports des institutions internationales en termes de génération de prospérités économiques, de contributions aux économies locales et d'outil efficace pour la protection de l'environnement (ONU, 2017). On le retrouve, entre autres, dans le Programme 2013, les Objectifs du Millénaire pour le Développement Durable (ODD), la Conférence Rio+20 (ONU, 2017). Ainsi, le tourisme est de plus en plus considéré comme moteur de développement durable (UNWTO, 2015). Il a été mentionné dans la résolution 66/288 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) comme secteur capable de contribuer significativement aux trois dimensions du développement durable.

Le tourisme alternatif a beaucoup été étudié dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs. Peu d'études se sont intéressées à cette activité dans les zones désertiques. Ainsi, cette thèse doctorale a pour ambition de déterminer dans quelle mesure les activités liées au tourisme alternatif dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux. Aussi, à travers une analyse documentaire et empirique, il sera question de déterminer si les caractéristiques spécifiques à Djanet et à Taghit permettent de comprendre les pratiques du tourisme alternatif.

Remerciements

Les recherches d'une thèse de doctorat représentent un travail de longue haleine et de grande envergure. Je souhaiterais, par ces quelques lignes, remercier toutes les personnes qui m'ont aidée, épaulée, encouragée et accompagnée tout au long de ce travail de recherche.

Je tiens à remercier, en particulier, mon superviseur de thèse, monsieur Nasser Ary Tanimoune qui m'a guidée dans mon travail de recherche et qui s'est montré très patient. Il m'a prodigué ses conseils éclairés et ses encouragements tout en me poussant à donner le meilleur de moi-même. L'aboutissement de mon travail de recherche et la rédaction de ma thèse n'auraient pu être possibles sans son constant encadrement. Monsieur Nasser m'accompagne et me soutiens depuis le début de mes recherches en maîtrise. Il m'a inculqué à avoir tout le temps de la rigueur dans mes travaux et m'a transmis sa passion pour la recherche. « Apprendre dans réfléchir est vain. Réfléchir sans apprendre est dangereux. » (Confucius)

J'aimerais également remercier les membres de mon Comité d'évaluation, soit monsieur Joshua Ramish, monsieur David Welch, madame Nadia Abu-Zahra et monsieur Bruno Sarrasin qui n'ont ménagé aucun effort pour me faire des commentaires constructifs afin d'améliorer ma thèse.

Merci à tous les participants à cette étude sans oublier celles et ceux qui m'ont aidée sur le terrain. Je vous remercie d'avoir partagé votre quotidien avec moi et de m'avoir transmis votre amour pour le désert.

Je tiens à remercier les membres de ma famille pour leur soutien et leurs encouragements. Je vous suis reconnaissante de m'avoir poussée à aller toujours plus loin. Merci de m'avoir écoutée, encouragée et soutenue. J'aimerais également dédier ce travail à ma chère défunte mère qui n'a pas eu l'occasion de voir l'aboutissement de ce travail.

J'espère que les pages qui suivent seront à la hauteur de vos attentes.

À la mémoire de ma mère

Introduction générale

Au cours des dernières décennies, le tourisme est devenu un phénomène socio-économique important. Son ampleur et sa portée ont connu une croissance remarquable. En 1950, par exemple, un peu plus de 25 millions d'arrivées de touristes internationaux ont été enregistrées dans le monde. En 2012, ce chiffre a dépassé le milliard (OMT, 2013). Il n'est donc pas surprenant que le tourisme ait été décrit comme le plus grand mouvement pacifique de personnes à travers les frontières culturelles de l'histoire (Sharpley et Telfer, 2016).

Reflétant cette croissance en termes d'échelle et de portée, la contribution économique mondiale du tourisme est également devenue de plus en plus importante. Il a généré à lui seul plus de 1 159 milliards USD en 2013 (OMT, 2014), et si les prévisions actuelles sont exactes, ce chiffre pourrait atteindre 2000 milliards USD d'ici 2020. Selon le World Travel and Tourism Council (2012), il s'agit du cinquième secteur du monde en termes de PIB direct après les services financiers, les industries extractives, les services de communication et l'éducation. Si l'on inclut la contribution économique indirecte et induite, le tourisme génère globalement plus de 6.3 billions de dollars par an, représentant environ 10% du PIB mondial et de l'emploi (WTTC, 2012).

Compte tenu de cette croissance remarquable et de son importance économique, il n'est pas surprenant que le tourisme soit considéré comme un moyen efficace de parvenir au développement économique et social de plusieurs pays (Fletcher et *al.*, 2013). En effet, bien que ce soit un secteur économique important et un vecteur de régénération économique à la fois rurale et urbaine dans de nombreux pays industrialisés. Notons que dans les pays du Tiers-monde, le tourisme est souvent considéré comme catalyseur de développement.

Toutefois, l'introduction du tourisme dans un pays ne le met pas forcément sur la voie du développement (Sharpley et Telfer, 2016). En effet, de nombreux pays du Tiers-monde bénéficient, à première vue, d'une augmentation du nombre de touristes et des recettes en devises qui en découlent. Cependant, les relations complexes entre les divers éléments du système touristique international et l'économie politique mondiale dont le tourisme fait partie contribue à

réduire les effets positifs sur le développement des sociétés d'accueil (Reid, 2003). Par exemple, le tourisme représente un moyen potentiellement attrayant de stimuler le développement social et économique dans les régions et les pays de destination. Cependant, parfois ce développement profite plutôt aux élites locales et représente des coûts économiques, sociaux ou environnementaux pour les populations locales.

En parallèle, le tourisme alternatif est une pratique qui gagne de plus en plus d'importance. Toutefois, il est difficile d'évaluer son marché potentiel. En 2000, le seul secteur de l'écotourisme a engendré des recettes internationales d'une valeur de 154 milliards d'euros avec une croissance annuelle approximative de 20 % comparativement à 7 % pour le tourisme conventionnel (World Travel & Tourism Council, 2002). La résolution 65/173 de l'AGNU encourage la promotion de l'écotourisme pour l'éradication de la pauvreté et la protection de l'environnement (UNWTO, 2015). On a tendance à percevoir le tourisme alternatif comme un contre modèle au tourisme de masse. Cependant tout un mouvement théorique s'est constitué autour de ce concept (Sarrasin, 2014, 2015, 2017). Le tourisme alternatif a sa propre logique et n'entrave pas le développement du tourisme de masse. Pourtant et selon plusieurs auteurs (Sarrasin, 2017; Kadri, 2008; Marcotte, Bourdeau et Sarrasin, 2017) il n'existe aucun consensus au niveau de sa définition et de son scientifique.

Le tourisme alternatif a beaucoup été étudié dans les îles et régions balnéaires, les montagnes et les forêts et les parcs. À ce jour, la littérature est rare en ce qui concerne la pratique du tourisme alternatif dans les déserts. Dans cet ordre d'idées, ma thèse de doctorat s'inscrit dans la continuité de ma thèse de maîtrise, lors de laquelle je me suis questionnée les possibilités d'envisager le tourisme alternatif comme levier de l'amélioration des conditions de vie des populations locales du Sahara algérien. Ma thèse de maîtrise était un travail exploratoire en ce sens qu'elle m'a permis de comprendre que le tourisme dans les régions désertiques avait aussi bien des aspects positifs que des aspects négatifs sur l'environnement, l'économie et les sociétés locales.

Cependant, il a également été constaté qu'il est difficile d'apprécier concrètement les impacts du tourisme alternatif, car le concept en tant que tel n'est pas bien défini, ni caractérisé dans les zones désertiques. Ma thèse de maîtrise ne m'a donc pas aidée à répondre à ces questionnements. Elle m'a plutôt permis de poser une problématique. En effet, la principale question de recherche de cette thèse de doctorat s'articule comme suit : Dans quelle mesure et de quelle manière les

activités liées au tourisme alternatif dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent-elles de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux? De quelle manière les caractéristiques spécifiques à Djanet et à Taghit aident-elles à comprendre la pratique du tourisme alternatif?

Ainsi, ma thèse de doctorat vise à combler un vide dans la littérature sur la pratique du tourisme alternatif et ses enjeux dans le désert algérien. En optant pour une approche par le développement durable, il est question d'analyser les principales particularités environnementales, sociales et économiques de cette activité dans les régions de Djanet et de Taghit. Par conséquent, cette recherche s'articule autour de deux principales parties.

La première a pour objectif de présenter une analyse théorique du tourisme alternatif. C'est l'objet du premier chapitre qui est consacré aux études touristiques et à les considérer comme faisant partie des théories du développement et de présenter les principaux éléments environnementaux, sociaux et économiques constitutifs du tourisme alternatif. Le deuxième chapitre, propose une analyse géolocalisée du tourisme alternatif afin d'exposer certains de ses enjeux en fonction des diverses régions où il est pratiqué, à savoir les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs et les régions désertiques

La deuxième partie de cette thèse a plutôt comme objectif d'exposer les réalités du tourisme alternatif dans le désert algérien. Ainsi, le troisième chapitre présente les principaux enjeux de recherche du tourisme alternatif dans cette destination. Ensuite, le quatrième chapitre porte sur l'analyse empirique du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. Finalement, le cinquième chapitre vise à approfondir les résultats obtenus et à comprendre les particularités environnementales, sociales et économiques du tourisme alternatif.

L'objectif de cette recherche n'est pas d'analyser tous les enjeux environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif dans le désert algérien. Il n'est également pas question de présenter une analyse comparative entre les déserts et les autres régions du monde. Cette thèse n'a pas également comme but d'exposer et de présenter tous les débats théoriques relatifs à la conceptualisation du tourisme et du tourisme alternatif.

Il est à noter que tout au long de ce travail nous employons le terme tourisme lorsqu'il est question de traiter du tourisme conventionnel et nous utilisons le terme tourisme alternatif afin de traiter des formes de voyage qui visent à protéger l'environnement, les sociétés d'accueil et les économies locales.

1^{re} partie : Analyses théoriques du tourisme alternatif

Chapitre I : Tourisme et théories du développement

Introduction

Lorsque le terme « développement » a été mentionné pour la première fois lors du discours d'inauguration du deuxième mandat d'Harry Truman, en 1949, l'objectif était de lutter contre la pauvreté, les conflits, la maladie et surtout le communisme, notamment en Asie, en Afrique et en Amérique latine (Heilperin, 1950).

Aujourd'hui, les critiques considèrent le développement comme une extension du colonialisme (Rist, 2007) et discutent de l'importance accordée au produit intérieur brut (PIB) (Lehoucq, 2007). Les termes « pays développés » et « pays en développement » ont été rejetés par certains (Duboz et Houser, 2013) mais le terme « Tiers-monde » a été largement adopté par les populations de pays qui ne faisaient partie ni du bloc de l'Est, ni du bloc de l'Ouest, pendant la guerre froide (Sauvy, 1952). Dans le cadre de ce travail, nous retiendrons la terminologie de pays du Tiers-monde pour qualifier les pays qui ont des défis socio-économiques (pauvreté, crise politique, problèmes de santé, etc.) à relever.

En parallèle, le tourisme est l'un des enjeux du développement. Les avantages qui lui sont associés comprennent les recettes en devises, la création d'emplois, la diversification et la croissance économique ainsi que la préservation de l'environnement et du patrimoine culturel dont il dépend (Sharpley, 2005). La raison la plus convaincante de considérer le tourisme comme stratégie de développement est sa supposée contribution positive à l'économie locale ou nationale (Oppermann et Chon, 1997). Toutefois, si le tourisme est fortement valorisé, il est également beaucoup critiqué, principalement, en raison de l'inégalité dans la répartition des retombées économiques, les évasions fiscales, la folklorisation des cultures locales, la dégradation de la biodiversité, et la pollution (source critique). C'est pour cette raison qu'il est préférable d'encourager la pratique d'un tourisme plus soucieux de l'environnement, centré sur les besoins des populations locales et plus juste dans la répartition des revenus.

Malgré le fait que l'on soit en général d'accord quant aux contributions du tourisme au développement, nous relevons que peu d'études ont été consacrées à lier théoriquement ces deux

champs d'études (Telfer, 2002). Cela explique pourquoi le présent chapitre vise à présenter les bases théoriques entre les études en développement et leurs effets sur le tourisme. Ainsi, la première section de ce chapitre vise à présenter les principales caractéristiques des théories du développement et leurs spécificités dans le secteur du tourisme. La deuxième section a pour objectif de présenter quelques critiques des théories de la modernisation, de la dépendance et du néolibéralisme et leurs répercussions sur le tourisme. La dernière section de ce chapitre concerne les alternatives aux principales théories du développement et les particularités du tourisme alternatif.

Ce chapitre n'a pas pour objectif de présenter et d'analyser en profondeur toutes les théories du développement et celles du tourisme. Il n'est pas également question de présenter tous les débats conceptuels entourant ces notions. Ce chapitre a plutôt comme objectif de montrer que le tourisme peut s'inscrire au sein du corpus théorique du développement.

I.1. Les principales caractéristiques des théories du développement

Dans le cadre de cette section, il sera question de présenter les grandes lignes des théories du développement (modernisation, dépendance, néolibéralisme) et les spécificités qui lui sont associées dans le domaine du tourisme. Le tableau suivant présente les principaux éléments qui seront abordés à travers les principales théories du développement et ses spécificités :

Tableau 1: Les caractéristiques des théories du développement et les spécificités du tourisme

I.1 Les théories du développement : Généralités		
a) Les théories de la modernisation	b) Les théories de la dépendance	c) Les théories néolibérales
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Stimulation de la croissance économique (PIB) ➤ Industrialisation ➤ Capitalisme ➤ Stabilisation des marchés par l'État ➤ Réformes des institutions économiques et politiques ➤ Démocratie et transparence 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Industrialisation nationale ➤ Structure des échanges inégaux ➤ Influence de la période coloniale ➤ Centre hégémonique et périphérie dépendante agraire ➤ Détérioration des termes de l'échange ➤ Inégalité entre les pays industrialisés et le Tiers-monde 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Libéralisation des échanges et mouvements de capitaux ➤ Retour au libéralisme économique ➤ Restructuration du capitalisme international ➤ Redéfinition du rôle de l'État ➤ Promotion des IDE ➤ Efficacité du marché libre dans l'allocation des ressources
Le tourisme dans les théories du développement : Spécificités		
a) Croissance économique et modernisation des structures sociales	b) Revendications identitaires et rapport de force	c) Laissez-faire et laissez-passer
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Apport de revenu ➤ Développement touristique (chaîne hôtelière) ➤ Promotion du tourisme par l'État ➤ Amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière ➤ Hausse de la consommation locale (hébergement, transport, loisir) ➤ Progression des valeurs et des modes de vie 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Inégalité dans la répartition des bénéfices ➤ Asymétrie dans la redistribution des ressources ➤ Prédominance de la propriété étrangère dans le tourisme ➤ Dépendance structurelle ➤ Exclusion et marginalisation ➤ Relation de pouvoir asymétrique ➤ Renforcement des identités locales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Multiplication des multinationales, des voyagistes et des partenariats publics-privés ➤ Gouvernance post-souveraine ➤ Gestion multisectorielle du tourisme ➤ Exonérations fiscales dans les investissements ➤ Émergence de plusieurs agences touristiques ➤ Augmentation de la compétitivité

I.I.1 Les théories du développement : Généralités

Le développement peut être considéré comme une philosophie, un processus, un résultat ou le produit d'un cheminement vers des objectifs souhaités (Cowen et Shenton, 1996). Il fait souvent allusion à un état futur souhaitable pour une société particulière, même si cet état n'est pas toujours clairement défini. Plus généralement, le développement est aussi considéré comme synonyme de progrès puisqu'il implique une transformation positive (Thomas, 2000). En ce sens, il concerne toutes les régions du monde, tant au niveau individuel que collectif (Elliot, 1999). Cette sous-section vise à présenter les principales caractéristiques des théories de la modernisation, de la dépendance et de la modernisation. Il est nécessaire de comprendre le fondement de ces théories afin de mieux comprendre leurs impacts sur le tourisme.

a) Les théories de la modernisation

Les théories de la modernisation trouvent leur origine dans les travaux d'Adam Smith (1776) et de David Ricardo (1817), il est question d'encourager l'autorégulation du marché, entre l'offre et la demande (considérée comme étant le moteur de la croissance) avec une forte présence de l'État comme régulateur, en dernière instance. Dans la logique d'accumulation de profits et de réinvestissement du capital, le commerce international occupe un rôle primordial. À l'évidence, la croissance dépend de l'intensification des échanges entre les pays en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs (Hugon, 1999).

Le développement devait inévitablement passer par la croissance, qui elle dépend de l'intensification des échanges entre les pays en fonction de leurs avantages comparatifs respectifs (Hugon, 1999). Le développement a été pensé en termes de stimulation de la croissance économique, en fonction du PIB. Il a été question d'investir dans l'industrialisation tout en encourageant la transition de l'agriculture paysanne vers l'agriculture capitaliste. Dans cet ordre d'idées, l'économie du développement, en tant que discipline, a fait son apparition dans les années 50 et vise à identifier les causes principales de la pauvreté, du sous-développement et de la stagnation économique (Hugon, 1999).

Ainsi et dès 1960, les chercheurs se sont rendu compte que les pays du Tiers-monde avaient des problèmes particuliers auxquels il fallait remédier en réformant les institutions économiques et politiques. Ainsi, la planification économique et l'intervention étatique devaient instinctivement amener la croissance, le progrès et le développement (Rostow, 1961; Lewis, 1963). Par le biais de l'intervention de l'État dans l'économie et les services sociaux, les progrès se devaient d'être linéaires et continus (Rist, 2007).

Inspirée des philosophes des lumières et du keynésianisme, la modernisation permettrait aux sociétés de franchir les étapes de changements économique, politique et social, tout comme l'ont fait les pays industrialisés (Rostow, 1961). Dans cette logique, la théorie de la modernisation a été la première tentative pour comprendre le défi du développement dans les pays pauvres. Elle est apparue dans le contexte de la reconstruction de l'Europe promu par les États-Unis (plan Marshall) et a présenté le développement comme une mission humanitaire avec un double

objectif. D'une part, il était question de renforcer le bloc des pays occidentaux opposés à l'expansion soviétique. D'autre part, il s'agissait d'élargir, dans la perspective keynésienne, l'intervention étatique pour réguler et stabiliser les marchés et les cycles des affaires tout en protégeant l'emploi (Rist, 2007).

Les débats sur le développement du monde occidental depuis les années 60 ont été grandement influencés par Arthur Lewis (1963) et Walter Rostow (1962) qui présentent des cadres théoriques complémentaires. Leurs contributions trouvent leurs origines dans le modèle Harrod-Domar qui stipule que la croissance du PIB dépend de l'épargne et des investissements des sociétés.

Lewis (1963) et Rostow (1962) se sont tous deux concentrés sur l'augmentation de la hausse du revenu par habitant comme mesure centrale de la croissance. Ils ont conçu que le taux d'épargne, était capital pour l'investissement dans l'augmentation du taux global de croissance. La classe capitaliste et les entreprises représentaient une force motrice importante de la croissance économique, principalement au niveau du lancement du processus. Le principal apport consiste au rôle que joue la main-d'œuvre dans le développement.

Pour Lewis (1963), les pauvres dans le secteur de subsistance et les travailleurs du secteur capitaliste ne pouvaient pas parvenir à épargner parce qu'ils étaient trop pauvres pour le faire. Dans le secteur de subsistance, les riches ne pouvaient pas non plus épargner, car ils étaient pour la plupart des agriculteurs qui utilisaient leurs rentes et leurs autres revenus pour acheter des actifs déjà existants plutôt que d'en créer de nouveaux. Dans cette mesure et selon Lewis (1963) ce sont les capitalistes qui devaient faire augmenter le taux d'épargne, puisque les bénéfices seraient à la fois économisés et investis.

Le modèle de Lewis a constitué l'un des points de départ importants pour la théorie des étapes de la croissance de Walter Rostow (1962). Tout comme Lewis (1963), Rostow (1962) fait une distinction entre secteur traditionnel et secteur capitaliste moderne. Il estime également que l'augmentation significative de l'épargne et de l'investissement étaient des conditions préalables à la croissance économique dans les régions pauvres. Cependant, contrairement à Lewis (1963), Rostow (1962) s'est plutôt intéressé à décrire l'ensemble du processus à travers lequel se déroulait le développement des sociétés. Ce dernier a alors reformulé d'une autre façon le processus de développement dans son ouvrage « les étapes de la croissance » publié en 1962.

Ainsi, selon Rostow (1962), le *sous-développement* ne serait qu'un retard socioéconomique et le progrès économique une condition nécessaire à la réalisation d'objectifs de société beaucoup plus larges (dignité nationale, profits privés, etc.). En outre, les inégalités internes jouent un rôle positif en suscitant une concurrence entre les acteurs. Selon lui, toutes les sociétés passeront, tôt ou tard, par la même séquence de 5 étapes de croissance économique. Cette dernière dépend des circonstances naturelles, économiques et des conditions politiques et culturelles. Les étapes de la croissance selon Rostow (1962) sont les suivantes :

1. La société traditionnelle concerne des sociétés rurales et agricoles dont la productivité est très faible et les techniques rudimentaires.
2. Les conditions préalables au décollage économique concernent le développement des échanges et des techniques, une évolution des mentalités qui n'envisageait pas le changement dans la première étape et l'augmentation du taux de l'épargne.
3. Le décollage économique implique que toutes les conditions sont réunies pour franchir les obstacles (hausse de l'épargne et des investissements).
4. La phase de maturité implique la diffusion de l'innovation et la diversification de la production.
5. L'âge de la consommation de masse, soit l'orientation vers la production de biens de consommation et de services.

L'important pour Rostow (1962) est de passer de la tradition à la modernité en adoptant des valeurs capitalistes modernes, notamment la recherche du profit, l'accumulation des biens et des richesses et le réinvestissement dans la production économique.

Dans un autre ordre d'idées, la modernisation ne s'est pas arrêtée à la sphère économique uniquement. Sur le plan politique, elle doit éliminer les structures politiques traditionnelles comme la caste ou l'ethnie par exemple en leur substituant un modèle plus démocratique axé sur la transparence (Beudet, Schäfer et Haslam, 2008). L'État joue un rôle crucial dans le maintien de l'ordre social, en aidant à disséminer valeurs, croyances et sens moral. Le développement peut donc aussi être politique et se produit quand les institutions deviennent de plus en plus complexes et donc assurent davantage leurs fonctions.

b) Les théories de la dépendance

Les théories de la modernisation n'ont pas été en mesure de stimuler le développement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine, cependant certains pays tels que Taiwan ou la

Corée ont réussi à atteindre des stades de croissance remarquable (Salama, 2012). C'est dans cette logique qu'émergent les théories de la dépendance, école de pensée qui apparaît dans un contexte de critique des rapports internationaux.

Les théories de la dépendance trouvent leur origine dans le structuralisme qui considère l'industrialisation nationale comme une stratégie de développement. Ainsi, les théories de la dépendance tentent de comprendre l'inégalité qui persiste entre le Tiers-monde et les pays industrialisés (Furtado, 1994 ; Gunder Frank, 1970 ; Cardoso et Faletto, 1969). La particularité des théories de la dépendance consiste au fait que ce soit le premier cadre conceptuel à être d'abord et avant tout pensé par des intellectuels du Tiers-monde. Ainsi, elles adoptent l'idée selon laquelle certaines caractéristiques spécifiques aux nations défavorisées bloquent leur développement (Cardoso et Faletto, 1969).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine (CÉPAL), les problèmes de développement des pays du Tiers-monde sont fortement liés à la structure de leur économie et la nature des échanges avec les autres économies (Furtado, 1994). À l'évidence, ce sont des problèmes de structures économiques suite au à l'insertion de ces pays à l'économie mondiale imposée durant la période coloniale (Cardoso et Faletto, 1969).

Cette idée est approfondie par Raul Prébish (1970) qui explique que la division internationale du travail est inégale en introduisant la notion d'une « périphérie » agricole dépendante dans les pays du Tiers-monde qui alimente un « centre » hégémonique industriel. Ainsi, il y a une tendance pour les termes de l'échange des pays exportateurs de produits agricoles à se détériorer. En d'autres termes, le commerce international, principalement fondé sur le principe des avantages comparatifs de Ricardo (1817), est conçu comme un mécanisme selon lequel la dépendance par rapport à l'extérieur s'accroît, essentiellement au niveau des denrées primaires.

Selon la CÉPAL, le développement des pays du Tiers-Monde devait passer par le modèle d'industrialisation par substitution aux importations (ISI) afin de produire des biens manufacturés pour satisfaire la demande intérieure en Amérique latine (Guillaumont, 1978). Le modèle d'ISI, mis en place juste après la Seconde Guerre mondiale, a été un succès relatif dans la mesure où il a permis d'augmenter la part du secteur manufacturier de 50% dans le produit national de la période de dépression économique jusqu'au début des années 70 (Martinussen, 1995).

Outre l'industrialisation par substitution aux importations, cette commission suggérait également une réforme agraire, l'augmentation des salaires des travailleurs en optant pour le capital étranger, l'élaboration d'une politique fiscale, la promotion des fonctions régaliennes de l'État et l'industrialisation qui devait articuler, stimuler et encourager toutes ces mesures. Toutes ces actions avaient pour objectif de défaire la dépendance des pays du Tiers-monde vis-à-vis des économies des anciens pays colons (Martinussen, 1995).

En somme, les théories de la dépendance ont permis de démontrer l'écart de développement entre les pays du Tiers-monde et les anciens pays colons. Cet écart ne pouvait être réduit ou annihilé sans la mise en place de politiques adéquates ayant pour vocation principale le renforcement des capacités économiques et politiques (gouvernance, droits) des pays du Tiers-monde. C'est pour cette raison que l'implication de l'État dans le processus de développement est fondamentale.

c) Les théories néolibérales

Les théories de la modernisation et de la dépendance n'ont pas entièrement été en mesure de formuler des solutions efficaces aux régions défavorisées, on assiste à un changement de paradigme au début des années 80 (Stiglitz, 2007).

Dans un contexte de crise de la dette en Amérique latine et d'intensification de la guerre froide, les politiques d'ajustements structurels (PAS) sont apportées par les institutions de Bretton-Wood afin de renégocier les dettes des pays du Tiers-monde pour contrecarrer la crise mondiale (Sharpley et Telfer, 2005). Le développement du néolibéralisme économique a constitué une réaction contre les politiques interventionnistes de l'État afin d'encourager la libéralisation des échanges et la discipline fiscale (De Block et Hamel, 1994).

Le néolibéralisme, qui est apparu dans les années 1970 avec la montée des gouvernements conservateurs (Grande-Bretagne, États-Unis, Canada et Allemagne), implique un retour au libéralisme économique tel que prôné par Adam Smith (1776), Hayek (1944) et Milton Friedman (1962). Plus précisément et en critiquant l'État interventionniste de la perspective keynésienne, Adam Smith (1776) estime que le marché a tendance à s'autoréguler par l'adéquation entre

l'offre et la demande. Dans sa continuité, Hayek (1944) énonce que les adeptes du keynésianisme font de l'État un *dictateur économique*, puisqu'il génère des déséquilibres et des perturbations. Dans cette mesure, le rôle de l'État devait se limiter au respect de la loi et des droits, il doit limiter les dépenses publiques et encourager le libre-échange (Friedman, 1962).

Le néolibéralisme est un courant de pensée et une politique visant une restructuration du capitalisme international et une redéfinition du rôle de l'État (Todaro, 1994). Il se manifeste notamment, par la libéralisation complète des échanges et des mouvements de capitaux, par la rationalisation, la flexibilité du marché du travail et par la privatisation des secteurs publics (Gill, 2004).

C'est ainsi que le consensus de Washington fut prôné par les institutions de Brettons Woods (FMI et BM) en tant que politique de lutte contre la pauvreté (Hugon, 1999). La priorité repose sur la libéralisation du commerce et la promotion des investissements directs étrangers (IDE), tout comme la privatisation et la dérèglementation (Dostaler, 1994). L'État a donc cédé sa place au marché par la discipline fiscale, la réorganisation des dépenses publiques, la libéralisation des taux d'intérêt (Harribey, 2004).

Par le biais des programmes d'ajustements structurels, la libéralisation met un terme au modèle ISI instauré en Amérique latine puisqu'il a provoqué des déséquilibres de la balance des paiements et l'hyperinflation (Harribey, 2004). Les objectifs des programmes d'ajustements structurels (PAS) visaient les ajustements financiers tant au niveau macroéconomique que microéconomique, dont notamment (Mosley et Toye, 1988; Konadu- Aqyemang, 2000) :

- La suppression des quotas d'importations.
- La réforme des budgets.
- La dissolution des pouvoirs de l'État.
- La dévaluation monétaire.
- La réduction de l'inflation.
- La réduction des services publics.
- La privatisation des entreprises publiques et promotion des exportations.
- La libéralisation des taux d'intérêt.
- Les taux de change compétitifs.

En somme, le néolibéralisme met l'accent sur l'efficacité du marché libre dans l'allocation des ressources, la dérèglementation et les exportations avec comme objectif plus large la constitution d'un marché mondial unifié (Bohman, 1996).

I.I.2 Le tourisme dans les théories du développement : Spécificité

Le tourisme trouve son véritable essor et sa popularisation dans l'occident de l'après Seconde Guerre mondiale. Ainsi, les théories du développement et celles du tourisme ont évolué sur des lignes de temps similaires depuis la Seconde Guerre mondiale avec l'apparition du tourisme de masse (Nasser, 2011). Des documents sur le tourisme peuvent être trouvés dans les années 30 et précédentes, mais l'essentiel de la littérature a évolué à partir des années 60. La recherche sur le tourisme, essentiellement menée par des planificateurs et des économistes, a initialement fonctionné comme un instrument de développement (Nasser, 2011). Le but de cette section est de démontrer l'influence des théories du développement sur celles du tourisme. Ainsi, nous retiendrons que la modernisation a permis de concevoir le tourisme comme outil de croissance économique et de modernisation des structures sociales. Les théories de la dépendance ont permis d'utiliser le tourisme comme outil de revendications identitaires et pour dénoncer les rapports de force. Finalement, le néolibéralisme a permis d'améliorer l'accessibilité du tourisme en encourageant la libre circulation des biens et des services, ainsi que les mouvements transfrontaliers.

a) Croissance économique et modernisation des structures sociales

Les théories de la modernisation dans le contexte du tourisme ont permis d'initier des stratégies pour générer des capitaux étrangers, l'emploi, augmenter le PIB et le transfert de technologie (Mathieson et Wall, 1982; Harrison, 1992). Au cours des 50 dernières années, la relation entre commerce et croissance économique a été l'un des principaux sujets examinés dans le domaine du développement économique et du tourisme (Sharpley et Telfer, 2016). Les contributions du tourisme à la croissance économique peuvent s'analyser selon les perspectives macroéconomique et microéconomique.

D'un point de vue macroéconomique, le tourisme permet de contribuer aux exportations et à la balance des paiements. La relation entre les exportations et la croissance est souvent attribuée aux externalités positives potentielles (économies d'échelles, meilleure allocation des ressources,

concurrence) pour l'économie nationale suite à la participation au commerce international (Peter, 1969). C'est pour cette raison que les discours officiels du PNUD, de la CNUCED, de l'OCDE et de la Banque Mondiale au début des années 60 insistaient sur les contributions du tourisme à la croissance des pays du Tiers-monde. Ainsi, la Conférence des Nations-Unies sur les voyages et le tourisme international (1963) a permis de recommander aux divers gouvernements d'inclure le tourisme dans les plans de développement économique et les accords commerciaux.

Certains auteurs (Kazari et Sgro, 1995) considèrent que l'expansion du tourisme encourage l'augmentation de la consommation des produits touristiques dans les pays d'accueils (paysages, patrimoine et culture, repas, logement, souvenirs), ce qui renforce l'épargne nationale et favorise la croissance économique à long terme. Dans un cadre de croissance endogène, les petites économies ouvertes entièrement spécialisée dans un secteur moins évolutif comme le tourisme pourrait connaître une croissance plus rapide du revenu qu'un pays spécialisé dans un secteur plus progressif comme la manufacture Lanza et Pigliaru (1994).

La modernisation a également permis de considérer le tourisme comme étant un outil indispensable à l'augmentation de la balance des paiements, au produit national brut (PNB) et à la création d'emplois (Mathieson et Wall, 1982). C'est particulièrement vrai dans les pays du Tiers-monde où le tourisme est perçu comme un catalyseur efficace de la croissance économique et d'un développement socioéconomique plus large.

Le tourisme comme moteur de croissance dans le Tiers-monde a légitimé la construction de grandes stations touristiques comme au Mexique où le gouvernement s'est inspiré de la théorie des pôles de croissance (Perroux, 1981) pour développer les centres touristiques de la côte du pays (Kemper, 1979). Dans certains cas comme le Mexique, la Thaïlande, les Seychelles et Fidji, le tourisme s'est révélé un succès économique à la fois en tant que secteur spécifique et en tant que moteur de développement. En effet, tout comme la société moderne de Rostow (1961) se concentre sur le consumérisme de masse, le tourisme à grande échelle se traduit par le développement de grandes stations balnéaires (Thompson, 2014).

Le rôle de l'État est important lorsqu'un pays s'ouvre au tourisme car cette activité nécessite un fort capital de départ et des investissements. Ces derniers provenant d'habitude du secteur privé dans les pays industrialisés doivent provenir de l'État dans les pays Tiers-monde, puisque le

secteur privé dans ces régions est faible (Jenkins, 1980). De ce point de vue, les politiques de promotions mise en place par les institutions touristiques représentent une composante essentielle des politiques touristiques (promotion du tourisme national, orientation sectorielle de l'activité touristique, aménagement touristique) (Vellas, 2002). D'un point de vue microéconomique, le tourisme permet de contribuer à l'économie des pays d'accueils en générant des revenus et des emplois.

Le tourisme, tant international que national, favorise les dépenses directes de la part des touristes ce qui représente une source de revenus pour les entreprises et les particuliers qui offrent des biens et des services (l'hébergement, les transports, les loisirs, les repas et les boissons, etc.) (Sharpley et Telfer, 2016). Le tourisme peut également être une source importante de revenus pour les gouvernements qui imposent souvent des taxes sur les ventes des biens et les services, ce qui stimule l'économie locale (Bah et Goodwin 2003). Fréquemment, ces recettes servent à financer le développement ou la promotion du tourisme, mais sont également dépensées dans d'autres domaines comme la construction d'écoles et d'hôpitaux afin de promouvoir un développement plus large de la destination (Sharpley et Telfer, 2016).

Dans un autre ordre d'idées, le tourisme est aussi considéré comme un secteur à forte intensité de main-d'œuvre et, par conséquent comme un générateur réel d'emplois tant dans le secteur formel que dans le secteur informel. Le tourisme est effectivement un important fournisseur de postes de travail, puisqu'il favorise l'emploi d'environ 250 millions de personnes dans le monde (Dutorme, 2006).

Mise à part sa forte composante économique, le tourisme peut également représenter un moyen efficace de diffusion des normes et des valeurs occidentales (Éthier, Morisset et Sarrasin, 2012). Ainsi, le développement économique doit aller de pair avec le développement des modes de vie, comme l'amélioration des soins de santé et d'éducation, l'approvisionnement en eau potable, de meilleures infrastructures et des logements (Harrison, 1995). La modernisation a permis de concevoir le tourisme comme un moyen pour faire progresser les valeurs et les modes de vie dans le but de protéger la propriété privée et d'assurer la démocratie libérale (Mathieson et Wall, 1982). Dans la seconde moitié du 20e siècle, le tourisme est devenu un outil social destiné à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière afin de permettre aux masses populaires l'accès à la culture, aux découvertes, aux sports et aux loisirs (Nasser, 2011).

En somme, la théorie de la modernisation a permis dans le secteur du tourisme de justifier les réformes économiques et sociales entreprises, puisque le tourisme pouvait être vecteur de croissance économique et d'amélioration de la qualité de vie.

b) Revendications identitaires et rapports de force

Les théories de la dépendance ont permis d'expliquer les revendications identitaires dans les pays nouvellement indépendants. Elles permettent aussi de dénoncer les rapports de force qui existent dans le secteur du tourisme.

En effet, les théories de la dépendance ont permis de comprendre que le tourisme a été utilisé par les États pour contrôler les identités nationales (Pabion-Mouriès, 2010). Dans cet ordre d'idées, il peut constituer un moyen de contestation et d'affirmation d'identités des groupes stigmatisés pour revendiquer d'autres appartenances identitaires, culturelles et sociales. La dimension spatiale de ces revendications identitaires est importante à considérer, car bien souvent les groupes marginalisés sont spatialement mis à l'écart dans des régions périphériques dominées culturellement et symboliquement par les espaces centraux (Oiry-Varacca, 2016). Alors que plusieurs se focalisent sur l'imposition par le haut des identités nationales, peu d'études se sont penchées sur l'instrumentalisation du tourisme pour des revendications identitaires au niveau régional ou local.

Également, les chercheurs postcoloniaux (Ashcroft et *al.*, 1989; Bhabha, 1984) ont mis en évidence l'instrumentalisation du tourisme par les États post-indépendance pour résoudre les problèmes sociaux, culturels et politiques de domination découlant de leurs expériences du colonialisme. Dans ce sens, les historiens, anthropologues et géographes ont permis de souligner que le tourisme a facilité la construction des États-Nations modernes. D'un côté le tourisme a permis de nourrir le sentiment d'appartenance nationale en renforçant les identités locales et de l'autre, l'État a pu instrumentaliser cette activité afin de dominer les sociétés colonisées en leur imposant une identité nationale pour se défaire des identités imposées par les colons lors de la période de la colonisation (Zytnicki et Kazdaghi, 2009). Dans une certaine mesure, le tourisme permet donc la constitution du pouvoir.

Dans un autre ordre d'idée, les études postcoloniales, qui découlent des théories de la dépendance, ont permis d'identifier les rapports de forces qui existent dans le tourisme. Elles favorisent la déconstruction et la dénonciation des systèmes d'oppression, mais aussi leur évolution historique (Staszak, 2008). Ce champ d'étude permet également d'analyser les représentations coloniales dans le tourisme. Elles permettent de démontrer que *les imaginaires touristiques* sont fortement imprégnés des représentations coloniales de l'*autre*. Par exemple, l'exotisme, qui est souvent promu pour vendre une destination, représente un processus de construction propre à l'occident qui réduit les populations issues des pays Tiers-monde à des objets de spectacle et de marchandises, ce qui maintient des rapports de force et de dominations (Staszak, 2008).

Ainsi, les théories postcoloniales permettent de prendre conscience qu'il existe encore des relations coloniales dans le tourisme, par exemple au niveau de la représentation des sites dans les pays Tiers-monde qui sont considérés comme authentiques, vierges et où les cultures locales, qui s'éloignent de celles de l'occident, deviennent des produits du tourisme commercial (Sharpley et Telfer, 2016). Par exemple, dans des destinations comme Singapour et Penang en Malaisie, les bâtiments coloniaux et autres monuments sont préservés et utilisés comme attractions touristiques.

Cet exemple permet de traduire le cas de plusieurs anciens pays colonisés qui d'une part tentent de préserver et de promouvoir le patrimoine colonial dans le but de générer des revenus tirés du tourisme, et d'autre part essayent de ne pas insister sur le passé colonial afin de ne pas nuire à la construction de l'identité nationale post-indépendance (Fisher, 2004). Plus précisément, la mise en tourisme de l'architecture coloniale fournit un bon exemple des tensions qui existent entre motivations économiques de la promotion et du développement du tourisme et les courants idéologiques, politiques et sociaux qui sous-tendent inévitablement tout patrimoine culturel.

c) Laissez-faire et laissez-passer

Les contributions du néolibéralisme sur les études touristiques ont eu moins d'influence que les deux paradigmes précédents (modernisation et dépendance) (Sharpley, 2005). Le néolibéralisme

a facilité l'émergence du secteur privé dans le domaine touristique et a encouragé la libre-circulation des biens et des personnes.

L'internationalisation accélérée des échanges a eu pour conséquence la multiplication des multinationales, des voyagistes et des partenariats publics-privés (Poulin, 2008). Le néolibéralisme a également facilité l'émergence d'une gouvernance post-souveraine dans laquelle l'État est toujours important, mais la gouvernance est partagée à plusieurs niveaux impliquant notamment les institutions internationales, les agences infranationales, la société civile, les ONG, etc. (Scholte, 2005). Ainsi, la gestion du tourisme est élargie aux institutions de Bretton Woods et à diverses agences des Nations Unies comme l'OMT, le PNUD, etc. Par exemple, la Banque mondiale et l'Agence japonaise de coopération internationale ont financé plusieurs projets de régénération urbaine du tourisme (FMI, 2006).

Les politiques néolibérales ont également incité les gouvernements des pays du Tiers-monde à encourager les investissements par les exonérations fiscales (Dieke, 1995). Cela a facilité la participation d'entreprises privées dans le secteur du tourisme et s'est traduit par l'émergence de plusieurs agences touristiques qui offraient des forfaits voyage à prix réduit (Sun& Sand) dans plusieurs pays anciennement colonisés. Afin de répondre aux exigences de la Banque mondiale et du FMI, les gouvernements du Tiers-monde ont essayé de remplir leurs engagements en réalisant des efforts d'investissement dans le domaine du tourisme. De ce fait, plusieurs investissements publics et privés de l'ordre de 800 milliards de dollars par an, ont servi à lancer des projets d'infrastructure pour stimuler le secteur touristique tels que la construction de routes, d'hôtels et des programmes de promotions touristiques tel qu'indiqué brièvement dans la section précédente (Blin, 1992).

La dérégulation, engendrée par le néolibéralisme, a affecté le secteur du tourisme au niveau de la normalisation des techniques et des procédures, de la libéralisation des mouvements transfrontaliers d'argent, d'investissements, de biens et de services et au niveau la légalisation des organisations et des activités mondiales (Scholtes, 2005). Hjalager (2007) propose un modèle à plusieurs étapes pour expliquer l'insertion des entreprises touristiques sur le marché mondial. Tout d'abord et avec l'ouverture des frontières, les entreprises touristiques se tournent vers de nouveaux marchés pour étendre leurs entreprises. Ensuite, il est question d'intégrer les activités touristiques transfrontalières, notamment dans le développement de profils de marques sur les

marchés étrangers. La troisième étape vise à la fragmentation et la délocalisation flexible des processus de production dans l'espace. Finalement, il s'agit d'intégrer les diverses activités touristiques sur le marché mondial.

La promotion de l'initiative privée dans le secteur du tourisme s'est traduite par la multiplication d'entreprises touristiques privées qui cherchent à réaliser des profits au-delà des frontières politiques. Ainsi, la libéralisation rapide et la déréglementation des marchés engendrent une concurrence fondée non seulement sur les prix, mais aussi sur la qualité et les caractéristiques des produits fournis (Costa et Buhalis, 2006). Certes, un touriste désirant prendre des vacances basera sa décision sur le prix, c'est pour cette raison que les diverses entreprises touristiques entrent en compétition afin de répondre le plus adéquatement possible à la demande du marché touristique.

La dérégulation des prix dans le secteur du tourisme a eu des retombées importantes dans le secteur des transports. Plus précisément, les compagnies aériennes ont subi une importante déréglementation, qui s'est traduite par une augmentation de la compétitivité (Papatheodorou, 2006). Certes, un nombre croissant de gouvernements ont privatisé les compagnies aériennes nationales afin de réduire les dépenses publiques pour encourager l'efficacité du marché.

La dérégulation a commencé en 1978 sur le marché intérieur américain et des tendances similaires se sont manifestées dans le monde entier par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux (Graham, 2006). Les *accords ciel ouverts* entre pays ont libéralisé les activités des compagnies aériennes et représentent l'un des progrès majeurs en la matière. Ces accords ont favorisé l'émergence de compagnies aériennes *low-cost* comme Ryanair et easyJet basées au Royaume-Uni ont favorisé la compétitivité des prix. Également, le nombre de compagnies à bas coût en Asie a considérablement augmenté. Le néolibéralisme a également favorisé des alliances stratégiques entre les grandes compagnies aériennes comme Star Alliance, Oneworld et System (Sharpley et Telfer, 2016).

Les politiques néolibérales ont permis d'accroître la mobilité transfrontalière au niveau de la circulation des biens et des services, mais aussi des personnes (Robins, 1997). L'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme établit deux droits. « Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un État » et « toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays » (ONU, 1948 :4). Il existe

donc une libre circulation interne aux États, mais, sur le plan international, la circulation concerne uniquement le droit de quitter son pays (Pécoud, 2013).

La liberté de circulation et de séjour est chose courante dans les pays industrialisés (Union européenne), mais ne se limite pas uniquement à ces régions puisque plusieurs pays du Tiers-monde y ont adhéré (Pécoud, 2013). En Afrique de l'Ouest, elle est chose courante depuis déjà bien longtemps. En Amérique du Sud, les États membres du MERCOSUR (marché commun du sud) permettent depuis 1991 la libre circulation des personnes. En Amérique du Nord, l'accord de l'ALENA encourage la circulation des travailleurs qualifiés. Néanmoins, si quitter un pays constitue un droit fondamental, le droit d'entrer dans un pays relève de la souveraineté du pays ce qui explique l'inégalité des flux touristiques entre les pays industrialisés et ceux en développement (Pécoud, 2013).

La montée du néolibéralisme a favorisé l'intégration économique qui a changé la nature du commerce international, passant des exportations de produits primaires à des exportations de produits manufacturés (McMichael, 2004). L'intensification de l'intégration économique a été facilitée par des changements de politiques délibérés comme l'Accord général sur le commerce et les services (AGCS) issu du Cycle d'Uruguay qui inscrit le tourisme dans les négociations politiques internationales (Taznim et Robinson, 2012).

L'objectif de l'AGCS vise à restreindre les politiques gouvernementales ou internationales en les incluant dans un ensemble global de règles et de procédures afin de libéraliser le tourisme (Cornellissen, 2005). L'AGCS introduit la dynamique touristique dans les négociations sur l'ouverture des services (Taznim et Robinson, 2012). Brièvement l'AGCS a été le principal accord international en rapport avec le tourisme et a consisté en un cadre légal et opérationnel pour l'élimination graduelle des barrières dans les échanges de services internationaux (Taznim et Robinson, 2012). L'AGCS vise entre autres à faciliter les investissements de grandes multinationales dans les secteurs touristiques locaux des pays du Tiers-monde.

Cet accord multilatéral a permis de définir les règles sur la circulation transfrontalière des biens et des services et a favorisé la promotion du commerce tout en limitant le protectionnisme (Robert, 2002). Depuis l'entrée en vigueur de l'AGCS, l'industrie du tourisme a connu des changements rapides et substantiels, notamment une augmentation absolue du nombre de touristes

internationaux et des changements importants dans leurs pays d'origine comme la consolidation des entreprises dans des secteurs clés et des augmentations importantes du niveau des investissements directs étrangers dans le tourisme

I.2 Les principales critiques des théories du développement

Les théories abordées précédemment ont été critiquées. Cette section a pour objectif de présenter les principales critiques qui ont été formulées à l'encontre des théories du développement et des spécificités dans le secteur du tourisme. Le tableau suivant résume les principaux points qui seront abordés dans la section suivante :

Tableau 2: Les critiques des théories du développement et les spécificités du tourisme

I.2.1 Les théories du développement : Généralités		
d) Les théories de la modernisation	e) Les théories de la dépendance	f) Les théories néolibérales
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Modèle linéaire et euro-centriste du développement ➤ Ne tient pas compte du contexte local ➤ Les défis de <i>développement</i> ne s'expliquent pas par un retard culturel 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Théorie simpliste ➤ La prospérité du centre n'est pas uniquement le résultat de l'exploitation de la périphérie ➤ Échec de l'ISI ➤ Mauvaise compréhension des rapports globaux entre le centre et la périphérie 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Incidences sociales des politiques d'ajustements structurels ➤ La libéralisation n'a pas stimulé le développement ➤ L'intervention de l'État est importante pour réguler le marché
I.2.2 Le tourisme dans les théories du développement : Spécificités		
a) Inégalités économiques et transformation des valeurs	b) Asymétrie des échanges et influence des multinationales	c) Désengagement de l'État
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Redistribution inéquitable de la richesse ➤ Emplois précaires et saisonniers (pas de protection sociale, travail des enfants) ➤ Agent perturbateur des normes et valeurs locales ➤ Transformation des structures traditionnelles (trafic de stupéfiants, prostitution, etc.) ➤ Monopolisation de l'offre touristique par les agences 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport de force entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-monde ➤ Asymétrie dans la redistribution des ressources ➤ Monopolisation de l'activité touristique par les firmes multinationales ➤ Reconstitution des récits coloniaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Désengagement de l'État au profit du secteur privé ➤ Perte d'autonomie économique ➤ Exclusion des populations locales ➤ Élimination de la protection des industries locales ➤ Fuite de capitaux ➤ Dégradation du niveau de vie ➤ Hausse des prix des denrées primaires

I.2.1 Les théories du développement : Généralités

La présente sous-section présente les principales critiques des théories du développement abordé précédemment, soit les théories de la modernisation, de la dépendance et les théories

néolibérales. L'objectif de cette section n'est pas de présenter l'ensemble des critiques et de les analyser en profondeur, mais plutôt de dresser un portrait général.

a) Les théories de la modernisation

Les théories de la modernisation, mais principalement le modèle de développement de Rostow (1962) a suscité bon nombre de critiques, notamment le fait qu'il présente un modèle linéaire et euro-centriste du développement (Rostow, 2007). Parmi les nombreuses critiques, on retient que le développement promu par les programmes de modernisation fabrique le sous-développement (Frank, 1970) et que la linéarité de la théorie de Rostow ne permet pas qu'un pays saute une étape de développement ou ne stagne (Amin, 1972).

Ce schéma est universel dans le sens où il est applicable à toutes les sociétés, peu importe leurs spécificités. De plus, les étapes décrites par Rostow (1962) sont déterministes, car elles ne prennent pas en compte le fait que les pays sous-développés affrontent des problèmes qui diffèrent de ceux qu'ont vécus les pays devenus industrialisés. Il est tout de même important de nuancer ces critiques, puisque certains pays asiatiques, comme la Chine communiste et la Corée du Sud, se sont modernisés. L'aide soviétique en Chine prenait les mêmes formes que l'aide occidentale : aide technique, construction d'infrastructures, etc. Cependant, le régime chinois a pris l'initiative d'imposer ces réformes structurantes comme la réforme agraire par exemple.

Cependant, le succès de Rostow ne s'explique pas par l'originalité de son propos, mais plutôt par le contexte de l'époque. Lorsque Rostow a écrit son livre en 1962, répondait à une interrogation, celle de trouver une association entre les hommes politiques et les peuples non communistes dans les régions qui réunissent les conditions au démarrage pour encourager une croissance durable dans un climat politique et social laissant ouvertes toutes les possibilités de développement progressif et démocratique (Rist, 2007).

b) Les théories de la dépendance

Malgré ses nombreuses contributions, l'école de la dépendance comporte tout de même un certain nombre de problèmes. L'usage du terme dépendance a souvent contribué à la simplification de la théorie dans la mesure où l'on peut penser que le développement du centre est dépendant de celui de la périphérie (Rist, 2007). On retient souvent de ces théories que les périphéries ne font qu'approvisionner le centre en raison, entre autres, de l'échange inégal et de la main-d'œuvre qui est beaucoup moins mobile. Dans ce cas, « il est certain qu'une partie des profits réalisés à la périphérie sont rapatriés au centre, mais cela ne signifie pas pour autant que toute la prospérité du centre puisse être attribuée à l'exploitation de la périphérie » (Rist, 2007 : 213).

L'influence des théories de la dépendance ont décliné pour plusieurs raisons. Leur perte d'influence a commencé avec les doutes exprimés par la CEPAL dans les années 50, lorsqu'ISI ne fonctionnait pas comme il l'avait prévu. Les conditions d'importation de l'industrialisation dans les économies les plus avancées se déployaient plus rapidement que la production nationale, ce qui avait pour conséquence l'accentuation de la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux (Love, 2005).

Le modèle ISI mis en place juste après la Seconde Guerre mondiale a été un succès relatif dans la mesure où il a permis d'augmenter la part du secteur manufacturier dans le produit national de la période de dépression économique jusqu'au début des années 70 (Martinussen, 1995). Ce modèle a eu comme impact négatif le découragement de l'expansion des exportations traditionnelles. L'ISI a également contribué à l'inflation en raison d'éléments de monopole sur le marché intérieur pour les produits industriels. Du point de vue des économistes nationalistes, l'ISI a eu aussi un autre effet négatif, celui de favoriser les multinationales (Martinussen, 1995).

En outre, en situant les causes de la dépendance latino-américaine uniquement dans le cadre du commerce extérieur, la théorie de la CEPAL n'a pas été en mesure de comprendre les rapports globaux entre le centre et la périphérie et n'a pas été en mesure d'expliquer pourquoi le développement industriel ne s'est pas déroulé selon les plans établis (Rist, 2007).

Malgré l'échec de sa stratégie, la CÉPAL a joué un rôle important dans le développement de la pensée sociale latino-américaine pendant les années 50. Ces théories ont permis de dresser des constats sur les problèmes vécus par l'Amérique latine. Même si ses contributions théoriques étaient à prédominance économique, la CEPAL a constitué le point de départ de la construction des théories de la dépendance (Martinussen, 1995).

Même si la CÉPAL est d'abord intervenue comme contre-modèle à la modernisation, ces deux approches ont plusieurs similitudes importantes à souligner. Certes, la CEPAL exprime dans une certaine mesure une conception du processus économique qui imite les étapes de la formation du capitalisme dans les pays développés (Love, 2005). En se basant sur le processus de développement des pays du centre, la CEPAL a suggéré la formation d'un secteur industriel représenté par le secteur de production de biens de consommation et de biens d'équipement capable de répondre aux besoins du marché intérieur et d'assurer un certain dynamisme aux exportations de produits manufacturés. Cela est similaire aux théories de la modernisation qui ont tenté de reproduire, dans les pays Tiers-monde, les stratégies de développement des pays industrialisés (Love, 2005). En proposant un processus de développement identique à celui qui s'est déroulé dans les pays du « Centre », ces deux théories commettent l'erreur de considérer le développement comme la poursuite d'un objectif défini à priori.

c) Les théories néolibérales

Tout porte à croire que les politiques néolibérales ont eu des effets catastrophiques sur les populations les plus pauvres. C'est d'ailleurs l'UNICEF qui a sonné l'alarme en publiant un rapport sur les incidences sociales des politiques d'ajustements structurels en 1987. Ce rapport souligne notamment l'impact de la baisse budgétaire sur les salaires, l'emploi et les conditions de vie des plus pauvres (UNICEF, 1987). De ce fait, la libéralisation telle que promue par le néolibéralisme n'était pas en mesure de stimuler le développement. En effet, il appert que ceux qui ont connu une plus grande croissance s'avèrent être les États qui n'ont pas respecté le consensus de Washington.

Le succès inattendu des tigres asiatiques (Hong-Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan) repose sur les interventions de l'État qui a manipulé les prix et les crédits (Salama, 2014). Ils ont également prôné des barrières tarifaires pour protéger leurs industries. Le succès de ces régions a donc permis de contredire le fait que le développement passait impérativement par le marché. Dans le cas de la Corée du Sud et de Taiwan, il était question de transformer l'économie agraire en économie industrielle (Beaudet, Schafer et Haslam, 2008). Dans les cas de Singapour et Hong Kong, ce sont essentiellement les industries du textile et d'électronique qui ont stimulé la croissance grâce au commerce. Ils ont également mis en place des filets de sécurité sociale en investissant dans la santé et l'éducation (Beaudet, Schafer et Haslam, 2008).

I.2.2 Le tourisme dans les théories du développement : Spécificités

Plusieurs critiques ont été formulées à l'égard du tourisme en lien avec les théories du développement. Aux fins de cette étude, nous retiendrons que les théories de la modernisation ont permis de concevoir le tourisme comme vecteur d'inégalités économiques et de transformation des normes et des valeurs. Les théories de la dépendance ont permis de dénoncer les échanges inégaux dans le secteur du tourisme et l'influence des multinationales. Finalement, le néolibéralisme a encouragé le désengagement de l'État dans le secteur du tourisme ce qui a soulevé des préoccupations socio-économiques.

a) Inégalités économiques et transformation des normes et des valeurs

Les théories de la modernisation discutées précédemment ont permis de concevoir le tourisme comme outil de croissance économique, il importe de nuancer les apports positifs du tourisme aux économies locales.

Alors que les avantages économiques à court terme produits par le tourisme sont bien documentés dans la littérature économique, il existe très peu de modèles de croissance analytique qui examinent les impacts à long terme des changements économiques produit par le tourisme sur la croissance des pays d'accueils. De ce fait, la plupart des études sur la relation entre les exportations de tourisme et la croissance économique sont empiriques plutôt que théoriques.

La plupart des contributions théoriques (Kazari et Sgro, 1995; Lanza et Pigliaru, 1994; Hazari et *al.*, 2003; Valente, 2008) ont été élaborées depuis le milieu des années 90 afin de souligner l'importance des effets des termes de l'échange sur la croissance économique des économies basées sur le tourisme. Dans cette mesure, il importe de nuancer les contributions du tourisme sur les économies locales à long terme.

Bien que le tourisme apporte incontestablement une contribution mesurable aux économies de destinations, on ne peut tenir pour acquis ni l'ampleur des retombées économiques du tourisme, ni son rôle dans la stimulation d'un développement socioéconomique plus large. Selon Wall et Mathieson (2006), les avantages économiques du tourisme à court terme doivent être mesurés par rapport aux coûts économiques et non-économiques, ainsi qu'à l'ampleur de la contribution à long terme du tourisme au développement.

Également, il est souvent avancé que le tourisme constitue une source importante de recettes en devises et de création d'emploi. Cependant, trois points doivent être soulevés. Premièrement, les pays Tiers-monde bénéficient collectivement de moins de 40 % des recettes internationales totales, ce qui reflète la redistribution inéquitable de la richesse par le tourisme (Sharpley et Telfer, 2016). Deuxièmement, les recettes du tourisme international d'un pays doivent être mesurées par rapport aux dépenses de voyage à l'étranger de ce même pays.

Certes, pour beaucoup de pays Tiers-monde, le solde des voyages dégage un excédent sain, bien qu'à mesure qu'un pays s'enrichit et que ses citoyens voyagent plus souvent à l'étranger, cet excédent risque de diminuer. Finalement, il faut tenir compte de la contribution nette à la balance des paiements, car beaucoup de coûts d'importations servent à répondre aux touristes et non aux besoins locaux (Sharpley et Telfer, 2016).

Ainsi, les retombées de l'expansion du tourisme en termes d'emploi dans les économies des pays Tiers-monde ne sont pas aussi positives qu'elles prétendent l'être. Certes, la qualité des emplois générés varie, ils sont souvent précaires ou saisonniers et concernent une population sous-qualifiée, sans protection sociale et encouragent le travail des enfants, qui seraient environ 20 millions dans le monde à occuper un emploi dans le secteur du tourisme (Dutorme, 2006).

Dans un autre ordre d'idées, le tourisme a aussi été classiquement décrit comme agent de changement des normes sociales et des valeurs morales (Nasser, 2011). Plus précisément, la rencontre entre les touristes et les populations locales peut provoquer des changements sociaux, en particulier dans les sociétés isolées. Aussi et même si le tourisme semble représenter un moyen de préserver la culture locale, il peut aussi être un agent perturbateur (Hall, 1994).

Dans certains villages autrichiens, il a été démontré que le tourisme a entraîné une intensification des contacts entre les populations locales et les touristes ce qui a causé l'effondrement des frontières ethniques qui étaient restées pratiquement inchangées pendant plus de mille ans avant l'avènement du tourisme (Mathieson et Wall, 1982). Par exemple, on peut souligner le changement dans les normes par les vêtements portés par les populations locales qui étaient devenus identiques à ceux des touristes. L'architecture des villages a également été modifiée pour ressembler aux maisons des touristes issues des grands centres urbains.

La diffusion des normes et des valeurs par le biais du tourisme peut avoir des répercussions plus profondes comme la transformation des structures traditionnelles puisqu'il introduit des valeurs et/ou des nouveaux styles de vie dans les destinations. En effet, suite à la prise de conscience des apports économiques que le tourisme peut avoir, les populations locales peuvent tenter d'orienter l'offre touristique en fonction de la demande des touristes ce qui peut modifier la culture des sociétés d'accueil (Sharpley et Telfer, 2016).

Par exemple, certaines manifestations culturelles comme les carnivals, les festivals et rituels religieux peuvent être adaptés et banalisés pour répondre aux besoins des touristes. Certains rituels culturels sont fréquemment transformés et mis en scène pour les touristes, perdant toute signification pour les populations locales. Par exemple, la production et la signification culturelle des masques de *raksa* au Sri Lanka a subi des changements importants du fait de leur commercialisation comme souvenirs (Sharpley et Telfer, 2016).

Le tourisme peut également introduire dans les sociétés d'accueil des comportements qui ne se conforment pas avec les valeurs et les coutumes locales, comme la criminalité. Bien que peu de preuves permettent d'établir un lien direct entre l'augmentation de la criminalité et le développement du tourisme, il est probable que les populations locales s'adonnent à des activités

qui ne cadrent pas avec le contexte local (trafic de stupéfiants, prostitution, etc.) (Sharpley et Telfer, 2016).

Dans de nombreuses destinations telles que la Thaïlande, Cuba, le Sri Lanka et les Philippines, le tourisme a entraîné une augmentation de la prostitution. L'impact social de ce phénomène peut être dévastateur, notamment en encourageant la prostitution infantile et la propagation de maladies sexuellement transmises, l'exclusion sociale, etc. (Ryan et Hall 2001; Bauer et McKercher 2003).

Le tourisme contribue également à des transformations culturelles plus larges et plus profondes dans les sociétés locales. Ces changements se produisent dans les valeurs, les codes moraux, les modes de comportements tels que la tenue vestimentaire et la langue. Il est difficile de séparer l'influence du tourisme d'autres facteurs induisant des changements culturels, mais il est généralement admis que le tourisme peut accélérer ce processus, principalement par l'acculturation qui se manifeste par la confrontation de deux cultures — celle des visiteurs et des populations locales — (Hall, 1996). Lorsque deux cultures éloignées entrent en contact, elles finissent par se ressembler davantage, car la culture la moins forte va emprunter des aspects de la culture dominante (Hall, 1996). Ce phénomène peut avoir pour conséquence la modification superficielle ou une aliénation des systèmes de valeurs traditionnelles (Gazes, 2006). Selon ce constat, le tourisme peut être porteur de valeurs, de modes de vie et de pensée, selon le degré de résistance de la culture locale. La contribution du tourisme au processus d'acculturation variera en fonction de divers facteurs, tels que le fossé culturel entre le touriste et son hôte (Sharpley et Telfer, 2016).

b) Asymétrie des échanges et influence des multinationales

Plusieurs auteurs ont étudié les relations de dépendance dans le tourisme (Christaller, 1963; Murphy, 1985; Smith, 1989; Mathieson et Wall, 1982; Keller, 1984; Hoivik et Heiberg, 1980; Husbands, 1981; Brown et Hall, 2000).

La dépendance a permis de dénoncer le rapport inégal en matière de tourisme entre les pays du Nord (industrialisés) et ceux du Sud (en développement). Mathews (1978) considère le tourisme

comme une autre économie de plantation dans la mesure où les pays du tiers-monde servent à répondre aux besoins des pays du centre métropolitain. Ainsi, les richesses créées sont transférées des pays de la « périphérie » vers ceux du « centre » (Mathews, 1978). Sur ce point et selon Hillali (2003), l'un des paradoxes du tourisme international, fortement ressenti dans les pays Tiers-monde réside dans la relation touristique qui existe entre les pays du Nord et ceux du Sud.

À travers cette relation, les pays récepteurs de tourisme sont considérés comme exportateurs, tandis que les pays émetteurs sont importateurs. Par conséquent, comme la plupart des pays récepteurs de tourisme sont en voie de développement et que les pays émetteurs de touristes sont des pays industrialisés, on peut noter un rapport de force inégal dans ce secteur (Hillali, 2003). Celui-ci se traduit notamment par une asymétrie dans la redistribution des ressources lors des échanges. C'est pour cette raison que Tazim et Robinson (2012) qualifient l'activité touristique de vecteur du pouvoir entre pays émetteurs et pays récepteurs, car ils cherchent à tirer le maximum d'avantages et de ressources de cet échange.

Plus précisément, Britton (1989) explique ce phénomène notamment par la prédominance de la propriété étrangère dans l'industrie qui impose une dépendance structurelle aux pays du Tiers-monde, ce qui les empêche de tirer pleinement parti du tourisme. En effet, il décrit la structure globale du tourisme international comme étant une industrie en quête de luxe et de plaisir qui implique généralement des touristes fortunés qui visitent et profitent des attractions touristiques de la périphérie où les ressources sont rares (Britton, 1989). Ces formes de développement touristique accentuent la structure économique de la dépendance à la demande externe du marché. Cela s'explique notamment par la création de stations touristiques que les populations locales ne peuvent entretenir économiquement parlant (Akama, 1997; Sindiga, 2000; Williams, 1993). Par conséquent, la gestion à long terme de ces établissements dépend, dans la plupart des cas, du contrôle et du soutien externe. Cela accentue les tendances néocolonialistes existantes et renforcent les structures de dépendance économique dans les pays Tiers-monde.

Les théories de la dépendance ont également permis de souligner l'importance des interactions par l'importance des firmes multinationales dans le secteur touristique. Ainsi, le paradigme de la dépendance voit dans le tourisme le catalyseur d'un développement inégalitaire entre le Nord et le Sud puisque les tours opérateurs et les firmes multinationales monopolisent l'activité touristique au profit des pays industrialisés (Éthier et Sarrasin, 2012). Le développement du

tourisme dans la plupart des pays Tiers-monde est de plus en plus influencé par des processus exogènes imprévisibles d'oligopole mondial et par les fluctuations du marché extérieur. Cela démontre le contrôle croissant du marché du tourisme international par un petit nombre de sociétés multinationales.

L'importance de ces entreprises se traduit par le fait qu'elles peuvent déplacer la demande touristique internationale vers des destinations indifférenciées, perturbant ainsi de manière imprévisible le développement du tourisme dans les pays Tiers-monde (Britton, 1989). De cette façon, ces derniers sont fortement vulnérables aux variations du marché et leur insertion par le tourisme dans le marché mondial risque d'aggraver cette vulnérabilité (Taznim et Robinson, 2012).

Par exemple, le Kenya lors de son accession à l'indépendance en 1963, comme c'était le cas pour plusieurs pays du Tiers-monde qui ont connu un régime colonial, a hérité d'une économie caractérisée par une répartition inéquitable des ressources, une pauvreté prédominante et de mauvaises conditions de vie pour les populations locales (Chege, 1987). Le développement initial du tourisme au Kenya a été lancé par des promoteurs européens résidant en Europe et par le gouvernement colonial. Par exemple, les premiers hôtels et installations touristiques développés au Kenya ont été construits par des investisseurs européens (Migot-Adhollah, 1999). Par conséquent, le développement initial du tourisme au Kenya était orienté vers l'extérieur et servait principalement les intérêts sociaux et économiques des expatriés et des européens. Les populations locales étaient principalement embauchées pour travailler dans l'hôtellerie, le nettoyage, le jardinage, etc. (Migot-Adhollah, 1999).

Il est estimé que plus de 60% des infrastructures touristiques et hôtelières situées dans les principaux centres touristiques du Kenya appartiennent à des sociétés étrangères (Sinclair, 1990; Sindiga, 2000). De plus, la politique de développement touristique de l'État a principalement encouragé la construction d'infrastructures telles que les stations balnéaires, des hôtels de luxe, des restaurants, etc. Ces formes de programmes à forte intensité de capital ont eu pour conséquences d'exclure la participation locale et le détournement des ressources naturelles locales. L'exemple du Kenya qui a adopté le tourisme comme outil d'exportation pour le développement permet d'illustrer la structure néocoloniale de l'industrie du tourisme dans ce pays.

L'influence de la théorie de la dépendance sur les études touristiques ne s'est pas strictement arrêtée aux questions économiques, mais a également eu des répercussions sur les questions sociales et culturelles. Le tourisme peut représenter une industrie qui reconstitue les récits coloniaux, ce qui peut perpétuer les relations de pouvoirs asymétriques. Les chercheurs postcoloniaux (Ashcroft et *al.*, 1989; Bhabha, 1984) ont mis en évidence l'instrumentalisation du tourisme par les États post-indépendance pour résoudre les problèmes sociaux, culturels et politiques de domination découlant de leurs expériences du colonialisme.

c) Désengagement de l'État et préoccupations socio-économiques

Les théories néolibérales ont facilité la circulation des biens, des services et des personnes, toutefois elles ont également eu des répercussions négatives principalement dans les pays du Tiers-monde.

D'abord, le néolibéralisme a favorisé le désengagement de l'État au profit du secteur privé, ce qui a eu pour conséquence une dépendance souvent malsaine des pays Tiers-monde qui ne possèdent pas les moyens politiques et économiques de s'imposer sur les marchés mondiaux (Taznim et Robinson, 2012).

Le côté privé des partenariats commerciaux a largement pris de l'ampleur et a conduit à une diminution du pouvoir de décision des gouvernements qui ont dû répondre souvent aux principaux intérêts des multinationales (Strange, 1996). L'intégration accélérée des économies nationales dans une seule économie de marché mondial a eu un impact sur la gouvernance, dans la mesure où les États souverains, qui ont joué un rôle essentiel dans la réglementation politique, sont confrontés à des situations où les options politiques sont influencées par d'autres gouvernements ou organisations internationales (Strange, 1996).

La nature changeante de la gouvernance et la montée en puissance des structures de gouvernement qui transcendent les frontières politiques soulève des problèmes de pouvoir et de contrôle. En effet, l'autonomie économique nationale dans les pays du Tiers-monde devient subordonnée aux intérêts des groupes étrangers comme les entreprises touristiques et les classes locales privilégiées plutôt que de refléter un consensus politique plus large dans les pays Tiers-

monde. Le tourisme offre un potentiel considérable pour renforcer la dépendance économique et les inégalités sociales (Cleverdon et Kalisch, 2000). Certains secteurs de la société comme les élites, les propriétaires fonciers, les représentants du gouvernement ou les entreprises privées peuvent en bénéficier, mais les populations pauvres et rurales peuvent être désavantagées, car elles sont exclues de l'organisation du secteur touristique. De plus, ces populations peuvent être expulsées et déplacées pour faciliter la construction de centres de villégiature et elles peuvent subir la hausse des prix des terrains, des carburants et des produits alimentaires.

Le passage à une plus grande libéralisation du marché a fait partie des conditions appliquées à de nombreux prêts aux pays Tiers-monde dans les années 80 et 90. Les conditions de ces prêts ont impliqué que les gouvernements bénéficiaires ajustent leurs structures économiques et leurs politiques afin de les rendre plus ouverts au commerce mondial tout en réduisant le niveau de participation du gouvernement dans l'économie. Ainsi, le tourisme a également fait partie prenante des propositions économiques encouragées par les institutions financières pour aider les pays en difficulté économique.

À l'évidence, en vendant le tourisme aux pays Tiers-monde, les institutions financières (FMI et Banque Mondiale) ont inclus le tourisme dans leurs programmes d'ajustements structurels (PAS) (Blin, 1992). Au milieu des années 70 et 80, plusieurs pays ont adopté les nombreuses réformes, notamment au niveau des entreprises touristiques, de la Banque mondiale et du FMI dont la libéralisation de l'économie pour l'investissement étranger (Dieke, 1995). En suivant les instructions du FMI et de la BM, ces programmes ouvrent les économies locales aux investissements étrangers et aux multinationales, tout en éliminant la protection des industries locales. Ainsi, le tourisme considéré comme étant un secteur pourvoyeur d'argent a été instrumentalisé afin que les pays du Tiers-monde remboursent leur dette.

Les PAS ont réduit l'influence du système étatique et mis en évidence l'importance stratégique du secteur privé au sein duquel le développement du tourisme s'inscrivait. Les coupures générées par ces programmes et le rôle accru du secteur privé dans le développement du tourisme se sont traduits par une importante fuite de capitaux vers des pays plus industrialisés, une dégradation du niveau de vie des populations locales, une baisse des salaires locaux et une hausse des prix des denrées primaires (Brohman, 1996).

De plus, dans un contexte de libéralisation des échanges, le système des entreprises touristiques est principalement à la recherche de profits et non du bien-être des populations locales, ce qui a généré la privatisation des terres et des ressources naturelles. On assiste ainsi à l'acquisition illégale de la part des entreprises multinationales de plages publiques, de forêts et de zones montagneuses afin de construire des chaînes hôtelières et toutes sortes d'infrastructures touristiques (Blin, 1992). Les PAS ont donc eu d'importantes conséquences sociales dans les pays du Tiers-monde.

L'intégration économique qui s'est traduit notamment par des politiques de libéralisation du tourisme a eu certains effets négatifs. Par exemple, l'AGCS abordé précédemment a, dans une certaine mesure, ignoré le fait que les activités touristiques sont liées à d'autres secteurs de services comme la distribution et la purification de l'eau, le traitement des déchets, l'aménagement paysager, la construction de transport, ce qui rends la libéralisation du tourisme dangereuse (Pleumaron, 2006). En effet, la libéralisation des services publics peut avoir comme impacts dans les pays du Tiers-monde, la dégradation de la qualité de vie des populations et la réduction de l'aide sociale (Brohman, 1996).

L'inclusion du tourisme dans l'AGCS est bien trop éloignée des réalités locales des pays du Tiers-monde, puisque les notions de durabilité, de partage des bénéfices, de conservation et de démocratisation ne font pas partie du lexique de l'OMC (Pleumaron, 2006). Plus précisément, le problème réside dans le fait que cet accord n'aborde que vaguement les préoccupations environnementales dans ses articles 14 et 20 concernant les *exceptions générales* et les *ressources naturelles épuisables* (OMC, 1994). L'AGCS pourrait pourtant favoriser le respect des normes environnementales tout en éliminant les obstacles au commerce et favoriser l'accès aux marchés (Bendel et Font, 2004).

En somme, le néolibéralisme s'inscrit dans la continuité des diverses stratégies de développement «*top-down*» entreprises depuis le début de l'après-guerre. Jusqu'à l'apparition du néolibéralisme, l'intervention étatique représentait la solution idéale au développement, cependant, les diverses initiatives prises par les pays Tiers-monde pour renverser l'ordre économique mondial n'ont pas réellement favorisé le développement autocentré par l'État. Le néolibéralisme, pour sa part, n'a pas été en mesure de mettre en place des programmes de

développement efficaces. Ainsi, la section suivante est en rupture avec la précédente car elle propose une vision *Bottom-up* du développement.

I.3 Le développement alternatif

Le développement alternatif, qui apparaît dans un contexte d'accentuation des mobilisations sociales au début des années 2000, représente une critique des modèles de développement discutés précédemment. Ainsi, il est important d'opter pour des approches qui facilitent la valorisation des systèmes de connaissances locales et la participation active des populations impliquées (Schmidt, 1989).

Le post-développement indique un projet dans lequel se construit un ensemble d'alternatif, c'est plutôt une période marquée par le retour de l'acteur pour reprendre les termes d'Alain Touraine (1980). C'est une nouvelle approche du développement fondée sur l'amélioration de la qualité de vie des collectivités. Les débats proposés sont larges et nombreux (aide au développement, pauvreté, inégalités, environnement, économie sociale et solidaire, travail décent, etc.), mais ils ont tous comme dénominateur commun la construction de sociétés plus équitables (Latouche, 2006; Partant, 1982; Rist, 2007).

La Commission du Sud (1990) redéfinit le développement pour qu'il soit plus axé sur les réalités locales en publiant un rapport dans lequel elle affirme « qu'on ne connaît pas ce qui se passe dans les pays du sud et ce que pensent les habitants. Ils méconnaissent leur propre développement et ignorent par quels moyens la coopération Sud-sud pourrait élargir les possibilités de développement de tous les pays » (Commission du Sud, 1990 : V). Elle insiste sur les approches participatives (Edwards, 1989), les approches axées sur les processus d'apprentissage (Korten, 1980) et l'approche par les « capacités » (Sen, 2000).

Dans le cadre de cette étude, il importe de se concentrer sur le développement durable puisque ce concept permet de mieux comprendre les nombreux enjeux du tourisme alternatif. Ainsi, dans un premier temps, il sera question de présenter les principales généralités du développement durable

et les spécificités du tourisme alternatif. Le tableau suivant résume les principales thématiques qui seront abordées à travers ce chapitre :

Tableau 3: Les alternatives au développement

I.3.1 Le développement durable: Généralités		
a) Environnementale	b) Sociale	c) Économique
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conciliation entre production de la richesse et préservation de l'environnement ➤ Éviter la surexploitation et l'épuisement des ressources ➤ Préserver la dégradation des sols ➤ Respect de la limite de régénération de l'écosystème 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Importance des structures sociales ➤ Contribue aux échanges ➤ Formations d'organisations sociales ➤ Production de réseaux et de compétences sociales ➤ Existence de normes informelles et d'un contrôle social ➤ Accès égal aux services sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Promotion de la croissance économique durable ➤ Modes de productions et de consommations durables ➤ Amélioration de l'efficacité économique ➤ Réduction de la pauvreté ➤ Équité sociale et prudence écologique
I.3.2. Le tourisme alternatif : Spécificité		
a) Protection de l'environnement	b) Solidarités et gestion collective	c) Diversification et renforcement des économies
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protection des grands équilibres écologiques ➤ Maintien de la stabilité de l'écosystème ➤ Respect de la propreté des sites touristiques ➤ gestion des ordures ➤ Capacité de charge des sites touristiques ➤ Limite du changement acceptable des communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Relations de proximité entre acteurs ➤ Préservation du patrimoine local ➤ Mise en valeur et reconnaissance des savoir-faire locaux ➤ Appropriation du processus touristique par les populations locales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Intégration des activités touristiques dans l'économie locale ➤ Équité dans la redistribution des ressources ➤ Création d'emplois de production ➤ Redistribution pro-pauvre des revenus

I.3.1 Le développement durable : Généralités

En 1987, la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (CMED) a publié son rapport intitulé « *Notre avenir à tous* », plus communément connu sous le nom de rapport Brundtland (CMED, 1987). Le développement durable est apparu suite à la prise de conscience du caractère limité des ressources et de la propriété exponentielle de l'accroissement démographique et à la suite des conséquences de l'activité humaine sur l'environnement (Knafou, 1998). Considérer simultanément environnement et activité humaine comportait, en l'occurrence, un questionnement lié à la justice sociale car si les activités industrielles sont à l'origine de la détérioration de l'environnement dans les pays industrialisés, il est inconcevable d'entraver le développement des pays du Tiers-monde (Prezza, 2000).

Il est donc question, à travers le développement durable de concilier production de la richesse et préservation de l'environnement, dans la mesure où ce dernier est considéré comme fondement de la vie (Prezza, 2000). Dans le cadre de cette étude, nous retiendrons que le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Brundtland, 1987). Il prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique.

Le développement durable implique le fait que le développement soit socialement viable, dans le sens où les besoins en termes de santé, d'éducation, d'habitat et de prévention de l'exclusion soient comblés (Mancebo, 2010). Il suppose également que le développement et la croissance s'établissent sans nuire à la viabilité environnementale, afin de préserver la diversité des espèces, des ressources naturelles et énergétiques. Finalement, il encourage une économie équitable, puisqu'il a comme vocation de stimuler la création des richesses en vue d'améliorer les conditions matérielles de vie.

a) La durabilité et la capacité de charge des milieux

La dimension environnementale du développement durable regroupe plusieurs enjeux (protection de l'environnement, gestion des ressources, conservation, durabilité, etc.), dans le cadre de ce travail nous traiterons de la durabilité et de la capacité de charge des milieux qui sont des éléments fondamentaux au rapport Brundtland (1987).

La durabilité repose sur le fait que le système de production et de consommation économique humain est un sous-système de l'écosystème mondial (Saadatian et al. 2012). La durabilité tire ses origines du XVIII^e siècle dans le domaine de la foresterie à la suite d'une pénurie de bois, lorsque Carlowitz (1713) propose de trouver un équilibre entre restauration de la forêt et exploitation forestière. Le mouvement écologiste a, plus tard, repris le terme en l'associant à la défense et à la préservation de l'environnement et de la vie (Gallino, 2005). La durabilité vise à maintenir un équilibre entre les dimensions environnementale, économique et sociale et la gestion efficace de celles-ci repose sur les institutions politiques, économiques et sociales qui peuvent réguler la production et la consommation (Faber, 2005).

Toutefois, le terme durabilité est défini selon diverses disciplines et perspectives (écologie, économie, sociologie, biologie, etc.) ce qui limite la crédibilité du concept, remettant en question son applicabilité dans la pratique et l'importance réelle des progrès réalisés jusqu'à présent Johnston et *al.* (2007). En revanche, percevoir la durabilité comme concept polysémique peut favoriser l'intégration de plusieurs disciplines, plutôt que de lui attribuer un ensemble de conditions à atteindre et pourrait réduire les différences et les conflits entre les diverses disciplines (Robinson, 2004).

La capacité de charge représente une façon de respecter la durabilité environnementale. Certes, l'activité humaine compromet de plus en plus l'intégrité des écosystèmes qui renferment les ressources nécessaires au bien-être et aux activités économiques. Malgré le fait que l'utilisation des ressources est nécessaire au processus de développement, la surexploitation et l'épuisement des ressources a des incidences non seulement sur l'environnement, mais aussi sur les êtres humains surtout ceux qui vivent dans les régions où les moyens de subsistance et l'emploi sont directement liés aux ressources naturelles (Petit, 2003). Ces faits ont été exposés dans le rapport du Club de Rome en 1975 qui a également souligné que les quantités de ressources naturelles ne sont pas infinies.

Ainsi, le développement durable vise à préserver la dégradation et l'épuisement des sols, des ressources forestières, des ressources en eau, de la faune et de la flore (Rapport Brundtland, 1987). La gestion des ressources naturelles permet à celles-ci de se renouveler et d'être conservées de façon pérenne sans être menacées par la surexploitation. Dans cet ordre d'idées et pour que le développement soit durable, il doit prendre en compte la capacité de charge des milieux. Ce terme trouve ses origines dans la terminologie et les recherches biologistes et écologistes des années 30 et représente un outil pour la mise en œuvre du développement durable (Yzabel, 2003).

La capacité de charge implique un processus de planification entre divers acteurs (communautés, experts et scientifiques) afin d'établir un compromis entre les niveaux de consommation et de production afin qu'ils respectent la limite du potentiel de régénération de l'écosystème (Bergerons-Verville, 2013). Au niveau des espèces animales, la capacité de charge est définie comme la population maximale pouvant être maintenue indéfiniment dans un habitat donné sans nuire de façon permanente à la productivité des écosystèmes sur lesquels une population subsiste

(Khanna et *al.*, 1999). Pour la société humaine, elle peut être mesurée par le taux maximum de consommation de ressources et de rejet de déchets pouvant être maintenu indéfiniment dans une région sans nuire à la bio-productivité (Khanna et *al.*, 1999).

Toutefois, les capacités de charge des milieux ne sont pas des relations fixes ou statiques car elles dépendent non seulement des processus de production et de consommation, mais aussi des interactions entre l'environnement physique et l'être humain. Dans ce sens, un seul calcul de la capacité de charge n'aurait pas de sens puisque l'innovation humaine et l'évolution biologique sont en constante évolution (Khanna et *al.*, 1999).

En définitive, la prise en compte de la capacité de charge des milieux est fondamentale à la durabilité car elle vise à produire des biens et services à partir d'une base de ressources limitée, tout garantissant la qualité de ces ressources aux générations suivantes.

b) Capital social et relations non-marchandes

La durabilité sociale est la dimension la moins bien comprise et la moins définie car la transmission aux générations futures du capital humain et social, qui représentent également des facteurs de croissance, ne sont pas souvent pris en compte (Atkinson, 1997). La dimension sociale englobe des sujets comme le soutien social, les droits humains, les droits du travail, la responsabilité sociale, etc. Dans le cadre de ce travail, on s'intéresse au capital social et aux relations non-marchandes puisqu'ils représentent des concepts fondamentaux à la compréhension du développement durable.

Le capital social est rarement considéré comme un facteur de croissance. Pourtant, lorsqu'il est associé à d'autres formes de capital comme le capital humain, économique et environnemental il peut permettre le développement durable. Par capital social, on entend l'ensemble des éléments de la structure sociale comme les réseaux et les diverses organisations, mais également les normes et les valeurs qui affectent les relations entre les personnes.

Le capital social qui constitue un élément fondamental à la durabilité sociale prend en compte l'ensemble des relations humaines (Liu et Lee, 2015). Il contribue aux échanges, à la coopération

et encourage la formation d'organisations sociales dont le but est de fournir des services que ni l'État, ni le marché peuvent combler importants (Ottaway, 2005). Ainsi, des niveaux élevés de capital social peuvent encourager les individus à atteindre des niveaux de développement souhaités (Liu et Lee 2015). La capacité des communautés à s'entraider, surtout dans les régions qui ont un accès limité aux services publics, permet d'atteindre des objectifs globaux comme la réduction de la pauvreté, l'accès à l'éducation, l'amélioration du système de santé, etc. (Collier, 1998).

Toutefois, utiliser le capital social comme facteur de développement durable peut poser plusieurs problèmes en raison de son ambivalence. Il peut avoir simultanément un effet positif et négatif. Certes, il joue un rôle bénéfique lorsqu'il facilite l'initiative de projets, le regroupement d'individus et la participation solidaire à la gestion de projets communautaires. Cependant, il peut également déboucher sur la constitution de réseaux mafieux dans les pays en crise et causer le repli identitaire de certaines communautés (Collier, 1998).

En parallèle, les relations non-marchandes qui se traduisent par les échanges sociaux sont importantes à considérer dans l'atteinte de la durabilité. Elles rassemblent un ensemble d'activités qui ont pour caractéristiques principales de remplir des tâches au service de la collectivité (Moinet, 2006). Les relations non-marchandes qui constituent un échange entre deux ou plusieurs acteurs permettent la production de réseaux et de compétences sociales qui permettent non seulement d'identifier les divers besoins d'une communauté, mais permettent aussi d'y répondre (Rogge et *al.*, 2018).

Cette tendance découle de deux mécanismes importants, soit l'existence de normes informelles et l'existence d'un contrôle social qui rendent possible la considération de certains comportements considérés comme déviants ou non durables pour l'environnement, l'économie et la société (Rogge et *al.*, 2018). Autrement dit, les relations non-marchandes peuvent faciliter la mise en place de règles qui facilitent le respect de vie en société, mais contribuent également à l'atteinte des objectifs du développement durable.

Ainsi, la durabilité sociale, par l'importance des interactions, permet d'assurer un accès égal aux services et aux opportunités comme les emplois, les transports, le logement, la santé et l'éducation (Vallance, 2011). Les choix opérés en matière de politique de développement mettent

en jeu le bien-être des individus existant actuellement, mais aussi celui des générations futures. Dans cet ordre d'idées, l'attitude des générations présentes en matière de consommation, d'accumulation de capital (économique et humain) conditionne directement le bien-être des générations à venir d'où l'importance des interactions sociales pour cibler les besoins actuels et futurs (Faucheux et Noël, 1995). Dans cette mesure, la durabilité sociale est fondamentalement préoccupée par le bien-être des individus qui dépend du niveau de cohésion et d'interaction sociale (Bullard, 1983).

c) Volet microéconomique et macroéconomique

D'un point de vue microéconomique, la dimension économique du développement durable fait entre autres référence à la promotion de la croissance économique durable. La durabilité consiste au développement économique présent sans compromettre les ressources naturelles et l'environnement pour les générations futures (Beckerman, 1972). Ainsi, les modes de productions (la terre, les ressources naturelles, le travail, le capital) et de consommations doivent préserver l'écosystème et les ressources naturelles car l'économie dépend de l'environnement (Brundtland, 1987).

En optant pour une croissance économique durable, il est question d'améliorer l'efficacité économique c'est-à-dire d'opter pour une gestion optimale des ressources humaines, naturelles et financières, notamment par la responsabilisation des entreprises et des consommateurs au regard des biens et des services qu'ils produisent (Carson, 1962). À plus long terme, la croissance économique durable se doit de contribuer à la réduction de la pauvreté.

Le volet macroéconomique du développement durable rassemble des thématiques comme la lutte contre la pauvreté et les inégalités, d'ailleurs le rapport Brundtland (1987) part du constat de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. Ainsi, les préoccupations quant à la réduction de la pauvreté concernent l'importance d'introduire un modèle de développement économique compatible avec l'équité sociale et la prudence écologique, qui serait basé sur la satisfaction des besoins plutôt que sur une augmentation incontrôlée de l'offre (Simonneaux, 2007).

Le développement durable a permis d'élargir la conception de la pauvreté au-delà de la sphère strictement économique (croissance et PIB), elle dépend d'autres facteurs comme la dégradation de l'environnement, la santé, l'éducation, le respect des droits démocratiques, la durabilité, etc. (Simonneaux, 2007). Dans cet ordre d'idées, la réduction de la pauvreté dans un contexte de développement durable implique de protéger et d'augmenter le capital disponible afin qu'il réponde aux besoins actuels et futurs.

Le PNUD (2000) dans son rapport *Vaincre la pauvreté humaine* (2000) déclare que la pauvreté est un problème multidimensionnel qui nécessite des solutions multisectorielles. La complexité du terme se traduit notamment par les divers types de pauvreté qui existent : l'extrême pauvreté, la pauvreté générale (ou pauvreté absolue) et la pauvreté humaine. L'extrême pauvreté se traduit par le manque de revenus nécessaires pour satisfaire aux besoins alimentaires essentiels habituellement définis sur la base de besoins caloriques minimaux. La pauvreté générale (absolue) représente le manque de revenus pour satisfaire aux besoins essentiels non alimentaires comme l'habillement et le logement. La pauvreté humaine, pour sa part, est présentée comme l'absence des capacités humaines de base comme l'analphabétisme, la malnutrition, la mauvaise santé maternelle ou la maladie. Finalement, la pauvreté monétaire englobe la pauvreté extrême (pauvreté absolue) et la pauvreté générale (pauvreté relative) (PNUD, 2000).

En somme, le développement durable peut contribuer à répondre aux besoins spécifiques d'une société comme la protection des modes de productions et de consommations, et plus globaux comme la réduction de la pauvreté. Malgré le soutien généralisé et la promotion du développement durable, il n'y a pas de consensus quant au sens réel du terme. Même s'il est relativement facile de définir ce que le développement durable n'est pas, il est difficile de déterminer avec précision en quoi il consiste (Washington, 2015).

Une discussion critique du développement durable dépasse le cadre de ce chapitre, cependant, il importe de noter que le développement durable est une idée vague et un concept contesté à cause des problèmes d'opérationnalisation et de mesure qu'il génère (Dresner, 2002). Néanmoins, d'un point de vue politique il reste le paradigme dominant du développement. La principale difficulté à laquelle est confrontée l'opérationnalisation du développement durable réside dans l'ambiguïté reconnue du concept (Redclift, 1987). Autrement dit, comment le développement nécessitant

l'exploitation des ressources peut-il être réalisé en même temps que la durabilité qui implique de minimiser l'épuisement des ressources ?

I.3.2 Le tourisme alternatif : Spécificités

Le développement alternatif s'est traduit dans le domaine du tourisme par la nécessité de donner une place importante aux communautés locales (Gazes, 2006). Les origines du tourisme alternatif sont incertaines, même si les membres de la Coalition œcuménique sur le tourisme dans le Tiers monde, qui encouragent la promotion d'une meilleure forme de tourisme, revendiquent d'en être les précurseurs (Lanfant et Graburn, 1992). Ce groupe, constitué essentiellement de militants chrétiens, s'est rencontré en 1980 juste avant la Conférence sur le tourisme à Manille pour dénoncer plusieurs problèmes dont l'impérialisme économique, la domination des sociétés transnationales, l'exploitation politique, la prostitution organisée des femmes et des enfants, ainsi que la dégradation des cultures traditionnelles (Lanfant et Graburn, 1992).

On peut lier ces divers appels de recommandations pour le tourisme alternatif avec l'émergence des mouvements sociaux contestataires de la société de consommation en Allemagne ou aux États-Unis dans les années 60. Dans cet ordre d'idées, le tourisme alternatif peut représenter une tentative (similaire à ces mouvements) de transformer les relations sociales (Lanfant, 1992; Graburn, 1992; Gazes 2006).

Plusieurs efforts ont été entrepris pour définir le tourisme alternatif, néanmoins et en raison des contextes et des préoccupations différentes, aucune définition universellement acceptée ou adoptée n'a été trouvée (Smith et Eadington, 1992). Le tourisme alternatif est un concept confus car plusieurs disciplines (sociologie, commerce, science politique, gestion, économie) et acteurs (académiciens, praticiens, ONG, institutions internationales, gouvernements) s'y intéressent (Sharpley et Telfer, 2016). Malgré les nombreux points de vue qui existent sur le sujet, le tourisme alternatif comme modèle tente de répondre à plusieurs problèmes, dont notamment (Pearce, 1992) :

- L'incapacité de résoudre le problème de la pauvreté avec la croissance.
- Les impacts négatifs du tourisme sur l'environnement (pollution, surexploitation des ressources, perturbation de la faune et de la flore, etc.).

- Les inégalités entre les pays Tiers-monde et les pays industrialisés, conséquence de l'économie politique de l'industrie touristique.
- La nécessité de construire un marché touristique axé sur les réalités et les besoins des communautés locales.

Un débat théorique sur les nombreuses définitions du tourisme alternatif dépasse les objectifs de ce chapitre. Ainsi, nous retiendrons les définitions de Parent (2003) et de Fennell (1999) puisqu'elles représentent des visions multidimensionnelles et intégratives du tourisme alternatif. Pour Sylvie Parent (2003), le tourisme alternatif est une pratique qui s'efforce de concilier et d'harmoniser croissance économique, protection de l'environnement et justice sociale. Il tente de trouver un équilibre entre les activités touristiques, le développement économique, la protection de l'environnement et la satisfaction des touristes et des résidents locaux (Parent, 2003).

Fennell (1999), pour sa part, adhère à une approche multidimensionnelle du tourisme alternatif. Selon lui, il permet de concilier le tourisme avec la protection de l'environnement, dans la mesure où les touristes aient un certain sens de l'éthique. Aussi, cette activité encourage la création d'emplois, l'entrepreneuriat local et la répartition équitable des revenus au sein des communautés locales. Enfin, cette pratique s'intéresse à la participation communautaire dans le processus de planification du tourisme. Elle peut être comprise comme le rôle attribué aux individus dans la prise de décision, les processus d'implantation des manifestations politiques et la planification d'actions socioéconomiques importantes.

Pour finir, nous retiendrons également les contributions théoriques de Kawano (2013) qui présente un cadre théorique intéressant de l'économie solidaire. Selon cette auteure, l'économie solidaire comprend un ensemble de valeurs à respecter au niveau de la production, de la consommation et des échanges comme l'équité, la démocratie, la durabilité et le pluralisme. Ce concept représente une alternative au capitalisme car il rejette la maximisation du profit, la propriété privée, les échanges de marché, etc.¹

Il n'existe aucune étude et/ou article qui traite du tourisme alternatif conjointement avec le concept d'économie sociale et solidaire. Les documents disponibles traitent plutôt du tourisme solidaire comme étant une forme de tourisme qui encourage la participation des touristes dans

¹ Voir annexe I pour le cadre théorique original de Kawano (2013)

l'amélioration des conditions de vie des populations locales (projet communautaire, construction d'écoles, etc.) (Delisle et Jolin, 2007). Toutefois, les éléments environnementaux, sociaux et économiques qui seront abordés dans la section suivante semblent relever de l'économie sociale et solidaire. Nous tenterons donc de contribuer à cette théorie en discutant du tourisme alternatif.

a) Protection de l'environnement

La dimension environnementale du tourisme alternatif a été abordée sous plusieurs angles. Elle fait référence à la prise en compte des impacts de l'industrie touristique sur l'environnement, la rareté des ressources naturelles et l'importance de leur sauvegarde (Leroux, 2010). Certes, la faune et la flore peuvent être altérées et même détruites par les activités liées au tourisme. Dans le cadre de la présente section, nous retiendrons deux thématiques suivantes : la durabilité, la conservation et le respect des écosystèmes, ainsi que la capacité de charge des milieux.

Les notions de durabilité, de conservation et de respect des écosystèmes découlent du constat de rareté et de finitude des ressources naturelles. Il est donc jugé nécessaire de protéger les grands équilibres écologiques (Leroux, 2010). Qu'il soit alternatif ou pas, le tourisme demeure une industrie qui peut exercer des pressions sur l'environnement naturel et social et par conséquent sur les ressources, les structures sociales et l'aménagement du territoire. Selon l'OMT (2002), ces pressions peuvent modifier le fonctionnement des écosystèmes et des communautés locales.

L'aspect environnemental du tourisme alternatif accorde une grande importance aux principaux enjeux comme la dégradation des ressources naturelles, la production de gaz à effets de serre, la détérioration de la couche d'ozone, la désertification, etc. (Sharpley, 2005). Le tourisme alternatif reconnaît également que les êtres humains font partie de la nature, c'est pourquoi il est nécessaire de maintenir la stabilité de l'écosystème et d'éviter les catastrophes naturelles, la perte de la biodiversité, des terres arables, etc.

Les notions de durabilité, de conservation et de respect des écosystèmes se présentent autant sur le plan théorique que sur des aspects plus pratiques. Sur le plan théorique, la durabilité semble être le fondement des discours des organisations internationales. Ainsi, la Charte du Tourisme Durable, établi en 1995, énonce que le développement touristique doit avoir comme base de

critères la durabilité. Il doit donc être supportable à long terme sur le plan écologique, viable sur le plan économique et équitable sur le plan éthique et social pour les populations locales (OMT, 1995)

En outre, la conservation est un des thèmes les plus fréquents de la thématique *tourisme alternatif et environnement*. La conservation de la nature et de la biodiversité doit découler des activités touristiques entreprises. Sur ce point, la Charte du Tourisme Durable (1995) élabore longuement sur la préservation, la protection et la mise en valeur de la richesse du patrimoine naturel et la Nationale Audubon Society affirme clairement que le tourisme alternatif est un outil en faveur de la conservation de l'environnement des sites visités.

De ce fait, le tourisme alternatif pourrait représenter une forme raisonnable d'exploitation de la biodiversité et peut contribuer à sa protection. Dans le cadre de cette étude, nous considérons que le tourisme alternatif vise à limiter les impacts sur l'environnement, car la dégradation de ce dernier pourrait avoir des conséquences négatives sur les écosystèmes et les populations locales. Par exemple et selon le conseil de l'Europe (2000), la modification du niveau des eaux dans les lacs et les étangs naturels peut avoir une incidence sur la salinité de l'eau et du sol et nuire ainsi à la production agricole et à l'approvisionnement en eau des populations locales.

Finalement, le respect des écosystèmes, qui fait suite à la conservation, représente également un des maillons clés du tourisme alternatif et du développement durable. D'après les auteurs de la Déclaration de Berlin (1997), toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour le respect de l'intégrité naturelle des lieux visités. Le tourisme doit donc respecter les équilibres fragiles qui caractérisent de nombreuses destinations.

Sur un plan plus pratique, certaines caractéristiques mettent en lien le tourisme alternatif et le développement durable, soit la prévention de la pollution, les modes de transport viables et les guides naturalistes (Prezza, 2000). Parmi les critères du tourisme alternatif, l'argument de la prévention de la pollution qui se traduit par le respect de la propreté des sites touristiques et l'utilisation de modes de transport viable est au cœur de la théorie du développement durable. Les rédacteurs de la Charte du Tourisme Durable (1995) mentionnent qu'il est existentiel d'encourager des mesures visant à recycler et à réduire les déchets dans les installations

touristiques. Dans le même ordre d'idées, la Déclaration de Berlin (1997) insiste sur l'importance d'encourager des modes de transport public non motorisés.

La capacité de charge des sites touristiques est aussi un élément central du tourisme alternatif. Ce concept trouve sa rationalité au niveau de la réflexion qui s'organise autour de la protection de l'environnement au niveau de la prise de conscience et le souci des professionnels du tourisme de ne pas dégrader les atouts touristiques d'une région. La capacité de charge des sites touristiques désigne le nombre de touristes qu'une destination ou un site peut accueillir ou supporter sans impact négatif sur l'environnement, la société locale ou sur la qualité de l'expérience touristique (Sharpley et Telfer, 2016). Selon Hawkins et Middleton (1996), elle représente la mesure de la tolérance d'un site ouvert à l'activité touristique et de la limite environnementale, sociale et économique au-delà de laquelle une zone peut souffrir des effets négatifs. Aux fins de cette étude, nous retiendront la définition opérationnelle de Buckley (1996) qui la définit comme le nombre maximum de personnes qui peuvent utiliser un site sans aucune atteinte à l'environnement.

Le calcul de cette capacité prend en compte des indicateurs dans trois dimensions particulières, soit l'environnement physique (naturel et artificiel y compris les infrastructures), l'environnement social et démographique (dynamique de la population et structure sociale), ainsi qu'économique et politique (facteurs institutionnels et organisationnels). Le tourisme alternatif serait enclin à favoriser la protection du patrimoine naturel et culturel puisqu'il encourage l'exploitation optimale des ressources naturelles tout en préservant les processus écologiques essentiels et en aidant à sauvegarder les ressources naturelles et la biodiversité (Gagnon et Gagnon, 2007).

Le tourisme alternatif a des portées positives sur la gestion des ordures et sur l'érosion, puisqu'avant d'être visités, les sites sont d'abord étudiés. Par ailleurs, le PNUE affirmait en 2003 que, dans bien des cas, le tourisme alternatif a permis la reconstruction des centres historiques de certaines villes, qui auparavant étaient négligés en raison de la délocalisation de l'activité économique vers des zones plus stratégiques.

Par ailleurs, certains auteurs tels que Poulin (2008) sont plutôt sceptiques face aux contributions du tourisme alternatif à la préservation de l'environnement. Il affirme qu'en pratique, il est difficile de savoir si la capacité de charge des milieux a vraiment été prise en compte,

principalement dans les pays du Tiers-monde qui n'ont pas nécessairement le budget ni les moyens technologiques de le faire.

En suivant la même logique, Honey (1998) estime que le tourisme alternatif peut également conduire à la dégradation de l'environnement des sites fragiles, car dans certaines régions du monde, la gestion des déchets demeure problématique en raison du manque de ressources et de savoir-faire. C'est pour cette raison que cette pratique, qui demeure mal contrôlée, peut contribuer à la destruction des habitats écologiques.

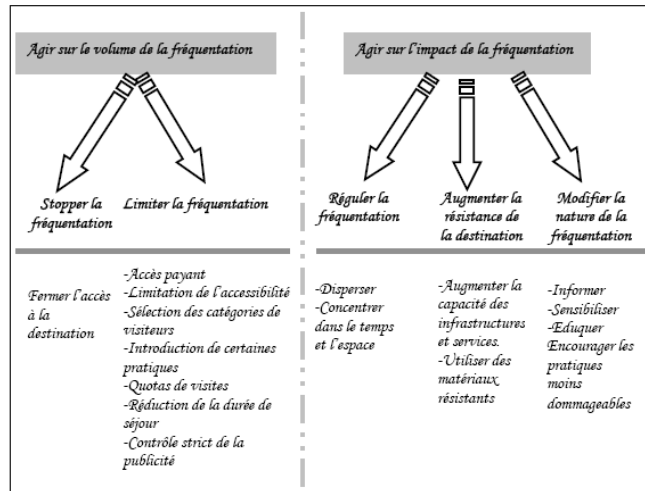
Le tourisme alternatif s'inscrit dans une logique d'économie des ressources naturelles rares et précieuses parce qu'il découle de l'acceptabilité des incidences du tourisme de masse sur les ressources naturelles, la biodiversité et les populations locales (Bretton, 2001). Ainsi, les pratiques touristiques dites alternatives sont prédisposées à promouvoir une consommation écoresponsable des ressources dans les communes visitées. Cela interpelle le principe de justice dans la répartition des ressources de John Rawls (1971) qui insiste sur le fait que la consommation présente des ressources affecte la consommation des générations futures.

Cependant, Dehais (2008) défend le fait que les modes de consommation des touristes, principalement en eau et en électricité, détournent les ressources disponibles au détriment des populations locales. Elle estime que le tourisme qu'il soit alternatif ou pas bouleverse les modèles et les habitudes de consommation en eau, en énergie, en carburant, en denrées alimentaires et en termes d'occupation de l'espace. De même, Mieczkowski (1995) garantit que cette pratique peut avoir des effets négatifs sur le fonctionnement des ressources de l'écosystème. Le tourisme alternatif peut exercer des pressions sur les ressources naturelles, par exemple dans le cas de la déforestation des montagnes et de l'extraction des sources d'eau.

Le concept de limites des changements acceptables représente une autre approche pour déterminer les impacts du tourisme sur une société donnée. Plutôt que de se concentrer sur le nombre de touristes ou l'échelle d'activité, le concept de limite du changement acceptable reconnaît que c'est l'impact ou le degré de changement qui constitue le problème (Sharpley et Telfer, 2016). Par conséquent, certains indicateurs permettent de mesurer les principales limites du tourisme dans les destinations. Ces indicateurs doivent être déterminés par une consultation

avec les populations locales. La figure ci-dessous présente une idée générale des types de gestion des flux dans les destinations touristiques.

Figure 1 : Types de gestion des flux dans les destinations touristiques



Source : (Deprest, 1997 : 55)

En somme, le développement du tourisme est inévitablement accompagné d'impacts sur les sociétés et les environnements de destination. On ne peut dissocier les éléments relatifs à la durabilité, la conservation, le respect des écosystèmes et de la capacité de charge des milieux puisque ces concepts encouragent la préservation de l'environnement.

b) Renforcement des solidarités locales et gestion collective

Contrairement à la dimension environnementale, la dimension sociale du tourisme alternatif est moins aisée à appréhender, car il est plus difficile de quantifier et d'anticiper les impacts sociaux du tourisme alternatif sur les communautés locales (Murphy, 1985).

La dimension sociale du tourisme alternatif est importante, car elle encourage la solidarité en développant des relations entre les divers acteurs (collectivité, associations, autorités locales, appareil gouvernemental). Elle permet aussi d'encourager la préservation du patrimoine local et de mettre en valeur le savoir-faire local (Archer et Cooper, 1994). Les solidarités locales et la gestion collective se traduisent par l'appropriation locale du processus touristique et par les échanges entre les acteurs.

Le tourisme alternatif encourage l'appropriation du processus touristique par les populations locales. Ainsi, l'organisation de l'activité touristique à l'échelle locale interpelle le concept d'engagement social qui est un élément déterminant pour la réussite du tourisme alternatif. Il se réfère aux caractéristiques de l'organisation sociale qui facilitent la coordination et la coopération des communautés locales dans le but de maximiser les bénéfices d'un projet de développement (Jones, 2005).

L'engagement social est un concept qui regroupe plusieurs éléments, en prenant pour exemple la communauté Ostional du Costa Rica, Campbell (1999) arrive à la conclusion que l'engagement social des communautés est le résultat de trois facteurs :

- 1- La faiblesse de l'implication du gouvernement dans l'industrie touristique.
- 2- La volonté d'augmenter le flux de touristes alternatifs.
- 3- Le besoin de créer des emplois pour diminuer le chômage dans la région.

L'idée de base réside dans le fait que les réseaux sociaux et l'interaction entre les individus qui partagent des normes et des valeurs communes permettent de favoriser la coopération de ces derniers pour atteindre des buts communs (Ecclestone et Field, 2003). Selon Bankston et Zhou (2002), le degré de connectivité, la qualité et la quantité des relations sociales au sein d'une population donnée peuvent influencer l'atteinte d'objectifs précis. Dans le cadre de cette thèse, la définition de Samantha Jones (2005) est retenue car elle insiste sur l'importance de la cohésion sociale dans la mise en place de projets de développement. Malgré le manque de précision de la définition précédente, elle permet de relever la particularité de la dimension sociale du tourisme alternatif.

Le tourisme alternatif, de par ses pratiques, a pour finalité le bien-être collectif : protection de l'environnement, développement économique, lutte contre la pauvreté, cohésion et encouragement de l'autonomie des populations locales. Il contribue au renforcement des marchés locaux, à la construction de compétences locales, à la mise en place d'instances de participation et à l'expérimentation de nouvelles façons de répondre aux problèmes sociaux (Parent et Klein, 2009). En termes de services, le tourisme alternatif accroît les capacités d'innovation des collectivités locales afin de répondre aux aspirations des citoyens concernant l'amélioration de leurs conditions de vie. Le tourisme est alternatif lorsque les communautés locales ont un

contrôle dans la mise en place et la gestion des activités et lorsqu'elles se partagent équitablement les bénéfices (Schevyn, 1999).

Cependant, même si le tourisme alternatif se veut être un projet bénéfique pour les populations locales, il peut également avoir des effets négatifs. Le paradoxe de la théorie de l'action collective met en garde contre la généralisation d'attributions de caractéristiques individuelles à des comportements collectifs (Olson, 1965). Pour des raisons structurelles, des individus ou des groupes qui auraient intérêt à s'associer pour obtenir un bien qui leur serait profitable à tous ne le feront pas nécessairement et le groupe reste donc inactif (Olson, 1965).

Par ailleurs, les composantes structurelles et cognitives de l'engagement social peuvent influencer les effets (positifs ou négatifs) sur le tourisme alternatif (Jones, 2005). La composante structurelle de l'engagement social se rapporte à ce que les gens font : elle comprend des réseaux, des rôles, des règles et l'intensité des liens de l'activité associative (Jones, 2005). La composante cognitive, pour sa part, couvre les normes, les valeurs, les attitudes et les croyances. Elle est liée aux sentiments des gens. Tandis que les éléments cognitifs prédisposent les gens vers l'action collective, les éléments structuraux facilitent l'action en tant que telle. C'est dans cette logique que l'existence d'associations communautaires (dimension structurelle) ne reflète pas nécessairement les liens personnels entre les individus (cognitifs) (Jones, 2005). Ainsi, si l'organisation sociale des communautés locales est mauvaise, elle peut générer des conflits au sein de la société et détériorer les relations entre les populations locales (Bretton, 2004).

Mais encore, le tourisme alternatif est une activité humaine qui met en relation plusieurs acteurs dont notamment les collectivités locales, les touristes, les tour-opérateurs, les institutions étatiques, etc. Ces divers échanges s'expliquent par les approches participatives et la théorie des échanges sociaux. Processus dynamique évoluant en fonction des spécificités et des conditions locales, l'approche est dite participative lorsqu'elle se base sur la reconnaissance du savoir-faire local. Drake (1991) définit la participation locale comme « la faculté des communautés locales d'influer sur l'issue de projets de développement tel que le tourisme alternatif, qui ont une répercussion sur elles » (Drake, 1991:130). De ce fait, l'engagement grandissant des communautés locales peut refaçonner les sociétés.

L'approche participative se réfère également à la responsabilisation des populations ciblées dans toutes les actions entourant le développement. Elle se présente comme approche de concertation, d'ajustement et de compromis qui accompagne tous les projets de développement (Bajeddi, 2007). Cette approche représente donc une démarche volontaire qui perçoit le territoire comme un système de relations entre les acteurs et les divers projets entrepris (Tremblay et O'Reilly, 2009).

Cependant, les approches participatives peuvent souffrir d'une forte influence externe (Bankston et Zhou, 2002). En effet, Campbell (1999) souligne que l'autonomie des populations locales dans la formulation des problèmes et dans le choix des priorités est loin d'être totale, compte tenu du fait que ce sont les agents externes qui formulent le diagnostic local et que les populations locales ne font que participer. Le besoin ne vient pas du terrain, mais il est fortement suggéré de l'extérieur.

Lequin (2004) propose une échelle de huit niveaux de participation des populations locales dans les projets de développement touristique. Les échelles 1 et 2 représentent la non-participation des populations locales et s'il y a participation, celle-ci est souvent biaisée et subjective. À l'opposé, le pouvoir est dit partagé quand les populations locales ont le contrôle total ou partiel du projet touristique. Le tableau suivant illustre les diverses échelles de participation des populations locales :

Tableau 4: Échelle de participation des populations locales selon leur degré d'influence

Principales caractéristiques	Échelle de participation	Degré d'influence	Type de tourisme
Manipulation	1	Non-participation	Tourisme de masse
Conditionnement	2		
Information	3	Pouvoir symbolique	Tourisme de masse et tourisme alternatif
Consultation	4		
Conciliation	5		
Partenariat	6	Pouvoir partagé	Tourisme alternatif
Délégation	7		
Contrôle	8		

Source : Construit à partir de (Lequin, 2004)

L'atteinte du pouvoir partagé implique que les populations locales participent à un minimum de 50 % de tout programme de développement touristique (Gurùn et Coursey, 1994). Cependant, cette théorie ne permet pas de traduire adéquatement les interactions entre les populations locales et les divers acteurs du tourisme alternatif. En effet, l'échelle de participation précédente semble

rigide et ne permet pas de prendre en compte les subtilités et le détail des interactions entre les populations locales et les divers acteurs.

Toutefois, l'implication des communautés locales dans le processus de planification du tourisme dans les pays du Tiers-monde présente certains obstacles. Selon Tosun (2000) le principal obstacle des approches participatives repose sur le fait que ce sont des modèles qui ont été développés dans les pays industrialisés et qui sont difficilement applicables dans les pays du Tiers-monde qui ont souvent des structures sociopolitiques, économiques et culturelles qui empêchent les populations locales de pleinement participer au tourisme.

Cela s'explique notamment par la centralisation de l'administration publique chargée du développement du tourisme, par le manque de coordination entre les parties concernées et le manque d'informations mises à la disposition des habitants de la destination touristique (Tosun, 2000). Les limitations structurelles à l'engagement des communautés locales impliquent des barrières institutionnelles, des structures de pouvoir et des systèmes législatifs et économiques. Plus particulièrement, on peut citer le refus de la part des autorités locales d'adopter un développement touristique participatif, le manque de système juridique approprié et le manque de ressources financières (Tosun, 2000). Ces contraintes sont similaires à celles de Timothy (1999) qui les catégorisent de la façon suivante :

- Les traditions culturelles et politiques.
- De mauvaises conditions économiques.
- Le manque d'expertise.
- Le manque de compréhension de la part des résidents.

En somme, la dimension sociale du tourisme alternatif s'intéresse aux divers mécanismes qui favorisent la participation des communautés locales à l'activité touristique dite alternative, ainsi que les diverses interactions qu'elles entretiennent avec les autres acteurs (touristes, institution étatiques, agences touristiques, etc.) Il est question de mieux répondre aux besoins des communautés locales. Cependant, l'aspect social ne peut être dissocié de l'aspect économique qui sera traité dans la prochaine sous-section. Certes, ces deux dimensions sont interdépendantes dans le sens où il est question d'allouer des ressources économiques pour créer des relations sociales afin d'atteindre des projets de sociétés plus larges tels que la réduction de la pauvreté

monétaire et non monétaire, l'amélioration du système de la santé et l'éducation ainsi que la protection de l'environnement (Demoustier, 2004).

c) Diversification et renforcement des économies locales

La dimension économique du tourisme alternatif peut se traduire par l'intégration des activités touristiques dans l'économie locale. Elle se réfère à la conciliation d'un projet (performances économiques) avec des principes éthiques tels que l'équité dans la redistribution des ressources, la création d'un lien social, etc. (Taznim et Robinson, 2012).

Les enjeux économiques du tourisme alternatif sont nombreux, notamment le développement de pratiques commerciales innovantes et éthiques, la répartition des richesses, l'intégration des coûts sociaux et environnementaux dans les prix des produits et la promotion du développement du tissu économique local. Il peut contribuer à lutter contre le chômage, à ralentir les phénomènes migratoires et à diminuer les pressions sur l'exploitation des ressources naturelles (Barré, 2003).

Il représente également un moyen efficace de diversifier l'économie locale, de lutter contre la pauvreté monétaire et non monétaire, d'améliorer les conditions de travail, de lutter contre les inégalités, la répartition des richesses, etc. (Taznim et Robinson, 2012). Cependant, c'est la capacité du tourisme alternatif de créer des activités génératrices de revenus et à favoriser une redistribution des revenus qui sont principalement retenue dans la présente recherche.

En raison de sa nature diversifiée et transversale, le tourisme alternatif touche pratiquement tous les domaines de l'activité économique, comme les voyages, les loisirs, l'hébergement, la restauration, mais aussi les travaux publics, les activités sportives, etc. Cette industrie exerce une grande influence sur les autres secteurs tels que l'agriculture, la construction, l'artisanat, le commerce et les services de transport.

Il appert que le tourisme alternatif permet de générer deux types d'emplois : les emplois de services qui génèrent un revenu salarial et les emplois de production qui encouragent la création de revenus provenant de la vente. Les emplois de services sont reliés à tous les services offerts par l'industrie touristique. Bien souvent, les postes disponibles se rattachent à la restauration, à l'hôtellerie et aux visites guidées. Les emplois générés par le tourisme alternatif sont à la fois un

complément monétaire stable et indispensable dans les pays du Tiers-monde fortement marqués par le chômage (Lamic, 2008).

Cependant, certains auteurs tels que Duterme (2006) remettent en cause la qualité des emplois générés, notamment en raison de leur précarité et de leur saisonnalité. Le plus souvent ces emplois concernent une population sous-qualifiée, sans protection sociale et ne représentent pas vraiment une solution au chômage. Le tourisme alternatif peut également stimuler les emplois de production qui se rattachent principalement à la vente de produits d'artisanat local qui dépendent des caractéristiques des localités. Ces emplois sont directement liés aux environnements locaux et sont souvent mis en place par les populations qui possèdent une connaissance approfondie de leur environnement (Taznim et Robinson, 2012).

Cependant, la dimension économique du tourisme alternatif n'insiste pas assez sur la création d'emplois de production. Pourtant, il semble que l'impact généré par ceux-ci est plus direct sur les populations locales. Il serait donc intéressant de déterminer les facteurs qui encouragent les emplois de production et de cibler leurs répercussions sur les communautés locales. La création d'emplois semble permettre aux populations locales d'être au centre des activités économiques. Il peut donc répondre à des objectifs de société plus larges tels que la réduction de la pauvreté, le développement local, l'amélioration du système de santé et d'éducation, etc.

La capacité du tourisme alternatif à créer des emplois dans les pays Tiers-monde peut contribuer à une redistribution pro-pauvre des revenus. En mettant l'accent sur la relation entre croissance et redistribution du revenu, la redistribution est pro-pauvre lorsque « le taux de croissance du revenu des individus pauvres est supérieur à celui des individus non pauvres » Ménard, 2009 :24). Le tourisme alternatif, qui génère des emplois de production (artisanat local, guides touristiques locaux, cuisinier, chamelier) peut encourager une redistribution des recettes afin qu'elles bénéficient aux plus pauvres.

Cette redistribution, qui comprend plusieurs stratégies pour encourager des avantages économiques directs, favorise l'implication des populations les plus vulnérables dans les divers processus touristiques (Dehoorne, 2013). Selon Sarrasin et *al.* (2012) le tourisme comme moteur de développement des plus démunis n'est pas un phénomène nouveau. Sur ce point et dans le domaine du tourisme, la déclaration de Lanzarote (1993) met en exergue le fait que pour être durable, donc pour participer au développement durable, le tourisme doit se baser sur l'éventail

des possibilités qu'offre l'économie locale. En d'autres termes, les activités touristiques doivent pleinement s'intégrer au sein des localités. Cette insertion peut engendrer des bénéfices économiques pour les populations locales

Le tourisme alternatif pourrait contribuer à la redistribution pro-pauvre des revenus dans la mesure où l'augmentation des revenus fournis par le tourisme alternatif peut contribuer à «l'élévation du niveau de prospérité économique» (Dehoorne, 2013 :24) des communautés locales. Ces revenus peuvent financer plusieurs aspects du développement tels que la santé ou l'éducation, par exemple. Le tourisme alternatif peut également favoriser la création de liens entre le secteur formel et informel (Wahab et Pigram, 1996). Dans plusieurs pays du Tiers-monde, le secteur informel permet de mieux contribuer à la satisfaction des besoins des populations les plus pauvres. Dans ce sens, le tourisme alternatif peut avoir des répercussions économiques positives sur des projets entrepris par les communautés locales, comme le microcrédit par exemple. Il peut également encourager le financement de programmes d'aménagement du territoire, comme la construction d'école, l'approvisionnement en eau potable, l'assainissement, etc. (Dehoorne, 2013).

En définitive, on a tendance à percevoir le tourisme alternatif comme étant un contre modèle au tourisme de masse, cependant tout un mouvement théorique s'est constitué autour de ce concept tel que présenté précédemment. Le tourisme alternatif a sa propre logique et n'entrave pas le développement du tourisme de masse. L'objectif de cette thèse n'étant pas de s'attarder au tourisme de masse, le tableau suivant résume les principales distinctions entre le tourisme de masse et le tourisme alternatif :

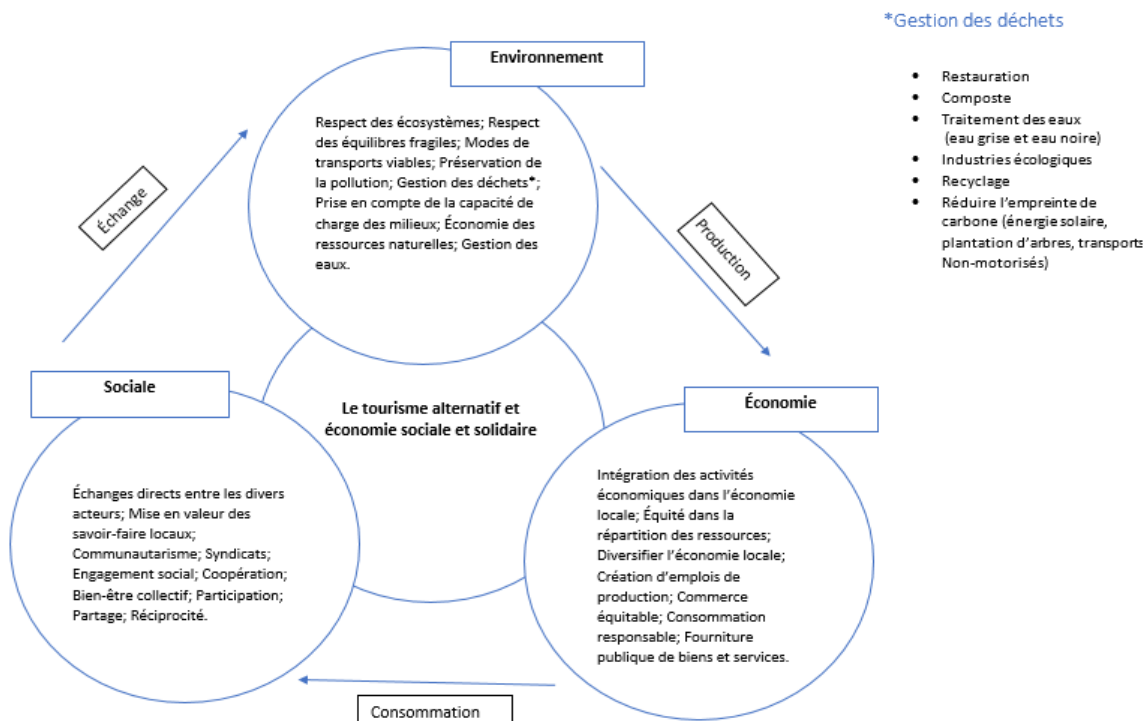
Tableau 5: Principales distinctions entre le tourisme alternatif et le tourisme de masse

Caractéristiques principales	Tourisme de masse	Tourisme alternatif
Environnementale		
❖ Protection de la faune et de la flore.	(-)	✓
Respect de la capacité maximale d'accueil	x	✓
Ne pas compromettre la capacité de renouvellement des ressources.	(-)	✓
Changement de comportement volontaire dans la gestion des déchets (recyclage, récupération, réutilisation)	x	✓
Respect des équilibres fragiles	(-)	✓
Intégrer les activités économiques dans l'environnement naturel	x	✓
Gestion des déchets par les populations locales	x	✓
❖ Mise en valeur du patrimoine naturel	✓	✓
Restriction volontaire lors des visites	x	✓
Règlementation de la taille maximale	x	✓
Existence d'un code d'éthique du voyage	(-)	✓
Création d'aires protégées	(-)	✓
❖ Modes de consommation axée sur la préservation de l'environnement	(-)	✓
Hébergement chez l'habitant ou campement	x	✓
Consommation locale	(-)	✓
Règlementation du prélèvement des ressources	(-)	(-)
Minimiser volontairement l'usage de carburant de fossile	x	✓
Économique		
❖ Diversification et renforcement des économies locales	(-)	✓
Consommation de produits locaux	(-)	✓
Retombées économiques qui restent dans la communauté	x	✓
Renforcement positif de l'économie locale	(-)	✓
Existence d'artisanats et de commerce locaux.	(-)	✓
❖ Création d'emploi	✓	✓
Importance de la rémunération	✓	x
Caractère saisonnier de l'emploi	✓	✓
Bassin d'emploi communautaire	x	✓
Participation des populations locales	(-)	✓
Caractère formel de l'emploi	✓	x

Existence d'une politique de protection sociale	✓	x
Création d'emplois pour les populations locales	x	✓
Création d'emplois pour les tours opérateurs locaux	✓	x
Circuits touristiques organisés par les tours opérateurs	✓	x
Sociale		
❖ Renforcement des solidarités	✓	✓
Participation des populations locales à la prise de décision	(-)	✓
Démocratie participative au sein des communautés locales.		
Prise en compte des besoins locaux	x	✓
Participation minimale de la population locale	✓	x
❖ Gestion collective des ressources	(-)	✓
Partage équitable des coûts et bénéfices de l'utilisation des ressources et de la conservation de l'environnement.	x	✓
Existence de mécanismes de gestion et de coopération dans les communautés locales.	x	✓
Sites touristiques gérés par plusieurs services et acteurs	✓	x
Existence d'associations et de coopératives locales mise en place par les communautés locales.	(-)	✓
❖ Amélioration des infrastructures (santé, éducation, transport, logement)	(-)	✓
Contribution à la construction et la rénovation des infrastructures.	(-)	✓
Contribution à l'amélioration du système de santé	x	✓
Contribution à l'amélioration du système d'éducation	x	✓
Voyage ayant pour objectif la construction d'école, l'enseignement, les visites médicales, etc.	x	✓
Légende du tableau :		
✓ : Oui, applicable		
(-) : Peut s'appliquer, mais dans une moindre mesure		
x : non applicable		
Source : auteur, construit à partir de : Fennel, 1999, 2008 ; Boyer, 2002, 2007 ; Breton, 2001 ; Buckley, 1994, 1996 ; Charbonneau, 2008, Kawano, 2013.		

À la suite des diverses caractéristiques environnementales, sociales et économiques présentées précédemment, le tourisme alternatif pourrait représenter une forme ou une composante de l'économie sociale et solidaire. En effet, de par ses pratiques, il a pour finalité le bien-être collectif : protection de l'environnement, développement économique, lutte contre la pauvreté, cohésion et autonomisation des populations locales. Dans ce sens, Johnson (2010) estime que cette activité (tourisme alternatif) vise à améliorer les économies rurales en encourageant le développement local. En générant des avantages économiques, sociaux et culturels, le tourisme alternatif peut représenter une forme d'économie sociale et solidaire, car il favorise la participation accrue de la communauté à la prise de décision et au développement économique des communautés locales (Johnson, 2010). La figure ci-dessous résume les principaux éléments abordés dans cette section :

Figure 2: Le tourisme alternatif comme composante de l'économie sociale et solidaire



Source : Construit à partir de Kawano (2012, 2013)

L'économie sociale et solidaire se développe en parallèle des structures publiques et privées qui sont incapables de servir adéquatement l'ensemble des populations (Flahault, Noguès et Schieb-

Bienfait, 2011). Les diverses solidarités mises de l'avant par ce type d'économie vont se traduire par des pratiques dans des domaines très différents, soit la production, la consommation, la finance, le commerce international, le développement local (Favreau et Fréchette, 1999). L'étude du champ de l'économie sociale et solidaire rassemble notamment le commerce équitable, la finance solidaire, les services de proximité, les tontines africaines, le microcrédit, etc. (Daghri et Zaoual, 2011)

L'économie sociale et solidaire s'intéresse plutôt à corriger les défaillances du marché en coordonnant les efforts des divers acteurs à répondre aux besoins économiques (Daghri et Zaoual, 2011). Les organisations d'économies sociales ont permis de combler les vides laissés par le marché et l'État. Cela a facilité la mise en place d'initiatives locales pour organiser l'économie. Elles se constituent de trois grands éléments, soit l'entrepreneuriat collectif qu'on peut considérer comme des initiatives locales, la vie associative marquée par la démocratie, la mobilisation des populations et des membres et des projets de valeurs, puisqu'elle tend à répondre aux besoins des populations et non à la rentabilité financière (Daghri et Zaoual, 2011).

Conclusion

En conclusion, ce chapitre nous a permis d'inscrire le tourisme au sein des diverses théories du développement. La première partie de ce chapitre a permis de comprendre les principales caractéristiques des théories de la modernisation, de la dépendance et du néolibéralisme. Le développement a traditionnellement été défini en termes de modernisation à l'Occidental (Redclift, 1987). Il était question d'encourager l'industrialisation et la croissance économique. Ensuite, les théories de la dépendance ont permis d'apporter un regard critique sur les échanges économiques et socio-culturels entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-monde. Dans les années 1980 et 1990, le paradigme économique néolibéral a pris de l'importance afin de limiter les obstacles à la libre circulation des échanges et des capitaux.

Dans le secteur du tourisme, la modernisation a permis de concevoir ce concept comme un outil de croissance économique (augmentation des entrées des devises et du taux de l'emploi) et de modernisation des structures sociales. Ensuite, les théories de la dépendance ont permis d'expliquer l'instrumentalisation du tourisme pour des revendications identitaires et pour dénoncer les rapports de force. Finalement, les théories néolibérales ont permis de faciliter la circulation des biens, des services et des personnes.

La deuxième partie de ce chapitre avait pour objectif de dresser un portrait général des critiques faites à propos des théories du développement. Les théories de la modernisation ont été critiquées pour la linéarité du modèle de croissance car elles présentent une vision euro-centriste du développement. Les théories de la dépendance n'ont pas favorisé l'industrialisation par substitution aux importations. Finalement, le néolibéralisme a eu des effets négatifs sur la vie des populations à la suite de la diminution du rôle de l'État, ce qui a entraîné une réduction des dépenses en programmes sociaux comme la santé, l'éducation et la protection sociale.

Dans le secteur du tourisme, cela s'est traduit par des inégalités économiques et par la transformation des normes et des valeurs. La dépendance a conduit à une asymétrie des échanges et par l'influence des multinationales. Les rapports inégaux dans le secteur du tourisme peuvent

se traduire par l'emprise économique des pays occidentaux qui dominent l'industrie touristique et exploitent les ressources des destinations touristiques des pays du Tiers-monde. Finalement la restructuration du rôle de l'État a eu des conséquences sur les populations des pays du Tiers-monde.

C'est dans ce contexte qu'émerge le développement alternatif qui représente une critique des modèles précédents. La troisième section de ce chapitre a permis de présenter les principaux fondements environnementaux, sociaux et économiques du développement durable. De par ses spécificités environnementales, sociales et économiques, le tourisme alternatif s'inscrit autant au sein du développement durable que dans l'économie sociale et solidaire.

En somme, ce premier chapitre a permis de mieux comprendre le tourisme dans un contexte de développement. Le chapitre suivant a pour objectif de situer la pratique du tourisme alternatif dans les diverses régions du monde soit les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs.

Chapitre II : Tourisme alternatif : Spécifications géolocalisées

Introduction

Les paysages touristiques diffèrent en fonction des lieux. Ils comprennent des zones rurales et urbaines et sont basés sur des attractions physiques et/ou culturelles. Il existe une diversité d'études sur le tourisme alternatif (Andriamasinoro et Sarrasin, 2015; Arellano, 2013; Battilani, 2007), cependant elles portent majoritairement sur les îles et les régions balnéaires, les montagnes et les forêts ainsi que les parcs. Les études disponibles sur les zones désertiques ne permettent pas de comprendre les principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif dans ces régions. Pourtant, les déserts semblent avoir des caractéristiques liées au tourisme alternatif aussi pertinentes que les ensembles géographiques mentionnés précédemment.

Le concept de paysage a été introduit pour explorer l'effet de la culture sur l'environnement physique. En effet, il offre un moyen d'organiser les processus humains et physiques afin de comprendre la manière dont les lieux se modifient sous l'adaptation humaine (Lewis, 1979). L'un des aspects clés du paysage est la distinction faite entre l'espace en tant que concept géométrique et les lieux de manière significative. C'est dans cet ordre d'idées que les géographes ont commencé à étudier le sens des lieux. Les paysages ont été étudiés en tant que manifestations de processus culturels, en particulier ceux qui étaient façonnés par les communautés qui l'habitaient (Wilson, 2012).

En parallèle, l'idée de s'évader qui est associée au tourisme est fondée sur l'imaginaire géographique des lieux comme destinations. Par exemple, les discours des agences de voyages, les cartes postales, les stratégies de développement d'une destination touristique sont étroitement associés aux paysages ruraux, alpins, tropicaux ou désertiques. La théorie du paysage offre un moyen d'évaluer la production de sites touristiques, tant du point de vue physique que du point de vue perceptuel (Wilson, 2012). Ainsi, les sites touristiques sont choisis et façonnés, ce qui implique la manipulation de l'environnement physique comme, par exemple, la création de parcs, le développement d'attractions naturelles ou culturelles.

L'objectif principal de ce chapitre est de comprendre les théories relatives à la pratique du tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs, ainsi que les caractéristiques des déserts en vue de considérer ces environnements comme destinations pour le tourisme alternatif. Il est important de comprendre les principaux enjeux du tourisme alternatif dans les diverses régions du monde car ils peuvent être les mêmes dans les régions désertiques. En d'autres termes, les touristes peuvent reproduire dans les déserts certains comportements qu'ils adoptent dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs dans les déserts.

La première partie de ce chapitre vise à présenter les singularités des ensembles géographiques cités précédemment et les principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques de ces destinations. La deuxième partie de ce chapitre a pour objectif de mieux comprendre les enjeux en lien avec le tourisme alternatif dans les déserts.

II.1 Tourismes alternatifs géolocalisés

L'objectif principal de cette section est de présenter un aperçu des principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques liés au tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs. Les enjeux environnementaux qui seront présentés portent sur la protection de l'environnement, particulièrement sur la consommation des ressources, le secteur des transports et la gestion des déchets. En effet, le tourisme alternatif en tant que forme de loisir importante joue un rôle fondamental dans les comportements liés à la consommation des ressources, à la production de gaz à effet de serre par le recours aux transports aérien, maritime et routier et en raison de la production des déchets produite durant la haute saison touristique (Holden, 2008).

Les enjeux sociaux du tourisme alternatif sont liés au renforcement des solidarités locales. Ils comprennent la valorisation des cultures locales, le renforcement des capacités et la cohésion sociale. Les enjeux sociaux ont pour bases théoriques les considérations éthiques qui permettent d'établir les règles à suivre pour valoriser les cultures locales et la cohésion sociale (Jones, 2007). Le renforcement des solidarités locales se présente sous différents aspects dans les îles et

les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs. Toutefois, les questions d'éthique sont complexes car il est difficile d'attribuer une valeur concrète à ce concept (Durkheim, 1993).

Finalement, les enjeux économiques qui seront abordés concernent le renforcement des économies locales. Plus précisément, il sera question de présenter les enjeux liés à la création d'emplois, à la diversification de l'économie et à l'entrepreneuriat local. En tant que secteur avec la croissance la plus rapide dans le monde, le tourisme dans son ensemble est souvent perçu comme un facteur important de croissance économique et de réduction de la pauvreté (OMT, 2011).

La géolocalisation des activités du tourisme alternatif interpelle les approches liées à la géographie du tourisme. Cette approche qui analyse des modèles spatiaux et temporels peut permettre de mieux comprendre les distinctions de la pratique du tourisme alternatif dans les diverses régions du monde. Ainsi, on ne peut écarter les contributions du domaine de la géographie, car elles permettent de comprendre les notions centrales de lieu, de l'espace et de l'environnement (Nepal, 2000).

L'objectif poursuivi ne concerne pas l'étude de toutes les caractéristiques des diverses régions du monde, ni de présenter tous les enjeux relatifs au tourisme alternatif dans le désert puisque cette région demeure sous-documentée. Il est plutôt question de proposer une amélioration de la thématique, car le sujet a très peu été étudié d'un point de vue théorique (Sharpley et Telfer, 2016). Pour mieux comprendre les enjeux environnementaux, sociaux et économiques des ensembles géographiques mentionnés précédemment, nous présenterons certains exemples concrets car les diverses régions du monde ont des spécificités qui ne peuvent être généralisées.

II.1.1 Le tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires

Les îles et les régions balnéaires recouvrent des réalités plurielles et complexes, notamment sous les aspects culturels et environnementaux (Saïd, 1980; Michel, 2000; Sheller, 2003). Elles ont toujours été considérées comme des destinations *exotiques*. À l'époque médiévale, ces régions

étaient associées à la notion de *Paradis*, cela n'a pas vraiment changé au fil du temps (Dehoorne et Saffache, 2008). Les îles et les régions balnéaires ont souvent été décrites comme favorisant les ouvertures sur le monde, sur les différentes cultures (Dehoorne et Saffache, 2008). D'ailleurs les premiers points de transit entre les pays à l'époque (ports) se situaient dans ces régions (Dehoorne et Saffache, 2008).

On retiendra que les îles et les régions balnéaires sont des destinations convoitées du tourisme international. Certes, cette activité représente souvent l'option idéale de développement pour beaucoup de pays qui manquent de ressources et qui ont un éventail d'activités économiques limitées (Telfer, 2005). D'ailleurs, les diverses agences de voyages ont souvent vendu ces régions comme enchanteresses et incontournables. On pense notamment à Tahiti, Cuba, les îles Canaries, l'île Maurice, Bali, etc. La présente sous-section a comme principal objectif de présenter les caractéristiques environnementale, sociale et culturelle de ces régions et leurs diverses implications dans le secteur du tourisme. La carte ci-dessous permet d'identifier les principales îles et régions balnéaires qui seront abordées :

Figure 3: Principales îles touristiques et régions balnéaires



Source : (CBN, 2018)

Le tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires présente des défis environnementaux, sociaux et économiques spécifiques. Ainsi, après avoir présenté les caractéristiques de ces

régions, il sera question d'analyser les éléments relatifs à la protection de l'environnement, au renforcement des solidarités locales et à la diversification des économies locales.

a) Les singularités des îles et des régions balnéaires

Les îles et les régions balnéaires peuvent être décrites comme des destinations exotiques renfermant des rivages ensoleillés, des récifs coralliens, des plages de sable blanc, etc. (Dehoorne et Saffache, 2008). Elles sont souvent perçues comme des territoires de petite superficie avec une végétation riche et abondante et un espace côtier. Du point de vue touristique, certaines îles ou régions balnéaires sont dotées d'industries touristiques matures telles que Maltes, Fidji ou la Barbade. Alors que d'autres îles sont très petites avec un flux de visiteurs limités et une population locale de moins de 30 000 habitants, telles que les îles Cook ou Niue (Milne, 1992).

Il existe deux grands types d'îles tropicales, celles qui sont situées en altitude et celles qui sont basses (Gosslin, 2003). La première catégorie rassemble des îles qui sont souvent situées à proximité de sommets volcaniques et sont recouvertes de végétaux. On peut penser aux îles de la Dominique, de Sainte-Lucie, de la Réunion, etc. (Gosslin, 2003). La composition de la deuxième catégorie est liée à la forte présence du calcaire dans le sol. Les îles et les régions balnéaires basses sont souvent délimitées par du sable blanc, on peut penser par exemple à Saint-Martin, les Grenadines, etc. Il peut également arriver que ces deux types d'îles soient présents sur un territoire donné, tel est le cas de la Guadeloupe et de la Basse-Terre (Gosslin, 2003).

À ces types d'îles et de régions balnéaires s'ajoutent des formations coralliennes qui sont essentiellement circonscrites par des lagons comme Tahiti, les îles Maldives et les îles Loyautés. Ces types d'îles représentent les plus vulnérables en raison de la suppression de leurs facteurs climatiques et hydrodynamiques marins (Gosslin, 2003). Cela a pour conséquence le développement rapide de phénomènes tels que l'érosion qui s'échelonne sur plusieurs années dans d'autres régions, mais pendant quelques mois dans les îles où existe une forte formation corallienne (Gosslin, 2003).

D'autres types d'îles et de régions balnéaires existent telles que les régions intertropicales et extratropicales (Demangeot, 1999). Les premières renferment d'importantes forêts halophytes. Ce type de végétation se développe habituellement en présence d'un sol très salé, sous le niveau de la mer ou au bord des rivières (Gosslin, 2003). Les îles extratropicales se distinguent des précédentes principalement par leur climat, puisqu'elles sont localisées en altitude.

Cela a comme conséquence une variation au niveau de la géomorphologie et des rares périodes d'ensoleillement. On peut penser aux îles britanniques et aux îles bretonnes qui se spécialisent dans la culture de la pomme de terre et certains types d'élevages. Les conditions climatiques étant différentes dans ces régions, le tourisme balnéaire n'y a pas la même importance.

Les particularités environnementales des îles et des régions balnéaires influencent le mode de peuplement de ces régions. De façon générale, les populations issues des pays du Tiers-monde et habitant dans ces milieux vivent d'agriculture, de chasse et de pêche (Jost, 2006). Les caractéristiques naturelles et environnementales de ces régions ont permis de faciliter le développement de communautés villageoises importantes. À titre d'exemple, si les mangroves disponibles dans les îles intra-tropicales servent d'aire de repos à l'avifaune, elles permettent aux populations locales de s'alimenter en huîtres et en poissons (Bossi et Cintron, 1989). Toutefois, les populations de ces régions sont particulièrement vulnérables aux enjeux environnementaux. D'ailleurs, les migrations internes de ces populations ne sont pas rares. Celles-ci trouvent souvent le besoin de se rapprocher de nouvelles terres agricoles et des principaux centres économiques (Jost, 2006).

Les caractéristiques physiques des îles et des régions balnéaires ont des implications socioéconomiques qui influencent le tourisme alternatif (Gosslin, 2003). Certes, les économies insulaires ont d'importants avantages comparatifs pour le développement du secteur du tourisme qui peut encourager la croissance dont l'exotisme, les plages, une flore et une faune unique, ainsi que des récifs coralliens sous-marins et des espèces marines (Seetanah, 2011). De ce fait, Grégoire (2008) estime que le développement touristique a eu un impact positif dans plusieurs îles en termes de création d'emplois et de redistribution de revenus.

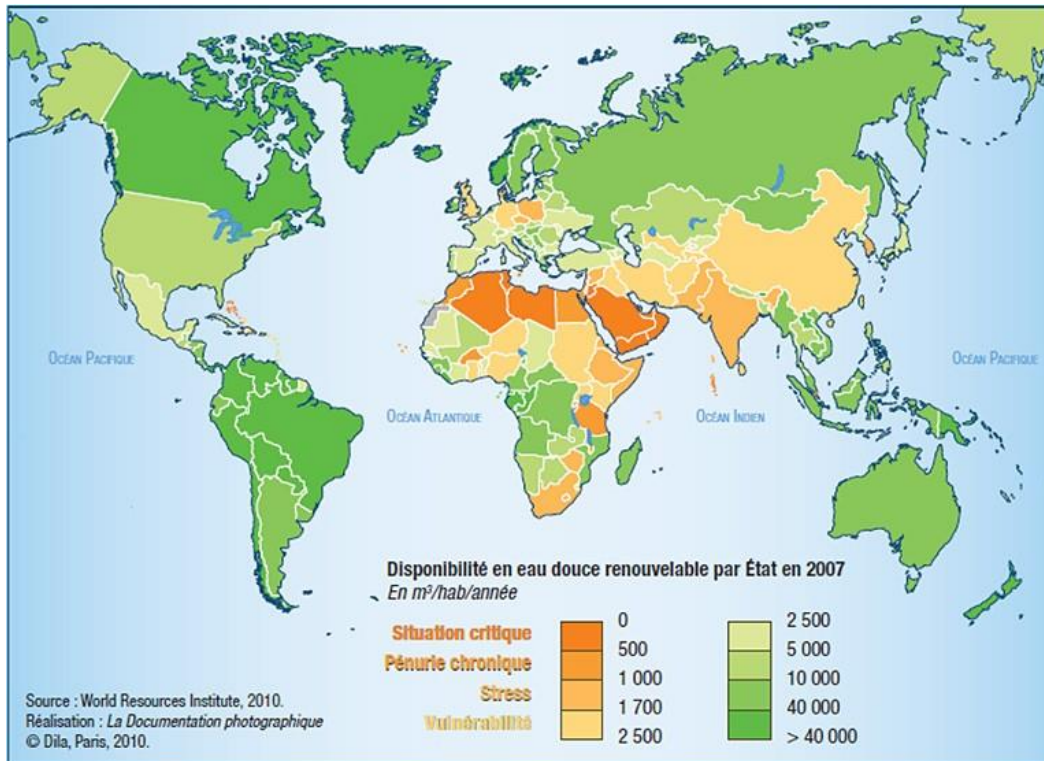
b) Les enjeux du tourisme alternatif

Les diverses caractéristiques environnementales, sociales et économiques des îles et des régions balnéaires présentent plusieurs enjeux du point de vue du tourisme alternatif. Ainsi, sur le plan environnemental, nous traiterons des enjeux liés à la consommation des ressources, aux transports et à la gestion des déchets. Sur le plan social, nous retiendrons les enjeux liés au renforcement des capacités locales et à la cohésion sociale. Finalement, du point de vue économique, les enjeux liés à la création d'emplois seront abordés.

D'abord, sur le plan environnemental, les îles et les régions balnéaires sont importantes sur le plan touristique car elles sont riches et diversifiées sur le plan paysager et écosystémique tel que présenté dans la sous-section précédente. Leurs territoires renferment des ressources significatives et disposent d'aménagements touristiques importants (complexes hôteliers, commerces hors-taxes, marinas), peut-être même plus que dans d'autres régions du monde. De plus, comparées aux montagnes, aux forêts et aux parcs, les îles et les régions balnéaires sont plus facilement accessibles car elles disposent de moyens de transport efficaces ce qui facilite la venue des touristes (Seetanah, 2011).

Dans le contexte du tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaire, la consommation d'eau et les conflits de ressources entre touristes et résidents ont bien été documentés (Holden, 2000 ; Salem, 1995 ; Stonic, 1998). Les touristes peuvent utiliser considérablement plus d'eau que les résidents, Gosslin (2010) affirme qu'ils utilisent jusqu'à 15 fois plus d'eau que les populations locales. Cette consommation peut se faire au détriment des communautés locales et avoir pour conséquence d'importantes pénuries. L'accès à l'eau dans ces destinations est à l'origine difficile (voir figure 2), surtout dans les petits États insulaires et les îles volcaniques car ils n'ont pas nécessairement les infrastructures pour le captage et le stockage d'eau douce. Ainsi, la croissance de la demande en eau potable de la part de l'agriculture, de l'industrie des ménages et de celles des touristes peut poser certains défis en approvisionnement pour ces destinations (Solomon, 2006).

Figure 4 : Disponibilité en eau douce dans le monde



Source : (World Resources Institute, 2010)

Dans les îles et les régions balnéaires, l'attention est également portée sur l'environnement côtier en matière d'augmentation de la pollution atmosphérique, résultat de la circulation des bateaux en période touristique, des problèmes d'épuration des eaux, la perte d'habitat et de biodiversité, etc. (Trumbic, 2001). Plus précisément, la pollution marine et côtière générée par les déchets des bateaux est une autre source de préoccupation environnementale pour ces destinations. Les croisières en bateaux peuvent causer des déversements d'eaux usées et d'ordures dans les mers, ce qui peut polluer les eaux et affecter non seulement l'environnement de ces destinations, mais également la santé des touristes et des populations locales (Solomon, 2006).

La gestion des déchets constitue aussi un enjeu important. En effet, qu'il soit alternatif ou pas le tourisme génère des déchets. La gestion de ceux-ci peut être difficile dans les îles et les régions balnéaires car elles ne disposent pas d'infrastructures physiques pour les traiter (Solomon, 2006). Les conséquences peuvent être néfastes, parmi celles-ci on retient la pollution des réserves naturelles d'eau douce, la disparition d'espèces marines, la destruction des récifs coralliens, etc.

Malgré les enjeux environnementaux discutés précédemment, le tourisme alternatif encourage la mise en valeur du patrimoine naturel environnemental, soit sa conservation et sa restauration (Lapointe et *al.*, 2015). Le tourisme alternatif dans les îles est porteur d'une éthique comportementale, d'une certaine attitude face aux ressources et aux espaces naturels. Il encourage l'appropriation collective des ressources et permet d'instaurer une gestion intégrée des zones côtières (Dehoorne, 2009).

Dans un deuxième temps et sur le plan social, le tourisme alternatif encourage le renforcement des capacités puisque les populations locales ont l'occasion de participer à la prise de décision (dans certaines régions) en ce qui concerne la planification et l'activité touristique. Toutefois et dans certaines îles qui offrent des produits touristiques à forfait tout-inclus comme à Cuba, en République Dominicaine ou au Mexique, la participation des communautés locales est assez faible. En effet, les touristes sont dirigés vers des hôtels et des enclaves de villégiature ce qui décourage le contact avec les populations locales (Britton, 1982).

Plus précisément, les stations touristiques d'enclaves ont une structure qui ne permet pas de bénéficier directement aux résidents locaux car les sites sont physiquement séparés des communautés locales (Britton, 1982). Ces infrastructures sont donc exclusivement conçues pour les touristes étrangers et sont souvent contrôlées par des multinationales dont le style de gestion vise à contrôler l'environnement physique et culturel en vue de répondre aux besoins des touristes et non des populations locales (Freitag, 1994). En citant en exemple la République Dominicaine, Wilkinson's (1987) souligne que même si le tourisme est une source importante de recettes d'exportations, les forfaits tout-inclus contrôlés par les multinationales reproduisent le phénomène de « centre-périphérie » abordé dans le chapitre I.

Ensuite, le tourisme alternatif dans ces régions facilite également la cohésion sociale. Cette activité a tendance à se situer sur des bases morales plus importantes que d'autres formes de tourisme et favorisent donc des voyages plus éthiques auprès de certains touristes (Lansing et Vrie, 2007). Si le tourisme alternatif peut favoriser la cohésion sociale entre les touristes et les populations locales, cette activité peut également reproduire les rapports de classe. Le cas de l'île Maurice illustre bien cet enjeu.

En prenant la relève de la culture du sucre, le tourisme conventionnel et alternatif constitue une nouvelle industrie dont profite l'État mauricien et la classe politique indo-mauricienne (Grégoire, 2008). Cependant, les populations d'origine créole n'en tirent pas de bénéfices, exception faite de quelques emplois. Cela s'explique par le fait que les créoles ont longtemps occupé des postes de main-d'œuvre dans le secteur du sucre et ont eu de la difficulté à migrer dans le secteur touristique, notamment en raison de leur âge avancé (Grégoire, 2008). Les créoles sont donc sous-représentés dans le secteur touristique et s'ils occupent des emplois, ces derniers sont souvent précaires (femmes de ménage, manœuvre, etc.) (Grégoire, 2008). Ils sont victimes d'inégalités des chances au niveau de l'emploi comparé aux autres castes, car ils maîtrisent moins bien l'anglais et que souvent, ils ne fréquentent pas l'école hôtelière qui favorise la formation de la plupart des employés dans le domaine (Grégoire, 2008). Cet exemple permet de comprendre que le tourisme alternatif peut ne pas favoriser la cohésion sociale.

Finale­ment, les économies insulaires ont d'importants avantages comparatifs pour le développement du secteur du tourisme qui peut encourager la croissance dont l'exotisme, les plages, une flore et une faune unique, ainsi que des récifs coralliens sous-marins et des espèces marines (Seetanah, 2011). De ce fait, Grégoire (2008) estime que le développement touristique a eu un impact positif dans plusieurs îles en termes de création d'emplois et de redistribution de revenus, et ce même si cette activité a généré la perte d'authenticité à de nombreux sites situés en bordure de mer. Plus précisément et en ce qui concerne la création d'emplois, les récifs coralliens font vivre jusqu'à 34 millions de personnes et génèrent annuellement environ 9 milliards de \$ US (Seetanah, 2011).

Cependant et dans le développement du tourisme alternatif, certaines économies insulaires sont confrontées à un ensemble de difficultés pour développer et diversifier leurs économies. Parmi celles-ci, nous notons la vulnérabilité aux influences extérieures, un marché local limité et de mauvaises liaisons de communication et de transport (Butler, 1960). Cela explique leurs dépendances à l'égard des agences touristiques dans la fourniture de services tels que le transport par exemple. Selon Wilkinson (1989), bien que le tourisme soit une source importante de recettes d'exportation, une grande partie des revenus dans la région des Caraïbes est monopolisée par les compagnies aériennes internationales et les grandes chaînes hôtelières. De plus, la diversification de l'économie représente un important enjeu dans ces régions car l'utilisation intensive des zones

côtières pour la construction de ports, de marinas, d'hôtels et d'aéroports a eu d'importants effets sur l'environnement et ont conduit à la marginalisation des activités de subsistances des populations locales comme l'agriculture et la pêche (Debbage, 1990). Malgré ces limites, le tourisme alternatif permet aussi de stimuler l'entrepreneuriat local essentiellement dans le secteur informel.

II.1.2 Le tourisme alternatif dans les montagnes

Les montagnes ne couvrent que 5 % de la surface de la Terre, pourtant ces régions jouent un rôle important pour l'équilibre environnemental de la planète (The Institute of Geography, 1999). Selon The Institute of Geography (1999), les montagnes sont nombreuses et couvrent tous les continents. Elles représentent l'une des principales destinations de vacances. Les régions montagneuses sous-entendent l'idée de *Wilderness* au sens de nature (Beedie et Hudson, 2003). Dans ce sens, la motivation sportive a été le principal moteur de fréquentation touristique dans les montagnes. Le tourisme alternatif dans ces régions est principalement caractérisé par des activités sportives et récréatives (Beedie et Hudson, 2003). Après avoir présenté les principales caractéristiques environnementales, sociales et économiques de ces régions, la présente sous-section vise à comprendre les principaux enjeux du tourisme alternatif dans les montagnes.

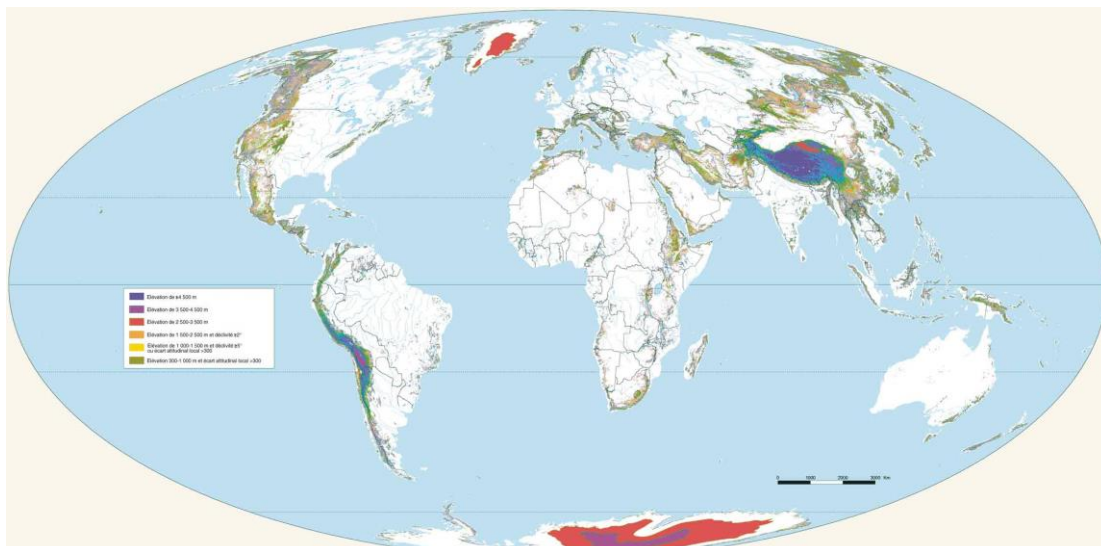
Le tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires présente des enjeux environnementaux, sociaux et économiques spécifiques. Ainsi, après avoir présenté les caractéristiques de ces régions, il sera question d'analyser les éléments relatifs à la protection de l'environnement, au renforcement des solidarités locales et à la diversification des économies locales.

a) Les singularités des montagnes

Les régions montagneuses sont physiquement décrites comme une forme de relief consistant en l'élévation importante de terrain en raison d'un soulèvement du sol (Debardieux, 1995). Elles sont aussi caractérisées par une forte dénivellation entre le sommet et les fonds de vallées. Les

montagnes sont vastes et de formes variées et se retrouvent partout, de l'équateur aux régions polaires. Les montagnes ont la particularité de l'étagement de la végétation et la richesse de la biodiversité. Elles renferment des réservoirs d'eau douce et représentent un refuge pour plusieurs espèces animales (Debardieux, 1995). Pour ne donner qu'un exemple, il est estimé que le mont Kinabalu en Malaisie abrite plus de 4000 espèces végétales, ce qui représente plus d'un quart de toutes les espèces des États-Unis (The Institute of Geography, 1999). En outre, les zones climatiques sont condensées puisque sur la même montagne on peut trouver un climat tropical à la base, une zone tempérée à moyenne altitude, suivie de conditions alpines en hauteur. Dans les plus hauts sommets, on retrouve un environnement arctique avec de la neige et des glaciers. La carte ci-dessous permet de localiser les principales régions montagneuses dans le monde :

Figure 5: Les principales montagnes dans le monde



Source : (FAO, 2002)

L'écosystème de ces régions s'est adapté aux conditions climatiques, ce qui explique le fait que les zones montagneuses soient en constante évolution, mais sont également fragiles. C'est pour cette raison que leur environnement est sensible au changement climatique. Ainsi, les principaux problèmes concernent la dégradation de l'environnement, les glissements de terrain, les avalanches, le gel, le dégel et l'érosion (PNUE, 2010). L'instabilité des pentes et les glissements de terrain sont des phénomènes bien connus des régions montagneuses et peuvent causer d'importants dommages aux communautés locales avoisinantes (Macdonald, 1989). Par exemple, les glaciers de Bualtar et de Barpu dans le Karakorum Himalaya ont conduit à plusieurs

glissements de terrain qui se produisent sur les pentes abruptes et nuisent aux terres agricoles irriguées.

Ainsi, la routine quotidienne des villageois habitant ces régions est affectée par ces facteurs climatiques. Les répercussions sur les communautés locales se manifestent par la perte et l'abandon des terres et la destruction des habitations et des canaux d'irrigation (Macdonald, 1989). Cet exemple permet d'illustrer les répercussions des problèmes environnementaux sur la qualité de vie des populations.

Mis à part les caractéristiques environnementales des montagnes, les populations vivant dans ces régions sont souvent marginalisées, économiquement défavorisées et vivent en autarcie (Barbier, 1984). Certes, ces communautés sont rurales et dépendantes des ressources disponibles ce qui les situe dans des niveaux de précarité importants. Pendant longtemps, les montagnes ont été importantes pour les moyens d'existence humaine en termes d'agriculture et d'élevage, ainsi que pour le transport et le commerce de marchandises (Beedie et Hudson, 2003). Ce mode de vie particulier aux populations issues des montagnes attise la curiosité des touristes.

En outre, dans les pays du Tiers-monde, les montagnes sont fortement marquées par des taux de croissance démographique élevés et des pressions importantes sur l'environnement (Sanjay, 2002). Les niveaux de richesse sont inégalement répartis ce qui engendre des niveaux de pauvreté assez inquiétants par exemple dans les pays de l'Europe de l'Est et d'Asie du sud. Du point de vue politico-économique, Boujrouf et Tebaa (2011) mentionnent que le tourisme de montagne au Maroc profite exclusivement à ceux qui dominent économiquement ou politiquement.

b) Les enjeux du tourisme alternatif

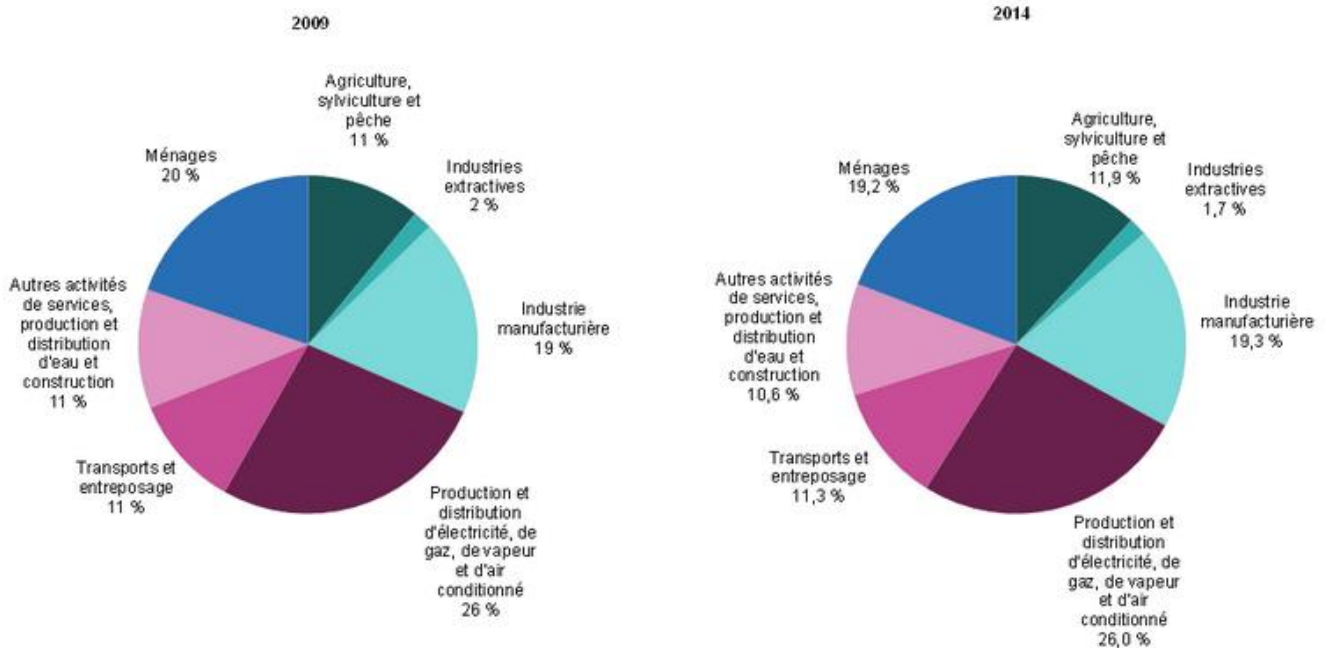
Les régions montagneuses représentent une destination touristique attrayante, car elles évoquent un lieu d'évasion et d'aventure aux populations vivant dans les zones urbaines. En raison de leurs caractéristiques physiques (élévation du sol), les montagnes sont propices à l'alpinisme et au tourisme d'aventure (loisir, sport et plein air) (Sanjay, 2002). Les diverses formes de l'organisation de l'espace montagnard sont largement dépendantes du type de tourisme pratiqué.

Certes, les sports d'hiver se pratiquent surtout dans les parties plus élevées des massifs et c'est le type d'activité qui exerce le plus de pression sur l'espace en raison de la forte concentration d'êtres humains sur l'espace. Le tourisme estival est le type de tourisme le plus ancien et occupe plutôt les moyennes et les basses montagnes. Il regroupe des activités comme l'élevage, les forêts, l'artisanat et dont la nature est un peu moins fragile (Sanjay, 2002). Cette sous-section porte sur les enjeux environnementaux (consommation des ressources et transport), sociaux (valorisation des cultures locales, renforcement des capacités et cohésion sociale) et économiques (création d'emploi et entrepreneuriat local).

Premièrement du point de vue environnemental, les montagnes sont des régions sensibles au tourisme qu'il soit alternatif ou pas car cette activité est susceptible de provoquer un important stress environnemental. La mise en place de zones alpines et les randonnées pédestres représentent des enjeux importants pour la consommation des ressources. En effet, le tourisme alternatif aurait tendance à augmenter la consommation de ressources de base comme le bois de chauffage et l'eau, ce qui peut non seulement porter préjudice à l'environnement, mais aussi aux populations locales (FAO, 2009).

Mise à part la consommation des ressources, les enjeux liés au secteur des transports peuvent également affecter ces destinations. Tandis que dans les îles et les régions balnéaires, les croisières en bateau sont des activités nuisibles pour l'environnement, dans les régions montagneuses ce sont plutôt les voitures et le transport aérien (OCDE, 2000). Certes, le développement des moyens de transport a favorisé l'accès aux régions montagneuses. Cependant, le coût en termes d'impact social et environnemental peut être négatif car les moyens de transport sont d'importants consommateurs d'énergie et de ressources matérielles comme l'illustre le diagramme suivant :

Figure 6: Les sources d'émission de polluants atmosphériques par activité économique



Source : (Eurostat, 2017)

Ainsi, la vulnérabilité environnementale de zones montagneuses évoquées précédemment nécessite des modes de transport durables. Malgré le fait que le tourisme alternatif a tendance à encourager le recours aux moyens de transport durables, les régions montagneuses éloignées nécessitent des déplacements en avion, en autocar et en voiture, qui peuvent polluer l'environnement de ces régions.

Toutefois, une fois sur place, les touristes optent généralement pour la marche à pied, les ânes ou les chevaux afin de protéger la faune et les habitats naturels, mais également en vue de réduire le bruit et de mettre en valeur les modes de vies locaux (Root et *al.*, 2002). Le tourisme alternatif peut aussi avoir des effets positifs sur l'environnement en encourageant la protection des sols et de l'eau, la gestion des déchets et le recyclage et encourage l'entretien des sentiers ainsi que la protection des animaux (FAO, 2009).

Deuxièmement du point de vue social, le renforcement des capacités est une des caractéristiques importantes de la dimension sociale du tourisme alternatif dans les montagnes. En raison de l'éloignement des grands centres urbains, les communautés locales n'ont pas le choix de

s'organiser pour gérer le tourisme et les activités économiques et sociales connexes dans leurs communautés. Ainsi, le renforcement des capacités à travers le tourisme alternatif dans les régions montagneuses se traduit par la prise en charge de la gestion des activités touristiques.

Plus précisément, le renforcement des capacités des communautés locales est devenu un élément clé de la planification et du développement du tourisme dans les zones montagneuses (Moscardo, 2008). Par exemple, au Ghana, le gouvernement a mis l'accent sur l'entrepreneuriat féminin dans le secteur du tourisme au service de la promotion socio-économique du pays (Elijah-Mensah, 2009). Le renforcement des capacités a aussi été étudié dans le contexte du tourisme communautaire en Afrique du Sud et favorise le développement de techniques pour limiter les impacts néfastes du tourisme discuté dans le chapitre 1. Autrement dit, le renforcement des capacités dans les régions montagneuses devrait viser plus largement l'autonomisation des individus et des communautés, encourageant ainsi un développement communautaire plus holistique (Giampiccoli *et al*, 2014).

Dans certains cas, l'État peut contribuer au bien-être et aux renforcements des capacités des populations locales en les incluant dans des projets régionaux et nationaux. Sur ce point, il importe de s'attarder sur un projet qui a été mis en place dans le village de Hushe au nord du Pakistan. Faisant partie du district du Baltistan, territoire contesté par l'Inde et le Pakistan, les populations locales du village de Hushe appartiennent à un groupe ethnique appelé Balti (Macdonald, 2004). Elles vivent principalement d'élevage (moutons, chèvre, bovin) et d'agriculture (blé, sarrasin, pois et navet). Les hommes du village socialisent également par leur participation à des activités interdites aux femmes comme la chasse du bouquetin qui peut durer jusqu'à cinq jours. Le tourisme d'aventure a aussi augmenté au cours des dernières années et permet aux populations locales de travailler comme porteurs pour des expéditions d'alpinisme ou de trekking (Macdonald, 2004). L'évolution du secteur touristique dans la région s'est accompagnée par l'implication d'organisations internationales œuvrant dans le domaine de la conservation comme le Fonds Mondial pour la Nature (WWF) et l'Union Mondiale pour la Conservation et la Nature (UICN) (Macdonald, 2004). Ces organisations se concentrent principalement sur la protection de la biodiversité par la création d'aires protégées et la mise en place de programmes de conservation.

En 1996, l'UICN a présenté un plan aux chefs de village de Hushe qui visait à empêcher les populations locales de chasser le bouquetin. En contrepartie, l'UICN proposait un accord avec le gouvernement pakistanais et la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction afin d'autoriser la vente de permis aux chasseurs étrangers (Macdonald, 2004). L'ouverture d'une chasse limitée et contrôlée permettrait un apport de fonds substantiels pour les communautés locales. Le gouvernement a approuvé le projet à condition que 75% des recettes reviennent aux populations locales et le restant bénéficie au gouvernement (Macdonald, 2004). À travers ce projet, l'UICN avait comme objectif de protéger les bouquetins dans la région. Aussi, ils voulaient utiliser ce projet comme une illustration des bienfaits de la conservation pour le développement. Cela a permis de montrer aux communautés locales que la protection de la nature pouvait être utilisée pour acquérir les éléments de développement comme la croissance économique et la protection de la nature (Macdonald, 2004).

Ce projet s'inscrivait aussi dans le cadre d'une initiative plus vaste du fonds pour l'environnement mondial (FEM) et du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qui visait à maintenir la biodiversité du Pakistan tout en encourageant le développement des communautés locales. Dans le village de Hushe, le projet a permis de démontrer que la conservation de la biodiversité peut être améliorée en fournissant aux populations rurales des compétences techniques (Macdonald, 2004). Ce projet a aussi permis d'impliquer les institutions locales dans la gestion des espèces sauvages et de leurs habitats et illustre comment une organisation qui cherche à modifier les pratiques écologiques de certaines régions arrive à obtenir un résultat positif. Cependant, plusieurs obstacles peuvent nuire au renforcement des capacités dans les activités touristiques dites alternatives dans les régions montagneuses, parmi celles-ci, il faut relever (Sharpley et Telfer, 2016) :

- Les obstacles au niveau individuel dont notamment le manque de compétences, de connaissances du secteur du tourisme.
- Les obstacles au niveau organisationnel associés à la communauté, au manque de soutien externe et à la mobilisation des ressources.
- Les obstacles au niveau de la communauté généralement liés à des facteurs communautaires comme la participation locale limitée, le manque de pouvoir de la communauté dans la prise de décision et le manque de structures communautaires appropriées.

Mais encore, le tourisme alternatif dans les montagnes encourage l'autonomisation des populations et la cohésion sociale car il semble que les décisions de développement touristique sont majoritairement prises par les communautés et les autorités locales. C'est dans cette logique que Britton (1989) fait valoir que le tourisme alternatif décentralisé et à plus petite échelle peut avoir un impact important sur l'amélioration du niveau de vie en milieu rural, la réduction de l'exode vers les villes et la lutte contre les inégalités dans la répartition des revenus. L'activité touristique doit toutefois être introduite progressivement afin d'encourager une plus longue période d'adaptation sociale et environnementale (Pearce, 1989).

Enfin, les populations vivant dans les montagnes ont un mode de vie et une culture qui leur est propre, ce qui attise la curiosité des touristes. Dans cette mesure, le tourisme dans ces régions et principalement dans les pays du Tiers-monde peut favoriser l'échange culturel et la valorisation des cultures locales. Néanmoins, Echtner et Prasad (2003) rappellent que la rencontre avec les populations locales issues de régions rurales demeurées intactes représente une critique importante faite par les théoriciens des études postcoloniales à propos du tourisme tel que discuté dans le chapitre I. Le besoin de visiter des destinations demeurées *intactes* et *indomptées* comme les régions d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Océanie représente certainement une forme de néocolonialisme qui présente la nature et les hommes comme des sujets de découverte et de loisirs. Le tourisme peut ainsi représenter une activité et/ou une industrie qui peut reconstituer les récits coloniaux et perpétuer des relations asymétriques entre le *noyau* et la *périphérie*. Tucker (2003) insiste sur l'importance de mettre en valeur l'hybridité culturelle plutôt que d'encourager les touristes à découvrir des populations et des espaces restés authentiques afin de rompre les relations néocoloniales.

Du point de vue économique, les populations vivant dans les montagnes sont souvent marginalisées et économiquement défavorisées. Le tourisme alternatif représente une source importante de revenus dans le secteur tertiaire (hébergement, station de ski, restauration). En outre, il encourage la production agricole locale pour les produits de consommation courante, favorise l'accroissement des revenus en créant des emplois ce qui permet de prévenir les déficits alimentaires chez les populations locales (FAO, 2009). Dans les régions montagneuses en Afrique subsaharienne, le tourisme alternatif a tendance à créer des emplois dans le secteur, mais également dans l'agriculture en raison de la transversalité du tourisme. Il a aussi tendance à

intégrer les femmes et les jeunes sur le marché du travail et à améliorer la qualité de vie des pauvres en finançant les infrastructures de base comme l'éducation et la formation. Cependant et selon Pleumarom (2012), la contribution du tourisme à la réduction de la pauvreté reste discutable bien que des preuves quantifiables aient été documentées. Les emplois liés dans ce secteur peuvent être saisonniers et sans protection sociale.

En effet, même si le tourisme alternatif dans les montagnes vise à favoriser le développement social et économique des populations, il peut également détériorer les conditions de vie de celles-ci, tel est le cas du sud andin au Pérou. Cette région est l'une des plus pauvres du Pérou puisque 73.3% de la population vit dans la pauvreté et 40% dans l'extrême pauvreté (Arellano, 2013). La région d'Ollantaytambo constitue le point de départ de la randonnée du chemin de l'Inca menant au complexe archéologique du Machu Picchu. Les populations Quechua accompagnent les touristes dans cette randonnée de quatre jours, ce qui favorise la création d'emploi (Arellano, 2013). Cependant, une étude de Bauer (2003) consacrée aux porteurs du chemin de l'Inca a démontré que les conditions de travail étaient pénibles. Certes, selon les témoignages des participants, les mauvaises conditions de travail se traduisaient par des vêtements et des chaussures inadéquates pour les randonnées, le volume et le poids des marchandises, la faible quantité de nourriture, etc. (Arellano, 2013). De plus, plusieurs porteurs mourraient de fatigue et de chute pendant les randonnées et ils n'avaient aucune sécurité d'emploi. Cet exemple permet de comprendre qu'il faut prendre en compte plusieurs éléments dans l'évaluation des retombées du tourisme alternatif auprès des populations locales.

Néanmoins, cette pratique dans les régions montagneuses peut favoriser la diversification de l'économie. Dans cette optique, Cavaco (1995) estime que le tourisme alternatif dans les zones rurales et alpines peut avoir des répercussions positives sur les localités. En étudiant la croissance du tourisme alternatif dans les montagnes du Portugal, il conclut que les fonds obtenus des recettes touristiques ont permis de restaurer de vieux manoirs et de les transformer en maisons d'hôtes. Le tourisme alternatif a également permis aux populations locales de sensibiliser les touristes à la nature et à la culture rurale et de revitaliser les stations thermales et les commerces locaux. Cependant, il a été reconnu que ce type de tourisme se limite à des zones spécifiques et occupe une très petite niche, de sorte que les impacts sociaux et économiques dans la région soient très modestes (Cavaco, 1995).

Le tourisme alternatif dans ces régions peut aussi encourager l'entrepreneuriat qui se retrouve à toutes les échelles de participation et relève souvent du secteur informel (artisanats locaux, gîtes chez l'habitant, restaurants traditionnels, etc.). La majorité des entreprises de tourisme alternatif sont de petites et de moyennes entreprises dans ces destinations. Brewer et Gibson (2014) désignent ces initiatives locales comme des activités de première nécessité, puisque les populations n'ont d'autres choix pour générer des revenus que de créer des petites entreprises. Le capital social de ces initiatives est un atout précieux pour la réussite puisque les relations de réseau, la réciprocité, la confiance et les normes sociales peuvent renforcer les activités économiques et favoriser des retombées positives sur les communautés locales (Lieu et Lee, 2015). Dans certains cas, l'État peut aussi soutenir les activités entrepreneuriales en fournissant des prêts de microcrédit qui peuvent être essentiels pour aider les opérateurs locaux à démarrer leurs entreprises. Les ONG peuvent également jouer un rôle important, notamment en publicisant les produits artisanaux d'un village local auprès des touristes.

II.1.3 Le tourisme alternatif dans les forêts et les parcs

Les forêts et les parcs représentent d'importantes attractions et destinations touristiques (Augier, 2007). Cette attractivité est basée sur la diversité des paysages et des milieux naturels liés au type de climat dans lequel ils se développent. Le tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires présente des enjeux environnementaux, sociaux et économiques spécifiques. Ainsi, après avoir présenté les caractéristiques de ces régions, il sera question d'analyser les éléments relatifs à la protection de l'environnement, au renforcement des solidarités locales et à la diversification des économies locales.

a) Les singularités des forêts et des parcs

Les forêts et les parcs peuvent être décrits comme une étendue boisée constituée d'un ou de plusieurs arbres, arbustes et autres plantes. Il existe plusieurs types de forêts, notamment les forêts boréales, tempérées, mixtes, méditerranéennes, etc. Dans les Petites Antilles, Dehoorne et

Saffache (2008) retracent cinq grands types de paysages forestiers : formations littorales, forêts xérophile, mésophile, hygrophile et dégradée.

Les forêts et les parcs remplissent plusieurs fonctions. Ils sont considérés comme contribuant à la biodiversité. Ces régions produisent également une bonne partie de l'oxygène. Dans ce sens, ces régions contribuent au maintien de la biodiversité et procurent des bénéfices écologiques importants comme la production d'oxygène, la protection des sols et la réduction des polluants, l'amélioration des conditions climatiques locales et régionales (Banque mondiale, 2009). Les forêts et les parcs favorisent la protection et la restauration des sols, tels est le cas de la forêt des Landes en France ou la ceinture verte du Sud algérien.

Ces régions sont également caractérisées par une diversité au niveau de la faune et de la flore. Si l'on prend en exemple le seul parc national d'Ichkeul en Tunisie, il compte près de 230 espèces animales (Souissi, 2008). On y retrouve 180 espèces d'oiseaux, 21 mammifères, 19 types de reptiles et plus de 600 espèces végétales. Ce parc est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et il est inscrit sur la liste des zones humides d'importance internationale (Souissi, 2008). Le parc national Zabaïkalskij en Russie est caractérisé par plusieurs espèces animales et végétales (Sarrasin et Tardif, 2008). Il est recouvert de plusieurs espèces de pins et a été déclaré patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 1996. Ces caractéristiques environnementales représentent l'attrait touristique des forêts et des parcs. L'un des principaux enjeux des forêts et des parcs est la déforestation qui peut être néfaste pour l'équilibre environnemental du monde. Depuis les années 90, les pays situés en Amérique latine et en Afrique ont beaucoup perdu de surface forestière comme le montre la carte ci-dessous :

Figure 7: Évolution de la surface forestière entre 1990 et 2016



Source : (Atlas sociologique, 2019)

Les forêts et les parcs ont également une fonction économique. Si l'on prend en exemple l'industrie du bois, celle-ci constitue une part importante du PIB de plusieurs pays tropicaux et nordiques. En 2007, la FAO estimait que la valeur des prélèvements de bois en Afrique était passée de 2.1 milliards de dollars en 1990 à près de 4 milliards en 2005. En dépit de cette croissance rapide, la part de l'Afrique dans l'exploitation du bois est relativement faible. Certes, celle-ci s'élevait à 6.5 % alors que ce continent possède 16 % des forêts du monde (FAO, 2007). La part du secteur forestier dans le PIB africain est passée de 1.7 % en 1990 à 1.5 % en l'an 2000 (FAO, 2007). Les emplois liés à ce secteur s'élevaient pour leurs parts à 550 000 en 2000. Les forêts et les parcs contribuent donc aux économies locales (FAO, 2007).

Dans l'Ouest canadien, l'industrie forestière représente l'unique source de revenus pour plusieurs communautés rurales. Au Québec, il favorise la création de 150 000 emplois directs et indirects (Sarrasin et Lequin, 2008). Cependant, en raison de l'augmentation de la productivité de ce secteur, les emplois semblent diminuer d'en moyenne 1 % par an selon la FAO (2007).

Pour plusieurs populations en Amérique latine, en Afrique et en Asie du Sud-Est, les forêts abritent également plusieurs populations. Elles ont donc une valeur sociale et culturelle. L'exploitation forestière pour le bois ou l'industrie touristique peut être néfaste pour les populations locales (exploitation naturelle, délocalisation, etc.) (Sarrasin et Lequin, 2008). Il importe de tenir compte des enjeux sociaux dans l'étude du tourisme alternatif dans les forêts et les parcs afin que les populations locales puissent se réappropriier l'espace.

b) Les enjeux du tourisme alternatif

Cette sous-section vise à documenter les spécificités des enjeux du tourisme alternatif dans les forêts et les parcs. Ainsi, sur le plan environnemental, nous traiterons des enjeux liés à la consommation des ressources, sur le plan social, nous retiendrons les enjeux liés à la valorisation des cultures locales et à la cohésion sociale. Finalement, du point de vue économique, nous traiterons des enjeux liés à la création d'emplois.

D'abord, les contours et les installations touristiques ne sont pas des éléments isolés dans l'espace. Ils constituent et sont constitués par leurs régions où les secteurs agricoles, résidentiels et d'autres activités, antérieures au développement du tourisme alternatif, sont en cours. Le caractère d'utilisation multifactoriel et spatio-temporel du tourisme alternatif dans les forêts et les parcs entraîne par inadvertance des enjeux liés à la consommation et à la gestion des ressources locales (Briassoulis, 2002).

Les ressources communes que le tourisme alternatif utilise comme l'eau et/ou le bois sont des biens potentiellement conflictuels dans la mesure où la présence des touristes dans les forêts et les parcs peut limiter la consommation de ces ressources par les populations locales. De ce fait, l'utilisation de ces ressources est complexe au même titre que les systèmes socio-écologiques de ces destinations (McDonald, 2009). Certes, il est difficile d'exclure les touristes de l'utilisation de certaines ressources locales.

De plus, compte tenu du fait que les ressources communes liées au tourisme ne sont pas infinies (eau, espèces protégées, flore), leur utilisation par un ou plusieurs touristes diminue la quantité et même la qualité disponible pour les autres touristes et pour les populations locales. Cela s'applique également aux ressources abondantes telles que l'air, l'eau et les paysages. Dans les aires protégées (parcs), c'est précisément la gouvernance des ressources communes qui représente un enjeu important. Certes, la gestion des ressources touristiques communes a souvent été abordée et étudiée dans les aires protégées en raison des menaces auxquelles ces régions sont confrontées (pollution, disparition d'espèces menacées, etc.) (Moore et Rodger, 2010 ; Bramwell et Lane, 2011 ; Heal, 2006).

L'objectif principal est de promouvoir le tourisme alternatif dans les forêts et les parcs tout en considérant l'impact de cette activité sur l'utilisation des ressources et les contextes socio-économiques et politiques locaux. De ce fait la gestion de ces ressources d'un point de vue touristique doit inclure les acteurs étatiques et non étatiques, les propriétaires des ressources, les utilisateurs et les consommateurs (touristes, populations locales) (Briassoulis, 2002).

Ensuite, le tourisme alternatif d'un point de vue social a tendance à contribuer de manière positive à la communauté d'accueil en protégeant et valorisant le patrimoine culturel et l'environnement local, mais également, car les résidents locaux doivent participer au processus

de planification du tourisme alternatif. Par l'intégration dans les économies locales et grâce à l'utilisation de main-d'œuvre, de produits et de ressources locales, le tourisme alternatif a davantage de potentiel de contribuer aux notions plus larges de développement telles que la lutte contre la pauvreté (Boissevan, 1996).

Dans les forêts et les parcs, l'accent est mis sur les approches locales ascendantes souvent associées au développement durable qui insistent sur la cohésion sociale. Cependant, les communautés ne sont pas toutes homogènes, elles sont composées d'individus et d'organisations qui peuvent avoir des valeurs, des buts et des objectifs différents et qui peuvent adhérer ou pas aux traditions dominantes de la communauté (Richards et Hall, 2000). La manière dont les individus et les communautés réagissent au tourisme jouera un rôle dans la réceptivité de la région aux touristes (Richards et Hall, 2000). Le cadre géographique et la force de la culture locale ont des rôles à jouer. L'arrivée d'un grand nombre de touristes dans un village isolé aura potentiellement un impact plus important que l'arrivée des mêmes touristes dans une zone urbaine habituée à recevoir des touristes de façon régulière.

Pour certains touristes, découvrir la culture locale, la langue, les traditions, les modes de vie et l'environnement naturel est une composante essentielle du voyage dans les forêts et les parcs. Toutefois, cela peut également représenter une stratégie pour le colonialisme. C'est ce que Baverman (2009) montre dans son livre *Planted Flags* qui raconte l'histoire du conflit israélo-palestinien en se référant aux paysages forestiers des deux régions.

Pour l'observateur occasionnel ou même le touriste, les pinèdes et les oliveraies apparaissent comme des représentations innocentes de l'environnement. Toutefois, d'une part les forêts de pins illustrent les efforts des colonisateurs sionistes et d'autre part, les oliviers soulignent les efforts des Palestiniens de garder leurs territoires. Pour Baverman (2009), les arbres représentent des instruments matériels et même des *drapeaux* symboliques délimitant les territoires de la Palestine et d'Israël. C'est ainsi que ces populations considèrent les paysages comme un mode de représentation. Pour les sionistes, le pin représente la métaphore botanique de leur enracinement à la terre (Baverman, 2009). En revanche, les Palestiniens expriment leur appartenance à la terre à travers l'olivier qui symbolise l'arbre responsable de leur maintien. Les pins et les oliviers ont donc différentes significations et symbolisent des expériences distinctes pour les deux groupes.

Dans l'environnement chargé du territoire israélo-palestinien, la domination d'un paysage forestier par un autre est le résultat d'un ensemble de choix politiques, mais aussi le résultat de pouvoir faire ces choix. Certes, la loi est un outil essentiel dans l'établissement des paysages d'arbres, car ceux qui la contrôlent peuvent l'utiliser pour promouvoir la culture de certains arbres et interdire celle d'autres (Baverman, 2009).

Cette politique culturelle des arbres s'inscrit selon C Long (2009) dans un projet de colonisation et d'édification de la nation. En ce sens, la loi a des impacts profondément matériels et spatiaux visibles sur le territoire. La culture des pins par l'État d'Israël remonte à 1901 lorsque le Fonds National Juif (FNJ) a acheté des terres pour les immigrants juifs afin de leur permettre de s'ancrer sur le territoire. Ce projet a permis la plantation d'environ 240 millions d'arbres à pins sur le territoire israélo-palestinien modifiant fondamentalement son paysage (Baverman, 2009). Non seulement les immigrants ont trouvé dans les conifères l'affirmation de leur continuité avec Israël, mais aussi le pin a permis de reproduire un paysage avec lequel ils étaient familiers lorsqu'ils étaient établis en Europe orientale (Baverman, 2009). Après la naissance de l'État d'Israël en 1948, la plantation d'arbres à pin est devenue plus répandue et représentait un outil de colonisation et de conquête. Cet exemple permet de comprendre qu'Israël avait comme objectif de dissimuler la mémoire historique et les vestiges des Palestiniens. Aussi, le FNJ a déployé des pinèdes afin d'empêcher la croissance des villes palestiniennes présentes sur le territoire israélien (Baverman, 2009).

Enfin, le tourisme alternatif dans les forêts et les parcs a largement été documenté d'un point de vue environnemental et social mais moins sur le plan économique. Ainsi, il importe de déterminer ses principaux enjeux économiques en termes de création de revenus, de diversification de l'économie locale et de l'entrepreneuriat local.

Le développement de parcs nationaux et de zones protégées est largement encouragé en raison de son potentiel de développement régional dans les zones périphériques. Les avantages économiques liés au tourisme alternatif dans ces destinations se traduisent par la création d'emploi (Lundmark, Freedman et Sandell, 2010). Le tourisme alternatif dans les forêts et les parcs a longtemps été considéré comme un moyen de parvenir au développement et à la régénération économique et sociale. Plus spécifiquement, il a été largement promu comme

source de revenus et d'emplois, en particulier dans les zones rurales et périphériques où les industries agraires traditionnelles ont diminué (Lundmark, Freedman et Sandell, 2010).

Cela s'explique par le fait que le tourisme alternatif crée une nouvelle demande dans l'économie locale et que le développement des entreprises touristiques a pour objectif d'attirer les visiteurs afin de favoriser la redistribution des revenus de régions plus riches vers les plus pauvres (Christaller, 1963). Même si le tourisme alternatif fournit de nouvelles sources de revenus dans ces destinations, il peut également représenter un fardeau financier pour de nombreuses communautés (Hall et Jenkins, 1998). Cependant et selon Sharpley et Telfer (2016), il faut faire attention à évaluer la contribution du tourisme à la création d'emplois dans les forêts et les parcs et de manière générale pour un certain nombre de raisons :

- Le nombre d'emplois créés dépend de la nature et de l'ampleur du développement du tourisme. Certaines formes de tourisme demandent plus de travail que d'autres.
- Les emplois dans le tourisme ont tendance à nécessiter des compétences et une formation inférieure.
- Les emplois dans le tourisme ont tendance à être moins rémunérés, occasionnels ou à temps partiels.
- De nombreux emplois peuvent être occupés dans le secteur informel et sont donc difficilement évaluables.
- Le tourisme peut attirer des travailleurs d'autres secteurs de l'économie plus traditionnelle telle que l'agriculture. Cela peut avoir peu d'impact sur le niveau du chômage, mais peut également entraîner des pénuries de main-d'œuvre dans ces autres secteurs.

II.2 Les enjeux du tourisme alternatif dans les déserts

Le tourisme alternatif a permis de mettre en évidence les discours et les pratiques relatifs au développement rural multidimensionnel qui ont placé les valeurs sociales, culturelles et morales des populations locales au centre des activités (Wilson, 2012). Une des principales caractéristiques de la multifonctionnalité réside dans le fait qu'au-delà de la production d'aliments et de fibres, le secteur agricole joue un rôle essentiel dans la fourniture de biens publics comme les paysages, la biodiversité, le patrimoine culturel et les possibilités de loisirs et d'éducation (Wilson, 2012). Cela implique un réexamen du rôle des besoins productifs et de

consommation des régions rurales dont le désert fait partie et a permis la diversification de l'activité rurale vers d'autres branches de l'économie, autre que l'agriculture.

Alors que le tourisme peut apporter une certaine forme de prospérité économique à une région rurale, il existe une recherche croissante non seulement sur les considérations économiques, mais également sur les aspects sociaux, culturels et environnementaux des destinations touristiques (Shaw et William, 2004). Il a été proposé que le tourisme rural, comme dans les zones désertiques, pouvait apporter une nouvelle dimension au développement durable, en faisant de cette activité un acteur clé dans la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des communautés locales et la lutte contre les inégalités (Ashley et *al.* 2001). 2001; Hall, 2004).

Le fait que les milieux ruraux comme les déserts ne soient plus une composante passive signifie qu'il est nécessaire de comprendre les tensions entre les valeurs que les gens attachent aux déserts et aux aspects pratiques de la production économique (Sims, 2010). Les progrès accomplis pour centrer le tourisme alternatif rural sur les problèmes socio-économiques et culturels sont définis par certains des paradoxes suivants (Sims, 2010) :

- Le secteur peut être fragile même dans des conditions favorables ce qui peut renforcer la domination économique des régions métropolitaines.
- Le tourisme alternatif peut modifier l'équilibre du pouvoir économique au sein des ménages agricoles.
- La distribution de sites et d'attractions touristiques peut modifier la consommation et avoir des conséquences sur les ressources naturelles ou culturelles.
- L'espace et l'environnement sont souvent les facteurs qui déterminent l'attractivité des destinations rurales comme les déserts, mais cela peut varier en fonction d'autres circonstances telles que l'accessibilité, les divisions symboliques, l'existence d'initiatives visant à exploiter les ressources locales.

Les espaces ruraux ne sont pas homogènes. Les histoires et les relations qui leur sont associées définissent ces territoires. Les nouveaux concepts liés à l'espace comme la territorialisation, la migration, les voyages, les passages frontaliers sont des éléments qui sont communs aux régions rurales comme les déserts. Ainsi, l'attitude des populations locales à l'égard du tourisme alternatif dans ces régions est importante en raison des divers avantages que les communautés locales pourraient tirer de cette activité (Gao et *al.*, 2008).

La contribution des géographes aux débats théoriques des espaces ruraux est portée sur la compréhension des hiérarchies socioéconomiques résultant de la mondialisation de l'économie. L'impact le plus important de la mondialisation sur le tourisme alternatif dans les régions rurales a été de mettre fin à l'isolement de ces territoires et de prendre conscience de la marginalisation des populations locales surtout dans les pays du Tiers-monde (Bressey, 2009; Neal et Agyeman, 2006).

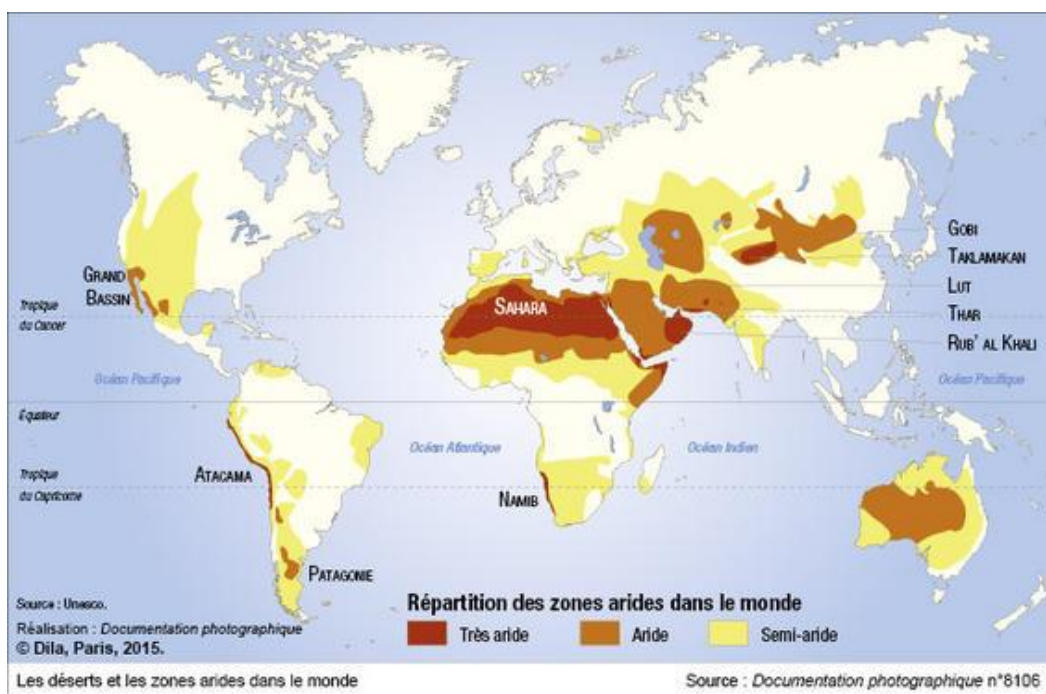
Le désert, de l'appellation *terra incognita*, a longtemps fait l'objet de fascination (PNUE, 2006). Les déserts couvrent 25 % de la surface de la Terre et abritent environ 500 millions d'individus (Demangeot et Bernus, 2001). Chaque désert est unique et se caractérise par sa diversité culturelle, ses traditions, et sa capacité de développement et d'intégration de nouvelles activités. Les déserts ou régions désertiques commencent à devenir de nouvelles destinations touristiques et font l'objet de plus en plus de publicités de la part de divers tours-opérateurs (Demangeot et Bernus, 2001). C'est pour cette raison que ces régions nécessitent une attention particulière et une participation active, notamment en raison de la vulnérabilité de leur environnement et pour respecter les habitants et les écosystèmes qui s'y trouvent. Par rapport aux régions balnéaires, aux forêts et aux montagnes, la relation qu'entretiennent les habitants avec l'environnement y est beaucoup plus étroite.

Dans le cadre de ce chapitre, il fallait se documenter sur plusieurs déserts, dont le Sahara, le Kalahari et le désert de Namibie, en Afrique. Le désert d'Arabie en orient, les déserts de Sonora, du Chihuahua et le grand Canyon en Amérique du Nord, le désert de Patagonie, l'Alcama, le désert côtier péruvien en Amérique du Sud (Demangeot et Bernus, 2001). Finalement, le grand désert australien en Australie et le Tabernas dans la région d'Almeria dans le sud de l'Espagne en Europe. Le tourisme alternatif dans les déserts est sous-étudié, ainsi peu d'études se sont attardées aux spécificités environnementales, sociales et économiques des régions désertiques. Par conséquent, la présente section vise à présenter un aperçu de ces régions et des principaux enjeux environnementaux, sociaux et économiques.

II.2.1 Considérations relatives aux caractéristiques environnementales

Aucune description du désert ne saurait rendre compte de la beauté et de la variété des paysages. Divers critères ont été utilisés pour décrire l'écosystème des déserts, notamment la sécheresse, une faible pluviométrie, des orages violents, ainsi que d'importants écarts de température (Demangeot et Bernus, 2001). Les déserts sont généralement définis comme des zones de terre stérile dont les conditions de vie sont hostiles pour les plantes, les animaux et les humains. Comparés aux autres régions du monde précédemment abordées, les déserts sont considérés comme des environnements extrêmes (Barré, 2001). Les zones arides et semi-arides recouvrent environ le tiers de la surface de la Terre comme l'illustre la carte suivante :

Figure 8: Répartition des zones arides dans le monde



Source : (Unesco, 2015)

Les divers déserts sont classés en fonction de la quantité de précipitations qu'ils reçoivent, mais ont comme dénominateur commun l'aridité climatique. Cette dernière explique le fait que certaines régions du monde ne sont pas beaucoup peuplées (Demangeot et Bernus, 2001). L'aridité ne doit pas être confondue avec la sécheresse édaphique (manque de végétation). Cette condition climatique est accentuée par les facteurs locaux tels que le niveau d'évaporation, la perméabilité des sols et des reliefs.

Il existe cinq types de déserts. Les déserts polaires froids (arctique et antarctique) reçoivent peu de précipitations en raison de cellules anticycloniques qui sont alimentées par l'air glacial et qui nuisent au développement de la végétation (Demangeot et Bernus, 2001). Ensuite, les déserts d'abri américains qui sont traversés par des anticyclones subtropicaux qui leur octroient des hivers tempérés, comme les déserts de Mojave et celui de Sonora aux États-Unis. En outre, les déserts continentaux à fortes amplitudes thermiques et à hiver froid sont souvent situés en Asie centrale et rassemblent par exemple le désert de Gobi, celui de Takla-Makan ou du Karakoum (Demangeot et Bernus, 2001). Ces déserts sont souvent situés sous des latitudes tempérées et font partie des régions qui connaissent les plus grandes amplitudes thermiques annuelles dans le monde. En outre, les déserts chauds côtiers sont créés par des anticyclones, des courants froids et des remontées d'eau. Ces déserts peuvent être très arides comme ceux du Pérou et du Chili, du Namib.

Le dernier type de désert rassemble les déserts tropicaux et subtropicaux. Ces déserts se retrouvent au Sahara, sur la péninsule arabique, en Australie, etc. (Barré, 2001). Ces types de déserts sont très chauds, par exemple la région de Tamanrasset dans le Sahara algérien connaît des températures en été qui peuvent aller jusqu'à 78 degrés Celsius à l'ombre en plein été. Les caractéristiques physiques des déserts sont nombreuses, mais on retiendra celles qui sont propices au tourisme alternatif (Barré, 2001).

Les paysages sablonneux sont souvent surévalués de 2 à 5 fois, tandis que le reg (immenses plateaux caillouteux) n'est que rarement représenté, bien que ce soit le reg et la hamada qui soient largement répandus dans les zones désertiques et qui constituent sa principale caractéristique (Minvielle, Smida et Madjoub, 2007). En fait, l'image ensablée qu'on a du désert nous provient des récits des explorateurs qui souvent circulaient autour des oasis et des dunes pour survivre. Le désert offre des paysages variés et contrastés. On y retrouve autant de grandes étendues de dunes de sable que d'amas de cailloux et de pierres, ainsi que d'immenses hauts plateaux et des montagnes élevées. Les caractéristiques physiques du désert sont nombreuses, mais on retiendra les plus importantes, soit l'Erg, le reg, les montagnes les hamadas, les oueds, les gueltas ainsi que les Sebkas, les villes et les oasis.

L'erg est un désert de sable qui provient de l'érosion des reliefs. Il est constitué par un ensemble étendu de dunes qui sont sans cesse remodelées par le vent. L'erg ne couvre que 20 % de la superficie du Sahara (Minvielle, Smida et Madjoub, 2007). Le reg pour sa part est le type de désert le plus répandu formé par des étendues de cailloux et du gravier. Les montagnes sahariennes sont pour la plupart volcaniques. Elles sont également composées de plusieurs plateaux de calcaires. Les montagnes sahariennes ont abrité les premiers peuples sahariens, raison pour laquelle elles comportent plusieurs grottes et gravures rupestres comme celles du Hoggar et d'Ajjer, en Algérie. Les hamadas, quant à elles, sont des grands bancs de calcaire, hautes de quelques centaines de mètres.

Le désert est également composé de fleuves, connus sous le nom d'oueds. L'oued ou *Wadi* est un terme emprunté à l'arabe qui signifie rivière et qui est spécifique aux régions désertiques et semi-désertiques d'Afrique du Nord. Les oueds proviennent du temps où le Sahara n'était pas encore tout à fait un désert. Les rares pluies que connaît le désert permettent de les remplir (Minvielle, Smida et Madjoub, 2007). Les gueltas, sont des puits profonds et permanents dans lesquelles vivent poissons, grenouilles, mollusques et crustacés. Le désert comprend également des sebkas qui sont de vastes cuvettes de sols salins, résultat d'anciens lacs asséchés. En raison du climat aride, les réserves d'eau souterraine représentent la base de formation des oasis. Ces dernières dépendent de trois facteurs, à savoir le niveau de la nappe et le mode de prélèvement de l'eau, la présence de terres alluviales cultivables ainsi que la protection contre les vents et la chaleur. Les villes qui se sont construites autour des oasis ont une architecture spécifique et un mode de vie unique qui permettent aux communautés de survivre.

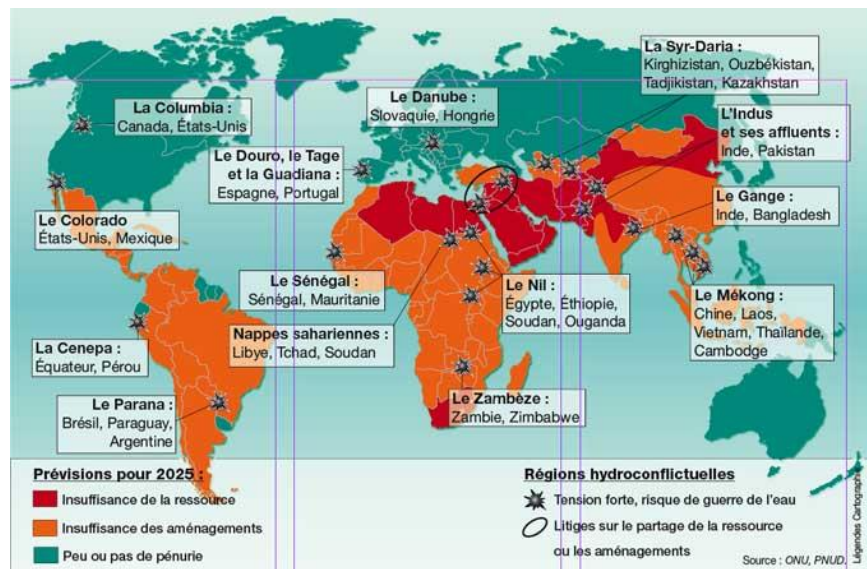
L'oasis peut être considérée comme une leçon d'habitat bioclimatique pour plusieurs raisons, notamment pour l'adoption de murs épais, la structuration des espaces pour faciliter la circulation de l'air. La largeur des rues et des ruelles permet le passage des animaux, qu'ils soient chargés ou pas. La palmeraie, dans sa conception et son fonctionnement contribue fondamentalement à cet écosystème oasien qui est organisé par étage de palmiers et d'arbres fruitiers confirmant l'existence d'un microclimat local plus frais. L'oasis est une manifestation des savoir-faire locaux pour combattre l'hostilité environnementale (Minvielle, Smida et Madjoub, 2007). Elle s'avère également être une solution pour la protection contre le vent et le

soleil. Quelle que soit la variété des formes ou des architectures formelles, ce sont toujours les mêmes principes directeurs qui sont mis en œuvre.

« Le désert a toujours tenu une place privilégiée dans l’imaginaire de l’homme occidental » (Demangeot et Bernus, 2001 :263). Les diverses caractéristiques environnementales précédentes favorisent la demande touristique qui dépend du mode de dépaysement et d’exotisme attachés à la qualité originelle des lieux (dunes, immensités, silence) et les vestiges (gravures, peintures, ruines, etc.) Le tourisme alternatif au Sahara s’intéresse à la préservation et à la réhabilitation du contexte naturel original. Cependant, ce n’est pas n’importe quel tourisme qui peut se développer dans le désert. En prenant en exemple le Sahara, Barré (2003) souligne le fait que la vulnérabilité de l’environnement contraint la pratique d’un tourisme à petite échelle.

Cette vulnérabilité est marquée par toutes les caractéristiques mentionnées précédemment telles que la sècheresse, les écarts de température et la désertification. Cette caractéristique représente une entrave au tourisme alternatif tel que l’ensablement qui représente une menace pour plusieurs patrimoines nationaux et mondiaux, par exemple une partie des ksours en Mauritanie sont déjà ensablés. Ajoutons à cela, les problèmes concernant les matériaux de construction (ciment, tôle, dalle en béton) qui ne sont pas soutenable pour l’environnement et les conflits liés à l’eau (voir figure 3) :

Figure 9: Les conflits liés à l'eau dans le monde



Source : (ONU, 2016)

La carte précédente permet de comprendre que l'eau peut être une source de conflit, principalement dans les régions qui en ont le moins. Le tourisme alternatif, tel qu'évoqué précédemment, peut augmenter la consommation d'eau dans certaines régions et le risque de conflit par la même occasion.

L'étude du tourisme alternatif dans les zones désertiques doit incontestablement prendre en compte la vulnérabilité environnementale (Barré, 2003). Celle-ci varie d'un contexte à l'autre. Dans un contexte de pays industrialisés, les mesures prises pour contrer les expositions à la menace semblent être plus performantes que celles dans les pays du Tiers-monde. Par exemple, le problème de désertification n'affectera pas de la même manière les populations du désert du Colorado aux États-Unis que les populations du Sahel. Le but de cette section n'étant pas d'analyser profondément, les concepts de vulnérabilité environnementale et de capacité d'adaptation, nous retiendrons dans le cadre de cette étude que le désert est un environnement sensible à protéger dans un contexte de tourisme alternatif. C'est l'un des effets les plus intéressants de ce type de tourisme, soit le fait qu'il peut favoriser la protection de l'environnement.

En d'autres termes, les caractéristiques du désert ne permettent pas la pratique d'un tourisme autre qu'alternatif. Sans compter sur le fait que les populations locales dépendent de la stabilité de l'environnement. Nous retiendrons que les principales contributions théoriques disponibles sur les zones désertiques concernent l'étude de leur vulnérabilité environnementale.

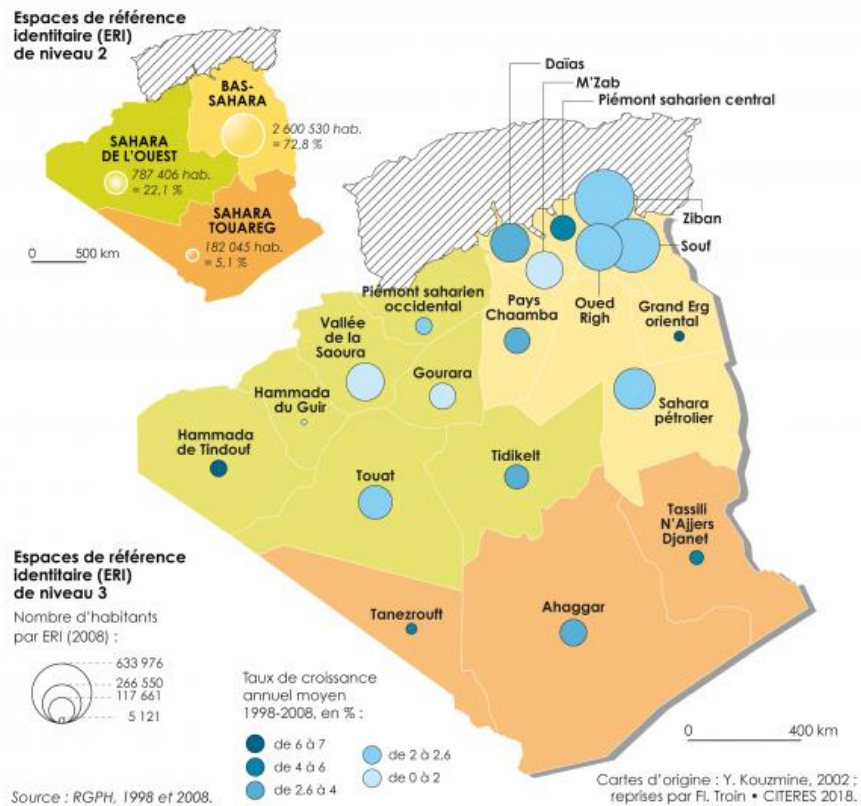
II.2.2 Considérations relatives aux relations sociales

Dans le désert, les formes de peuplements ont toujours été étroitement liées à la disponibilité des ressources (Mol et Sternberg, 2012). En 2009, les Nations-Unies estimaient à 2 millions le nombre d'hommes vivant en zone aride ou en passe de le devenir. Plusieurs populations locales habitent dans les déserts. Ainsi, Les populations vivant dans les déserts sont majoritairement nomades et semi-nomades. Le nomade est un membre d'une communauté spécifique qui n'a pas de résidence permanente, il vit dans des endroits différents en fonction de plusieurs facteurs (climat, disponibilité des ressources nécessaires à sa survie, etc.)

Le mode de vie nomade varie considérablement en fonction de l'interaction avec l'environnement. Les nomades vivent généralement de la chasse et de la cueillette. Ce sont aussi des sociétés pastorales. On estime que la population totale des nomades se situe entre 30 et 40 millions (Suliman, Shah et Jamal, 2016). La plupart des nomades voyagent en groupes de familles appelés bandes ou tribus, ces groupes sont basés sur des liens de parenté et de mariage ou sur des accords de coopération formels.

Dans les déserts, les populations nomades et touarègues ont un mode de vie spécifique : savoir-faire local, agriculture, fêtes folkloriques. L'histoire montre que les nomades sont présents depuis le 12^e siècle et sont restés minoritaires. La carte suivante illustre la répartition des nomades dans le nord de l'Afrique :

Figure 10: Répartition de la population saharienne



Source : (Kouzmine et Fontaine, 2018)

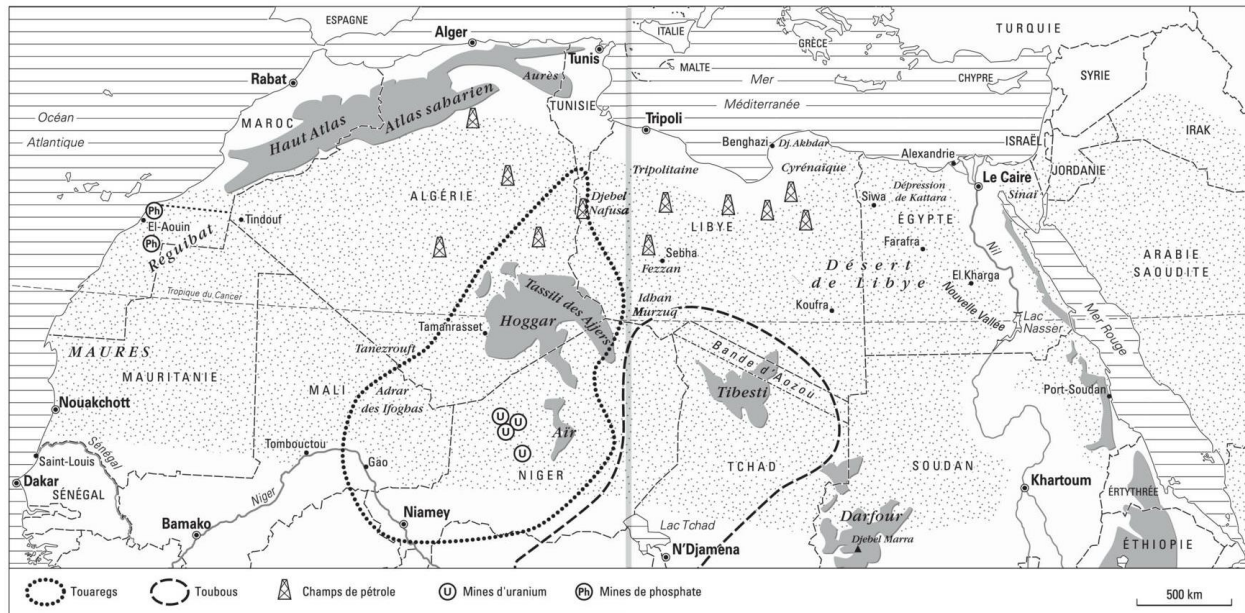
Le savoir-faire local s'est développé pour répondre à l'aridité des milieux et peut se traduire notamment par des techniques spécifiques pour mieux utiliser l'eau et la terre (Barré, 2003). Plusieurs civilisations sont nées au bord des déserts, aux temps des caravanes et à l'époque où il y avait encore des cours d'eau. Les déserts sont considérés pour la plupart comme des musées à ciel ouvert qui témoignent de la richesse des civilisations passées, notamment par les arts rupestres, des outils et des objets. Plusieurs sites font l'objet de recherches pour retrouver les vestiges datant de plusieurs milliers d'années (Tassili N'Ajjer).

L'hostilité du désert et la rareté des ressources ont eu pour conséquence le développement d'un patrimoine culturel et social unique pour les populations du désert. La confrontation avec la nature a abouti à la mise en place d'un patrimoine immatériel important dans la construction de l'intégrité des populations (PNUE, 2010). Les savoir-faire locaux permettent de comprendre la nature et montrent comment l'être humain peut y survivre (Mol et Sternberg, 2012). Les populations nomades ont acquis au fil des siècles un savoir vivre unique dans le contexte du désert qui se traduit notamment par la façon d'utiliser les ressources disponibles, par l'identification des lieux sensibles, ceux à éviter ou à parcourir. Par exemple, les populations touarègues ont une conception spécifique de l'identité, de la propriété, des frontières et de l'attachement familial et politique (Claudot, 2006). Dans ce sens, les relations familiales des populations des déserts sont soumises à des codes de comportements, des usages et des valeurs qui permettent à chaque individu de trouver sa place dans le groupe (Demangeot et Bernus, 2001). De plus, certaines communautés touarègues ont conservé leurs modes d'alliances matrimoniales, leurs rapports avec les troupeaux ou leurs connaissances écologiques, tel est le cas des sociétés touarègues qui ont encore gardé certains aspects traditionnels de leurs modes de vie. Par exemple, les pratiques culturelles qui datent de l'époque préislamique et qui sont donc anciennes (Bourgeot, 1995).

La société touarègue est cependant menacée en raison de la sécheresse et de la diminution des zones de pâturages qui a pour conséquence la sédentarisation des nomades. Sur ce point, il importe de spécifier que tous les peuples des déserts ne sont pas nécessairement nomades. On peut citer en exemple les Ghamades. Les diverses politiques et les transformations économiques ne favorisent pas également la préservation des structures touarègues qui sont considérées

comme trop archaïques. La carte ci-dessous permet de localiser la répartition des principales communautés touarègues dans le Sahara algérien :

Figure 11: Zone de peuplement des Touarègues dans le Sahara



Source : (Lacoste, 2011 :14)

Le style de vie distinct des nomades est une source d'intégration et d'exclusion sociale. Plusieurs mythes et stéréotypes se sont développés sur les nomades et leur mode de vie qui les pousse vers la marginalité. En outre, ils sont confrontés à une discrimination dans l'accès aux infrastructures socio-économiques fournies par le gouvernement en raison de leur mode de vie. De nombreuses initiatives ont été prises pour inclure les populations nomades et vivant dans la marginalité, mais les inégalités traditionnelles et les relations hostiles entre les divers groupes persistent (Suliman, Shah et Jamal, 2016). Les nomades ont souvent des accès limités à l'emploi, l'éducation, la politique, l'eau potable, les logements convenables, etc. Les nombreuses inégalités auxquelles sont confrontés les nomades aujourd'hui dépendent de plusieurs facteurs comme l'origine ethnique, le genre, l'handicap, l'âge, la religion, l'orientation sexuelle, etc. (Suliman, Shah et Jamal, 2016).

En raison de leurs modes de vie et traditions ancestrales, les nomades sont souvent exclus du marché du travail, des politiques de l'emploi, de la participation politique, de l'accès à la

propriété, etc. Au Vietnam, par exemple, les minorités ethniques qui sont nomades et semi-nomades représentent environ 10 % de la population et vivent généralement dans des zones isolées et difficiles, ce qui rend pénible l'accès aux services et aux infrastructures de la société (Suliman, Shah et Jamal, 2016). De plus, l'appartenance ethno-territoriale est à la base de l'exclusion dans certains États africains qui limite l'accès à la terre et aux ressources.

Aussi, l'exclusion sociale au Pakistan a de nombreuses motivations comme la classe, la caste, l'appartenance ethnique et religieuse. Les camps de nomades sont généralement situés dans des zones défavorisées où la fourniture de services n'est pas accessible. Une étude menée dans le district de Malakand en 2015 a permis de déterminer que les politiques institutionnelles et les attitudes sociales contribuaient à l'exclusion sociale des communautés nomades, notamment au niveau de l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé (Suliman, Shah et Jamal, 2016).

Certains instruments internationaux existent pour faciliter l'inclusion des populations nomades et marginalisées dans les sociétés. La Déclaration de Dana pour les populations mobiles et la protection de l'environnement a été instaurée en 2002. Cette déclaration souligne qu'il existe de réelles menaces sur la préservation de la biodiversité mondiale, la diversité culturelle et linguistique. De ce fait, la pression démographique, les modes de consommation non durables, les changements climatiques peuvent menacer le mode de vie de plusieurs populations autochtones et traditionnelles. La Déclaration de Dana reconnaît que les populations mobiles sont victimes de discriminations et que leurs droits concernant l'accès aux ressources par exemple sont bafoués. Pourtant, le mode de vie traditionnel des populations nomades respecte la nature et les ressources ce qui contribue à la préservation des écosystèmes.

De ce fait, la Déclaration de Dana vise à protéger ces populations en reconnaissant que les actions de protection de l'environnement peuvent affecter ces acteurs. Il est donc important de garantir des réformes législatives tant au niveau national qu'international, d'établir des partenariats entre les acteurs, de respecter les modes de gestion traditionnels et de préserver la biodiversité et les ressources naturelles dans les régions habitées par ces populations. Dans le même ordre d'idées, la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones consiste en un instrument international pour le bien-être des populations autochtones dont les populations du désert font partie. Cette déclaration met en valeur le droit à l'autodétermination

interne et le statut politique de ces acteurs afin qu'ils puissent avoir droit au même développement économique que les autres. Cet instrument rappelle également que les populations autochtones ont droit aux ressources naturelles situées sur leurs terres.

Les dotations culturelles et sociales des populations vivant dans les déserts représentent un produit touristique. Les caractéristiques sociales du désert sont favorables au tourisme alternatif, puisque les touristes veulent découvrir des modes humains de production (habitat, cultures, art et artisanat). Certaines études disponibles nous permettent de comprendre théoriquement les principaux enjeux des zones désertiques. Les travaux de Cauvin-Verner (2007) s'attardent plutôt sur l'aspect culturel et ethnique du tourisme alternatif dans le Sud marocain en vue de montrer le fonctionnement de ces sociétés. Ces dernières trouvent leurs structures traditionnelles des ressources pour assurer les moyens de leur production, et ce dans un contexte où le développement de l'industrie touristique est largement encouragé par l'État. D'autres études (Boulay, 2006) s'attardent aux randonnées chamelières. Il est question de montrer que la rencontre entre deux cultures (ex : maures et françaises) peut favoriser la circulation d'idées, de discours, d'attitudes et d'objectifs.

Il tente de comprendre en quoi ces articulations produisent et expriment à la fois de nouveaux types de réseaux sociaux. Les travaux de Choplin et Roulier (2006), pour leur part, tentent plutôt d'expliquer comment l'Adrar mauritanien qui se dépeuplait et s'urbanisait rapidement est devenu le premier pôle touristique du pays. Les explications concernant le développement de cette enclave touristique se trouvent du côté politique, plus précisément au niveau des relations entre le pouvoir central et le tourisme. L'exemple de l'Adrar mauritanien illustre pourquoi le tourisme est souvent considéré comme un moyen de générer le développement économique dans les régions enclavées (Christaller, 1963).

L'argument principal repose sur le fait que les touristes riches en provenance de régions ou de pays industrialisés peuvent apporter des devises et créer des emplois (Christaller, 1963). Cet aspect est également considéré par certains (Craik, 1994; Edensor, 1998; Echtner et Prasad, 2003) comme une forme de néocolonialisme puisque les échanges entre pays industrialisés et pays du Tiers-monde peuvent renforcer les structures de dépendance. Dans cet ordre d'idées, Craik (1994) estime que les relations d'exploitation qui auparavant étaient fondées sur le

colonialisme sont loin d'être terminées. Cela se traduit notamment au niveau de la promotion et de la représentation des lieux dans le tourisme qui peuvent dénoter la supériorité d'une culture sur une autre.

Certes, les images utilisées par certaines agences touristiques pour commercialiser les destinations comme les déserts ont une influence non négligeable sur la perception, l'identité et la position des touristes par rapport aux lieux et aux communautés locales visitées. Ainsi, la publicité promotionnelle touristique peut permettre de vendre l'ethnicité et la culture des *autres* aux ressortissants de pays industrialisés. Cela renforce les rapports de pouvoir entre touristes et communautés visitées et dénote une nouvelle forme de colonialisme (Adam, 1984).

Les peuples du désert ont développé des rites et des cérémonies qui traduisent l'importance accordée à l'environnement dans lequel ils évoluent (Choplin et Roulier, 2006). Plusieurs sociétés ont conservé leurs modes de fonctionnement ancestraux qui attisent la curiosité de plusieurs touristes. Cependant, le patrimoine culturel des régions désertiques ne peut être un produit de consommation. C'est pour cette raison que le tourisme alternatif peut représenter un moyen de favoriser une gestion intégrée du patrimoine. Selon le ministère algérien du Tourisme et de l'Artisanat (2002), les sites archéologiques et le mode de vie des populations du désert représentent des ressources non renouvelables qui sont actuellement menacées. Le tourisme alternatif qui ne poursuit pas d'intérêts économiques semble donc être le seul type de tourisme qui peut préserver les cultures et les populations locales. L'interaction entre le tourisme et le patrimoine est une relation qui peut affecter la préservation du patrimoine et les diverses valeurs historiques qu'il transmet.

II.2.3 Considérations relatives aux relations économiques

La présence d'organisation sociale sur l'environnement désertique a favorisé plusieurs transactions économiques. Les zones désertiques sont connues pour le *commerce caravanier* qui a permis aux populations locales de s'alimenter sur les marchés étrangers (Demangeot et Bernus, 2001). Les déserts renferment également plusieurs ressources (gaz, pétrole, uranium) qui sont

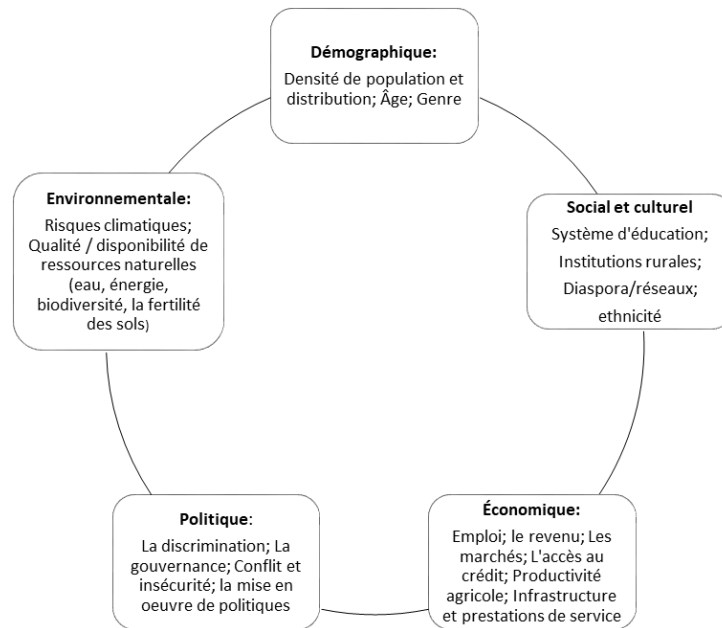
convoitées par plusieurs pays (Algérie, Libye, Maroc, etc.). Par exemple, le pétrole saharien représente la principale source de revenus de la Libye et de l'Algérie.

D'autres activités économiques sont également possibles telles que l'élevage et l'agriculture. On y retrouve des chèvres, des moutons, des dromadaires, qui assurent l'approvisionnement en lait et en viande et favorisent le transport (Brachet, 2011). L'économie du désert de Gobi est aussi majoritairement axée sur l'élevage. Dans cette région, les moutons et les chèvres représentent plus de la moitié du bétail suivi des bovins.

Les contextes désertiques sont cependant marqués par la pauvreté et l'exclusion. La pauvreté dans les déserts n'est pas homogène. C'est pour cette raison qu'il est difficile de la mesurer, elle est plutôt ressentie. Selon une étude entreprise par le Programme des Nations-Unis pour l'Environnement (PNUE) dans le désert du Niger en 2015, les populations locales ont affirmé que la pauvreté se traduisait par la dépendance aux autres, la marginalisation et la restriction des droits et des libertés. La pauvreté est spécifique dans le contexte désertique, car elle dépend de l'environnement physique et des conditions sociales.

L'économie des déserts est également marquée par des difficultés croissantes au niveau de l'agriculture et les exodes ruraux massifs (Barré, 2003). Les difficultés agraires se traduisent notamment par le développement d'une agriculture tournée vers l'exportation et qui a remplacé plusieurs modes de production traditionnelle (économie de subsistance et troc). Cette économie traditionnelle existe encore chez certaines communautés qui ont été préservées, mais qui sont fortement menacées. Le phénomène d'urbanisation accéléré et incontrôlé a pour conséquence la création de zones d'habitations insalubres (voir figure 5). À cela s'ajoute un phénomène de féminisation de la pauvreté où dans certains villages désertiques, les femmes représentent 70 % de la force de travail et sont victimes de 80 % de la pauvreté (Barré, 2003) alors que ce sont elles qui sont les plus marquées par la pauvreté.

Figure 12: Les principaux facteurs de l'urbanisation dans les déserts



Source : (FAO, 2017, p.17)

Face à tous ces enjeux et à toutes ces problématiques, le tourisme alternatif en tant qu'activité transversale peut avoir des retombées économiques positives pour les populations. Il peut diversifier les économies désertiques et remédier à la pauvreté et à l'urbanisation massive en créant des emplois directs et indirects. Bouaouinate (2008) estime que le tourisme de désert au Maroc répond à une volonté de diversifier l'offre touristique du pays, mais aussi de répondre au souci de désenclaver les régions sahariennes. Les bénéfices économiques liés au tourisme peuvent avoir comme effet induit de favoriser le tourisme sexuel.

Cette thématique a été très peu étudiée dans les zones désertiques, mais pourtant le phénomène existe. Cauvin-Verner (2009) montre à travers une étude sur les circuits touristiques dans le désert marocain que les échanges prostitutionnels dans le tourisme mettent en rapport les guides touristiques et les touristes. Une intimité se construit entre ces acteurs, mais ces échanges peuvent apparaître comme le produit de rapports de pouvoir complexe. Le tourisme sexuel dans les déserts peut constituer une source de revenus pour les femmes qui sont souvent mise à l'écart des activités touristiques principales comme les bivouacs, les trekkings, l'escalade, etc. (Rivera, 2015). Le tourisme sexuel met en jeu des biens matériels, moraux et affectifs et représente un apport monétaire important puisque cette industrie peut générer des revenus additionnels et permettre aux communautés locales d'augmenter leur profit. Cependant, le tourisme sexuel peut

aussi avoir un certain nombre de conséquences comme l'augmentation de maladies, la prostitution juvénile, la criminalité, etc. (Rivera, 2015).

Le développement des activités touristiques dans les déserts est souvent considéré comme pouvant être la source de deux types d'emplois. Ce sont d'une part, les emplois inhérents à toute activité touristique pour lesquels les compétences ne sont pas nécessairement liées aux spécificités des régions désertiques. On peut penser à certains métiers permanents ou saisonniers liés aux agences réceptives (employés, logistiques) ou à l'accueil des touristes (personnels des offices de tourisme, aéroports, hébergement, restauration). D'autre part, ce sont les emplois directement liés aux spécificités des milieux désertiques, tels que les chameliers, guides, cuisiniers et chauffeurs (PNUE, 2006). Leurs connaissances approfondies de l'environnement, ainsi que leur capacité d'adaptation aux milieux en font des personnes indispensables.

Cependant, la fragilité des écosystèmes du désert implique la prise en compte du seuil de tolérance au-delà duquel le nombre de touristes peut avoir un impact négatif sur les patrimoines culturel et naturel. Pour cette raison, le tourisme peut avoir des conséquences défavorables sur les milieux, notamment la dégradation du milieu naturel et du cadre de vie des populations locales. Ce risque est souvent lié à la surexploitation des ressources qui peut causer des inégalités entre les touristes et les populations locales (Célimènes et Vellas, 2013). Pour que le tourisme bénéficie adéquatement aux communautés locales et ne soit pas vecteur d'inégalités socio-économique, plusieurs facteurs sont à considérer dans les zones désertiques (rareté des ressources naturelles, érosion, etc.) (PNUE, 2006).

Malgré les nombreux apports du tourisme, il peut également avoir des effets économiques négatifs. Le tourisme a tendance à stimuler le taux de change ce qui a pour conséquence la contraction des secteurs d'exportation traditionnels comme l'agriculture, qui peut entraîner une dégradation de la balance commerciale. Certains secteurs connaissent une stimulation directe (transports aériens, restaurants, hôtels) alors que d'autres non, en raison de la hausse des prix des intrants (produits alimentaires, des vêtements, etc.) (Laffargue, 2009). L'activité touristique implique également des coûts économiques, notamment les coûts directs supportés par les entreprises touristiques et les coûts gouvernementaux en infrastructures (Ardahay, 2011). Aussi, le tourisme peut parfois gonfler les prix des biens et des services (logement, alimentation, etc.).

Cette industrie peut avoir pour effet un changement dans la qualité et la quantité des biens et des services offerts et la modification des taxes foncières et autres taxes censées amoindrir le coût des services locaux. Les changements dans les prix touchent souvent les ménages les plus pauvres qui subissent une baisse de leur pouvoir d'achat (Ardahay, 2011).

Conclusion

En conclusion, la première partie de ce chapitre nous a permis de constater que les caractéristiques spécifiques aux îles et aux régions balnéaires, aux montagnes et aux forêts ainsi qu'aux parcs influencent la pratique du tourisme alternatif. En effet, même si les enjeux environnementaux (consommation des ressources, le secteur des transports, la gestion des déchets), sociaux (la valorisation des cultures locales, le renforcement des capacités, la cohésion sociale) et économiques (création d'emplois, diversification de l'économie locale et développement de l'entrepreneuriat local) ne sont pas différents, ils n'ont pas les mêmes effets sur l'environnement, les sociétés et les économies locales. Ainsi, nous retiendrons que le facteur géographique est déterminant dans la pratique du tourisme alternatif. C'est pour cette raison qu'il est important de prendre en compte les spécificités de chaque ensemble géographique cités précédemment.

La deuxième partie de ce chapitre avait pour objectif de mieux comprendre les considérations environnementales, sociales et économiques des déserts qui sont des destinations peu étudiées du point de vue du tourisme alternatif. Pourtant « le désert a toujours tenu une place privilégiée dans l'imaginaire de l'homme » (Demangeot et Bernus, 2001:263). Le tourisme alternatif dans les zones désertiques doit donc se développer en prenant en compte la spécificité et l'attractivité du lieu (Minvielle et Minvielle, 2014). On peut retenir que les zones désertiques sont des environnements vulnérables aux aléas climatiques. Du point de vue social, ce sont des régions avec un patrimoine culturel et social unique qui attise la curiosité des touristes mais qui peut également être source d'exclusion. Du point de vue économique, les régions désertiques sont souvent isolées et éloignées des grands centres urbains d'où l'importance d'encourager les activités qui s'intègrent à l'économie locale.

Ainsi, les caractéristiques du désert ne permettent pas la pratique d'un tourisme autre qu'alternatif. Sans compter sur le fait que les populations locales dépendent de la stabilité de l'environnement. Même si les études sur les régions désertiques ne sont guère nombreuses, ces destinations présentent plusieurs enjeux importants à prendre en compte comme dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs. Le chapitre suivant a pour objectif

d'approfondir la compréhension des régions désertiques et des enjeux de recherche dans ces destinations.

2^e partie : Réalités du tourisme alternatif dans le désert algérien

Chapitre III : Tourisme dans le désert algérien : enjeux de recherche

Introduction

Les destinations touristiques comme la France, l'Espagne, Cuba ou la Thaïlande sont au cœur de l'expérience touristique. Elles jouent un rôle en ce qui concerne les tendances du tourisme mondial et de l'économie internationale (Haugland et *al.*, 2010). Ces destinations représentent un système territorial qui fournit au moins un produit capable de satisfaire les exigences de la demande touristique (Candela et Figini, 2012).

Nous pouvons dire que l'Algérie a tout le potentiel pour devenir une destination touristique en raison de la diversité de ses paysages qui se composent de sites côtiers, de montagnes et de désert, sans compter la richesse du patrimoine culturel. Ce pays est intéressant à analyser du point de vue du tourisme alternatif, car non seulement il possède sur un même territoire tous les atouts des ensembles géographiques évoqués dans le chapitre II, mais aussi, l'Algérie n'a pas encore accordé d'importance au secteur touristique, contrairement aux autres pays de la méditerranée.

Toutefois, la conjoncture économique du choc pétrolier de 2015 a encouragé les travaux des académiciens et des experts sur la vulnérabilité de l'économie algérienne (Amnache-Chikh, 2017). Depuis, l'Algérie tente de réorienter son économie vers d'autres secteurs comme le tourisme et l'agriculture. Le secteur touristique dans son ensemble représente une bonne alternative pour rompre ou diminuer la dépendance de son économie des recettes engrangées grâce aux hydrocarbures (Amnache-Chikh, 2017). Ce secteur semble avoir aussi un avenir prometteur en Algérie, c'est pour cette raison qu'il est pertinent de s'y attarder (Lamiri, 2013).

L'Algérie, située en Afrique du Nord, est le pays le plus vaste du continent africain avec une superficie estimée à plus de deux millions de kilomètres carrés (Banque mondiale, 2017). Elle partage plus de 6385 km de frontières terrestres avec la Tunisie au nord-est, la Libye à l'est, le Niger et le Mali au sud, la Mauritanie et le Sahara occidental au sud-ouest, et enfin le Maroc à l'ouest. L'Algérie est membre de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Union africaine

(UA), du Mouvement des pays non-alignés (MNA) et de la Ligue arabe, depuis son indépendance (Banque mondiale, 2017). Elle fait partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) depuis 1969. Elle est également l'un des pays fondateurs de l'organisation de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et a rejoint l'Union pour la Méditerranée, en 2008.

L'Algérie est en train de relancer son secteur touristique. En 2017, le pays a enregistré plus de 2 millions de touristes étrangers (Schwab, 2018). Ces chiffres restent toutefois faibles mais ils représentent une augmentation de 19 % par rapport à 2015 (Schwab, 2018). En 2016, plus de 10 000 touristes étrangers ont visité le Sud algérien. Il n'existe pas beaucoup d'études sur le tourisme alternatif en Algérie, encore moins dans le désert. Les chiffres démontrent cependant que le secteur touristique en Algérie prend de l'ampleur sur l'ensemble du territoire et particulièrement dans le sud du pays. Ces faits justifient pourquoi il est intéressant d'étudier le tourisme alternatif dans ce pays.

Le présent chapitre a ainsi comme objectif principal de dresser la situation générale de l'Algérie. La première section présentera un aperçu de la situation socio-économique du pays et du secteur touristique. La deuxième portera sur la problématique de recherche et la dernière présentera une description des données d'enquêtes.

III.1 Le désert algérien : Une zone de tourisme

La présente section a pour objectif principal de comprendre les grandes tendances du secteur touristique en Algérie. Au préalable, il faut préciser qu'il existe au sud de l'Algérie une bande géographique concernée par les conflits, notamment près des frontières maliennes. Même si le but de cette thèse ne concerne pas l'étude des conflits en Algérie, il est nécessaire de prendre en compte cette instabilité dans la zone qui peut affecter voire même décourager l'activité touristique. Cette propension aux instabilités géopolitiques peut avoir des répercussions sur les données macroéconomiques du secteur touristique en Algérie. Ainsi, cette section vise à mieux comprendre le secteur touristique en Algérie et dans le désert algérien.

III.1.1 Algérie : Aperçu général

L'aperçu général de la situation touristique en Algérie peut s'analyser en fonction des situations socio-économiques de ce pays. Ainsi, cette sous-section vise à présenter la situation macroéconomique actuelle. Ensuite, nous présenterons l'évolution du secteur touristique depuis l'indépendance du pays en 1962.

a) Situations socio-économiques

Plusieurs éléments permettent de décrire l'Algérie. Cependant et dans le cadre de cette étude, nous retiendrons que l'Algérie peut s'analyser du point de vue du tourisme par l'indice de développement humain (IDH), le secteur de l'emploi et les données macroéconomiques.

En termes de développement humain et selon le PNUD (2016), l'Algérie est l'un des pays africains ayant diminué le plus son déficit d'indice développement humain (IDH) entre 1990 et 2015. En effet, le dernier Rapport sur le développement humain publié en 2015 classe l'Algérie à la 83^e place mondiale sur 185 pays avec un IDH de 0,745 (PNUD, 2016). Cependant, la réduction de la pauvreté en Algérie n'atténue pas les défis à relever pour diminuer les inégalités sociales et régionales.

De façon sommaire, le pays a connu des améliorations notables en ce qui concerne le développement social et humain. L'ensemble des indicateurs sociaux tels que l'éducation, la santé et l'accès aux services sociaux de base ont connu des progrès remarquables classant l'Algérie parmi les pays à niveau de revenu et de développement humain supérieurs (PNUD, 2016). L'égalité entre les genres demeure un défi de taille pour ce pays. Toutefois, on note un changement important du nombre de femmes siégeant au parlement. En effet, le nombre s'élevait à 31,6 % en 2014 (PNUD, 2016). Concernant l'éducation, elle demeure aussi une inquiétude importante au niveau de l'enseignement supérieur qui touche seulement 27,40 % de garçons et 41,90 % de fille (Commission économique pour l'Afrique, 2016).

Le niveau de richesse des foyers, ainsi que le niveau de scolarité des mères apparaissent comme les variables les plus problématiques de l'IDH. Par exemple, 34,9 % de la population algérienne âgée de 25 ans et plus aurait commencé l'école secondaire sans nécessairement terminer leurs études (PNUD, 2016). Dans le secteur de la santé, le gouvernement a mis en place un *Plan national de réduction de la mortalité maternelle* (PANRAMM, 2015-2019) qui montre la volonté politique de baisser davantage le taux de mortalité maternelle en optant pour des outils adéquats.

Dans un autre ordre d'idées, il s'avère important de comprendre les principaux enjeux liés au droit du travail puisque l'un des atouts du tourisme repose sur sa capacité à créer des emplois. En général, le droit du travail vise à protéger les intérêts des salariés (Borsali Hamdan, 2008). En Algérie, il est réglementé par la législation (90-11) qui offre aux travailleurs des garanties de sécurité et de droits comme le droit à l'emploi, la sécurité du travail, la sécurité sociale, etc. (Borsali Hamdan, 2008). En vertu de cette loi (90-11), l'accès à l'emploi est garanti aux citoyens ce qui leur permet d'acquérir une formation professionnelle et jouir de l'égalité des salaires.

Toutefois, si la loi algérienne protège les salariés et les entreprises, elle n'a aucune valeur dans le secteur informel qui constitue une partie importante de l'économie du pays, mais qui demeure toutefois peu étudié (Bellache, 2013). En effet, il n'y a jusqu'à ce jour aucune enquête nationale sur ce secteur en Algérie. La plupart des enquêtes annuelles sur l'emploi entreprises par l'Organisation nationale de la statistique (ONS) fournissent des informations insuffisantes sur l'emploi informel et non sur les caractéristiques de ce secteur, ce qui a creusé le fossé entre économie formelle et économie informelle (Bellache, 2013).

Le secteur informel en Algérie a évolué dans un contexte d'aggravation de la crise économique et sociale au milieu des années 1980 et à la suite de la mise en œuvre des réformes libérales qui avaient pour objectif l'instauration progressive de l'économie de marché. Ce modèle de développement (économie de marché) a pris de l'ampleur à partir des années 1994 avec l'implantation des Programmes d'Ajustements Structurels (PAS). Le secteur informel en Algérie a pris de l'importance avec le démantèlement du secteur public marchand et la privatisation de plusieurs domaines de l'économie (Bellache, 2013).

Il a été considéré comme un palliatif au problème du chômage, à la croissance démographique et à l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail (Bellache, 2013). La deuxième moitié des années 1980 a été marquée par une augmentation de la population en âge de travailler (15-60 ans). Ce segment de la population est passé de 50 % entre 1965 et 1980 à 65 % en 2005 (FEMISE, 2006). Les enquêtes menées par l'ONS (2010) ont démontré que l'essor de l'auto-emploi est en hausse et que l'emploi salarié est en baisse depuis les deux dernières décennies (ONS, 2010). Cette évolution a conduit à une modification de la structure de l'emploi au détriment du salariat et en faveur de l'emploi dans le secteur informel (Bellache, 2013). Par conséquent, le droit du travail tel que présenté dans la législation algérienne ne reflète pas vraiment la réalité puisqu'elle ne s'applique pas au secteur informel et les travailleurs du secteur touristique ne sont pas protégés.

Par ailleurs, on ne peut étudier le secteur du tourisme en Algérie, sans présenter un aperçu de la situation macroéconomique du pays et de ses principales implications sur le domaine touristique. De façon générale et grâce à une forte reprise de la production d'hydrocarbures et à des dépenses publiques plus élevées que prévu, la croissance économique de l'Algérie s'est poursuivie au rythme de 3,8 % en 2016, et ce malgré la faiblesse des cours mondiaux du pétrole (PNUD, 2016). Il est important de mentionner que la croissance hors hydrocarbures s'est toutefois ralentie et que l'inflation a augmenté. Les déficits budgétaires sont demeurés supérieurs à 10 % nuisant ainsi à l'épargne budgétaire (PNUD, 2016). En vue d'avoir un meilleur aperçu de la situation économique du pays, une attention particulière sera portée sur l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB), l'inflation, les comptes externes et la balance des paiements.

Dans un premier temps, les données relatives à l'évolution du PIB algérien dépendent de celles des hydrocarbures. Le taux de croissance du PIB par habitant a connu une baisse entre 2014 et 2017 suite aux déficits budgétaires de la balance commerciale. Ce déficit risque d'avoir des répercussions négatives sur le bien-être des ménages. Selon le rapport 2017 de la Banque Mondiale, la chute des cours des hydrocarbures qui a commencé en 2014 s'est poursuivie en 2015 et 2016 ayant pour conséquence des déséquilibres macroéconomiques (FMI, 2017). Les hydrocarbures qui ont constitué 98 % des exportations de l'Algérie pour la période 2002-2015 ont représenté 93 % des exportations en 2016 (FMI, 2017). Le tableau suivant illustre la part des hydrocarbures dans l'économie algérienne.

Tableau 6: Part des hydrocarbures dans l'économie algérienne

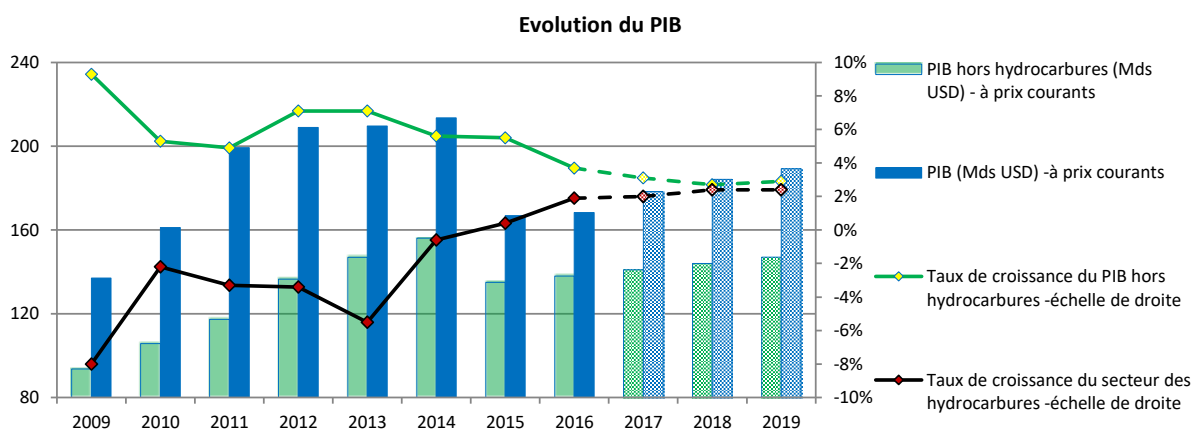
	2002-2015	2016
Exportations (%)	98,00 %	93,00 %
Recettes fiscales (%)	67,00 %	38,00 %
PIB (%)	35,00 %	27,00 %

Source : Rapport des services du FMI au titre de l'article IV avec l'Algérie, 2017

Ce tableau illustre le fait que même si la part des hydrocarbures a diminué de 5 % de 2015 à 2016, l'Algérie demeure très dépendante de ces ressources (FMI, 2017). Il est également important de souligner que les hydrocarbures ont connu une baisse de 29 % dans les recettes fiscales et de 8 % dans la part du PIB (FMI, 2017).

Ainsi, l'Algérie a tendance à s'exposer au syndrome hollandais du fait que son économie est principalement basée sur l'exportation du pétrole. Cependant, les prédictions du FMI stipulent que celle-ci devrait se maintenir en 2017-2019 en raison de la loi de finances 2017 (LF 2017). Cette dernière est fondée sur l'hypothèse de croissance du PIB de 3,9 % en 2017, de 3,6 % en 2018 et de 4,3 % en 2019. Les hydrocarbures devraient connaître une croissance de 3,6 % en 2017, 3,2 % en 2018 et de 4,9 % en 2019 (FMI, 2017). Toujours selon le FMI (2017), le taux de croissance de l'économie algérienne qui s'élevait à 3,6 % en 2016 devrait se maintenir autour de 2,6 % pour les années à venir. Le graphique suivant permet d'illustrer l'évolution du PIB algérien pour la période 2009-2019.

Figure 13: Évolution du PIB algérien de 2009 à 2019



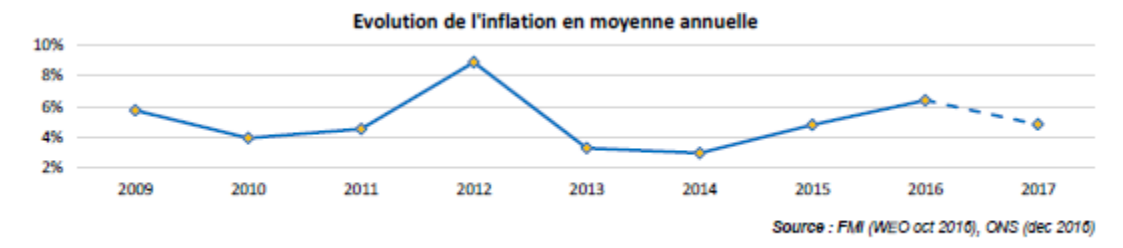
Source : FMI (WEO oct 2016)

Les prédictions 2017-2019 de la Banque mondiale estiment une possibilité d'un faible accroissement de la production des hydrocarbures (1,25 %), en raison de l'entrée en production de nouveaux puits et à une correction positive des cours du pétrole. Ces facteurs risquent d'atténuer les impacts du déficit budgétaire sur les secteurs réels hors pétrole. Enfin, il est prévu que le déficit budgétaire tombe à un niveau inférieur à 5 % en 2017 pour atteindre 1 % en 2019 (FMI, 2019).

Ces données ont des répercussions sur le domaine du tourisme. En effet, la part des exportations des hydrocarbures dans l'économie algérienne montre la difficulté de développer d'autres secteurs, comme le tourisme, et de diversifier les exportations. Il est donc difficile de rendre le secteur du tourisme compétitif. Au cours des 10 premiers mois de l'année 2016, l'Algérie a exporté pour 23,2 milliards de \$ US. Parmi ces exportations, les produits non pétroliers s'élevaient à 1,46 milliards de \$ US ce qui représente à peine 6,29 % de ses ventes (FMI, 2017). De plus, ces exportations sont constituées de semi-produits comme les engrais minéraux ou chimiques, l'azote, l'ammoniaque, etc. Le secteur du tourisme ne semble pas vraiment représenter un secteur important de l'économie algérienne et il risque de subir des instabilités en raison de la part des hydrocarbures.

Deuxièmement, le taux d'inflation a connu une augmentation depuis 2013 pour se stabiliser à 6,4 % en 2016, contre 4,8 % en 2015 (Benbahmed et Louhoues, 2017). Cette augmentation fait suite à une baisse pendant deux années consécutives, soit 2013 et 2014. L'augmentation du taux d'inflation est la conséquence de l'augmentation des prix des biens manufacturés (+10 %) et des services (+7,5 %) (Benbahmed et Louhoues, 2017). Le graphique suivant illustre l'évolution du taux d'inflation entre 2009 et 2017.

Figure 14: Évolution de l'inflation algérienne de 2009 à 2017



Le FMI prévoit une baisse du taux d'inflation à 4 % en 2017 et 4 % en 2018 (FMI, 2017). L'évolution du taux d'inflation est importante à considérer dans le cadre du tourisme, car il peut traduire l'idée du pouvoir d'achat. Par conséquent, si le taux d'inflation est à la baisse et que les prix sont plus bas que dans le pays d'origine, cela peut encourager les touristes à séjourner en Algérie. Il en est de même pour le tourisme national. Cependant, si le taux d'inflation est élevé et que les prix sont plus élevés que dans le pays d'origine, cela pourrait décourager la venue des touristes. Selon les prédictions du FMI (2017), le taux d'inflation (pouvoir d'achat) de l'Algérie pourrait avoir des incidences positives sur le secteur du tourisme dans les prochaines années.

Dans un troisième temps, les comptes externes algériens connaissent une contraction de 16,7 % du montant des exportations et une baisse de 9,6 % des importations. Ce faisant, le solde commercial de l'Algérie affiche un déficit de 17,8 milliards de dollars américains. La balance courante algérienne est en déficit depuis 2 ans. En termes de chiffres, il s'agit d'un déficit de 16,2 % du PIB en 2015 et de 17,1 % en 2016. En 2017, les chiffres devraient rester en déficit, soit -16,1 % (FMI, 2017). En dépit de cette évolution, l'Algérie dispose toujours de marges de manœuvre confortables : ses réserves de change se sont établies aux alentours de 114 milliards de \$ américains en décembre 2016 couvrant ainsi près de deux années d'importations (FMI, 2017). Le graphique suivant illustre l'évolution des comptes externes algériens de 2009 à 2019.

Figure 15: Évolution des comptes externes algériens de 2009 à 2019

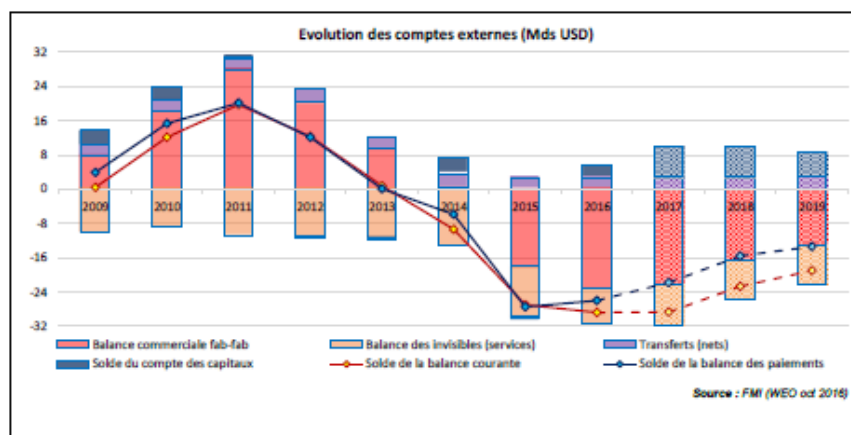
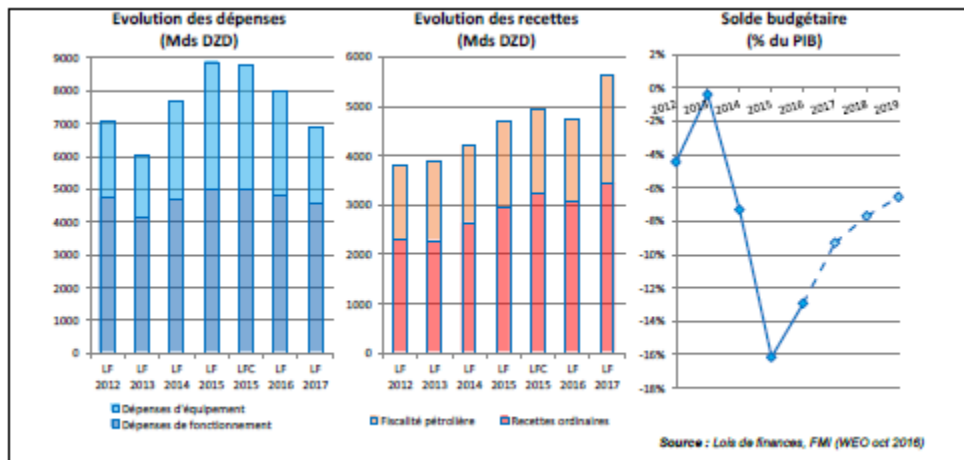


Figure 16: Évolution des dépenses algériennes de 2012 à 2017



Le solde négatif de la balance des paiements permet d'identifier le secteur qui a connu des restrictions budgétaires. Cela est nécessaire dans un contexte de tourisme, car si des secteurs directement liés au tourisme connaissent des restrictions (ex. : infrastructures), cela peut avoir des incidences sur les retombées économiques de celui-ci. Sur ce point, on note un déficit de la balance commerciale en 2017 qui s'est élevé à 7, 82 milliards de dollars au premier semestre contre 12,05 milliards en 2016 (Benbahmed et Louhoues, 2017).

En ce qui concerne le poste service hors revenus des facteurs, le déficit s'est creusé à 4, 47 milliards de dollars au premier semestre 2017 contre un déficit de 3,84 milliards de dollars au même semestre en 2016 (Benbahmed et Louhoues, 2017). Ce déficit concerne les prestations techniques assurées par les étrangers en Algérie (études, etc.), le transport, les infrastructures (autoroute). Ces déficits peuvent affecter le secteur du tourisme puisqu'ils touchent notamment aux transports et aux infrastructures. La section précédente a permis d'avoir un aperçu général de la situation macroéconomique d'Algérie, il importe de se pencher davantage sur son secteur touristique.

b) Présentation du secteur touristique

Depuis au moins quatre ans, les responsables qui se sont succédé au ministère du Tourisme et de l'Artisanat ont réaffirmé la volonté des pouvoirs publics de dynamiser le secteur touristique afin de défaire le pays de la dépendance aux hydrocarbures (Amnache-Chikh, 2017). Les diverses politiques nationales menées depuis plus de 30 ans n'ont pas été en mesure de créer un environnement adéquat pour le secteur touristique. Ainsi, l'Algérie en tant que destination n'a pas la même attention que ses voisins le Maroc et la Tunisie qui reçoivent respectivement 8 et 10 millions de touristes chaque année (Amnache-Chikh, 2017).

Ainsi, le secteur touristique algérien peut entre autres s'analyser en fonction de quatre éléments spécifiques, à savoir les politiques nationales, la disponibilité des infrastructures, les avantages touristiques des diverses régions et les statistiques disponibles sur le secteur. De ce fait, la présente section a pour objectif de documenter et de comprendre le secteur touristique en fonction des aspects énumérés précédemment.

Premièrement, différentes politiques touristiques ont été mises en place en Algérie depuis l'indépendance du pays en 1962. Celles-ci se traduisent principalement par divers plans de développement, des chartes successives et de multiples restructurations qui ont marqué le secteur touristique pendant cinq décennies. À travers cette sous-section, il sera question de montrer que l'instabilité politique du secteur touristique a encouragé l'émergence d'un tourisme alternatif endogène dans le désert algérien.

On retrace la naissance de la politique touristique algérienne à 1966 avec la Charte du tourisme (Harouat, 2012). Avant l'instauration de cette Charte, soit entre 1962 et 1966, les politiques touristiques algériennes étaient principalement consacrées à la préservation du parc hôtelier, à la collecte d'informations relatives aux futures zones d'expansion touristique (ZET) et à la réalisation de certains investissements (Idir, 2006). Les principales orientations de la Charte du tourisme de 1966 étaient influencées par le contexte économique et social de l'époque, tant au plan national qu'international. Selon la Charte, l'activité touristique avait pour objectifs l'apport

de devises, la création d'emplois et l'intégration de la destination Algérie sur le marché international. Il était également question de centraliser les investissements touristiques.

Le fait d'obtenir des recettes financières élevées grâce aux hydrocarbures en 1974 a fait chuter le financement du secteur touristique. Cependant, la politique touristique nationale a été réévaluée en 1980 (politique touristique de mai 1980) (Idir, 2006). Celle-ci représente une nouvelle stratégie de développement touristique qui vise la satisfaction des besoins sociaux de la population (besoin de loisirs et de détente). Cette stratégie a apporté quelques changements, notamment, le fait que le tourisme international ne représentait plus une priorité, mais plutôt un secteur complémentaire au tourisme national, tel que défini dans la Charte de 1966. (Idir, 2006).

Malgré les efforts menés afin de développer le secteur touristique algérien, l'Algérie dépend des recettes liées aux hydrocarbures (syndrome hollandais). Lorsque celles-ci sont importantes, les divers projets menés dans le secteur du tourisme sont interrompus jusqu'au prochain choc pétrolier. Cependant, depuis quelques années déjà, le tourisme commence à être considéré comme une alternative aux hydrocarbures. Par sa transversalité, il peut faciliter et encourager le développement économique et social, puisqu'il a des impacts sur d'autres secteurs d'activités tels que le commerce, l'agriculture, l'emploi, l'immobilier, etc.

Ainsi, en termes de chiffres, on retiendra que les arrivées touristiques aux frontières algériennes ont grandement évolué au fil des années. Cette variation a débuté au début des années 90 par l'entrée du tourisme dans l'économie de marché. La dégradation des prix du pétrole en 1986 a encouragé l'État à reconsidérer ce secteur comme une option au développement économique du pays (Harouat, 2012). La conjoncture économique défavorable de l'époque a réorienté les politiques de l'État vers le tourisme international, suite à la baisse des ressources financières issues des revenus liés au pétrole.

Ainsi, dès 1990 de nouvelles lois ont été élaborées et mises en place afin de limiter les entraves à la promotion du tourisme international. Cependant, la période de transition vers l'économie de marché n'a pas atteint les résultats escomptés. En effet, en termes de flux, le nombre de touristes étrangers n'a pas cessé de baisser. Les chiffres sont passés de 359 895 touristes en 1990 à 18 451 en 1996, ce qui représente une baisse de 95 % du nombre de touristes (Harouat, 2012). Les recettes touristiques ont donc connu le même sort. Elles s'élevaient à 105 millions de dollars en

1990 pour baisser à 23,5 millions en 1996 ce qui représente une baisse de 2,5 % des recettes des exportations hors hydrocarbures (Harouat, 2012). Pour ainsi dire, la contribution du secteur touristique au développement économique n'a pas cessé de se détériorer depuis 1990 voire depuis 1983, date à laquelle les recettes en hydrocarbures ont eu des retombées positives sur l'économie nationale (Aroub, 2012).

En revanche, depuis le début des années 2000, les statistiques relatives au flux touristique des étrangers s'améliorent. Cela résulte d'une amélioration de la situation sécuritaire en Algérie et du développement du tourisme d'affaires, à la suite du lancement de plusieurs projets par des chaînes hôtelières internationales (Hilton, Sheraton, Accor et Sofitel).

Depuis 2008, c'est le Schéma Directeur d'Aménagement Touristique (SDAT 2025) qui constitue le cadre stratégique de référence pour la politique touristique de l'Algérie. À travers cette politique, l'État affiche sa vision d'un développement touristique national dans le cadre du développement durable (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2008). Ce schéma définit également les instruments de sa mise en œuvre et précise les conditions de sa faisabilité. Ce cadre stratégique illustre la façon dont l'État compte assurer, selon une optique de développement durable, le triple équilibre de l'équité sociale, l'efficacité économique et la soutenabilité écologique d'ici 2025.

C'est un instrument qui traduit la volonté de l'État de valoriser le potentiel naturel, culturel et historique du pays et de le mettre au service du développement du tourisme en Algérie. Prenant comme cadre de référence le développement durable, il affiche les diverses stratégies à adopter par tous les acteurs, dans tous les secteurs et toutes les régions (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2008).

Le SDAT 2025 tente de montrer que le tourisme est un impératif national qui peut être considéré comme moteur de développement durable en raison de ses effets d'entraînement sur les autres secteurs : agriculture, artisanat, culture, transport, services et industrie. Ainsi, il a pour objectif de préserver l'environnement, d'améliorer le cadre de vie des populations, de valoriser et surtout de pérenniser le capital naturel et culturel de l'Algérie. La nouvelle politique touristique s'appuie sur la mise en valeur des régions et des territoires en se fondant sur leurs atouts et leur attractivité, tout en y faisant participer les acteurs concernés. Le SDAT 2025 poursuit 5 objectifs

précis qui permettent de mettre en relation tourisme, développement territorial et durable du territoire algérien (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2008) :

- 1- Promouvoir une économie alternative de substitution aux hydrocarbures;
- 2- Dynamiser sur les grands équilibres : effets d'entraînements sur les autres secteurs;
- 3- Combiner durablement promotion du tourisme et environnement;
- 4- Valoriser le patrimoine naturel, historique et culturel;
- 5- Valoriser l'image de l'Algérie.

En théorie, le SDAT 2025 dénote une certaine volonté politique de mener des actions concrètes pour développer durablement le secteur du tourisme en Algérie. Il est cependant difficile d'appréhender concrètement la politique de développement touristique promue par l'État algérien. Le SDAT avait comme objectif la construction de plusieurs infrastructures (autoroutes, complexes touristiques, hôtels) dans les sept pôles touristiques. Plusieurs chantiers de construction ont débuté en 2014-2015, mais il est encore trop tôt pour réellement analyser la mise en application des divers projets touristiques.

En fait, il existe une volonté politique de développer le tourisme alternatif en Algérie, mais elle n'est pas claire. Cela s'explique par le fait que le secteur touristique n'a jamais réellement fait partie des priorités économiques du pays tel que discuté précédemment. Certes, depuis 1962, l'Algérie a voulu intégrer ce secteur au sein de la politique de développement économique et social, mais sans succès. D'ailleurs, le président de l'époque Houari Boumediene a déclaré lors d'un discours en 1970 que « le tourisme est une priorité en Algérie, mais c'est notre dernière priorité » (Harouat, 2012 :108). La politique touristique en Algérie est presque inexistante depuis que Boumediene a nationalisé les richesses naturelles en 1971.

Plus précisément, l'Algérie a concentré son activité économique sur le secteur des hydrocarbures, comptant davantage sur ses ressources pétrolières et gazières (Harouat, 2012). Les revenus de la manne pétrolière ont toujours fait en sorte que la contribution du tourisme à l'économie algérienne ne soit pas prioritaire. De ce fait, la production des hydrocarbures a joué un rôle prépondérant dans l'économie de l'Algérie depuis son indépendance. Le pays s'est donc appuyé sur ses ressources en pétrole et en gaz qui lui ont permis de s'enrichir. Par contre, il a négligé les autres secteurs économiques, dont le secteur touristique et l'agriculture, qui n'ont pas pu se développer (Harouat, 2012). Cet aspect est important à considérer dans la présente thèse,

car il peut expliquer pourquoi le tourisme alternatif est faiblement présent dans le désert algérien. Aujourd'hui, la nécessité de diversifier l'économie devient importante, mais l'exportation d'hydrocarbures continue à être la source principale de rente du pays.

La dépendance aux hydrocarbures et le manque d'importance accordé au secteur touristique peuvent aussi s'expliquer, d'un point de vue théorique, par les contributions d'Acemoglu et Robinson (2012). Ces auteurs estiment que le développement économique et social des pays dépend de la qualité des institutions. L'État doit ainsi permettre la mise en place d'institutions favorables à l'activité économique, au système monétaire, à la sécurité publique, etc. Ce type d'institutions sont inclusives car elles encouragent la participation des individus à la vie économique et politique. Par contre, lorsque les institutions sont extractives, elles ne permettent pas la redistribution des richesses mais visent plutôt à assurer le maintien d'une élite au pouvoir (Acemoglu et Robinson, 2012).

Acemoglu et Robinson (2012) concluent que si certains pays ont des problèmes économiques, comme la dépendance aux hydrocarbures en Algérie, c'est parce que les institutions n'ont pas comme objectif le bien-être du pays mais sont plutôt concernées par le maintien du pouvoir. En d'autres termes, si le secteur touristique en Algérie a de la difficulté à performer c'est peut-être en raison de la qualité des institutions en place. Celle-ci est importante à prendre en compte dans le cadre de cette recherche car elle permet de comprendre que les informations détenues par l'État en matière de tourisme ne traduisent pas nécessairement la réalité.

Deuxièmement, les politiques touristiques algériennes présentées précédemment semblent promouvoir le développement d'infrastructures. Cependant, il importe de s'attarder sur les infrastructures importantes dans le domaine du tourisme en Algérie qui existent déjà, à savoir le transport et l'hébergement puisqu'ils constituent des éléments clés du tourisme (Sharpley et Telfer, 2008).

Ainsi, il est assez facile de se déplacer à l'intérieur de l'Algérie grâce à plusieurs moyens de transport : routier, aérien, maritime, ferroviaire, tramway et métro (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2007). La longueur du réseau routier est de 112 696 km, le pays est accessible d'est en ouest et du nord au sud par deux autoroutes principales. Cependant, le nord du pays est mieux desservi que le Sud. Le bus demeure le premier moyen public de transport terrestre, suivi du train

et du taxi. Au nord, les réseaux de bus et de taxis sont relativement bien développés avec des liaisons régulières entre les principales villes (Oran, Alger, Tlemcen, etc.) En ce qui concerne le transport aérien, l'Algérie dispose de 33 aéroports, dont 13 à vocation internationale. Les plus importants étant l'Aéroport d'Alger (Houari Boumediene) et l'aéroport d'Annaba Rabah Bitat (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2007). La compagnie aérienne nationale Air Algérie a le monopole du transport aérien national, mais plusieurs compagnies aériennes privées permettent aux Algériens de se déplacer à l'étranger (Europe, Afrique, Canada, Chine, Moyen-Orient, etc.).

Le transport maritime, pour sa part, est assuré à travers les 13 ports disponibles en Algérie. C'est l'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs *Algérie Ferries* qui assure la plupart des déplacements. De plus, l'Algérie dispose également d'un réseau de voies ferrées de plus de 4500 km. Les liaisons ferroviaires les plus fréquentes sont situées le long de la côte et desservent les villes portuaires, du moins les plus importantes (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2007).

Le sud de l'Algérie est relié par deux lignes ferroviaires principales, dont Béchar à l'ouest du pays et Touggourt à l'Est. Le pays dispose de 200 gares. D'autres moyens de transport tels que le tramway et le métro sont également disponibles, mais sont localisés dans la capitale du pays (Alger). Il est tout de même important de nuancer ces faits dans la mesure où certaines villes (Sidi Bel Abbés, Oran et Constantine) sont également dotées d'un tramway.

Ensuite, la capacité d'hébergement sur l'ensemble du territoire algérien est constituée de 1136 établissements, ce qui totalise une capacité d'accueil de 96 500 lits (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2007). Parmi ces hébergements, 64 établissements sont publics (18 000 lits), 37 appartiennent aux collectivités locales (2400 lits), 7 sont mixtes (publics-chaines internationales) et 1028 sont privés (172 100 lits). Le tableau suivant illustre la répartition des hébergements en fonction des régions (ONS, 2016).

Tableau 7: Répartition des hôtels en fonction des régions

Régions	Établissements	Nombre de lits
Hôtellerie urbaine	673	47 511
Hôtellerie balnéaire	217	31 238
Hôtellerie saharienne	185	11 548
Hôtellerie thermique	47	5095
Hôtellerie climatique	14	1108

Source : ONS, 2016

Troisièmement, il existe plusieurs types de régions intéressantes pour le tourisme en Algérie. Certes, le cas de l'Algérie est particulier dans la mesure où le pays dispose d'une variété de paysages qui sont exploitables du point de vue du tourisme. Les potentialités touristiques concernent la beauté et la diversité des paysages côtiers (centre), montagneux (nord) et sahariens (sud et extrême sud).

Plus précisément, l'Algérie possède 1200 km de côtes ensoleillées durant une majeure partie de l'année, des montagnes, des forêts, des hauts plateaux et le plus grand désert du monde qui possède un patrimoine culturel riche et diversifié. Ainsi, les 1200 km de côtes renferment des plages de sable fin encore vierges. Les paysages montagneux sont favorables au tourisme de randonnée et de découverte avec les montagnes de Djurjura en Kabylie (nord) et l'Atlas blidéen (Widman, 1975). Ce dernier offre des possibilités d'alpinisme et de ski d'environ trois mois par année.

Il existe d'autres montagnes encore vierges d'activités touristiques telles que les massifs du Dahra et de l'Ouarsenis. On retrouve dans ces montagnes des stations thermales qui attirent surtout les touristes nationaux puisqu'elles ne sont pas bien connues à l'international.

Le Sahara, pour sa part, couvre 80 % du territoire algérien soit environ 2 millions de kilomètres carrés (Widman, 1975). Il est principalement constitué de regs, d'ergs, d'oasis et de massif montagneux. L'Atlas saharien permet de relier le Maroc à la Tunisie (Est en Ouest) en passant par plusieurs massifs (Ksours, Djebel, etc.). Le nord du Sahara algérien est formé par deux grands Ergs (occidental et oriental). On y retrouve des dunes et plusieurs oasis (Widman, 1975). Le sud du Sahara algérien est formé par le massif du Hoggar qui représente le plus haut sommet de l'Algérie avec 2918 m (mont Tahat). Ce mont est constitué de roches volcaniques.

Il est assez facile de se déplacer sur l'ensemble du territoire. Certes, les grands axes de circulation et les zones industrielles sont bien desservis (autoroute Est-Ouest et Nord-Sud) (Aroub, 2012). Cependant, aucun axe routier n'est prévu en dehors des grands axes de circulation et des zones industrielles (certaines régions en Kabylie et dans le désert). Le sud, désertique, est essentiellement formé de simples voies de pénétration qui existent depuis 1962 et son souvent dans de meilleures conditions qu'au nord du pays (Aroub, 2012).

Pour mieux organiser le secteur touristique, le ministère algérien du Tourisme et de l'Artisanat (2008) retrace 7 pôles touristiques, mais dans le cadre de cette recherche nous retiendrons les pôles touristiques sahariens puisqu'on s'intéresse au tourisme alternatif dans la région.

Le pôle touristique Sud-Ouest (Adrar, Béchar) fait partie du Sahara algérien puisqu'il renferme le Touat-Gourara. Le pôle touristique Grand-Sud (Tassili N'Ajjer) se situe dans la wilaya d'Illizi qui s'étend sur une superficie d'environ 284 618 km². Ce pôle est riche du point de vue nature, culturel et archéologique. En effet, il renferme des peintures rupestres protégées par le parc national du Tassili N'Ajjer, classé patrimoine mondial par l'UNESCO en 1981 (ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2008). Ce pôle (Ahaggar) s'étend sur une superficie d'environ 456 200 km² et s'articule principalement autour de la ville de Tamanrasset.

Quatrièmement, le tourisme en Algérie est encore à ses débuts. Certes, les revenus qui lui sont liés ne dépassent pas 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB) (OMT, 2014). Mais encore, selon le rapport de 2014 de l'OMT « *Faits saillants du tourisme* », l'Algérie est la quatrième destination touristique sur le continent africain et occupe la 111^e position sur la scène internationale. Le tourisme représente environ 3,9 % du volume des exportations totales et 9,5 % du taux des investissements (OMT, 2014).

En termes d'arrivées internationales de touristes, l'Algérie se classe derrière le Maroc et la Tunisie pour la période 2010-2014 (OMT, 2014). Les statistiques officielles pour les années 2015-2017 ne sont pas encore disponibles pour le pays, cependant, l'office nationale de la statistique (ONS) estime qu'il y aurait une évolution par rapport à 2015 (Idir, 2006). Le tableau suivant illustre les données relatives au tourisme international en Afrique du Nord :

Tableau 8: Données relatives au tourisme international en Afrique du Nord (2010-2015)

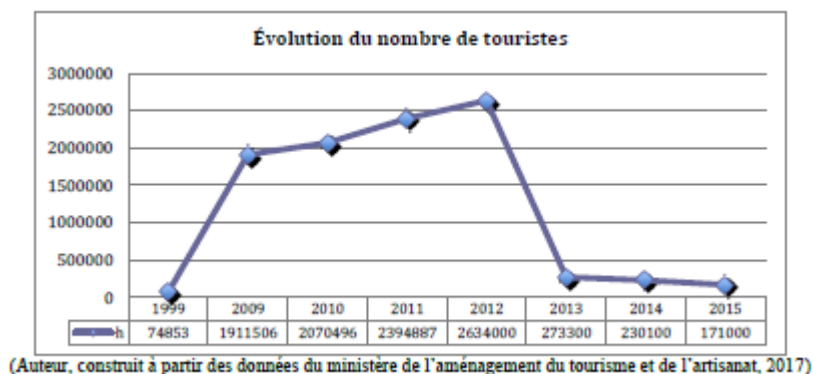
	Arrivées de touristes internationaux (1000)				Variation en %			Recette du tourisme international (million d'euros)			
	2010	2013	2014	2015	13/12	14/13	15/14	2010	2013	2014	2015
Algérie	2070	2733	2301	1710	3.7 %	-15,8 %	-25,7 %	220	250	258	...
Maroc	9288	10 046	10 283	10 177	7.2 %	2.4 %	-1,0 %	6703	6489	7056	6003
Tunisie	7828	7352	7163	5359	5 %	-2,6 %	-25,2 %	2645	2191	2359	1354

Source: Rapport *Faits saillants* de l'OMT, 2016

Selon les données présentées dans le tableau précédent, les arrivées touristiques ont diminué de façon importante en Algérie pendant la période 2012-2015. Cela se justifie par le déclenchement de la guerre au Mali qui s'est déroulée à la même période et qui a découragé les touristes étrangers à se rendre sur le territoire algérien.

Pour avoir un meilleur aperçu des arrivées internationales en Algérie, il est nécessaire de se pencher sur l'évolution des chiffres depuis le début des années 2000. Le graphique suivant illustre l'évolution des arrivées touristiques en Algérie entre les années 1999 et 2015.

Figure 17 : Évolution des arrivées touristiques en Algérie entre les années 1999 et 2015



La croissance globale du tourisme en Algérie pourrait être considérée comme modeste. Elle demeure cependant assez constante. Pour avoir un meilleur portrait de la situation du tourisme en Algérie, les motifs de la visite seront analysés. En raison du manque de données fiables relatives au pays, seules les données de l'année 2008 étaient disponibles.

Tableau 9: Motifs de la visite

Loisirs et détente	428.856 touristes, soit 65 % du total des touristes étrangers, soit un taux de croissance de 19,38 % (359 242 touristes en 2008).
Affaires	208.076 touristes, soit 32 % du total des touristes étrangers, soit un taux de croissance de 25,44 % (165 882 touristes en 2008).
Missions	18.878 touristes, soit 3 % du total des touristes étrangers soient régression de 40,21 % (31 573 touristes en 2008).

Source : Idir, 2006

Les données présentées dans le tableau précédent montrent que la catégorie de motifs *loisirs et détente* était majoritaire (65 % des touristes) en 2009 (Idir, 2006). Plus récemment, le nombre de touristes pour ce motif a connu une hausse de 18, 24 % en 2015 suite à une baisse consécutive pour les années 2013 et 2014 (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2017). Certes et même si les entrées des touristes par motifs *loisirs et détente* ne cessent de représenter les pourcentages les plus importants dans les statistiques sur le tourisme international, les chiffres ont tout de même varié pour la période 2011-2015.

Le taux le plus important a été enregistré en 2012 (71, 51 %) et le plus faible en 2014 (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2017). Les voyages pour raisons d'*affaires* sont pour leur part en hausse permanente, l'augmentation la plus importante a été enregistrée en 2014 (13,32 %). Dans cet ordre d'idées et à la suite des chiffres récents présentés par le ministère algérien du Tourisme et de l'Artisanat, le nombre de touristes pour motif *loisir et détente* connaît une tendance à la baisse au profit du motif *affaires*.

Les recettes financières du tourisme, quant à elles, progressent parallèlement aux arrivées touristiques. De 184,3 millions de dinars en 2005, elles ont passées à 215,3 millions de dinars en 2006. En 2007, elles se situaient à 218,9 millions de dinars pour atteindre les 300 millions de dinars en 2008 (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2017). Ces recettes ont permis de créer près de 210 000 emplois en 2008 dans les secteurs de l'hôtellerie et de la restauration. La part du tourisme dans le produit intérieur brut est estimée à moins de 3 % alors qu'au Maroc et en Tunisie les taux gravitent entre 7 % et 8 % (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2017).

En somme et malgré le manque de données régionales pour les arrivées de touristes sur le territoire algérien, le tourisme est en plein essor, notamment dans le Sahara algérien. Le nombre

d'arrivées pour la saison touristique de 2013 s'élevait à 12 6713, dont 6618 touristes internationaux (ONS, 2014). La saison touristique de 2014 a connu une importante hausse avec 246 238 arrivées dont 21 508 représentants les touristes internationaux (ONS, 2014). Ces chiffres renforcent l'importance de s'attarder sur l'étude du tourisme dans le désert algérien.

III.1.2 Tourisme dans le désert algérien

La section précédente nous a permis de dresser un portrait global de la situation touristique de l'Algérie. À présent, il est nécessaire de présenter les caractéristiques du tourisme dans le désert algérien. Toutefois, il importe de souligner que le manque de données a représenté un défi important à la compréhension de l'ampleur du tourisme dans cette région, raison pour laquelle il est nécessaire d'approfondir le sujet et de produire des statistiques.

a) Régions touristiques et principaux circuits

Les paysages du désert algérien sont nombreux et variés. La ressource touristique du Sahara algérien (patrimoine naturel et culturel) possède la double caractéristique de ne pas être délocalisable et de faire actuellement l'objet d'une demande touristique grandissante, en termes de qualité et de découverte culturelle (Mienvielle, Smida et Madjoub, 2007). Ainsi, s'il est bien géré, le tourisme peut avoir des retombées économiques positives pour les populations.

Le désert du Sahara compte des territoires entiers considérés comme de véritables réservoirs d'espèces naturelles animales ou végétales d'intérêt particulier, ce qui donne à la région un avantage comparatif par rapport aux autres zones désertiques. Cet avantage peut se traduire par un attrait touristique important, mais il nécessite également le besoin d'être protégé en raison de la fragilité de l'environnement (Mienvielle, Smida et Madjoub, 2007). Le tourisme tel qu'il se pratique dans le Sahara algérien encourage la visite de la diversité de la faune et de la flore par des circuits touristiques (randonnées pédestres, chameaux, 4X4) (Hosni, 2000). Les bivouacs représentent le mode d'hébergement le plus courant dans le désert algérien en raison du manque d'infrastructures hôtelières. Ce type d'hébergement alternatif consiste à reproduire le mode

caravanier de l'époque en campant dans le désert pendant un temps limité, plus précisément, la plupart des bivouacs sont organisés dans les régions de Djanet et de Taghit.

Djanet constitue une importante oasis touristique. Elle fait partie de la willaya d'Illizi et est située au pied du plateau du Tassili N'Ajjer, à une altitude de 1050 m et à 2300 km d'Alger, la capitale du pays (ONAT, 2007). Elle est la principale ville du Sud-est du Sahara algérien, à proximité de la Libye. La commune de Djanet est peuplée principalement de Touareg Ajjer (ONS, 2008) et elle portait le nom de Fort Charlet sous la colonisation française. La carte ci-dessous permet de localiser la ville de Djanet :

Figure 18: Localisation de la région de Djanet



Source : (Kouzmine & Troin, 2018)

Djanet est traversée par l'oued Idjeriou, nom signifiant (mer), qui permet d'alimenter la palmeraie (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2002). Djanet constitue un axe important de communication avec la Libye. Elle est habitée depuis le Néolithique, il y a plus de 10 000 ans (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2002).

Les gravures rupestres nous indiquent que la végétation et la faune étaient luxuriantes à cette époque et que les habitants vivaient principalement de la chasse et de la cueillette. Fondée au Moyen-âge par les Touaregs, Djanet est relativement riche en eau, ce qui a résulté au développement d'une importante culture maraichère. La palmeraie qui comporte 30 000 palmiers produit des dattes, mais également la plupart des légumes comme les pommes de terre, les

betteraves, les tomates et des fruits tels que les agrumes, les olives, qui sont nécessaires pour l'économie locale (Ministère du tourisme et de l'artisanat, 2002).

Cette région du Sahara est d'une diversité géographique importante. On y retrouve pratiquement tous les types de déserts : erg, reg, gueltas, sebkas, oasis, villes sahariennes. De plus, Djanet est connue pour sa richesse archéologique qui comprend plus de 5000 gravures rupestres répertoriées et qui dateraient pour les plus anciennes de 12 000 ans environ. Le parc du Tassili N'Ajjer comporte plusieurs de ces gravures ce qui lui vaut son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO, depuis 1972. Il est principalement géré par les populations locales ce qui favorise la création d'emplois dans la région (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2002). Les randonnées dans ce parc se font en utilisant le transport non motorisé (ânes, chameaux et chevaux) afin de protéger l'environnement et de limiter la saturation du site, tant au niveau des flux touristiques qu'au niveau de la pollution par les déchets.

Djanet est accessible par route et par avion. L'autoroute transsaharienne (Nord-Sud) permet de relier Illizi (412km de Djanet) au nord du pays. Cette route n'est pas entièrement goudronnée et est assez étroite comparée à la route Illizi-Djanet. Le moyen de transport le plus sûr demeure l'avion. L'aéroport national Ihebrene est situé à 50km au sud de la ville et permet de connecter Djanet aux principales villes algériennes (Alger, Constantine, Oran) à raison de trois fois par semaine pendant la période touristique. En dehors de cette période touristique, un seul vol hebdomadaire est disponible vers Alger.

Outre sa richesse naturelle et archéologique, l'une des particularités de Djanet consiste à l'organisation de l'activité touristique par les populations locales. Par exemple, les bivouacs et les *hébergements chez l'habitant* sont priorités par les touristes, puisqu'en 2005, seuls les hôtels non classés recevaient les arrivées touristiques (3229) (ONS, 2005). Le tourisme dans la région est principalement organisé par les Touaregs et permet à la ville de profiter de la petite industrie qui l'accompagne (petite hôtellerie, artisanat touareg local).

Aussi, les circuits touristiques dans la région semblent adhérer aux caractéristiques du tourisme alternatif car, les randonnées se font en utilisant le transport non motorisé (ânes, chameaux, chevaux) et il en est de même pour les logements (camping, logement chez l'habitant) qui sont fortement encouragés afin de protéger le patrimoine naturel de la région. Sur le plan économique,

le tourisme dans la région permet de créer des emplois et de diversifier l'économie locale axée sur la production de dattes et de légumes (pomme de terre, betterave, tomates).

Du point de vue socio-culturel, la Sebeiba de Djanet figure parmi les 34 nouveaux éléments sur la liste du patrimoine culturel et immatériel de l'UNESCO (2015). Les rituels et les cérémonies de la Sebeiba consistent en une compétition dans laquelle s'affrontent danseurs et chanteurs afin de purifier les tensions guerrières entre les communautés. Ce rituel est pratiqué le premier mois du calendrier lunaire musulman par deux communautés de Touarègues à Djanet (UNESCO, 2015). Le tourisme dans la région est principalement organisé par les Touaregs et permet à la ville de profiter de la petite industrie qui l'accompagne (petite hôtellerie, artisanat touareg local, etc.).

Taghit, pour sa part, est une commune de la willaya de Béchar. Elle s'articule autour d'une palmeraie longue de plus de 20km et se situe entre le Djebel (montagne) Baroun et les dunes du grand Erg (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2002). Très ancienne zone de peuplement, Taghit est connue pour ses gravures rupestres datant du néolithique. Considérée comme étant la plus belle oasis du désert, une variété de caractéristiques désertiques se concentre à Taghit, tel que le Hamada, l'Erg, le Reg, les vallées alluviales, le Nebkcha et l'oasis.

Figure 19 : Localisation de la région de Taghit



Source : (Central Intelligence Agency, 2016)

Cette région est riche en ksours dont plusieurs sont classés au patrimoine mondial de l'UNESCO comme le mausolée de Taghit, les gravures rupestres et les vestiges préhistoriques qui attirent chaque année plusieurs touristes (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, 2002). Le patrimoine naturel de Taghit représente des potentialités de développement du tourisme alternatif. Les mêmes types de moyens de transport et d'hébergement qu'à Djanet semblent être encouragés lors des circuits touristiques. Plus précisément, la prédominance d'hébergements solidaires (logement chez l'habitant), qui est pratiquée par plusieurs familles et groupes de jeunes, rend cette région particulièrement intéressante. Ainsi, il existe à Taghit approximativement 40 habitations dédiées à ce type d'hébergement, ce qui favorise les retombées économiques sur les populations locales (ONS, 2007).

Le tourisme dans la région, organisé par les communautés locales, semble avoir des répercussions positives sur l'économie locale. Du point de vue social, la population locale semble fortement active dans la gestion des ressources et de l'activité touristique. Taghit est également connue comme une ville artistique. D'ailleurs, plusieurs chanteurs de Taghit ont une réputation internationale comme Alla et Dihya. Cette région valorise les fêtes folkloriques, dont

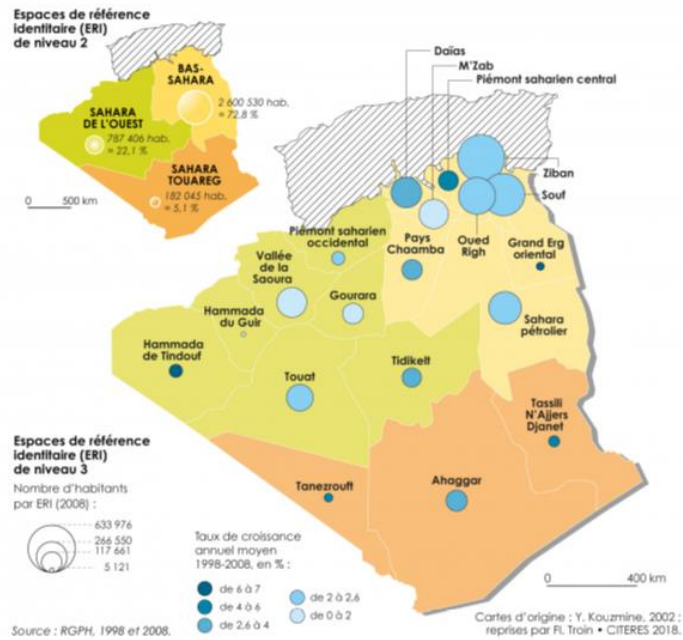
le S'BOU qui lui vaut sa réputation. Cet évènement culturel et religieux qui dure sept jours d'affilée après la fête du Mouloud (anniversaire de la naissance du prophète Mohamed) est l'un des rassemblements les plus importants au Sahara. Ce patrimoine culturel est hautement surveillé par les populations locales afin de limiter l'impact de l'activité touristique sur l'environnement.

Mis à part le fait que Djanet et Taghit semblent encourager la pratique du tourisme alternatif, ce sont également les villes désertiques qui reçoivent le plus de touristes depuis l'attaque sur In Amenas en 2013.

b) Populations locales dans le désert

Les formes de peuplement du Sahara ont toujours été étroitement liées à la disponibilité des ressources indispensables à la vie humaine. Leur adaptation aux contextes physiques locaux montre les capacités de l'être humain à modeler l'hostilité de l'environnement et à y laisser les marques de ses cultures (Barré, 2010). Ainsi, les organisations sociales du Sahara algérien sont étroitement liées aux modes d'exploitation des ressources, soit l'eau et la terre. La répartition actuelle du peuplement reflète l'occupation du territoire et la division du travail entre les agriculteurs et les nomades (Barré, 2010). Le Sahara est principalement occupé par des peuples sémites et touaregs. Ils s'identifient comme étant ceux qui parlent la langue *tamasheq*. La carte suivante illustre la répartition de la population saharienne entre 1998 et 2008 :

Figure 20: Répartition de la population saharienne entre 1998-2008



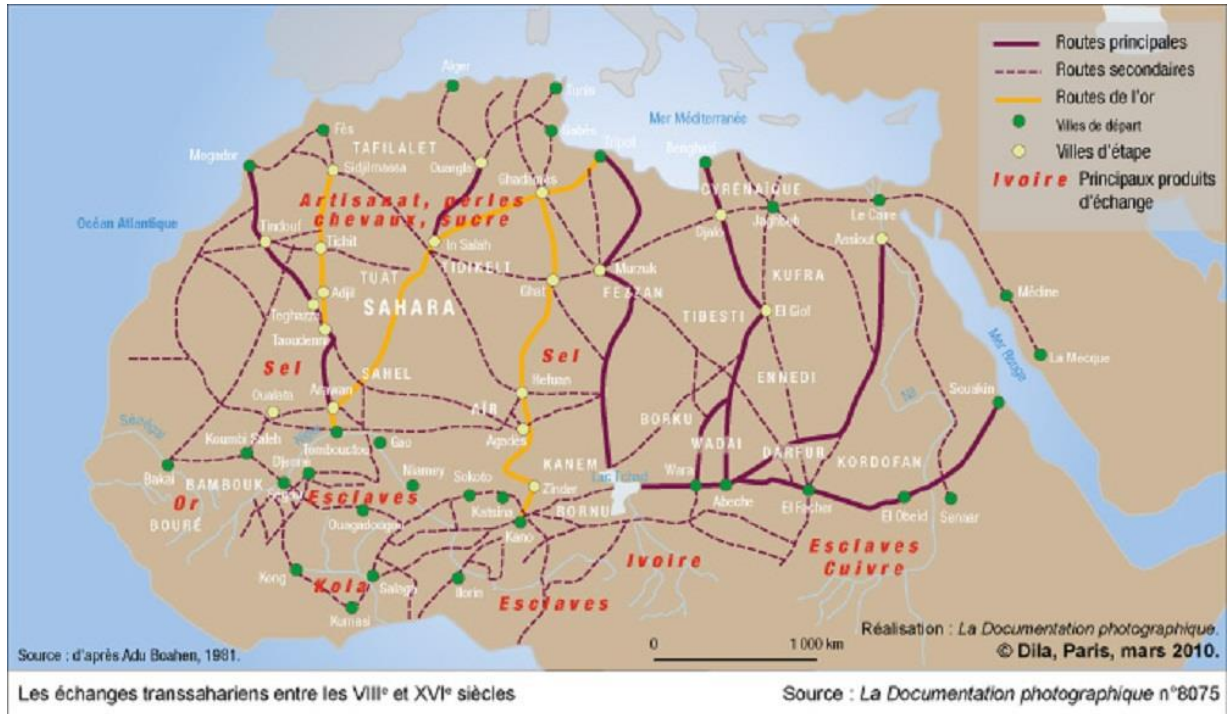
Source : (Kouzmine & Troin, 2018)

Ces populations sont, en majorité matriarcales car les traditions font référence à une ancêtre femme à l'origine de la chefferie et fondatrice des tribus comme Tin-Hinan et Takana. La société touarègue est hiérarchisée. Elle comporte une aristocratie guerrière, des vassaux, des chefs religieux et au plus bas de l'échelle on retrouve les agriculteurs, les artisans, etc. Le dromadaire est l'animal associé aux plus aisés de la société, alors que les vaches et les moutons sont liés aux populations qui se situent au bas de la hiérarchie sociale. Chaque confédération est composée de différentes strates qui sont dirigées par un chef supérieur (amenokal) dont le pouvoir est matérialisé par un tambour de guerre. La langue constitue la pierre angulaire de cette société hiérarchisée. Ces communautés sont monogames et les mariages permettent d'unir les familles.

Les Touarègues issus des localités étudiées ont aussi hérité du mode de vie de leurs ancêtres. Le *commerce caravanier* est une longue tradition qui consiste à acheter et à vendre des denrées rares, à savoir les épices, les parfums, les étoffes et les animaux (Demangeot et Bernus, 2001). Le *commerce caravanier* était lié au mode de vie des populations qu'on peut caractériser de « vie

mobile des hommes et des troupeaux » (Demangeot et Bernus, 2001:218). La carte ci-dessous présente les principaux échanges transsahariens entre le VIII^e et le XVI^e siècle :

Figure 21: Les échanges transsahariens entre les VIII^e et XVI^e siècles



Les caravanes transsahariennes ont aujourd'hui presque disparu, notamment en raison de la mécanisation des moyens de transport et des politiques relatives à la rente pétrolière. Il existe encore quelques caravanes qui s'occupent principalement du commerce du sel. Les nomades, à l'époque des caravanes, ont développé des outils et des techniques pour exploiter le désert. Ils ont également tissé des liens de solidarité qui leur a permis de s'entraider pendant les périodes de sécheresse (Demangeot et Bernus, 2001). Le nomadisme a permis la naissance d'importants réseaux d'échanges dans le désert.

Ainsi, ce mode de vie existe encore chez plusieurs populations. Le nomadisme permet aux communautés de Djanet et de Taghit de se déplacer en fonction des saisons et de la disponibilité des ressources. Le tourisme alternatif, comme activité économique, permet à ces populations de se sédentariser pendant la haute saison touristique. Il permet également de sensibiliser les

touristes au mode de vie nomade. Les circuits touristiques (les bivouacs) ont pour objectif de reproduire le mode de vie caravanier.

Le mode de vie des populations de Djanet et de Taghit est fortement influencé par la disponibilité des ressources. Il dépend de l'utilisation de l'espace et des ressources naturelles (Mcgahey, 2008). Le pastoralisme caractérise plusieurs populations nomades du désert algérien. Ce mode de production vise à maintenir un certain équilibre entre les populations locales, le bétail et l'agriculture. Le pastoralisme a donc un rôle important dans le maintien des moyens d'existence des populations touarègues. Les conditions climatiques extrêmes du Sahara limitent les options quant à l'exploitation de l'eau et de la terre (Mcgahey, 2008).

Dans un autre ordre d'idées, l'économie du désert algérien est basée sur une agriculture de subsistance et sur la vente de produits d'artisanat. L'artisanat local ancestral n'est pas assez développé et ne devrait pas l'être au risque d'être menacé. Plus précisément, une trop forte demande de cet artisanat risque d'avoir pour conséquence la perte d'authenticité et de qualité des articles.

Ainsi, les spécificités sociales du Sahara répondent aux besoins de recherche d'authenticité de la part des touristes. Ces derniers s'intéressent à la découverte des cultures et des populations touarègues. Cet échange entre communautés locales et touristes s'insère dans un échange non-marchand qui relève du tourisme alternatif. Cette dimension sociale et culturelle est cependant fragile dans la mesure où les cultures qui se rassemblent sont beaucoup trop éloignées. Cela peut avoir comme conséquence la transformation des cultures locales, en termes de rites religieux, ethniques et traditionnels tel que discuté dans le chapitre I (Morisset, Sarrasin, Éthier, 2012). À plus long terme et si l'activité touristique n'est pas du type alternatif et réglementée, cela pourrait avoir comme conséquence la folklorisation des cultures locales.

En somme, les diverses caractéristiques des régions désertiques décrites précédemment semblent coïncider avec les principes du tourisme alternatif. En raison de la fragilité et de la complexité de l'environnement, cette pratique paraît souhaitable et devrait représenter la seule forme de voyage dans ces régions. Pour le moment, le tourisme dans le désert algérien est présent dans de faibles proportions, comparées aux pays voisins comme le Maroc et la Tunisie tel qu'indiqué précédemment. L'Algérie ne devrait pas massifier son tourisme dans le sud du pays comme l'ont

fait ses pays voisins, au risque d'avoir des conséquences environnementales, socioculturelles et économiques irréversibles.

III.2 Le tourisme alternatif dans le désert algérien : Problématique de recherche

La section qui suit a pour objectif de présenter la problématique de recherche de cette thèse doctorale. Dans un premier temps, la méthodologie de recherche (hypothèses et méthodes) sera présentée. Ensuite, il sera question d'indiquer et de justifier le choix du terrain et les principaux défis.

III.2.1 Méthodologie de recherche

La section précédente nous a permis de situer le secteur touristique dans le désert algérien. Dans cette continuité, cette sous-section vise à présenter la question de recherche et les hypothèses de départ qui lui sont associées, ainsi que les méthodes de recherche.

a) Hypothèses

Le désert algérien présente des spécificités environnementales, sociales et économiques propices à la pratique du tourisme alternatif. Plus précisément, la section précédente (IV.1.2) nous a permis de comprendre qu'il semble y avoir une pratique du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit d'où l'importance de l'étudier plus en profondeur. Toutefois et tel que présenté dans le chapitre II, le tourisme alternatif a longuement été étudié dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes et forêts et les parcs. Les études disponibles dans ces régions manquent de cadres conceptuels et théoriques, mais elles permettent d'avoir un bon aperçu des enjeux liés au développement durable.

Il existe également quelques études sur les zones désertiques (Mienvielle et Mienvielle, 2010; Cauvin-Verner, 2007; Choplin et Roulier, 2006), mais dans une moindre mesure. Pourtant, ces régions représentent de nouvelles destinations touristiques (Barbut, 2006). Déjà en 2006, le

PNUE estimait que les déserts tout comme le tourisme alternatif nécessitaient une attention particulière. D'une part, les déserts en raison de la fragilité de leur écosystème et de la vulnérabilité des populations locales. D'autre part, le tourisme alternatif semblerait être susceptible d'améliorer les conditions de vie des populations locales.

Dans un cadre de développement durable, le tourisme alternatif se doit d'être équitable sur le plan économique, viable sur le plan écologique et adéquat pour les populations locales. L'utilisation du désert à des fins de tourisme doit être accompagnée d'études exhaustives en raison de la fragilité des milieux à l'activité humaine (Barbut, 2006). De plus, la variété des paysages désertiques et le mode de vie des populations locales en font des produits touristiques compétitifs par rapport aux autres régions du monde.

Le tourisme alternatif pourrait constituer un outil de développement pour plusieurs communautés locales. Cependant, cette pratique dans les zones désertiques est mal comprise. C'est pour cette raison qu'en prenant comme cadre de référence le développement durable, l'objectif principal de cette thèse est de déterminer dans quelle mesure les activités liées au tourisme dans le désert algérien permettent-elles de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux. La question de recherche principale s'articule comme suit :

Question principale: Dans quelle mesure et de quelle manière les activités liées au tourisme alternatif dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent-elles de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux?

Pour répondre à cette question de recherche, certaines hypothèses peuvent guider la réflexion. Sur les bases des informations obtenues dans la section précédente, on peut comprendre que les caractéristiques du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit ont des particularités environnementales, sociales et économiques. Dans cette mesure, on peut supposer que les activités relatives au tourisme alternatif dans ces régions correspondent aux trois dimensions constitutives du tourisme alternatif. De plus, les acteurs qui adoptent des activités dites alternatives semblent avoir une certaine connaissance des enjeux du tourisme alternatif dans les régions désertiques. Les hypothèses de départ qui orientent la réflexion s'articulent comme suit :

Hypothèse 1 : Les activités relatives au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit correspondent aux trois dimensions constitutives du tourisme alternatif.

Hypothèse 2 : Dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit, les parties prenantes au tourisme ont une perception des aspects environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif.

La question principale de recherche nécessite d'être approfondie. Certes, le chapitre I nous a permis de comprendre que le tourisme alternatif présente certaines caractéristiques qui relèvent de l'économie sociale et solidaire (cohésion sociale, engagement social, renforcement des marchés locaux, etc.) Le chapitre II pour sa part a permis de démontrer que la géolocalisation du tourisme alternatif est un élément important à considérer puisque cette activité dépend de la région où elle est pratiquée.

Par exemple, les enjeux du tourisme alternatif dans les forêts et les parcs n'ont pas les mêmes effets que dans les îles et les régions balnéaires en raison des caractéristiques intrinsèques à ces destinations. Ainsi, on a pu constater que les zones désertiques sont des régions avec des caractéristiques spécifiques. Dans cet ordre d'idées, il est important de déterminer si les spécificités du tourisme alternatif dans les régions désertiques déterminent la pratique du tourisme alternatif et s'inscrivent au sein d'une économie sociale et solidaire. La question secondaire de cette thèse de doctorat s'articule comme suit :

Question secondaire : De quelle manière les caractéristiques spécifiques à Djanet et à Taghit permettent de comprendre la pratique du tourisme alternatif?

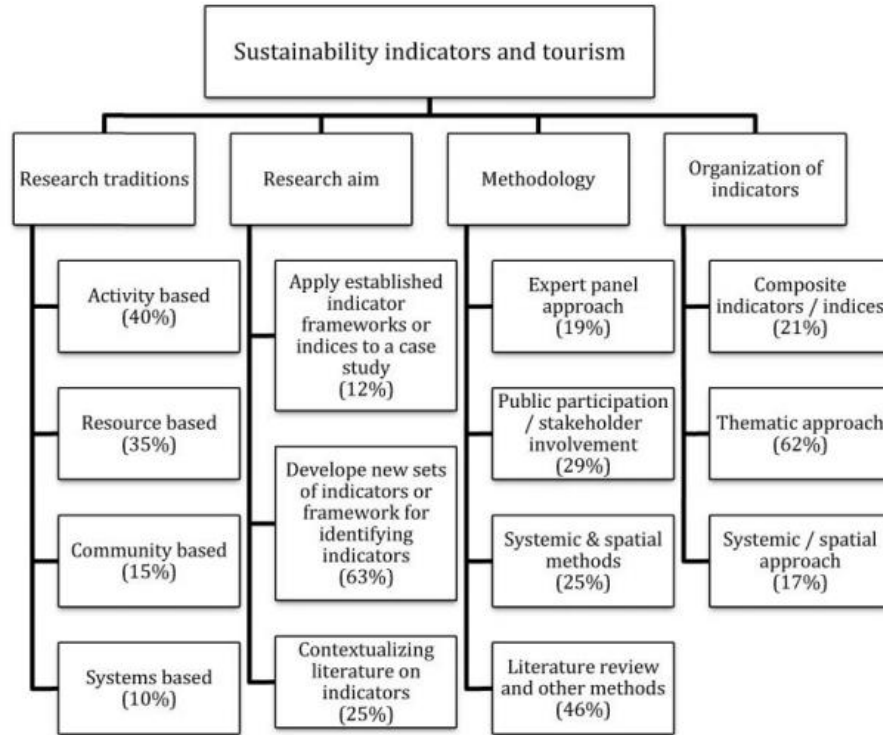
Le chapitre II nous a permis de comprendre que les dimensions environnementale, sociale et économique du tourisme alternatif dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs n'ont pas la même importance en raison des caractéristiques de ces régions. Ainsi, on suppose qu'il en est de même dans les régions désertiques. Les hypothèses de départ qui peuvent orienter la réflexion en vue de répondre à la question secondaire s'articulent comme suit :

Hypothèse 3 : Les trois dimensions constitutives du tourisme alternatif n'ont pas la même importance dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit.

Hypothèse 4 : Du fait des caractéristiques économiques, sociales et environnementales intrinsèques des régions désertiques de Djanet et de Taghit, et des modes de vie des populations locales, on s'attend à ce que les activités de tourisme alternatif qui y sont pratiquées relèvent de l'économie sociale et solidaire.

Cette thèse de doctorat s’inscrit dans la continuité des travaux effectués sur le tourisme alternatif et le développement durable. La figure suivante fait le point sur les études disponibles sur le sujet :

Figure 22 : Aperçu des études disponibles sur la durabilité dans le tourisme



Source: (Kristjãnsdóttir, Ólafsdóttir et Ragnarsdóttir, 2018:589)

Kristjãnsdóttir, Ólafsdóttir et Ragnarsdóttir (2018) ont fait un recensement de la littérature disponible sur le tourisme alternatif dans une optique de développement durable. La figure précédente permet de classer les diverses études disponibles en grandes catégories. Ce schéma est pertinent pour situer ma thèse de doctorat. Dans cette mesure, mon travail vise à étudier les diverses activités relevant du tourisme alternatif dans le désert (activity based). L’objectif poursuivi vise à mieux comprendre les réalités de cette activité dans les zones désertiques. C’est dans cette logique qu’il est question de déterminer si la pratique du tourisme alternatif dans le désert rejoint les divers éléments théoriques abordés dans les chapitres précédents et qui sont résumés dans le tableau 10 (p.127). Finalement, les résultats de ma thèse sont organisés par thème puisqu’ils s’alignent avec les dimensions environnementales, sociales et économiques du développement durable et des aspects de l’économie sociale et solidaire.

En plus des divers enjeux qu'il aborde, le tourisme alternatif met également en relation plusieurs acteurs sur lesquels il faut se pencher davantage. Aux fins de cette étude, nous retiendrons les institutions étatiques, les agences touristiques, les touristes et les populations locales. Selon le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE), il est impératif de prendre en compte tous ces acteurs en vue de s'intéresser au tourisme alternatif dans les zones désertiques en raison de la complémentarité de leurs rôles.

En premier lieu, l'État est l'un des acteurs les plus importants du processus de développement du tourisme. Par l'intermédiaire de divers ministères ou sociétés de développement du tourisme, les gouvernements établissent le cadre et élaborent les politiques, les plans et les réglementations permettant à la fois d'attirer et de contrôler le développement de cette industrie (Scholte, 2005). Dans de nombreux pays du Tiers-monde, l'État joue un rôle important dans la facilitation du tourisme et il existe une approche de planification descendante (Liu et Wall, 2006). Le gouvernement façonne le cadre économique de l'industrie du tourisme, fournit des infrastructures et des exigences à propos du niveau scolaire pour exercer dans le domaine du tourisme, instaure l'environnement réglementaire dans lequel les entreprises évoluent et joue un rôle dans la promotion et le marketing (Hall, 2005).

Le succès du développement du tourisme réside en les politiques et réglementations en vigueur pour attirer les investissements touristiques nationaux et étrangers. Dans cet ordre d'idées, le développement réussi du tourisme dépend à la fois de la stabilité politique et d'une gouvernance efficace, la première étant une condition préalable à la seconde. Autrement dit, pour qu'un État ou un régime puisse gouverner efficacement, il doit mettre en œuvre des politiques et des processus appropriés pour soutenir et promouvoir le développement du tourisme (Banque mondiale, 2015). Ainsi et dans le cadre de cette étude, les institutions publiques et parapubliques œuvrant dans le domaine du tourisme représentent des acteurs importants à prendre en compte, puisque leur principal mandat concerne la réglementation de l'activité touristique. Il est donc question de déterminer leur rôle dans cette activité et d'identifier l'existence d'une politique claire de développement du tourisme alternatif afin de délimiter les écarts entre les politiques énoncées et leurs mises en application.

En second lieu, les agences touristiques occupent le rôle d'intermédiaire entre les touristes et les populations locales. Elles permettent ainsi d'identifier le déroulement des activités sur le terrain. Les agences touristiques sont des entreprises qui organisent et proposent des offres de voyages, vols, hôtels et séjours. Plus précisément, elles jouent un rôle central dans le développement du tourisme. Elles sont donc en mesure d'influencer l'ampleur et la portée du développement du tourisme, ainsi que le volume et la direction des flux touristiques (Sharpley et Telfer, 2016). Les agences touristiques ont également comme rôle de créer et de satisfaire la demande d'activités touristiques à travers la promotion des divers produits disponibles.

En troisième lieu, les touristes symbolisent la pierre angulaire du tourisme alternatif. Les chercheurs se préoccupent depuis longtemps des raisons qui expliquent pourquoi les gens participent au tourisme (Hsu et Huang, 2008). Plus particulièrement, l'attention est portée sur la première étape du processus de demande touristique que l'on appelle généralement la motivation touristique. Cette dernière correspond à l'élément déclencheur des voyages. Elle consiste en un processus qui traduit un besoin orienté vers un objectif précis. La motivation des touristes est fondamentale pour la consommation du tourisme. Certes, elle déclenche tout le processus de demande touristique, mais le comportement adopté par les touristes est largement déterminé par ce qui les motive.

Par conséquent, comprendre la motivation des touristes est fondamental pour comprendre la consommation du tourisme alternatif. Les motivations des touristes peuvent être intrinsèques ou extrinsèques au touriste. Elles sont intrinsèques lorsqu'elles concernent la satisfaction de besoins ancrés d'un individu (Sharpley et Telfer, 2016). Elles sont extrinsèques lorsqu'elles sont structurées par la nature et les caractéristiques de la société à laquelle appartiennent les touristes.

En d'autres termes, il existe diverses forces et pressions dans l'environnement social et culturel d'un individu qui peuvent influencer ses besoins et ses motivations, ou son désir de participer à des activités touristiques alternatives. Par exemple, la motivation de nombreuses personnes en vacances consiste à se détendre et à se reposer, la société moderne ayant créé à la fois le besoin et les moyens de voyager à l'étranger (Sharpley et Telfer, 2016).

Dans le cadre de cette étude, nous tenterons de mieux comprendre le comportement que les touristes adoptent sur le terrain. En effet, ces acteurs peuvent influencer positivement ou

négalement les retombées environnementales, sociales et économiques de cette activité sur les communautés d'accueil. Il serait aussi intéressant de déterminer s'ils pratiquent le tourisme alternatif volontairement ou pas.

En dernier lieu, les populations locales représentent les principaux récipiendaires de l'activité touristique. Ce sont souvent elles qui bénéficient ou éprouvent des effets du tourisme. Il importe d'identifier certains de leurs principaux rôles et contributions dans le tourisme alternatif. Plus précisément, ces populations peuvent permettre d'améliorer la compréhension du déroulement des activités touristiques alternatives dans leur communauté locale. En outre, elles peuvent nous renseigner concrètement sur l'importance environnementale, économique et sociale du tourisme alternatif.

En somme, cette section permet de mieux comprendre la problématique, l'objectif de recherche de ma thèse de doctorat et de la situer par rapport aux autres études disponibles. La sous-section suivante vise à présenter les principales méthodes qui seront employées pour répondre à la question principale et à la question secondaire de cette recherche.

b) Méthodes

La démarche de recherche a consisté en une analyse documentaire et un travail de terrain que nous aborderons dans la sous-section suivante. La logique de recherche est déductive car la question et les hypothèses de départ ont été formulées avant de débiter les recherches. En outre, l'analyse est majoritairement qualitative (utilisation de données non métriques). Cette section a pour objectif de détailler les méthodes de recherche.

L'analyse documentaire a pour objectif principal de recenser toute la littérature disponible sur le tourisme alternatif dans un contexte de développement durable. Par conséquent, elle comporte deux volets. Le premier consiste à trouver des documents pertinents qui traitent du tourisme alternatif dans les diverses régions du monde : les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs et les zones désertiques. Les documents tels que les articles scientifiques, les livres, les thèses et les monographies, ainsi que les rapports nationaux et des institutions nationales ont été consultés. Les moteurs de recherche tels que *Google Scholar*, *Science Direct*,

Érudit, *JSTOR* ont permis de retracer la plupart des articles scientifiques depuis la théorisation du terme écotourisme (1983).

La littérature des années précédentes (1930) a également été consultée afin de permettre notamment de lier les études touristiques à celles sur le développement et d'analyser l'évolution de la théorisation du tourisme alternatif. Ensuite, les bases de données des institutions internationales (ONU, PNUE, UNESCO) ont permis de comprendre et d'analyser les grandes tendances du tourisme par région (Afrique, Amérique Latine, etc.) alors que les documents publiés par l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) ont permis de suivre de près les données et les études relatives au tourisme faites en Algérie et dans les pays voisins. Les banques de données des institutions financières telles la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Africaine de Développement (BAD) ont permis de trouver certaines informations macroéconomiques et microéconomiques sur le sujet, notamment tout ce qui concerne la structure de l'économie algérienne. Cependant, tous les ouvrages consultés et analysés n'étaient pas suffisants car le manque de documentation sur le sujet représente une limite importante à cette thèse.

Le deuxième volet de l'analyse documentaire a impliqué un déplacement à Alger. Ce voyage a été nécessaire pour cibler les institutions étatiques, les écoles de commerces et les auteurs qui se sont concentrés sur les thématiques du tourisme, du tourisme alternatif et du développement durable en Algérie. Ainsi, il a d'abord été jugé pertinent de rencontrer des auteurs et des romanciers qui m'ont orientée vers certaines personnes au sein du ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien, de l'office nationale du Tourisme, de l'École Supérieure du Tourisme et de l'office national de la statistique.

Aussi, plusieurs documents comme les statistiques nationales, les études environnementales, les descriptions de lieux ont été recueillies auprès de l'office national de la statistique (ONS), de l'office nationale algérien du Tourisme (ONAT), des ministères de l'Environnement, du Tourisme et de l'Aménagement du territoire. Ces documents, dont le plus récent date de 2003, n'avaient jusque-là jamais été exploités et sont dans un mauvais état. C'est pour cette raison que cette consultation a demandé beaucoup de travail.

Malgré tous les efforts fournis, les données régionales surtout en ce qui concerne les villes désertiques n'existent presque pas ou n'étaient pas nécessairement pertinentes dans le cadre de la présente étude. Les seuls documents obtenus concernant ces régions datent de la période coloniale (avant 1954) et consistent en des récits coloniaux. Il n'existe presque aucune étude scientifique en lien avec le tourisme dans le Sud algérien. Même les données relatives aux entrées de touristes étrangers dans le Sud algérien ne sont pas disponibles depuis que les aéroports ne desservent plus les lignes internationales (1980). Par conséquent, il n'a pas été possible de déterminer le taux de fréquentation de ces touristes et des touristes nationaux par région. L'insuffisance d'informations sur l'activité touristique à Djanet et à Taghit représente une limite importante pour cette thèse.

Les données recueillies lors de l'analyse documentaire ont été analysées en utilisant la méthode de Miles et Huberman (1996) qui avait déjà été utilisée lors des travaux antérieurs. En premier lieu, il a été question de procéder à la réduction des données afin de sélectionner l'information pertinente pour répondre à la question de recherche précédemment abordée. En second lieu, des fiches de lectures, des résumés détaillés et des bibliographies annotées ont permis d'organiser les informations recueillies. Cette étape a également permis de faciliter le processus d'analyse de la recherche. En dernier lieu, il fallait trouver les liens entre les données obtenues sur le terrain et les spécificités scientifiques de chaque œuvre analysée.

L'analyse documentaire a permis de créer une grille de lecture afin d'identifier les pratiques environnementales, sociales et économiques qui relèvent du tourisme et qui se retrouvent dans la documentation sur l'économie sociale et solidaire, le tableau suivant résume les principales caractéristiques du tourisme alternatif disponibles dans la littérature :

Tableau 10: Grille de lecture pour la classification des pratiques du tourisme alternatif et des caractéristiques de l'économie sociale et solidaire

	Principales caractéristiques	Indicateurs	Particularité	Principaux auteurs
ENVIRONNEMENT	Protection de la faune et de la flore.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Respect de la capacité maximale d'accueil. ▪ Création de zones protégées. ▪ Création de refuges pour les animaux. ▪ Allocation des recettes touristiques à la gestion et à l'entretien des sites. ▪ Durabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de mécanismes par les populations locales pour protéger les animaux et l'environnement. ▪ Manque d'infrastructures touristiques. ▪ Absence d'aménagements touristiques. ▪ Les touristes participent activement dans la préservation de l'environnement. ▪ Prise en compte de la capacité maximale qu'un site peut recevoir et ne pas la dépasser. ▪ Voyages s'adressant à de petits groupes à destination de zones naturelles fragiles et intactes (habituellement des aires protégées). ▪ L'expérience touristique est vécue en petits groupes et les activités proposées sont compatibles avec l'environnement naturel et socioculturel. ▪ Intégrer les activités économiques dans l'environnement naturel. 	(CEBALLOS, 1983) (MARSHALL ET ROSS, 1989) (BUCKEY, 1994) (KAUUM, 1998) (HONEY, 1999) (KAWANO, 2013)
	Mise en valeur du patrimoine naturel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Restriction volontaire lors des visites ▪ Règlementation de la taille maximale ▪ Code d'éthique du voyage 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en place de restriction pour les visites. ▪ Activités de sensibilisation sont préparées par les populations locales pour les touristes. ▪ Voyage de petits groupes. ▪ Tourisme de qualité plutôt que de quantité. ▪ L'activité touristique s'appuie sur les ressources naturelles, sociales, culturelles et organisationnelles du milieu d'accueil avec un accent particulier sur le capital social local. 	(WOOD, 1984) (GRET, 1993) (DELISLE ET JOLIN, 2008) (PARENT, 2003)
	Modes de consommation axée sur la préservation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consommation locale ▪ Modes d'hébergements alternatifs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Priorisation des moyens de transport soutenables pour l'environnement. ▪ Développement de techniques locales pour la gestion des déchets. ▪ Utilisation des ressources disponibles uniquement (es : eau et électricité) ▪ Les gîtes et la nourriture sont souvent trouvés sur place. ▪ Économie de l'eau représente un enjeu important lors des séjours touristiques d'autant plus lorsque la population locale y a difficilement accès. 	
ÉCONOMIE	Diversification et renforcement des économies locales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commerce équitable ▪ Consommation locale 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le tourisme alternatif permet de diversifier les économies locales exclusivement basées sur l'agriculture. ▪ Les touristes sont prêts à payer un peu plus à condition que ce supplément profite directement aux populations locales. ▪ Le commerce équitable est une priorité. 	(KOUSSOULA-BONNETON, 2004) (BRETON, 2001)
	Création d'emploi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Importance de la rémunération. ▪ Caractère saisonnier de l'emploi. ▪ Bassin d'emploi communautaire. ▪ Participation des populations locales. ▪ Création d'emplois 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les emplois sont peu rémunérateurs et saisonniers. ▪ Ils sont mis en place par les populations locales (endogène) ▪ Recours au travail des enfants. ▪ Les emplois se limitent souvent à 4 domaines (gestion, restauration, commerces et transport). ▪ Ne sont pas enregistrés par l'État. ▪ Les communautés locales mettent en place des techniques de redistribution du revenu. ▪ Absence de politique de protection sociale des employés 	(DURAND, 1994) (COUSIN, 2003) (NASSER, 2011)

		<ul style="list-style-type: none"> ▪ pour les populations locales. ▪ Rémunération des emplois (au niveau des populations locales). 		
SOCIAL ET CULTURELLE	Renforcement des solidarités		<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'activité touristique est principalement mise en place et organisée par les populations locales. ▪ Permettre une maîtrise locale du processus touristique par les collectivités concernées. ▪ Conscience de l'intérêt collectif. ▪ Les populations locales sont les principaux acteurs et doivent prendre part à la décision sur le développement touristique et avoir le droit à bénéficier de ses avantages. 	(COUSIN, 2009) (GAZES, 1989) (KUTAY, 1989)
	Gestion collective des ressources	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Démocratie 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les populations locales mettent en place un mécanisme pour organiser et gérer les ressources. ▪ Organisation des circuits touristiques par les populations locales. ▪ Avec le tourisme de masse, les sites touristiques sont souvent gérés par plusieurs services, ce qui rend impossibles toutes ententes sur une politique cohérente, alors qu'avec le tourisme alternatif, les sites sont règlementés par un petit groupe. ▪ Démocratie participative au sein des communautés. 	(WEARING, 1999) (COHEN, 1988) (KAWANO, 2013)
	Amélioration des infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Construction d'école, transport, logement 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les recettes permettent de construire et/ou rénover des polycliniques, de rénover des autobus. ▪ Certains voyages ont pour but la construction d'école, l'enseignement, les visites médicales, etc. 	(BOYER, 2001)

Source : (Tableau construit à partir de plusieurs sources, 2016)

Le tableau précédent représente le point de référence théorique dans la classification des connaissances et des pratiques du tourisme alternatif et de l'économie sociale et solidaire. Il constitue la grille de lecture des pratiques et des perceptions du tourisme alternatif qui seront analysées dans le chapitre IV.

Mise à part l'analyse documentaire, cette thèse de doctorat comporte également un aspect empirique. Plus précisément, il est question de participer à des circuits touristiques dans le désert algérien afin d'étudier les connaissances et les pratiques du tourisme alternatif auprès des institutions étatiques, des agences de voyages, des touristes et des populations locales. Le travail de terrain sera présenté dans la sous-section suivante.

III.2.2 Sélection du terrain et principaux défis

La section précédente nous a permis de mieux comprendre la problématique et les méthodes de recherche. En vue de confirmer ou d'infirmer les hypothèses de départ présentées ci-dessus, il importe de justifier la sélection du terrain et de présenter les principales limites de la recherche.

a) Sélection du terrain

Les circuits dans les villes de Djanet et de Taghit ont été intentionnellement sélectionnés pour le travail de terrain. Il a ainsi été question de participer à huit circuits touristiques, dont quatre dans la ville de Djanet et quatre dans la ville de Taghit pendant la période touristique de novembre 2016 à mars 2017. La participation aux circuits touristiques avait comme objectif de soumettre des questionnaires d'enquêtes aux touristes et aux répondants des agences touristiques, ainsi que de mener des entrevues semi-directives avec les populations locales et les institutions étatiques (Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Ministère de l'Environnement et l'ONAT)

Les destinations de Djanet et de Taghit ont été sélectionnées car elles paraissent celles qui répondent le mieux aux caractéristiques du tourisme alternatif tel que présenté dans la section précédente. De plus, leur patrimoine culturel et social semble être beaucoup plus présent que

dans les autres régions désertiques algériennes. Il existe trois circuits à Djanet qui s'offrent pendant toute la saison touristique à savoir Ihrir, Essendilène et Tadrart. Dans la région de Taghit, les deux circuits disponibles sont les ksours et les gravures.

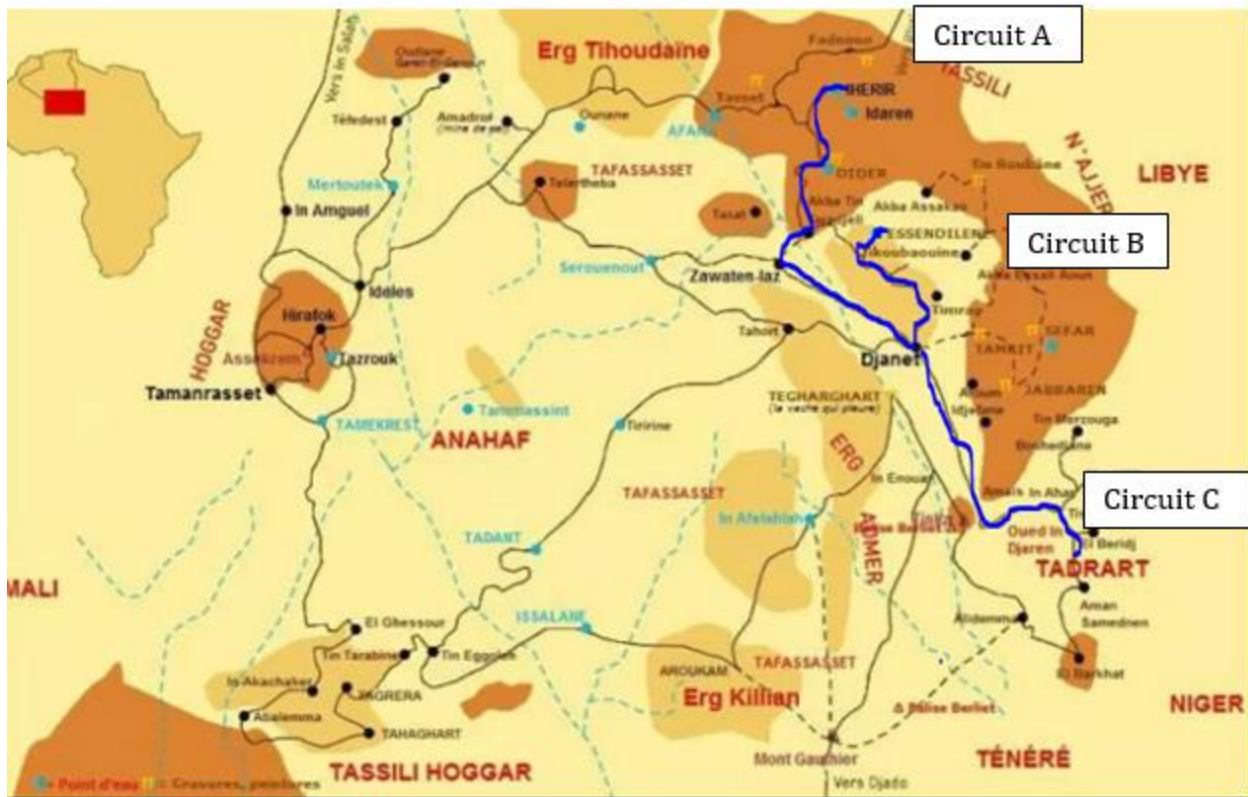
Plus précisément, le premier circuit (Circuit A) consiste en un bivouac de sept jours dans la région d'Ihrir à Djanet. Cette commune se situe à environ 1070 mètres d'altitude (Lhote et Colombel, 1979). Le bivouac comporte la découverte de la nature, soit les gueltas, les dunes et les nombreux palmiers dattiers. Ihrir est également reconnue pour ses nombreuses chaînes de montagnes rocheuses qui peuvent atteindre jusqu'à 300 mètres d'altitude (Lhote et Colombel, 1979). Le bivouac implique également la visite du parc Tassili n'Ajjer qui renferme des gravures rupestres datées de plus de 9000 ans avant J-C.

Outre le patrimoine naturel et culturel, le séjour offert par le circuit A favorise aussi la rencontre avec les populations nomades qui animent les activités pendant le jour et les danses folkloriques en soirée. Selon le ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien, ce circuit est l'un des plus populaires auprès des touristes.

Le deuxième circuit dans la région de Djanet comprend un bivouac de huit jours dans la région d'Essendilène (Circuit B). Ce circuit a pour particularité d'encourager les randonnées pédestres et chamelières. Ainsi, il est l'un des circuits les plus éprouvants physiquement à Djanet. À travers ce circuit, les touristes ont la chance de découvrir les irrégularités du relief du Sahara : dunes, oueds, verdure. Plusieurs spectacles folkloriques sont également présentés par les nomades qui sont nombreux dans cette région de Djanet.

Le dernier circuit dans la région de Djanet est un bivouac de 7 jours pour découvrir la région de Tadrart (Circuit C). Ce circuit a pour objectif principal de visiter les dunes rouges du massif de Tadrart, la cathédrale de Tamezguida tout comme les dunes de Moul N'Aga et la dune noire de Tin-Merzouga. Tadrart renferme également des gravures rupestres, dont la célèbre *La vache qui pleure* qui attise la curiosité de plusieurs touristes (Lhote et Colombel, 1979). La carte suivante permet d'identifier les principaux circuits touristiques du travail de terrain :

Figure 23: Principaux circuits touristiques à Djanet

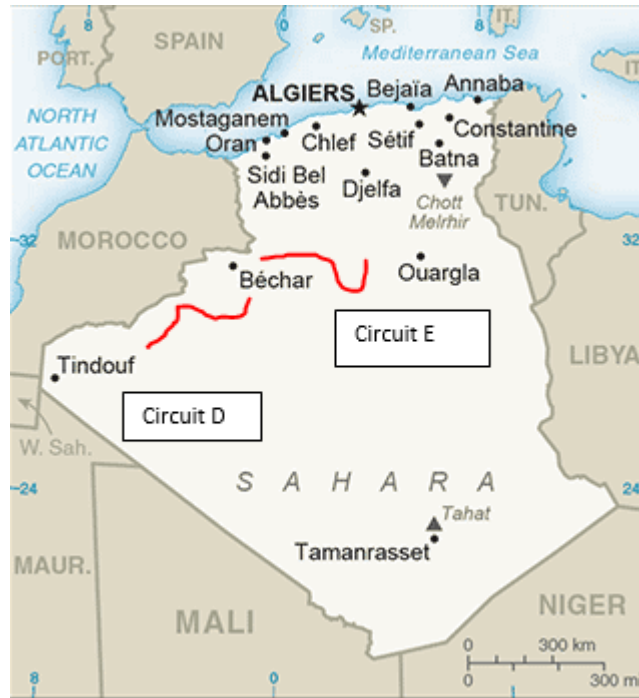


Source : (Timbeur voyage, 2017)

En raison de la faible superficie de Taghit (8040km²), uniquement deux circuits sont disponibles dans la région. Le premier circuit qui s'étale sur 7 jours consiste à visiter les ksours (anciens châteaux) (Circuit D). Le Ksar de Taghit, situé à 100 km au sud de la ville de Béchar représente l'ancienne piste transsaharienne reliant l'Algérie au Niger (Alimen, 1966). Ainsi, plusieurs ksours datant de plus de 21 siècles peuvent être visités par les touristes. Ce circuit est également populaire auprès des touristes, car le Ksar de Taghit rassemble tous les artistes nomades de la région qui organisent tous les soirs des spectacles de chants et de danses typiques de la région.

Enfin, le dernier circuit dans la région de Taghit a comme principale activité la visite des gravures rupestres (Circuit E). Les gravures disponibles dans cette région sont des héritages importants des peuples anciens qui nous renseignent sur le climat, la faune, la culture et l'identité des hommes qui y vivaient depuis le néolithique (Alimen, 1966). Ce circuit permet donc aux touristes de connaître l'histoire de la région, tout en visitant la plus belle oasis du désert. Les circuits C et D comprenaient chacun deux groupes de touristes. La carte suivante permet de situer les circuits disponibles à Djanet :

Figure 24: Principaux circuits touristiques à Taghit



Source : (Central Intelligence Agency, 2016)

Les circuits touristiques évoqués précédemment ont été étudiés. J'ai pu y accéder par l'entremise de certains contacts que j'avais sur le terrain qui m'ont permis d'accéder aux divers bivouacs. Les déplacements entre Taghit et Djanet se sont faits par autobus voyageur, car c'était le moyen le plus fiable et le plus économique. Les déplacements en avion n'étaient pas garantis: annulation de vols, retard, manque de places, pas de vols fréquents, etc. C'est pour ces raisons que j'ai accordé la priorité en autobus voyageur.

Le trajet entre Alger et Djanet était d'une durée de trois jours et demi et celui entre Alger et Taghit de deux jours et demi. Les départs étaient fréquents à partir d'Alger, à raison d'un voyage par jour toute la semaine. Les déplacements entre Djanet et Taghit étaient moins fréquents, soit trois fois par semaine et duraient environ deux jours et demi. De façon générale, les voyages par bus étaient sûrs. Je suis restée dans chaque ville un total de trois mois et demi, pour un travail de terrain d'une durée de sept mois. Également, j'ai dû effectuer deux séjours d'environ un mois chacun dans la capitale d'Alger pour l'analyse documentaire et les entrevues semi-directives auprès des institutions étatiques, à savoir le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, le ministère de l'Environnement et l'Organisation Algérienne du Tourisme (ONAT).

En raison du manque d'informations quant aux caractéristiques initiales des acteurs, j'ai opté pour un échantillonnage non-probabiliste à choix raisonné, puisque c'est le type d'échantillonnage possible lorsque les données initiales sont manquantes. Cela permet de répondre à l'objectif principal de cette recherche qui vise à documenter la réalité des acteurs ciblés (populations locales, institutions étatiques, agences de voyage et touristes) et de dégager les propriétés et les caractéristiques du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit.

Ainsi et tout au long du travail de terrain, un total de 23 agences touristiques et 116 touristes ont répondu aux questionnaires d'enquêtes. En ce qui concerne les entretiens semi-directifs, un total de 40 personnes des populations locales ont répondu aux diverses questions et 7 répondants au niveau de l'ONAT, du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et le ministère de l'Environnement. Le tableau suivant présente une synthèse de l'échantillonnage, une analyse plus approfondie des acteurs sera présentée dans la section suivante :

Tableau 11: Synthèse de l'échantillonnage et méthodes de collectes de données

Principaux acteurs	Méthodes de collectes de données	Dénombrements
Populations locales	Entrevues semi-directives	40
Agences touristiques	Questionnaires d'enquêtes	23
Touristes	Questionnaires d'enquêtes	116

Source : (Auteur, travail de terrain 2016)

Lors du travail de terrain, j'ai également utilisé l'observation participante comme méthode de recherche. Grâce à cette méthode, je devais participer à toutes les diverses tâches relatives aux communautés, notamment la cuisine, l'agriculture, m'occuper des animaux, faire certaines activités pour les circuits touristiques, donner les règles à suivre aux touristes. L'observation participante m'a permis de faire partie des communautés locales et de comprendre leur quotidien. Cette méthode m'a également permis de limiter le biais d'étude en comprenant les enjeux culturels des sociétés nomades. Le fait que je sois d'origine algérienne et que je parle la langue locale a également facilité mon insertion dans ces communautés. J'ai eu l'occasion d'être incluse dans toutes les activités communautaires grâce à mes divers contacts (homologues locaux). L'observation participante m'a permis de rédiger des notes ethnographiques pour mieux

comprendre les dynamiques sociétales des localités étudiées. La durée moyenne pour remplir les questionnaires était de 40 minutes et d'une heure pour les entrevues semi-directives.

Les données obtenues à travers les entrevues semi-directives (populations locales et institutions étatiques) ont été retranscrites afin de faciliter le traitement de l'information. Ensuite, il fallait saisir dans un fichier Excel les données brutes recueillies par le biais des questionnaires d'enquête auprès des touristes et des agences touristiques (questions ouvertes et fermées). En vue d'améliorer l'analyse des données, la codification des réponses ouvertes a été effectuée. Cette première codification a permis de faire ressortir les données importantes pour la présente recherche en créant des catégories de réponses pour chaque question afin d'harmoniser les résultats obtenus.

Une fois toutes les réponses harmonisées, des macros ont été créées sous Excel afin de comptabiliser les réponses obtenues par acteur. Ainsi, les questions longues qui relevaient d'une catégorie ont été comptabilisées par la création de *macros* simples alors que celles qui avaient plusieurs réponses ont dû être traitées avec des *macros* plus complexes. En effet, il fallait créer de macros pour séparer les diverses réponses en fonction de leurs catégories respectives avant de les comptabiliser. Les réponses aux questions fermées ont été comptabilisées sous Excel.

Par la suite, il fallait procéder à l'étape de l'analyse de données. Pour ce faire, chaque questionnaire était composé de catégories de questions qui permettaient de faire divers liens entre les acteurs. Il a donc été question de rassembler sous un même fichier les réponses similaires qui permettaient de répondre aux principales questions de la présente thèse (pratiques du tourisme alternatif, connaissance du tourisme alternatif dans le désert, caractéristiques environnemental, social et économique).

Enfin, une fois les questions rassemblées et conciliées, il fallait trouver une façon de présenter visuellement et le plus simplement possible les réponses obtenues lors du travail de terrain. C'est pour cette raison que les tableaux ont été créés afin de présenter les données obtenues. Toutefois, cette présente recherche connaît certaines limites au niveau théorique et empirique. La sous-section suivante vise à discuter des principaux défis liés à ce travail.

b) Principaux défis

Le désert algérien est un environnement qui m'est familier en raison de travaux entrepris lors de ma thèse de maîtrise. La familiarité de ce terrain m'a encouragé à identifier les principaux défis et opportunités de ma recherche. L'un des premiers constats établi est l'absence d'informations, notamment celles liées aux circuits touristiques et à leurs disponibilités, au nombre d'agences répertoriées qui ne correspondent pas aux données disponibles dans les documents du ministère du Tourisme et de l'Artisanat. En effet, il a été constaté sur le terrain que plusieurs agences disponibles dans les dossiers de l'État n'existent plus. Mais encore, celles qui existent et qui sont spécialisées dans le domaine du tourisme saharien, ne sont pas agréées par l'État et ne figurent pas dans les données nationales.

Par conséquent, il a fallu un déplacement sur Alger pour identifier les agences agréées par l'État et qui travaillent dans le domaine du tourisme. Pour ce qui est des agences non agréées, j'ai eu l'aide des populations locales pour les trouver. Ainsi, un total de 23 agences (agréés et non agréés) qui œuvrent dans le domaine du tourisme alternatif dans le désert ont répondu aux questionnaires d'enquête. Selon les recherches effectuées, ce sont les seules disponibles dans les deux villes étudiées (Djanet et Taghit). Les agences, qui ont accepté de répondre aux questionnaires de façon confidentielle ont été contactées afin de convenir d'un moment idéal pour leur déposer le questionnaire. Une fois le questionnaire rempli, un rendez-vous a été fixé afin de le récupérer.

De plus, je me suis également rendue compte qu'il n'était pas possible d'obtenir les données sociodémographiques des populations locales et des touristes car les statistiques nationales pour les populations du sud de l'Algérie sont insuffisantes. Il n'était également pas possible d'identifier les caractéristiques des touristes avant de les rencontrer lors des circuits. Ainsi, les 116 touristes qui ont répondu aux questionnaires d'enquête étaient ceux qui avaient participé à l'un des huit circuits touristiques étudiés dans les villes de Djanet et de Taghit. Mon travail de recherche a été introduit la première soirée de chaque circuit après le repas du soir et avant les fêtes folkloriques. Les touristes qui voulaient participer à l'étude ont répondu au questionnaire d'enquête la dernière journée du circuit après le petit déjeuner.

En ce qui concerne les populations locales, lors de l'élaboration initiale de l'organisation du travail de terrain et en prenant en compte les documents relatifs au tourisme du ministère du tourisme et de l'Artisanat algérien, il était question d'interviewer environ 120 individus. Cependant, la réalité du terrain des communautés de Djanet et de Taghit est différente. En effet, parmi les populations locales disponibles sur le terrain pendant la période 2016-2017, plusieurs étaient analphabètes et ne pouvaient pas vraiment répondre aux questions. D'autres ne travaillaient pas dans le domaine du tourisme. La participation étant volontaire, l'interviewer pouvait remplir le questionnaire après un échange avec le répondant. Il importe de mentionner que je n'aurais pas pu obtenir autant de données si je n'avais pas eu l'aide de plusieurs amis et de contacts qui ont facilité mon introduction dans les communautés locales. Ces individus ont préféré garder l'anonymat.

De plus, il importe de souligner que la nature des données obtenues par le biais de l'échantillon non-probabiliste ont comme principales caractéristiques d'être discrètes et dépendantes. Ainsi, les tests statistiques paramétriques et non-paramétriques ne pouvaient être effectués. Certes, les tests paramétriques requièrent un modèle à fortes contraintes comme la normalité des distributions et se basent sur des distributions statistiques supposées dans les données (Howell, 2008). Les tests non-paramétriques ne précisent pas les conditions que doivent remplir les paramètres, mais ils doivent être faits sur des échantillons probabilistes (Howell, 2008). Du fait qu'aucune étude de ce type n'a pas encore été entreprise à Djanet et à Taghit, les données recueillies ont donc été traitées de façon à documenter le tourisme alternatif dans ces destinations. Maintenant qu'une base de données a été constituée, il sera possible de poursuivre les études dans le domaine en optant pour une méthodologie avec un échantillon probabiliste.

Un autre constat est celui de la saisonnalité de l'activité touristique qui ne permettait pas de connaître précisément les périodes d'achalandage touristique. Pour ces raisons, j'ai entrepris un pré-terrain afin de trouver l'information nécessaire pour effectuer l'analyse documentaire et pour organiser la logistique de mon travail de terrain.

Dans un autre ordre d'idées, la dimension sécuritaire a aussi représenté un défi important pour mon travail de terrain. Ainsi, à l'origine les circuits touristiques dans la ville de Timimoune étaient également ciblés, mais depuis le déclenchement de la guerre au Mali (2013), aucune

sortie de bivouac ne se fait dans la région. Les touristes optent plutôt pour Djanet et Taghit. Une autre ville, Ouargla a également été identifiée comme *plan B*, mais aucun circuit n'a été entrepris dans cette région. J'ai même essayé de rejoindre Tamanrasset pour l'ajouter à la liste des circuits à effectuer, mais la situation sécuritaire était compromettante. D'ailleurs l'armée m'avait demandé de quitter les lieux. L'instabilité dans le sud de l'Algérie est un aspect important à considérer lorsqu'on s'intéresse au tourisme alternatif.

En somme, le manque d'informations tant au niveau théorique qu'empirique représente l'une des principales limites de cette thèse de doctorat.

III.3 Présentation des données d'enquêtes

La section suivante présente la description des données d'enquête du travail de terrain entrepris à Djanet et à Taghit de novembre 2016 à mars 2017. Ainsi, les généralités et les spécificités des acteurs étudiés seront présentées.

III.3.1 Généralités

Les données obtenues à travers les questionnaires d'enquêtes auprès des touristes et des agences touristiques et les entrevues semi-directives réalisées auprès des institutions étatiques et des populations locales nous permettent d'avoir un meilleur aperçu des caractéristiques générales des acteurs étudiés. Précédemment, il avait été mentionné qu'il y avait peu d'informations sur ces acteurs puisque peu d'études se sont penchées sur l'analyse du tourisme alternatif dans le désert algérien. Ainsi, cette section permet de contribuer au manque d'informations afin de présenter les données sociodémographiques des touristes, des répondants des agences touristiques, des populations locales et des institutions étatiques.

a) *Touristes*

Plusieurs éléments nous permettent d'avoir un meilleur aperçu des touristes qui ont participé aux divers circuits touristiques à Djanet et à Taghit durant la période 2016-2017. Le tableau suivant présente les principales caractéristiques sociodémographiques de cette catégorie d'acteurs.

Tableau 12 : Caractéristiques sociodémographiques des touristes

Caractéristiques de base	Dénombrements
Genre	
<i>Féminin</i>	43 (38,07 %)
<i>Masculin</i>	73 (62,93 %)
Total	116 (100 %)
Tranche d'âge (années)	
<i>18-24</i>	6 (5,17 %)
<i>25-30</i>	36 (31,03 %)
<i>31-39</i>	28 (24,14 %)
<i>40-45</i>	21 (18,10 %)
<i>+ de 45</i>	25 (21,55 %)
Total	116 (100 %)
Emploi	
<i>Art</i>	6 (5,17 %)
<i>Auxiliaire de bibliothèque</i>	1 (0,86 %)
<i>Droit</i>	2 (1,72 %)
<i>Banque</i>	5 (4,31 %)
<i>Domaine de l'enseignement</i>	8 (6,90%)
<i>Employé de multinationales</i>	4 (3,45 %)
<i>Étude</i>	20 (17,24 %)
<i>Fonction publique</i>	2 (1,72 %)
<i>Gestion</i>	3 (2,59 %)
<i>Ingénierie</i>	6 (5,17 %)
<i>Marketing et télécommunication</i>	8 (6,90 %)
<i>Médecine</i>	14 (12,07 %)
<i>Retraite</i>	23 (19,83%)
<i>Sans-emploi</i>	2 (1,72 %)
<i>Commerce de détail</i>	12 (10,34 %)
Total	116 (100 %)
Provenance	
<i>Algérie</i>	54 (46,55 %)
<i>Italie</i>	5 (4,31 %)
<i>Australie</i>	1 (0,86 %)
<i>Brésil</i>	2 (1,72 %)
<i>Canada</i>	3 (2,59 %)
<i>Corée du Sud</i>	9 (7,76 %)
<i>Italie</i>	2 (1,72 %)
<i>Italie</i>	11 (9,48 %)
<i>Italie</i>	5 (4,31 %)

<i>Pologne</i>	11 (9,48 %)
<i>Suisse</i>	12 (10,34 %)
<i>USA</i>	1 (0,86 %)
Total	116 (100 %)
Source : Auteur, travail de terrain 2016	
Entre parenthèses, pourcentage du total des touristes	

Les hommes qui ont participé aux circuits touristiques étaient majoritaires (62,93%) et les femmes minoritaires (38,97 %). De plus, la catégorie d'âge 25-30 est la plus importante (31,03 %), suivie par celle des 31-39 ans (24,14 %). Cela permet de comprendre que la clientèle était relativement jeune.

Plusieurs catégories d'emplois ont été créées afin d'avoir un aperçu plus détaillé de leurs occupations. Ainsi, nous retiendrons que les touristes ont des occupations assez variées, même si plusieurs retraités (19,83 %), étudiants (17,24 %) et médecins (12,07 %) étaient présents.

Plus précisément, il est ressorti de l'analyse que les touristes ayant participé aux divers circuits touristiques sont artistes, auxiliaires de bibliothèque, avocats, banquiers, enseignants, employés dans des multinationales, étudiants, fonctionnaires, gestionnaires, ingénieurs, spécialistes dans le marketing et les communications, médecins, retraités, sans emplois et dans la vente.

Il est également nécessaire de mentionner le pays de provenance des touristes puisque la tendance générale affirme que pour des raisons d'instabilités politiques, très peu d'étrangers choisissent le désert algérien comme destination de vacances. Cependant, le tableau précédent démontre que plusieurs touristes étrangers étaient présents à Djanet et à Taghit lors de la période touristique de 2016-2017.

Même si les Algériens sont majoritaires (46, 55 %), ils ne constituent pas la moitié des touristes qui étaient présents sur les sites. Certes, plusieurs touristes provenaient d'Europe (Italie, Italie, Italie, Italie, Pologne, Suisse) d'Amérique du Nord (Canada, États-Unis) et même d'Asie (Corée du Sud). Ces chiffres permettent donc de constater que le désert algérien attire une clientèle relativement variée.

Mise à part les caractéristiques sociodémographiques des touristes, certains éléments nous permettent de mieux comprendre le déroulement et la logistique du voyage à Djanet et à Taghit des touristes. Le tableau suivant illustre les principaux résultats :

Tableau 13 : Caractéristiques liées aux activités des touristes

Caractéristiques liées aux activités touristiques	Dénombrements
Circuits touristiques	
<i>A (Djanet : Ihrir)</i>	81 (70,00 %)
<i>B (Djanet : Essendilène)</i>	17 (14,66 %)
<i>C (Djanet : Tadrart)</i>	14 (12,07 %)
<i>D (Taghit : Ksours)</i>	27 (23,28 %)
<i>E (Taghit : Gravures rupestres)</i>	30 (25,86 %)
Total	116 (100 %)
Raisons relatives aux choix du circuit	
<i>Voir des amis</i>	5 (4,31 %)
<i>Proximité géographique</i>	13 (11,21 %)
<i>Patrimoine naturel et culturel</i>	84 (72,41 %)
<i>Coût</i>	1 (0,86 %)
<i>Autre</i>	13 (11,21 %)
Total	116 (100 %)
Mode d'organisation du voyage	
<i>Agences touristiques</i>	74 (63,79 %)
<i>Amis</i>	25 (21,55 %)
<i>Vous-même</i>	4 (3,45 %)
<i>Autre</i>	13 (11,21 %)
Total	116 (100 %)
Motif du choix de l'agence*	
<i>Valeur de l'agence</i>	14 (18,92 %)
<i>Fiabilité de l'agence</i>	22 (29,73 %)
<i>Sur recommandation</i>	24 (32,43 %)
<i>Spécialisation de l'agence pour un circuit spécifique</i>	12 (16,22 %)
<i>Coût de la prestation</i>	2 (2,70 %)
Total	74 (100 %)
Durée du séjour (en jours)	
6	11 (9,48 %)
7	64 (55,17 %)
8	31 (26,72 %)
10	10 (8,62 %)
Total	116 (100 %)
Fréquence de participation à un circuit dans la dernière année	
<i>Jamais (0 fois)</i>	64 (55,17 %)
<i>Rarement (1 fois)</i>	23 (19,83 %)
<i>Moyennement (2 fois)</i>	17 (14,66 %)
<i>Souvent (2 à 4 fois)</i>	6 (5,17 %)
<i>Très souvent (plus de 4 fois)</i>	6 (5,17 %)

Total	116 (100 %)
Source : Auteur, travail de terrain 2016. Entre parenthèses, pourcentage du total des touristes *Touristes ayant eu recours à une agence de voyages	

En fonction des données présentées précédemment, le circuit A (Djanet : Ihrir) (70,00%) semble plus sollicité que les autres. L'explication quant à la popularité de ce circuit repose sur le fait qu'il permet aux divers touristes de rencontrer les populations nomades. Lorsqu'on analyse les données relatives aux choix du circuit des touristes qui ont participé au circuit A, on se rend compte que la plupart des participants ont choisi ce circuit pour faire un voyage humanitaire, en particulier pour offrir des soins de santé aux populations nomades qui n'ont pas accès aux médecins spécialistes.

Le circuit B, pour sa part, a comme choix principal la découverte, ce qui s'explique par les caractéristiques physiques de la région, aussi connue sous le nom de *Beauté d'Essendilène*. Il en est de même pour le circuit C (Djanet : Tadrart) qui rassemble les plus belles dunes du désert algérien et où l'on peut admirer l'un des plus beaux couchers de soleil au monde.

Selon le tableau précédent la majorité des touristes (55,17%) ont participé à des circuits de sept jours, certains (26,72 %) y ont passé huit jours, alors que (8,62%) ont séjourné dix jours dans cette région. Lorsque l'on examine les données des touristes qui sont restés plus de 7 jours, on se rend compte que le but du séjour est de faire un voyage humanitaire.

La fréquence de participation à un circuit touristique est aussi un élément à prendre en considération chez les touristes puisqu'elle permet de déterminer la familiarisation de ces derniers avec les régions désertiques. Ainsi, il a été demandé aux touristes à quelle fréquence ils avaient participé à un circuit touristique dans la dernière année. Les données recueillies permettent de constater que plus de la moitié des touristes (55,17 %) n'avaient participé à *aucun circuit* dans la dernière année et seulement (5,17 %) avaient effectué *au moins 4 circuits*. Ce qui explique pourquoi la raison principale de participation à un circuit est la *découverte du patrimoine naturel et culturel* (72,41 %).

En somme, cette sous-section nous a permis de mieux appréhender le profil des touristes et les informations générales sur leurs séjours à Djanet et à Taghit. Ces données peuvent constituer une

base de recherche pour de futures recherches, puisqu'il n'existe aucune étude qui présente les caractéristiques des acteurs dans ces régions.

b) Agences touristiques

Le pré-terrain effectué nous a permis de constater qu'il n'y avait pas assez d'informations sur les agences touristiques spécialisées dans l'offre touristique dans le sud de l'Algérie. Ainsi, les informations présentées dans le tableau ci-dessous nous permettent d'avoir un meilleur aperçu des caractéristiques sociodémographiques des répondants des agences touristiques.

Tableau 14: Caractéristiques sociodémographiques des répondants des agences touristiques

Caractéristiques de base	Dénombrements
Genre	
<i>Féminin</i>	2 (8,70 %)
<i>Masculin</i>	21 (91,30 %)
Total	23 (100 %)
Tranche d'âge (années)	
<i>18-24</i>	1 (4,35 %)
<i>25-30</i>	4 (17,39 %)
<i>31-39</i>	7 (30,43 %)
<i>40-45</i>	9 (39,13 %)
<i>+ de 45</i>	2 (4,35 %)
Total	23 (100 %)
Emploi	
<i>Administration et logistique</i>	8 (34,78%)
<i>Marketing et communication</i>	3 (13,04%)
<i>Direction et gestion</i>	11 (47,82%)
<i>Autre</i>	1 (4,35 %)
Total	23 (100 %)
Niveau d'étude	
<i>Terminal</i>	5 (21,74%)
<i>Baccalauréat</i>	10 (43,48%)
<i>Licence</i>	7 (30,43%)
<i>Maitrise</i>	1 (4,35%)
Total	23 (100 %)
Provenance	
<i>Djanet</i>	11 (47,23 %)
<i>Taghrit</i>	12 (52,17 %)
Total	23 (100 %)

Le recueil des données nous a permis de déterminer que les répondants des agences touristiques sont majoritairement des hommes (91,30 %) âgés entre 40 et 45 ans (39,13 %). Ces individus occupent plusieurs emplois qui ont été classés dans diverses catégories : les postes liés à la direction et à la gestion (directeur, chef d'agence), à l'administration et à la logistique (comptabilité, service à la clientèle, organisation de transport, formalités de voyage pour les touristes, hébergement) et au marketing/communication (promouvoir le patrimoine naturel et culturel du désert algérien, publicité, organisation de séances d'information et de sensibilisation). La majorité des participants interviewés occupaient des postes liés à l'administration et à la logistique (34,78%) et ils avaient, pour la plupart, une license comme niveau d'études (30,43%).

Pour ce qui est de la provenance, (47,23 %) des participants interviewés sont localisés à Djanet et (52,17 %) à Taghit. Mise à part les aspects sociodémographiques de ces acteurs, certaines informations recueillies sur le terrain permettent d'avoir un meilleur aperçu des caractéristiques liées aux activités touristiques des répondants des agences. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 15: Caractéristiques liées aux activités touristiques des répondants des agences

Caractéristiques liées aux activités touristiques	Dénombrements
Circuits touristiques	
<i>A (Djanet : Ihrir)</i>	1 (4,35 %)
<i>B (Djanet : Essendilène)</i>	1 (4,35 %)
<i>C (Djanet : Tadrart)</i>	1 (4,35 %)
<i>D (Taghit : Ksours)</i>	2 (8,69 %)
<i>E (Taghit : Gravures rupestres)</i>	2 (8,69 %)
<i>Aucun circuit</i>	16 (69,57 %)
Total	23 (100 %)
Agrément	
<i>Oui</i>	8 (34,78 %)
<i>Non</i>	15 (65,22 %)
Total	23 (100 %)
Produits offerts*	
<i>Circuits dans le désert</i>	21 (58,33%)
<i>Hébergement</i>	8 (22,22%)
<i>Transport</i>	3 (8,33%)
<i>Restauration</i>	4 (11,11%)
Total	36 (100 %)
Formation dans le domaine du tourisme	
<i>Oui</i>	(43,48 %)
<i>Non</i>	(56,52 %)
Total	23 (100 %)
Type de formation suivie	
<i>Hôtellerie</i>	4 (40,00 %)
<i>Restauration</i>	2 (20,00%)
<i>Logistique et marketing</i>	2 (20,00%)
<i>Réception</i>	2 (20,00%)
Total	10 (100 %)
Source: Auteur, travail de terrain 2016	
Entre parenthèses, pourcentage du total des touristes	
*Certaines agences offrent plusieurs produits	

Tout d'abord, parmi les 23 répondants des agences touristiques, seulement 7 d'entre eux ont participé à l'un des huit circuits touristiques offerts. Cela s'explique par les spécificités du désert qui requièrent des guides locaux qui connaissent et maîtrisent l'environnement. De plus, on retrouve plus de répondants des agences dans les circuits E (8,69 %) et F à Taghit (8,69 %). Cela peut s'expliquer par la petite superficie de Taghit tandis qu'à Djanet les circuits touristiques peuvent être situés à 700km des principaux villages.

Ensuite, parmi les 23 agences étudiées, seulement 8 étaient agréées par l'État (5 à Djanet et 3 à Taghit), ce qui permet de souligner l'importance du secteur informel de ces agences. Les produits offerts sont majoritairement les circuits dans le désert (56,52 %), l'hébergement (7,00 %), le transport (12,50 %) et la restauration (20,00 %).

Enfin, il a été question de déterminer si les répondants des agences avaient une formation dans le domaine du tourisme. Cette composante est importante à considérer afin de déterminer si la formation peut influencer la pratique du tourisme alternatif chez les agences touristiques. Il a ainsi été demandé aux agences touristiques si elles avaient une formation dans le domaine, et si oui, de déterminer le type de formation.

Les données obtenues permettent de constater que (43,48 %) des agences touristiques ont eu une formation dans le domaine du tourisme, contrairement à (56,52 %) qui n'en ont jamais suivie. La formation en hôtellerie semble être la plus fréquente (40,00 %). Les formations relatives à la restauration (20,00 %), à la logistique et au marketing (20,00%), ainsi qu'à la réception (20,00 %) représentent les autres types de formations les plus communes.

c) Populations locales

Les populations locales de Djanet et de Taghit qui ont participé à la présente étude sont principalement nomades et d'origine touarègue. Plus particulièrement, les populations de Djanet sont des nomades Ajjer et parlent le berbère, tandis que celles de Taghit sont des Berbères Zayanes qui s'apparentent aux communautés du Maroc. D'ailleurs, leurs dialectes sont très similaires. Les populations interviewées parlent plusieurs langues notamment du fait qu'elles travaillent dans le domaine du tourisme, à savoir berbère, arabe, français et un peu d'anglais. Un total de 40 individus a participé à l'entrevue semi-directive, soit 21 à Djanet et 19 à Taghit. Le tableau suivant permet d'avoir un meilleur aperçu des caractéristiques sociodémographiques de cette catégorie d'acteur.

Tableau 16: Caractéristiques sociodémographiques des populations locales

Caractéristiques de base	Dénombrements
Genre	
<i>Féminin</i>	3 (7,50%)
<i>Masculin</i>	37 (92,50%)
Total	23 (100%)
Tranche d'âge (années)	
<i>18-24</i>	3 (7,50%)
<i>25-30</i>	5 (12,50%)
<i>31-39</i>	17 (42,50%)
<i>40-45</i>	10 (25,00%)
<i>+ de 45</i>	5 (12,50%)
Total	40 (100%)
Provenance	
<i>Djanet</i>	21 (52,50%)
<i>Taghit</i>	19 (47,50%)
Total	40 (100%)
Source: Auteur, travail de terrain 2016	
Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes	

La majorité des populations locales était des hommes (92,50%) et seulement 3 femmes ont participé aux entrevues semi-directives (7,50%). Ces dernières provenaient de Djanet. On peut comprendre que ce sont principalement les hommes qui participent aux circuits touristiques à Djanet et à Taghit, puisque très peu de femmes y étaient. Cette information permet de mieux comprendre la structure de la société locale que nous approfondirons dans le chapitre VI. La plupart des participants étaient également relativement jeunes. En effet, ils étaient âgés entre 31 et 39 ans (42,50%). Certains éléments nous permettent de mieux comprendre les caractéristiques liées aux circuits. Le tableau suivant illustre les principaux résultats :

Tableau 17: Caractéristiques liées aux activités touristiques des populations locales

Caractéristiques liées aux activités touristiques	Dénombrements
Circuits touristiques	
<i>A (Djanet : Ihrir)</i>	11 (27,50%)
<i>B (Djanet : Essendilène)</i>	5 (12,50%)
<i>C (Djanet : Tadrart)</i>	5 (12,50%)
<i>D (Taghit : Ksours)</i>	9 (22,50%)
<i>E (Taghit : Gravures rupestres)</i>	10 (25,00%)
Total	40 (100%)
Emploi*	
<i>Activités touristiques</i>	25 (62,50%)
<i>Alimentation</i>	12 (30%)
<i>Commerce</i>	17 (42,50%)
<i>Hébergement</i>	5 (12,50%)
<i>Logistique touristique</i>	10 (25,00%)
<i>Aucun emploi</i>	1 (2,50%)
Total	70 (100%)
Emploi saisonnier	
<i>Oui</i>	3 (9,25%)
<i>Non</i>	37 (7,50%)
Total	40 (100%)
Impôt et taxes	
<i>Oui</i>	11 (27,50%)
<i>Non</i>	29 (71,50%)
Total	40 (100%)
Source: Auteur, travail de terrain 2016	
Entre parenthèse, pourcentage du total des répondants des institutions étatiques	
*Certaines populations locales occupent plusieurs emplois	

La présence des populations locales est assez bien répartie entre les divers circuits. Elles étaient plus nombreuses dans le circuit A à Djanet (27,57%). D'ailleurs, c'est pour cette raison que plusieurs touristes choisissent cette destination tel que mentionné précédemment. Aussi, les populations locales étaient plus nombreuses dans le circuit E (Taghit) (25,00%).

Les participants qui travaillaient dans le domaine du tourisme alternatif ont été intentionnellement sélectionnés dans le cadre de cette étude, ce qui explique pourquoi la plupart des emplois occupés relève du secteur touristique. Plus précisément, cinq catégories d'emplois ont été créées, à savoir les activités touristiques (guide, artisanat, fêtes folkloriques, excursions), les emplois liés à l'alimentation (préparation de repas traditionnels, serveur, salon de thé), au

commerce (ventes d'objets traditionnels, ventes de fruits et légumes locaux), à l'hébergement (maison d'hôte et bivouac) et à la logistique touristique (chauffeur, chamelier, organisation de circuit).

Les emplois liés aux activités touristiques sont plus nombreux (62,5%), tandis que ceux liés à l'hébergement le sont moins (12,50%). Cela peut s'expliquer par le fait que les circuits touristiques ont principalement consisté en des bivouacs (camping) dans le désert, les touristes n'avaient donc pas besoin de se trouver un logement. Toutefois, les emplois liés aux circuits touristiques sont saisonniers (92,50%). Nous approfondirons cette donnée dans le chapitre VI.

Finalement, il a été demandé aux populations locales s'ils devaient payer des impôts et des taxes au gouvernement : (71,50%) ont dit non ce qui peut laisser croire que la plupart des emplois mentionnés relèvent du secteur informel. Cette information peut nous permettre de comprendre que ces emplois sont peu étudiés et difficilement appréciables. La section IV.1.1 nous a permis de comprendre que le secteur informel est un secteur peu compris en Algérie.

d) Institutions étatiques

Les institutions étatiques et parapubliques en lien avec le tourisme alternatif qui ont participé aux entretiens semi-directifs relèvent de l'Organisation Nationale Algérienne du Tourisme (ONAT), le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien et le Ministère de l'Environnement. Le tableau suivant illustre les caractéristiques sociodémographiques des répondants des institutions étatiques.

Tableau 18: Caractéristiques sociodémographiques des répondants des institutions étatiques

Caractéristiques de base	Dénombrements
Genre	
<i>Féminin</i>	2 (28,57%)
<i>Masculin</i>	5 (71,42%)
Total	7 (100%)
Institutions	
<i>ONAT</i>	2 (28,57%)
<i>Ministère du Tourisme et de l'Artisanat</i>	3 (42,86%)
<i>Ministère de l'Environnement</i>	2 (28,57%)
Total	7 (100%)
Emploi	
<i>Direction et gestion</i>	6 (85,71%)
<i>Communication et ressources humaines</i>	1 (14,29%)
Total	7 (100%)
Temps en poste	
<i>5 ans et moins</i>	3 (42,86%)
<i>5 ans et plus</i>	4 (57,14%)
Total	7 (100%)
Niveau d'étude	
<i>Baccalauréat</i>	1 (14,29%)
<i>License</i>	3 (42,86%)
<i>Maîtrise</i>	3 (42,86%)
Total	7 (100%)
Source: Auteur, travail de terrain 2016	
Entre parenthèse, pourcentage du total des répondants des institutions étatiques	

D'abord, au sein de l'ONAT, deux hommes ont participé à l'entrevue semi-directive. Le premier occupait un poste de gestionnaire depuis huit ans et l'autre en communication depuis cinq ans. Les deux participants avaient comme principales responsabilités la formation, la sensibilisation et la communication.

Ensuite, les trois répondants provenant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien étaient de sexe masculin, deux d'entre eux avaient un niveau d'étude de License et l'autre une maîtrise. Les trois participants avaient un poste de gestion, deux d'entre eux depuis 5 ans et

l'autre depuis 17 ans. Leurs principales responsabilités au sein du ministère étaient différentes, le premier s'occupait de formuler et de réviser les politiques nationales en lien avec le tourisme.

Tandis que le second s'occupait de la formation, de la sensibilisation et de la communication. Le dernier, pour sa part, avait plutôt des responsabilités reliées aux tâches administratives et à la gestion. Finalement, deux femmes ont été interviewées au sein du Ministère de l'environnement. L'une d'entre elles a une licence et l'autre une maîtrise. Les deux participantes occupaient des postes de gestion pendant le travail de terrain, l'une depuis 21 ans et l'autre depuis 6 ans. Les deux répondantes sont ingénieurs, l'une d'entre elles a comme responsabilité l'institutionnalisation de politiques, alors que la seconde réalise des études d'impacts sur l'ensemble du territoire algérien.

III.3.2 Spécificités par acteur

Outre les caractéristiques générales des principaux acteurs étudiés, les informations recueillies nous permettent également d'avoir une meilleure compréhension des agents en croisant les principales données. Cette section a pour objectif de présenter les spécificités relatives aux touristes, aux répondants des agences touristiques, aux populations locales et aux répondants des institutions étatiques.

a) Touristes

Premièrement, les touristes qui ont participé aux divers circuits à Djanet et à Taghit provenaient de plusieurs régions du monde. Il importe de déterminer le taux de participation des divers circuits en fonction de la provenance de ces acteurs, le tableau suivant illustre les principaux résultats :

Tableau 19: Circuits touristiques en fonction de la provenance

Circuits touristiques	Provenance des touristes				
	Nationaux	Europe	Amérique Latine	Amérique du Nord	Océanie
A	15 (12,93%)	13 (11,21%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
B	7 (6,03%)	9 (7,76%)	1 (0,86%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
C	2 (1,72%)	11 (9,48%)	0 (0,00%)	1 (0,86%)	0 (0,00%)
D	11 (9,48%)	5 (4,31%)	0 (0,00%)	1 (0,86%)	1 (0,86%)
E	18 (15,52%)	8 (6,90%)	1 (0,86%)	2 (1,72%)	0 (0,00%)
Total	54 (46,55%)	46 (39,66%)	2 (1,72%)	4 (3,45%)	1 (0,86%)

Source: Auteur, travail de terrain 2016
Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes

La plupart des touristes nationaux ont choisi de participer aux circuits E (Taghit : Gravures rupestres) (15,52%) et A (Djanet : Ihrir). De plus, les touristes en provenance d'Europe ont majoritairement participé aux circuits A (Djanet : Ihrir) (11,21%) et C (Djanet : Tadarat) (9,48%). Ensuite, les touristes en provenance d'Amérique Latine ont choisi comme principale destination le circuit B (0,86%) (Djanet : Essendilène) et E (Taghit : Gravures rupestres). En outre, les touristes originaires d'Amérique du Nord ont majoritairement participé au circuit E (Taghit : Gravures rupestres) (1,72%). Finalement, le seul touriste en provenance d'Océanie a participé au circuit D (Taghit : ksours).

Ces données nous renseignent sur les préférences des touristes en matière de destination. On peut comprendre que la demande touristique pour le Sahara est assez variée et dépend des spécificités des régions présentées précédemment. Par exemple, les touristes en provenance d'Europe qui ont choisi le circuit (A : Djanet) comme destination sont des individus de nationalité suisse qui avaient comme principal objectif d'offrir des soins de santé aux populations nomades. Aussi, le touriste en provenance du Brésil (Amérique Latine) qui a participé au circuit B (Djanet : Essendilène) a choisi cette destination pour faire de la photographie. Finalement, plusieurs nationaux qui ont choisi Taghit comme destination l'ont fait en raison de la proximité géographique de la région. On remarque donc que les motivations des touristes quant à leur choix sont nombreuses et variées.

Deuxièmement, il est intéressant de déterminer le mode d'organisation du voyage en fonction de la provenance. Certes, l'Algérie applique le principe de la réciprocité aux visiteurs qui désirent se

rendre sur le territoire national. Aussi et tel que mentionné précédemment, l'Algérie n'est pas encore une destination touristique, ce secteur y est relativement faible. Le tableau suivant permet de mieux comprendre comment les divers touristes ont organisé leur séjour à Djanet et à Taghit en fonction de leur lieu de provenance.

Tableau 20: Mode d'organisation du circuit en fonction de la provenance

Mode d'organisation du voyage	Provenance des touristes					
	Nationaux	Europe	Amérique Latine	Amérique du Nord	Océanie	Asie
Agences touristiques	24 (20,69%)	32 (27,59%)	2 (1,72%)	4 (3,45%)	1 (0,86%)	9 (7,76%)
Amis	23 (19,83%)	2 (1,72%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
Vous-mêmes	4 (3,45%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
Autres	3 (2,59%)	12 (10,34%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
Total	54 (46,55%)	46 (39,66%)	2 (1,72%)	4 (3,45%)	1 (0,86%)	9 (7,76%)
Source: Auteur, travail de terrain 2016 Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes						

Selon les données recueillies, on constate que les touristes organisent leurs circuits majoritairement par le biais des agences touristiques (63,79 %). Ces chiffres peuvent s'expliquer par le fait que l'obtention du visa nécessite un itinéraire de voyage ou une lettre d'invitation fournie par les agences touristiques et/ou un résident algérien. La majorité des touristes qui ont donc eu recours aux agences touristiques sont des touristes en provenance de l'étranger, alors que les nationaux organisent différemment leurs voyages, par exemple avec *l'aide d'amis* (19,83 %).

Seulement (1,72%) des touristes internationaux ont affirmé avoir organisé leur voyage avec des *amis*. Cela s'explique principalement par le fait que ce n'était pas leur premier voyage dans le sud de l'Algérie. Néanmoins, plusieurs touristes nationaux ont aussi eu recours aux agences touristiques (20,69%). Lorsqu'on analyse les réponses des participants, on se rend compte que les touristes qui ont eu recours à une agence touristique n'étaient jamais allés dans le désert.

Les informations présentées précédemment nous renseignent sur la logistique du voyage et permettent de constater que les touristes étrangers qui se rendent dans le désert algérien, pour la première fois, doivent utiliser les services d'une agence de voyage.

Enfin, pour avoir un meilleur aperçu des touristes, il est intéressant de présenter la tranche d'âge des circuits en fonction des raisons relatives au choix du voyage. Le tableau suivant présente les principaux résultats obtenus :

Tableau 21: Tranche d'âge en fonction du choix du circuit

Tranche d'âge (en année)	Raisons du choix du circuit				
	Voir des amis	Proximité géographique	Patrimoine naturel et culturel	Coût	Autre
18-24	1 (0,86%)	1 (0,86%)	5 (4,31%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)
25-30	3 (2,59%)	10 (13,79%)	19 (16,38%)	1 (0,86%)	3 (2,59%)
31-39	1 (0,86%)	2 (1,72%)	23 (19,83%)	0 (0,00%)	1 (0,86%)
40-45	0 (0,00%)	0 (0,00%)	14 (12,07%)	0 (0,00%)	6 (5,17%)
45 et +	0 (0,00%)	0 (0,00%)	23 (19,83%)	0 (0,00%)	3 (2,59%)
Total	5 (4,31%)	13 (11,21%)	84 (72,41%)	1 (0,86%)	13 (11,21%)

Source: Auteur, travail de terrain 2016
Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes

Lors du questionnaire d'enquête, il a été demandé aux touristes s'ils avaient choisi leur destination pour *voir des amis*, pour la *proximité géographique*, le *patrimoine naturel et culturel* ou pour le *coût*. On remarque que le *patrimoine naturel et culturel* est la raison principale donnée par les touristes quant au choix de leur circuit touristique (72,41%) et ce peu importe l'âge des participants.

Toutefois, on remarque que cette raison est majoritaire chez les touristes plus âgés (40-45 ans; 45 ans et plus) puisqu'aucune autre raison n'a été donnée (mise à part la catégorie *autre*). Chez les touristes plus jeunes (25-30 ans) d'autres raisons ont été fournies comme la *proximité géographique* (13,79%) et *voir des amis* (2,59%). La plupart de ces touristes sont des nationaux en provenance de villes métropolitaines (Alger, Oran, Constantine) qui ont choisi des circuits touristiques à Taghit. Rappelons que Taghit est beaucoup plus proche des grands centres urbains que Djanet. Ces informations nous permettent de mieux comprendre les choix du circuit en fonction de l'âge chez les touristes.

b) Agences touristiques

Tout d'abord il importe de déterminer le poste occupé par les répondants des agences touristiques en fonction de leur niveau scolaire afin de déterminer si cette variable peut influencer le type d'emploi de ces acteurs. Le tableau suivant illustre les principaux résultats obtenus.

Tableau 22: Poste occupé en fonction du niveau d'étude chez les répondants des agences

Postes occupés	Terminal	Baccalauréat	Licence	Maitrise	Total
Administration et logistique	2 (8,70 %)	3 (13,04 %)	3 (13,04 %)	0 (0,00 %)	8 (34,78 %)
Marketing et communication	0 (0,00 %)	2 (8,70 %)	1 (4,35 %)	0 (0,00 %)	3 (13,04 %)
Direction et gestion	3 (13,04 %)	3 (13,04 %)	4 (17,39 %)	1 (4,35 %)	11 (47,83 %)
Autre	0 (0,00 %)	0 (0,00 %)	1 (4,35 %)	0 (0,00 %)	1 (4,35 %)

Source: Auteur, travail de terrain 2016
Entre parenthèses, pourcentage du total des agences

En fonction des données obtenues, on remarque que la plupart des postes occupés relèvent de la *direction et de la gestion* (47,83%) et ce peu importe le niveau d'étude des participants. Ainsi, le niveau scolaire ne semble pas avoir une influence sur les postes occupés par les répondants des agences touristiques. Cela peut s'expliquer par le fait que (65,22%) des agences ne sont pas agréées par l'État et relève plutôt du secteur informel. Les postes liés à la *l'administration et la logistique* sont également plus nombreux (34,78%) et les répondants qui occupent ces postes ont des niveaux de baccalauréat (13,04%), de licence (13,04%) et de terminal (8,70%).

Ensuite, il importe de déterminer s'il y a une variation dans l'offre de produits touristiques auprès des agences qui sont agréées par l'État comparativement à celles qui ne le sont pas. Le tableau suivant présente les résultats obtenus :

Tableau 23: Types de produits offerts par les agences touristiques en fonction de l'agrément

Types de produits*	Oui	Non
Circuit dans le désert	7 (19,44 %)	14 (38,89 %)
Hébergement	5 (13,89 %)	3 (8,33 %)
Transport	2 (5,56 %)	1 (2,78 %)
Restauration	1 (2,78 %)	3 (8,33 %)
Total	15 (41,67 %)	21 (58,33 %)
Source: Auteur, travail de terrain 2016		
Entre parenthèses, pourcentage du total de réponses obtenues (36)		
*Certaines agences offrent plusieurs produits touristiques		

Les produits touristiques offerts pour les agences qui sont agréées par l'État et celles qui ne le sont pas varient légèrement. Plus précisément, on remarque que les agences agréées offrent plus de services d'hébergement (13,89%) que les agences non agréées (8,33%). Cela s'explique par le fait que les agences informelles priorisent les circuits dans le désert qui ont comme principale caractéristique le bivouac (camping). Ainsi, cela justifie l'offre des circuits dans le désert est beaucoup plus importante auprès de ces agences.

Finalement, il a été demandé aux répondants des agences touristiques s'ils avaient une formation dans le domaine du tourisme. Le tableau suivant présente les résultats obtenus en fonction des principales responsabilités de ces acteurs :

Tableau 24: Principales responsabilités en fonction de la formation dans le domaine du tourisme

Principales responsabilités	Oui	Non	Total
Administration et logistique	3 (13,04 %)	5 (21,74 %)	8 (34,78 %)
Marketing et communication	2 (8,70 %)	1 (4,35 %)	3 (13,05 %)
Direction et gestion	5 (21,74 %)	6 (26,09 %)	11 (47,83 %)
Autre		1 (4,35 %)	1 (4,35 %)
Source: Auteur, travail de terrain 2016			
Entre parenthèses, pourcentage du total de réponses obtenues			

Selon les réponses obtenues, 10 agences sur un total de 23 ont affirmé avoir reçu une formation dans le domaine du tourisme. Plus précisément et tel que mentionné précédemment les formations suivies sont dans le domaine de l'hôtellerie, de la restauration, de la logistique et du marketing et de la réception. En fonction des données obtenues, les agences qui n'ont suivi aucune formation ont des postes majoritairement liés à la direction et à la gestion (26,09%), à l'administration et à la logistique (21,74%) et au marketing et la communication (4,35%). Ces informations nous renseignent sur les caractéristiques des agences touristiques étudiées et

permettent de comprendre que le niveau scolaire n'influence pas nécessairement le type de poste occupé.

c) *Populations locales*

Précédemment, il a été mentionné que les populations touarègues de Djanet sont des sociétés matriarcales. Ainsi, il a été question de recenser le nombre de femmes présentes dans les circuits touristiques, les résultats sont exposés dans le tableau suivant :

Tableau 25: Circuits touristiques en fonction du genre

Circuits touristiques	Hommes	Femmes
A (Djanet: Ihrir)	9 (22,50%)	1 (2,50%)
B (Djanet: Essendilène)	4 (10,00%)	1 (2,50%)
C (Djanet: Tadrart)	5 (12,50%)	1 (2,50%)
D (Taghit: Ksours)	9 (22,50%)	0 (0,00)
E (Taghit: Gravures rupestres)	10 (25,00%)	0 (0,00)
Total:	37 (92,50%)	3 (7,50%)
Source: Auteur, travail de terrain 2016 Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes		

On remarque que peu de femmes étaient présentes dans les circuits touristiques. Ainsi, trois femmes étaient présentes dans les circuits à Djanet contrairement à aucune femme à Taghit. Plus précisément, les trois femmes présentes dans les circuits A (Djanet : Ihrir), B (Djanet : Essendilène) et C (Djanet : Tadrart) s'occupaient des repas et des animaux. Cela nous renseigne sur la structure de la société dans ces régions et sur la répartition des tâches entre les hommes et les femmes qui seront analysées plus en profondeur dans le chapitre VI. De façon générale on peut comprendre que ce sont les hommes qui organisent les circuits dans le désert, tandis que les femmes ont comme responsabilité de préparer les repas et de s'occuper des animaux comme les chameaux qui sont utiles lors des circuits en bivouac.

Ensuite, les populations qui ont participé aux entrevues semi-directives occupaient des emplois dans le domaine du tourisme. En vue d'avoir une meilleure compréhension de cette thématique, il était question de recenser les participants en fonction de leur tranche d'âge dans les types d'emplois occupés. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 26: Type d'emploi en fonction de la tranche d'âge

Type d'emploi occupé	Tranche d'âge					Total
	18-24	25-30	31-39	40-45	+45	
Activités touristiques	3 (4,29%)	3 (4,29%)	13 (18,57%)	4 (5,71%)	2 (2,86%)	25 (35,71%)
Alimentation	0 (0,00%)	1 (1,43%)	7 (10,00%)	3 (4,29%)	1 (1,43%)	12 (17,14%)
Commerce	7 (10,00%)	1 (1,43%)	5 (7,14%)	1 (1,43%)	3 (4,29%)	17 (24,29%)
Hébergement	0 (0,00%)	0 (0,00%)	4 (5,71%)	1 (1,43%)	0 (0,00%)	5 (7,14%)
Logistique touristique	0 (0,00%)	2 (2,86%)	2 (2,86%)	2 (2,86%)	4 (5,71%)	10 (14,29%)
Aucun	0 (0,00%)	0 (0,00%)	1 (1,43%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	1 (1,43%)

Source: Auteur, travail de terrain 2016
 Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes
 *Certaines populations locales occupent plusieurs emplois

La majorité des participants âgés entre 18 et 24 ans occupent des postes liés au *commerce*, les participants âgés entre 25-30 ans et les + de 45 ans s'occupent majoritairement de la *logistique touristique*, les personnes âgées entre 31 et 45 ans occupent plutôt des emplois liés à l'*alimentation*. Ces informations nous permettent de mieux comprendre les emplois occupés en fonction de l'âge, même si cette variable ne semble pas influencer le type d'emplois occupés.

Le type d'emplois occupés peut également s'analyser en fonction des circuits. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 27: Type d'emploi occupé selon les circuits touristiques

Type d'emploi occupé*	A (Djanet: Ihrir)	B (Djanet: Essendilène)	C (Djanet: Tadrart)	D (Taghit: ksours)	E (Taghit: gravures rupestres)	Total
Activités touristiques	4 (5,71%)	7 (10%)	2 (2,86%)	6 (8,57%)	6 (8,57%)	25 (35,71%)
Alimentation	2 (2,86%)	3 (4,29%)	2 (2,86%)	1 (1,43%)	4 (5,71%)	12 (17,14%)
Commerce	3 (4,29%)	2 (2,86%)	6 (8,57%)	3 (4,29%)	3 (4,29%)	17 (24,29%)
Hébergement	0 (0,00%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	4 (5,71%)	1 (1,43%)	5 (7,14%)
Logistique touristique	6 (8,57%)	1 (1,43%)	2 (2,86%)	1 (1,43%)	0 (0,00%)	10 (14,29%)
Aucun	0 (0,00%)	0 (0,00%)	1 (1,43%)	0 (0,00%)	0 (0,00%)	1 (1,43%)

Source: Auteur, travail de terrain 2016
 Entre parenthèse, pourcentage du total des touristes
 *Certaines populations locales occupent plusieurs emplois

On remarque que les emplois liés à la *logistique* sont majoritaires dans le circuit A (Djanet : Ihrir) (8,75%), tandis que les emplois liés aux activités touristiques sont plus importants dans le circuit B (Djanet : Essendilène) (10%). Dans le circuit C (Djanet : Tadrart), c'est plutôt les emplois liés au *commerce* qui sont majoritaires (8,75%). À Taghit, les emplois liés aux activités touristiques sont majoritaires (8,57%) respectivement pour les circuits D (Taghit : Ksours) et E (Taghit : Gravures rupestres). L'importance de certains types d'emplois par rapport à d'autres dans les circuits touristiques dépend des caractéristiques spécifiques aux régions qui ont été présentées précédemment.

d) Institutions étatiques

Les caractéristiques sociodémographiques présentées précédemment nous ont permis d'identifier le genre des répondants des institutions étatiques, de cibler l'institution dans laquelle ils étaient employés, le poste occupé, la durée d'occupation dudit poste et le niveau scolaire. Ce chapitre nous a également permis de comprendre que plusieurs informations étaient manquantes pour bien comprendre le tourisme alternatif en Algérie. Dans cette mesure, les données spécifiques à l'État nous renseignent d'une part sur la politique touristique en Algérie et d'autre part sur le rôle et les responsabilités des répondants dans le secteur du tourisme.

En premier lieu, la politique du tourisme algérien présentée dans le Schéma Directeur d'Aménagement touristique (SDAT) abordée précédemment. Selon un des répondants de l'ONAT, « la politique touristique algérienne c'est un tourisme tout azimut, tout territoire, tout produit. Il y a deux aspects sur lesquels l'Algérie doit concentrer ses efforts, d'abord développer les capacités touristiques de l'hôtellerie et veiller à améliorer les compétences humaines particulièrement sur tous les métiers et la qualité de service. Le tourisme en Algérie n'est pas un schéma traditionnel qu'on connaît dans les standards internationaux, mais ce sont des schémas locaux » (Répondant 1, ONAT, Alger, 2016).

La citation précédente traduit l'importance du SDAT 2025 et souligne les atouts et les spécificités touristiques de l'Algérie. Certes, « la politique du tourisme en Algérie c'est principalement le SDAT, donc c'est de développer le tourisme dans les pôles touristiques en

fonction des caractéristiques et des spécificités des régions » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016).

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat pour sa part tente « d'exploiter les potentialités touristiques qui sont restées en jachère jusqu'à maintenant. Avec la crise économique, on prend conscience du besoin de développement de l'industrie touristique. La politique algérienne vise à prendre conscience de la crise économique actuelle et de transformer les matières premières de l'Algérie en produit touristique, tout en respectant les principes du développement durable. La politique du tourisme algérien s'appuie également sur la transversalité du secteur, comme le tourisme est un secteur qui influe sur tous les autres » (Répondant 1, Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Alger, 2016).

De plus, le ministère de l'Environnement estime « qu'on a une nouvelle politique touristique afin de limiter le monopole de l'économie des hydrocarbures. La nouvelle politique de développement touristique est inclusive car tous les acteurs sont interrogés (populations locales, État, agences de voyage) » (Répondant 1, Ministère de l'Environnement, Alger, 2016).

Le rôle de l'État et des institutions parapubliques en lien avec le tourisme peut être qualifié d'ambigu. Lors des entrevues semi-directives avec l'Organisation Nationale Algérienne du tourisme, le ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien et le ministère de l'Environnement, il a été question de déterminer leurs implications à plusieurs niveaux :

- L'existence de normes pour les agences touristiques;
- L'existence d'incitations économiques;
- La gestion d'impacts.
- Le renforcement des capacités aux tours opérateurs.
- Les communications et la promotion du tourisme alternatif.
- Les diverses interactions avec les agences touristiques.
- Les avantages et les désavantages à l'implication des populations locales.
- Les divers partenariats avec les populations locales.

Il ressort de l'analyse des entretiens que les institutions parapubliques énoncent principalement les diverses politiques liées au tourisme alternatif, dont notamment le SDAT 2025 qui a été abordé dans la section précédente. Il semble aussi que ces institutions soient actives en ce qui concerne la promotion du tourisme alternatif comme le traduisent les citations suivantes :

« J'ai comme responsabilité d'analyser et de revoir les politiques de tourisme mises en place. Je dois assurer également la communication de ces politiques au sein du ministère et entre les autres ministères » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016).

« J'ai participé à la mise en place de plusieurs politiques, à des stratégies et des programmes de développement touristiques » (Répondant 2, Ministère du Tourisme et de l'Artisanat algérien, Alger, 2016).

Cependant et selon les réponses obtenues auprès des participants, il semble n'y avoir aucune stratégie clairement établie pour encourager la pratique du tourisme alternatif puisque 6 répondants sur 7 ont affirmé que mis à part le SDAT 2025, qui représente un cadre de référence, aucune autre politique publique ne s'intéresse à ce secteur. Également, aucun outil concret pour tenter de réduire la pauvreté grâce au tourisme alternatif n'a été mentionné par les membres des institutions étatiques:

« On encourage les initiatives locales en finançant quelques projets via l'ENSEG afin de permettre la création d'emplois et de revenu. Sinon on suit les grands rapports faits par le PNUD et l'OMT » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016).

« On en a fait quelques-uns en partenariat avec l'OMT mais également certains aspects du SDAT 2025 qui relie tourisme et réduction de la pauvreté » (Répondant 3, Ministère du tourisme et de l'Artisanat algérien, Alger, 2016).

Par conséquent, les plans de réduction de la pauvreté par le tourisme alternatif ne sont pas clairement définis ou opérationnels. D'ailleurs sur les sept répondants interviewés, quatre d'entre eux n'avaient aucune idée de ce qui se passait dans leur institution dans le domaine, notons sur ce point que la plupart des répondants occupent des postes de cadres supérieurs et de gestionnaires.

Il faut ajouter que l'appareil étatique algérien souffre de lourdeurs bureaucratiques assez importantes, notamment en ce qui concerne l'octroi d'agrément pour les agences touristiques obligées, pour la plupart (65 % d'entre elles), d'œuvrer dans le secteur informel. Le tableau suivant résume les réponses obtenues par les institutions étatiques au niveau des principales actions entreprises en termes de tourisme alternatif auprès des agences touristiques et des populations locales.

Tableau 28: Rôle de l'État dans le tourisme alternatif

	AGENCES TOURISTIQUES					POPULATIONS LOCALES	
	Normes	Incitations économiques	Renforcements des capacités	Communications et promotions	Interaction	Implication	Partenariat
ONAT	Respecter les règles concernant les sites protégés et les patrimoines nationaux. Sensibilisation	Exemptions de taxes	Production de documents et d'études, Foire sur le tourisme durable, formations et tables rondes.	Partenariat interministériel Sensibilisation sur le tourisme alternatif et le tourisme durable Publiciser les bonnes pratiques	Formations, visites professionnelles, manifestations diverses, sensibilisation, colloque, rédaction d'articles ² .	Avantage : Contrôle de ce qui se passe sur son territoire, gestion des recettes touristiques, pas d'ingérence, maîtrise de l'environnement Désavantage : développement de l'économie informelle, perte de contrôle de l'État, mauvaise organisation	Les populations locales sont indépendantes.
Ministère du tourisme et de l'artisanat algérien	Réflexion sur la durabilité. Normes (SDAT 2025) Normes relatives aux zones protégées ³	Exemption de taxes et offre de financement La loi de finances de 2009 ⁴	Formation, salon du tourisme, promotion des principes de la durabilité	Au niveau informel : Protection de l'environnement, biodiversité, encourager les artisanats locaux,	Formations, agréments, cycle de formations, mise en valeur du potentiel touristique, paiement des impôts.	Avantage : restauration des ksours, préservation de l'environnement.	Collaboration : État sur le plan macro et les populations locales sur le plan micro.
Ministère de l'Environnement	Travail en coalition avec le Ministère du Tourisme pour élaborer des cahiers de charge sur certains sites	Exemptions de taxes aux agences touristiques agrémentées.	Formation sur la protection de l'environnement. CNE ⁵	Préservation de l'environnement, des espèces protégées, gestion des déchets, utilisation de transport non motorisé, réglementation sur l'utilisation de l'eau.	Formations,	Désavantage : désorganisation, manque d'expertise.	Non

Source : Auteur, travail de terrain 2016

² On a également un programme destiné uniquement aux agences touristiques : UMASITÉ

³ Les parcs classés zones protégées sont sous la tutelle du ministère de la culture. Ils sont protégés par un décret qui date de 1982. (Vandaliser les gravures rupestres est passible d'une amende et de l'interdiction de pénétrer sur le site)

⁴ Celui qui investit dans les pratiques du tourisme alternatif dans le sud est exonéré d'impôt et le terrain est donné au dinar symbolique.

⁵ Centre de formation à l'environnement.

Les données obtenues lors du travail de terrain ne permettent pas de tirer des conclusions sur le rôle de l'État dans le tourisme alternatif au sud de l'Algérie. Cependant, on peut constater que les participants à l'étude jouent un certain rôle au niveau de la formulation de la politique et de la sécurité concernant les étrangers. Cela s'explique par le fait que l'Algérie n'a jamais priorisé le secteur touristique. Ce pays n'a donc pas été en mesure de développer des stratégies efficaces pour promouvoir le secteur touristique.

Conclusion

En conclusion, ce chapitre a permis de mieux comprendre les enjeux de recherche du tourisme alternatif dans le désert algérien. La première section avait pour objectif de présenter la situation macroéconomique actuelle de l'Algérie, ainsi que l'évolution du secteur touristique depuis l'indépendance du pays. Nous retiendrons que le contexte macroéconomique a permis de constater que le tourisme alternatif peut présenter une solution pour diversifier l'économie nationale axée sur l'exploitation des ressources naturelles. Le secteur du tourisme, quant à lui, montre que l'Algérie a toutes les potentialités pour encourager la pratique du tourisme alternatif (politiques nationales, infrastructures, potentialité, etc.) La première section a aussi permis de présenter le tourisme dans le désert algérien en s'attardant sur les principales régions et les circuits touristiques ainsi qu'en présentant les principales caractéristiques des populations locales.

À la suite des informations obtenues, la méthodologie de recherche et la sélection du terrain ont été présentées dans la deuxième section. En effet, les diverses caractéristiques de Djanet et de Taghit soulèvent les problématiques suivantes : Dans quelle mesure et de quelle manière les activités liées au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent-elles de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux? De quelle manière les caractéristiques de Djanet et de Taghit aident-elle à comprendre la pratique du tourisme alternatif? Le désert algérien a été intentionnellement sélectionné comme travail de terrain, principalement pour faire suite aux travaux entrepris lors de la préparation de ma thèse de maîtrise et en raison du manque de documentation dans le domaine. De plus, le contexte

macroéconomique et les données relatives au secteur touristique algérien nécessitent qu'on y porte une attention particulière.

La dernière section de ce chapitre a permis de décrire les données obtenues lors du travail de terrain durant la période allant de novembre 2016 à mars 2017 (régions étudiées, circuits touristiques, acteurs). L'une des principales limites de cette recherche concerne le manque de données sociodémographiques des acteurs étudiés. C'est pour cette raison que la troisième section vise à présenter les caractéristiques générales des acteurs et celles liées aux activités touristiques. Il est important de rappeler que ces données concernent Djanet, Taghit, les 8 circuits étudiés et les principaux acteurs (institutions étatiques, agences touristiques, touristes et populations locales) pendant les recherches empiriques. Dans cet ordre d'idées, les résultats obtenus ne peuvent être généralisés et sont valides uniquement dans le contexte de la présente étude.

Le prochain chapitre a pour objectif de montrer comment les activités liées au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux.

Chapitre IV : Le tourisme alternatif dans le désert algérien : Une analyse empirique

Introduction

Le présent chapitre se penche sur l'analyse empirique du tourisme alternatif dans le désert algérien. L'objectif principal vise à déterminer, entre autres, comment les activités liées au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux. L'objectif spécifique, pour sa part, vise à confirmer la première hypothèse de départ qui suppose que les activités relatives au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit correspondent aux trois dimensions qui caractérisent le tourisme alternatif. Il est aussi question de répondre à la deuxième hypothèse de départ, soit de savoir si les différents acteurs dans le domaine du tourisme dans ces régions ont une perception des aspects environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif. Ce chapitre vise à mieux comprendre la pratique du tourisme alternatif chez les agences touristiques, les populations locales, les touristes et dans une moindre mesure, les institutions étatiques.

Ce chapitre se structure en trois parties. La première vise à identifier les principales pratiques environnementales, sociales et économiques du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit, en fonction des acteurs. La deuxième s'intéresse à l'analyse croisée des activités touristiques et de la connaissance afin de déterminer si les acteurs les pratique de manière volontaire ou pas. La dernière présente une analyse des perceptions du tourisme alternatif en fonction des principales régions et des acteurs. Cette dernière partie vise à présenter cette activité du point de vue des acteurs étudiés (agences de voyage, populations locales, touristes, institutions étatiques).

Les données présentées dans ce chapitre sont valides pour la période étudiée (2016-2017), pour les localités ciblées (Djanet et Taghit), pour les huit circuits sélectionnés et pour les principaux acteurs. Il faut préciser que ce chapitre présente une analyse de corrélation et non une analyse de causalité.

IV.1 Analyse des pratiques du tourisme alternatif dans le désert

Plusieurs pratiques nous permettent d'évaluer le tourisme alternatif dans le désert algérien. Ces pratiques ont été étudiées pour la plupart, dans les autres régions du monde (îles et régions balnéaires, montagnes, forêts et parcs). Le chapitre III nous a permis de comprendre les enjeux du tourisme alternatif dans les ensemble géographiques cités précédemment et les diverses pratiques qui lui sont associées.

Ainsi, l'un des objectifs de cette thèse est de déterminer s'il existe une pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien. Cette section a alors pour objectif d'identifier les principales pratiques du tourisme alternatif et de déterminer si les divers acteurs adoptent des activités qui relèvent de cette pratique.

a) Activités en fonction des dimensions du développement durable

Plusieurs éléments nous permettent d'évaluer la pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien. À travers une série de questions, il a été demandé aux 179 participants s'ils pratiquaient ou non les activités environnementales, sociales et économiques listées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 29: Taux de participation à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif en fonction des dimensions du développement durable

Dimensions du Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Toutes les parties prenantes*	Toutes les parties prenantes (%)
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	170	94.97%
		Non	9	5.03%
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	119	66.48%
		Non	60	33.52%
	Trier les déchets	Oui	149	83.24%
		Non	30	16.76%
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	134	96.40%
		Non	5	3.60%
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	137	98.56%
		Non	2	1.44%
	Éviter la pollution par les déchets	Oui	111	95.69%
		Non	5	4.31%
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	123	88.49%	
	Non	16	11.51%	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	26	41.27%
		Non	37	58.73%
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	16	69.57%
		Non	7	30.43%
	Organiser des activités locales	Oui	14	60.87%
		Non	9	39.13%
	Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	16	69.57%
		Non	7	30.43%
Économique	Consommer les produits locaux	Oui	174	97.21%
		Non	5	2.79%
	Employer des guides locaux	Oui	174	97.21%
		Non	5	2.79%
	Prioriser les embauches locales	Oui	131	94.24%
		Non	8	5.76%
	Héberger les touristes	Oui	31	49.21%
		Non	32	50.79%
	Produire localement	Oui	34	85.00%
		Non	6	15.00%
	Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	23	100.00%
		Non	0	0.00%

Source : Auteur, travail de terrain 2016

*Total de toutes les parties prenantes qui ont répondu à la question ce qui explique le fait que le total varie d'une question à l'autre.

Il est important de rappeler que le tableau précédent présente les réponses (oui, non) aux diverses questions posées aux parties prenantes (questions 7, 20-23 pour les populations locales; questions 15-20 pour les touristes; questions 17-29 pour les agences touristiques). Certaines

questions étaient communes tandis que d'autres ne l'étaient pas, ce qui explique la variation dans le total.

Premièrement, il a été dénombré qu'il existe 7 activités relevant de la dimension environnementale dont :

- Limiter l'utilisation des voitures motorisées.
- Encourager les hébergements alternatifs.
- Trier les déchets.
- Limiter le gaspillage de l'eau.
- Préserver l'environnement (biosphère et écosystème).
- Éviter la pollution par les déchets.
- Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support).

Le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (64,48%) pour l'activité *encourager les hébergements alternatifs* à (98,56%) pour *préserver l'environnement (biosphère et écosystème)*.

Du point de vue théorique, le tourisme alternatif vise à limiter les effets négatifs des activités humaines sur l'environnement (Prezza, 2000). Ainsi, en participant aux activités environnementales mentionnées précédemment, les acteurs ont bien contribué à la protection de la faune et de la flore à Djanet et à Taghit.

Néanmoins, on remarque que les taux de participation aux activités relevant de la dimension environnementale sont élevés sauf pour l'activité *encourager les hébergements alternatifs* où (33,52%) ont répondu « non ». Ce résultat est surprenant car les hébergements alternatifs regroupent entre autres le camping, le logement chez l'habitant et les maisons d'hôte. Les participants qui ont répondu « non » à cette activité faisaient partie d'un bivouac dans le désert. Le résultat est surprenant car ils ont utilisé une forme d'hébergement alternatif (le bivouac). Il serait alors intéressant d'approfondir les recherches pour comprendre pourquoi ces participants ont répondu « non ». Une des explications possibles peut être le fait qu'ils ne savaient pas que le bivouac est un type d'hébergement alternatif.

Ensuite, le tableau précédent présente 4 activités relevant de la dimension sociale, à savoir :

- Consulter les populations locales.

- Encourager le logement chez l'habitant.
- Organiser des activités locales.
- Encourager la participation des populations locales à la prise de décision.

Le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (41,27%) pour l'activité *consulter les populations locales* à (69,57%) pour les activités *encourager la participation des populations locales à la prise de décision* et *encourager le logement chez l'habitant*.

On remarque pour les activités relevant de la dimension sociale que le taux de réponse est majoritairement « oui » sauf pour la pratique *consulter les populations locales* où les participants ont majoritairement répondu « non » (58,73%). Les excursions à Djanet et à Taghit sont principalement organisées par les populations locales puisqu'elles connaissent bien l'environnement. Les participants ont majoritairement répondu « non », car les populations locales organisent elles-mêmes les activités, elles ne sont pas consultées comme le traduit les citations suivantes :

« Les populations locales organisent le circuit et gèrent le séjour » (Répondant de l'agence touristique 8, Djanet, décembre 2016).

On peut comprendre qu'il semble que les populations locales s'occupent de la gestion des circuits touristiques. Ce résultat confirme le concept d'engagement social et d'appropriation locale du tourisme alternatif de Samantha Jones (2005) évoqué dans le chapitre I. Ainsi, l'une des caractéristiques du tourisme alternatif consiste en la forte implication des communautés locales dans la mise en place et la gestion des activités (Jones, 2005; Scheyvens, 1999). Finalement, on retrouve 6 activités relevant de la dimension économique soit :

- Consommer les produits locaux.
- Employer des guides locaux.
- Prioriser les embauches locales.
- Héberger les touristes.
- Produire localement.
- Encourager l'achat de souvenirs locaux.

On remarque que le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (49,21%) pour l'activité *héberger les touristes* à (97,21%) pour l'activité *consommer des produits locaux*. Plus précisément, l'activité *héberger des touristes* a un taux de réponse « non » plus élevé que « oui ». Cela s'explique par le fait que les circuits à Djanet et à Taghit sont des bivouacs (camping) en plein désert. Ainsi, les touristes n'ont généralement pas besoin de logement, comme le traduit la citation suivante :

« J'héberge des touristes dans le désert en bivouac » (Population locale 17, Taghit, 2016).

En ce qui concerne la pratique *consommer des produits locaux*, il est important de justifier le fait que (97,21%) des participants ont répondu « oui ». La consommation locale à Djanet et à Taghit n'offre pas beaucoup de choix aux acteurs. En effet, ces villes sont éloignées des grands centres urbains. Taghit est située à plus de 1200 km du centre urbain le plus proche et Djanet, est à plus de 2700 km, ce qui ne laisse pas vraiment le choix aux acteurs de consommer les produits locaux disponibles. L'éloignement des grands centres urbains, le manque d'infrastructures et de moyens, ont amenés les populations locales à développer une agriculture de subsistance dans ces régions qui sert principalement à combler les besoins essentiels en alimentation (PNUE, 2010).

Il est également intéressant de s'attarder à étudier l'activité *employer des guides locaux* qui a un taux élevé de réponse « oui » (97,21%). Ce résultat va de pair avec les études du Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) qui insistent sur la nécessité d'avoir des guides locaux lors de circuits touristiques. Le PNUE (2010) décrit les déserts comme des milieux particulièrement difficiles à découvrir sans équipes d'encadrement issues des communautés locales. Par conséquent, sans leurs accompagnateurs, les touristes peuvent facilement s'égarer et avoir de la difficulté à trouver les ressources nécessaires à leur survie. Ainsi, cette connaissance unique et traditionnelle de l'environnement désertique par les populations locales explique pourquoi les statistiques sont si élevées concernant le recours aux guides locaux. D'ailleurs, la citation suivante l'illustre:

« Les guides locaux construisent les circuits, préparent la nourriture et animent les groupes. En fait on ne peut pas travailler dans le tourisme dans le désert sans les populations locales qui connaissent parfaitement l'environnement local. » (Répondant 22, Agence touristique, Djanet, 2017)

En somme, cette sous-section nous permet de comprendre qu'il y a une pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien car pour la plupart des activités environnementales, sociales et économiques, les participants ont répondu « oui ». Il est nécessaire d'approfondir l'analyse afin de mieux comprendre le taux de participation aux activités relevant du tourisme alternatif dans le désert en fonction des principaux acteurs soit les populations locales, les touristes et les répondants des agences touristiques.

b) Activités en fonction des acteurs et des régions

La section précédente nous a permis de comprendre qu'il existe une pratique du tourisme alternatif dans le désert. On a aussi pu constater que les activités relèvent des dimensions environnementales, sociales et économiques du développement durable. Il est important d'approfondir l'analyse afin d'évaluer le taux de participation des divers acteurs (populations locales, touristes, répondants des agences touristiques) aux activités qui relèvent du tourisme alternatif. Les tableaux suivants présentent les résultats obtenus d'une part à Djanet et de l'autre à Taghit :

Tableau 30: Taux de participation aux activités relevant du tourisme alternatif selon les principaux acteurs à Djanet

Dimensions Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Populations locales (40)	Touristes (116)		Répondants des agences touristiques (23)	Populations locales (%)	Touristes (%)		Répondants des agences touristiques (%)
				Nationaux	Étrangers			Nationaux	Étrangers	
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	18	24	35	12	45,00%	20,69%	30,17%	52,17%
		Non	3	1	0	0	7,50%	0,86%	0	0
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	21	13	17	8	52,50%	11,21%	14,66%	34,78%
		Non	0	11	18	4	0	9,48%	15,52%	17,39%
	Trier les déchets	Oui	15	22	35	7	37,50%	18,96%	30,17%	30,43%
		Non	6	2	0	5	15,00%	1,72%	0	21,73%
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	--*	23	35	12	--	19,83%	30,17%	52,17%
		Non	--	1	0	0	--	0,86%	0	0
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	--	24	35	11	--	20,69%	30,17%	47,83%
		Non	--	0	0	1	--	0	0,86%	4,34%
Éviter la pollution par les déchets	Oui	--	21	34	--	--	18,10%	29,31%	--	
	Non	--	3	1	--	--	2,59%	0,86%	--	
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	--	19	33	12	--	16,38%	28,45%	52,17%	
	Non	--	5	2	0	--	4,31%	1,72%	0	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	4	--	--	11	10,00%	--	--	47,83%
		Non	17	--	--	1	42,50%	--	--	4,35%
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	--	--	--	8	--	--	--	34,78%
		Non	--	--	--	4	--	--	--	17,39%
	Organiser des activités locales	Oui	--	--	--	8	--	--	--	34,78%
		Non	--	--	--	4	--	--	--	17,39%
Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	--	--	--	7	--	--	--	30,43%	
	Non	--	--	--	5	--	--	--	21,73%	
Économique	Consommer les produits locaux	Oui	20	21	35	11	50,00%	18,10%	30,17%	47,83%
		Non	1	2	0	1	2,50%	1,72%	0,86%	4,34%
	Employer des guides locaux	Oui	21	24	35	9	52,50%	20,69%	30,17%	
		Non	0	0	0	3	0		0	
	Prioriser les embauches locales	Oui	--	21	35	11	--	18,10%	30,17%	47,83%
		Non	--	3	0	1	--	2,59%	0,86%	4,34%
	Héberger les touristes	Oui	8	--	--	10	20,00%	--	--	43,47%
		Non	13	--	--	2	32,50%	--	--	8,69%
	Produire localement	Oui	20	--	--	--	50,00%	--	--	--
		Non	1	--	--	--	2,50%	--	--	--
Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	--	--	--	12	--	--	--	52,17%	
	Non	--	--	--	0	--	--	--	0	

Source : Auteur, travail de terrain 2016, *(-- la question ne s'applique pas à la catégorie d'acteur

Tableau 31: Taux de participation aux activités relevant du tourisme alternatif selon les principaux acteurs à Taghit

Dimensions Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Populations locales	Touristes		Répondants des agences touristiques	Populations locales (%)	Touristes (%)		Répondants des agences touristiques (%)
				Nationaux	Étrangers			Nationaux	Étrangers	
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	15	30	27	11	37,50%	25,86%	23,28%	47,83%
		Non	4	1	0	0	10,00%	0,86%	0	0
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	19	18	16	7	47,50%	15,52%	13,79%	30,43%
		Non	0	12	11	4	0	10,34%	9,48%	17,39%
	Trier les déchets	Oui	11	27	27	5	27,50%	23,28%	23,28%	21,73%
		Non	8	3	0	6	20,00%	2,59%	0	26,09%
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	--*	28	25	11	--	24,14%	21,55%	47,83%
		Non	--	2	2	0	--	1,72%	1,72%	0
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	--	29	27	11	--	25,00%	23,28%	47,83%
		Non	--	1	0	0	--	0,86%	0	0
Éviter la pollution par les déchets	Oui	--	29	27	--	--	25,00%	23,28%	--	
	Non	--	1	0	--	--	0,86%	0	--	
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	--	24	25	10	--	20,69%	8,62%	43,47%	
	Non	--	6	2	1	--	5,17%	1,72%	4,35%	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	2	--	--	9	5,00%	--	--	39,13%
		Non	17	--	--	2	42,50%	--	--	8,70%
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	--	--	--	8	--	--	--	34,78%
		Non	--	--	--	3	--	--	--	13,04%
	Organiser des activités locales	Oui	--	--	--	6	--	--	--	26,09%
		Non	--	--	--	5	--	--	--	21,73%
Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	--	--	--	9	--	--	--	39,13%	
	Non	--	--	--	2	--	--	--	8,69%	
Économique	Consommer les produits locaux	Oui	19	29	27	11	47,50%	25,00%	23,28%	47,83%
		Non	0	1	0	0	0	0,86%	0	0
	Employer des guides locaux	Oui	19	30	27	9	47,50%	25,86%	23,28%	39,13%
		Non	0	0	0	2	0	0	0	8,70%
	Prioriser les embauches locales	Oui	--	28	27	9	--	24,14%	23,28%	39,13%
		Non	--	2	0	2	--	1,72%	0	8,70%
	Héberger les touristes	Oui	5	--	--	8	12,50%	--	--	34,78%
		Non	14	--	--	3	35,00%	--	--	13,04%
	Produire localement	Oui	14	--	--	--	35,00%	--	--	--
		Non	5	--	--	--	12,50%	--	--	--
Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	--	--	--	11	--	--	--	47,83%	
	Non	--	--	--	0	--	--	--	0	

Source : Auteur, travail de terrain 2016, *(-- la question ne s'applique pas à la catégorie d'acteur

Selon les données présentées dans le tableau précédent, on remarque que certaines pratiques sont communes à tous les acteurs alors que d'autres leur sont spécifiques. Ainsi, on recense un total de 8 activités pour les populations locales (questions 7, 20-23) dont :

- 3 pratiques relevant de la dimension environnementale.
- 1 pratique relevant de la dimension sociale.
- 4 pratiques relevant de la dimension économique.

Dans la région de Djanet, le taux de réponse « oui » pour la pratique de l'une des actions/activités, varie de (10,00%) pour *consulter les populations locales* à (52,50%) pour *encourager les hébergements alternatifs*. La dernière activité rassemble les logements autres que les hôtels comme le camping qui est spécifique aux circuits dans le désert. Les hébergements alternatifs consistent à « sortir des sentiers battus touristiques pour trouver le traditionnel » (Battesti, 2009:564).

Dans la région de Taghit, le taux de réponse « oui » pour la pratique de l'une des actions/activités, varie de (5,00%) pour *consulter les populations locales* à (47,50%) pour *consommer les produits locaux* et *employer les guides locaux*. On remarque que l'activité de *consulter les populations locales* est la moins répandue autant à Djanet qu'à Taghit, même si les taux de participation sont plus faibles à Taghit. Cela s'explique par le fait que les populations locales sont au centre de l'organisation des activités touristiques puisqu'elles connaissent l'environnement.

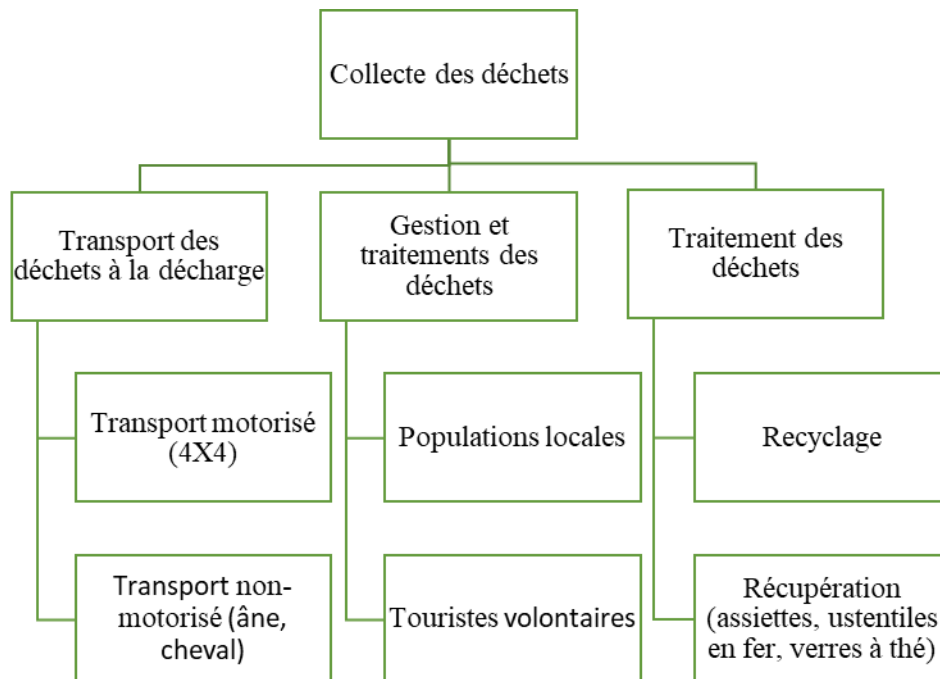
Ces résultats nous permettent également de constater que l'activité qui a le plus fort taux de participation à Djanet est *encourager les hébergements alternatifs*, tandis qu'à Taghit c'est *consommer les produits locaux* et *employer les guides locaux*. Cela s'explique par les caractéristiques principales de ces régions, Djanet est réputée auprès des touristes pour ses bivouacs dans le désert, alors que Taghit encourage, à travers les circuits touristiques, le partage de nourriture locale. Il est important d'approfondir certaines activités afin de mieux comprendre le tourisme alternatif dans ces régions.

En effet, parmi les activités relevant de la dimension environnementale (65,00%) des populations locales ont répondu « oui » pour l'activité *trier les déchets*, dont (37,50%) à Djanet et (27,50%) à Taghit. L'une des particularités environnementales du tourisme alternatif est la mise en place par les populations locales d'un système de gestion local pour protéger l'environnement (Ceballos-

Lascurain, 1983). Les observations faites sur le terrain permettent de souligner que les populations de Djanet et de Taghit ont un système de gestion des déchets assez particulier qui mérite d’être discuté.

Après chaque circuit touristique, les déchets sont acheminés à la décharge la plus proche en utilisant des moyens de transport non-motorisés comme les chameaux et les ânes. Dans les circuits qui sont situés loin des décharges publiques, les populations locales utilisent des 4X4. Ensuite, la gestion et le traitement des déchets se font principalement par les populations locales et des touristes volontaires. Finalement, plusieurs méthodes sont utilisées pour traiter les déchets comme le recyclage et la récupération. Certains ustensiles tels que les assiettes et les ustensiles en fer, les verres à thé, sont récupérés pour d’autres circuits (récupération). De plus, les populations locales sont responsables de s’assurer que la nourriture ne soit pas gaspillée. C’est pour cette raison que la plupart des restes de nourriture sont donnés aux animaux, à la fin de chaque repas. Le diagramme suivant résume la gestion des déchets lors des circuits touristiques à Djanet et à Taghit :

Figure 25: La gestion des déchets dans les circuits à Djanet et à Taghit



Source : (Auteur, travail de terrain 2016-2017)

« En bivouac, on ramasse tous les déchets, chacun dans le groupe a sa responsabilité. Moi par exemple, je leur dis une personne ramasse tout ce qui est en plastique, l’autre donne les restants de nourriture aux

animaux. Tout le plastique et les objets en fer sont réutilisés par les artisans ou la maison des artistes pour en faire des instruments de musique » (Participant 9, population locales, Taghit, 2017).

On remarque que non seulement les déchets sont pris en charge par les populations locales, mais aussi que la récupération permet de créer des produits d'artisanat qui sont utilisés dans le secteur du tourisme alternatif. La gestion des déchets dans les circuits touristiques de Djanet et de Taghit favorise la protection de l'environnement et encourage la solidarité entre les populations locales.

Parmi les activités relevant de la dimension économique, (85,00%) des populations locales ont affirmé *produire localement* l'artisanat (la poterie, la tapisserie, la vannerie) lorsque la matière première est disponible, dont (50,00%) à Djanet et (35,00%) à Taghit comme le témoigne la citation suivante :

« Pour la fabrication de mes instruments de musique oui tous les instruments proviennent d'ici, comme le Gombri par exemple où je prends le bois d'ici et la peau des animaux de Taghit. Sinon pour d'autres instruments comme les Carabosse on les ramène de Tamanrasset, mais en général tout provient du désert. » (Participant 10, population locale, Taghit, 2017)

Le fait que les populations locales affirment que le matériel provient de la région permet de comprendre qu'il y a des retombées positives sur l'économie locale. En outre, la *production locale* ne se limite pas seulement à la confection de produits d'artisanat, elle concerne également les produits alimentaires comme le mentionne ce participant :

« Tout provient de Taghit, même le thé que je fais. J'ai mon jardin où je fais pousser de la menthe. » (Participant 3, population locale, Taghit, 2017)

Les aliments utilisés dans les circuits touristiques proviennent souvent des jardins locaux, ce qui permet également de soutenir l'économie locale. Ainsi, Campbell, Bartes, Kontogeogopoulos et Maldona (2009) stipulent que le tourisme alternatif favorise les retombées positives sur les populations locales car il favorise la consommation de produits locaux par les touristes.

Ensuite, on dénombre un total de 9 activités pour les touristes (questions 15-20), dont :

- 7 relevant de la dimension environnementale.
- 3 relevant de la dimension économique.

À Djanet, le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes nationaux, varie de (11,21%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (20,69%) pour *limiter l'utilisation des voitures motorisées et préserver l'environnement (biosphère et écosystème)*.

Le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes internationaux, varie de (14,66%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (30,17%) pour plusieurs activités dont *limiter le gaspillage de l'eau, trier les déchets et consommer les produits locaux*.

À Taghit, le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes nationaux, varie de (15,52%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (25,86%) pour *limiter l'utilisation des voitures motorisées et employer les guides locaux*.

On remarque que le taux de participation ne varie pas beaucoup entre les touristes nationaux et internationaux. Toutefois, les activités avec le plus haut taux de participation sont différentes entre ces acteurs, en raison des spécificités de Djanet et de Taghit.

Le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes internationaux, varie de (8,62%) pour *préserver l'environnement (capacité de support)* à (23,28%) pour plusieurs activités dont, *trier les déchets, consommer les produits locaux*. Les résultats obtenus permettent de constater que les taux de participation pour les touristes internationaux à Djanet est plus élevé que celui des nationaux.

Il est intéressant d'approfondir la compréhension de *limiter le gaspillage de l'eau* car l'eau est une denrée importante dans autant à Djanet qu'à Taghit. Cette pratique a été identifiée dans le chapitre II comme un enjeu important et une source de conflit dans les îles et les régions balnéaires (Holden, 2000).

En parallèle et à la suite des observations faites sur le terrain, la consommation d'eau dans les circuits touristiques à Djanet et à Taghit est réglementée. Ainsi, les touristes ne peuvent pas gaspiller de l'eau car ils ont droit seulement à une certaine quantité par jour en raison de la rareté de cette ressource. Cet extrait de citation donne un exemple de la façon dont l'eau est contrôlée sur les sites touristiques:

« (...) On limite l'utilisation de l'eau en faisant la vaisselle avec le sable qui est un bon désinfectant (...) » (Répondant 28, populations locales, Djanet, 2016)

En fait, que ce soit à Djanet ou à Taghit, les touristes ont un accès limité à l'eau car les guides touristiques n'amènent qu'une grande jerricane d'eau dans le désert pour les besoins personnels

et pour la consommation. Ainsi, les divers acteurs doivent demander de l'eau aux guides touristiques, ce qui en limite le gaspillage.

Pour finir, un total de 15 activités concernant les répondants des agences de voyages ont été identifiés (questions 17-29), dont :

- 6 relevant de la dimension environnementale.
- 9 relevant de la dimension sociale.
- 5 relevant de la dimension économique.

À Djanet, le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (30,43%) pour *trier les déchets* et *encourager la participation des populations locales à la prise de décision* à (52,50%) pour plusieurs activités dont *limiter l'utilisation de voitures motorisées*, *limiter le gaspillage de l'eau* et *préserver l'environnement*, etc.

À Taghit, le taux de réponse « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (21,73%) pour *trier les déchets* à (47,83%) pour plusieurs activités comme *consommer les produits locaux*, *limiter l'utilisation des voitures motorisées* et *limiter le gaspillage de l'eau*. Les taux de participation des populations locales aux activités relevant du tourisme alternatif sont assez élevés que ce soit à Djanet ou à Taghit.

Le taux de réponse « non » à la pratique *trier les déchets* est élevé (21,73%) à Djanet et (26,09%) à Taghit car seulement 7 répondants des agences touristiques sur un total de 23 ont participé à un des huit circuits touristiques étudiés. La pratique *encourager la participation des populations locales à la prise de décision* a également un fort taux de réponse « non » auprès des répondants des agences touristiques à Taghit non seulement car plusieurs agences ne se rendent pas sur les sites, mais aussi car les activités touristiques sont majoritairement organisées par les populations locales comme le montre les citations suivantes :

« Les populations locales organisent la plupart des activités sociales disponibles dans les circuits touristiques. Nous on est là pour amener les touristes et pour toutes les questions de logistique » (Répondant 1, populations locales, Djanet, 2016)

« Les populations locales constituent l'essentiel des activités touristiques. Elles connaissent l'environnement, les coutumes et la culture locale et donc on ne peut rien faire sans elles » (Répondant 14, populations locales, Djanet, 2017)

L'implication des populations locales dans l'organisation des activités touristiques rejoint le concept de capital social discuté dans le chapitre I. En effet, il semble qu'il est important à Djanet et à Taghit et il constitue un élément important de la durabilité sociale (Liu et Lee, 2015). Des niveaux élevés de capital social peuvent ainsi encourager les individus à atteindre des objectifs de société plus larges (Liu et Lee, 2015).

En somme, cette section nous a permis de mieux comprendre la pratique du tourisme alternatif auprès des diverses parties prenantes. Il faut en approfondir la compréhension en intégrant la connaissance à l'analyse de la pratique du tourisme alternatif.

IV.2 Analyse croisée des connaissances et des activités du tourisme alternatif dans le désert

La section précédente nous a permis d'identifier les activités relevant du tourisme alternatif. L'analyse empirique nous a également permis de comprendre que certaines activités sont communes à tous les acteurs alors que d'autres leur sont spécifiques. De plus, les divers acteurs (populations locales, touristes et les répondants des agences touristiques) ne pratiquent pas le tourisme alternatif de la même manière puisque certaines activités ont des taux de participation plus élevés que d'autres. Pour cela, il est intéressant d'analyser la pratique des diverses activités conjointement avec la connaissance du tourisme alternatif afin d'évaluer si les acteurs pratiquent le tourisme alternatif intentionnellement. La présente section a pour objectif de présenter une analyse croisée des connaissances et des activités en fonction des dimensions du développement durable et selon les divers acteurs.

a) Analyse des connaissances et des activités en fonction des dimensions du développement durable

La présente section vise à déterminer si les acteurs qui connaissent le tourisme alternatif le pratique de la même manière que ceux qui ne le connaissent pas. Il a donc été demandé aux principaux acteurs, à savoir les agences touristiques (question 11), les touristes (question 13) et les populations locales (question 11), s'ils avaient déjà entendu parler du terme « tourisme

alternatif ». Ainsi, sur un total de 179 participants, 112 ont répondu « oui » alors que 67 ont répondu « non ». Les tableaux suivants présentent les résultats des réponses « oui » et « non » à la connaissance et à la pratique du tourisme alternatif en général et en fonction des régions étudiées et des acteurs.

Tableau 32: Taux de participation à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance

Dimensions Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Connaissance	Total (réponses par activités)	Total (réponses possibles par activités)	Proportion (relative aux réponses possibles)
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	Oui	106	179	59.22%
			Non	64	179	35.75%
		Non	Oui	6	179	3.35%
			Non	3	179	1.68%
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	Oui	73	179	40.78%
			Non	46	179	25.70%
		Non	Oui	39	179	21.79%
			Non	21	179	11.73%
	Trier les déchets	Oui	Oui	95	179	53.07%
			Non	54	179	30.17%
		Non	Oui	17	179	9.50%
			Non	13	179	7.26%
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	Oui	87	139	62.59%
			Non	47	139	33.81%
		Non	Oui	2	139	1.44%
			Non	3	139	2.16%
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	Oui	87	139	62.59%
			Non	50	139	35.97%
Non		Oui	0	139	0.00%	
		Non	2	139	1.44%	
Éviter la pollution par les déchets	Oui	Oui	74	116	63.79%	
		Non	37	116	31.90%	
	Non	Oui	5	116	4.31%	
		Non	0	116	0.00%	
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	Oui	76	139	54.68%	
		Non	47	139	33.81%	
	Non	Oui	13	139	9.35%	
		Non	3	139	2.16%	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	Oui	14	63	22.22%
			Non	12	63	19.05%
		Non	Oui	22	63	34.92%
			Non	15	63	23.81%
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	Oui	9	23	39.13%
			Non	7	23	30.43%
		Non	Oui	4	23	17.39%
			Non	3	23	13.04%
Organiser des activités locales	Oui	Oui	9	23	39.13%	
		Non	5	23	21.74%	

		Non	Oui	4	23	17.39%
			Non	5	23	21.74%
Économique	Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	Oui	9	23	39.13%
			Non	7	23	30.43%
		Non	Oui	4	23	17.39%
			Non	3	23	13.04%
	Consommer les produits locaux	Oui	Oui	109	179	60.89%
			Non	65	179	36.31%
		Non	Oui	2	179	1.12%
			Non	3	179	1.68%
	Employer des guides locaux	Oui	Oui	108	179	60.34%
			Non	66	179	36.87%
		Non	Oui	4	179	2.23%
			Non	1	179	0.56%
	Prioriser les embauches locales	Oui	Oui	86	139	61.87%
			Non	45	139	32.37%
		Non	Oui	3	139	2.16%
			Non	5	139	3.60%
	Héberger les touristes	Oui	Oui	19	63	30.16%
			Non	12	63	19.05%
		Non	Oui	15	63	23.81%
			Non	17	63	26.98%
	Produire localement	Oui	Oui	18	45	40.00%
			Non	16	45	35.56%
		Non	Oui	6	45	13.33%
			Non	5	45	11.11%
Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	Oui	13	23	56.52%	
		Non	10	23	43.48%	
	Non	Oui	0	23	0.00%	
		Non	0	23	0.00%	

Source : Auteur, travail de terrain 2016,

*Total de toutes les parties prenantes qui ont répondu à la question ce qui explique le fait que le total varie d'une question à l'autre.

Le tableau précédent nous permet de constater qu'il existe quatre configurations possibles à la pratique du tourisme alternatif dans le désert. Cette dernière est cohérente lorsque les actions entreprises par les acteurs (pratiques) s'alignent avec la connaissance (oui, non). Plus précisément, la pratique du tourisme alternatif est cohérente lorsque les acteurs affirment le connaître et adoptent les activités qui lui sont associés ou qu'ils affirment ne pas le connaître et ne le pratiquent pas. En parallèle, la pratique est incohérente lorsque les actions des acteurs sont en opposition avec leurs connaissances. En d'autres mots, la pratique est incohérente quand ils affirment connaître le tourisme alternatif, mais en adoptent des pratiques ou qu'ils ne connaissent pas le tourisme alternatif, mais le pratiquent :

1. Pratique cohérente : connaissance oui, pratique oui
2. Pratique cohérente : connaissance oui, pratique non
3. Pratique incohérente : connaissance oui, pratique non
4. Pratique incohérente : connaissance non, pratique oui

En fonction des données présentées précédemment, on s'intéresse principalement à la pratique cohérente du tourisme alternatif, plus précisément aux agents qui ont répondu « oui » à la connaissance et à la pratique puisque ces données permettent de mieux comprendre les acteurs qui adoptent des pratiques touristiques alternatives, volontairement.

Ainsi, on se rend compte que parmi les 7 activités relevant de la dimension environnementale, le taux de réponse « oui » pour la connaissance et la pratique des actions/activités varie de (40,78%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (63,79%) pour *éviter la pollution par les déchets*. Le tableau précédent permet de classer par ordre d'importance les activités qui sont le plus pratiqué volontairement dont :

- Encourager les hébergements alternatifs (63,79%).
- Limiter le gaspillage de l'eau (62,59%).
- Préserver l'environnement (biosphère et écosystème) (62,59%).
- Limiter l'utilisation des voitures motorisées (59,22%).
- Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support) (54,68%).
- Trier les déchets (53,07%).
- Encourager les hébergements alternatifs (40,78%).

Ensuite, parmi les 4 activités relevant de la dimension sociale, le taux de réponse à la question « oui » pour la connaissance et la pratique des actions/activités est de (39,13%) pour l'ensemble des activités/actions entreprises sauf pour consulter les populations locales où le taux de réponse est de (22,22%). Tel que mentionné précédemment, cela s'explique par la forte présence des populations locales dans l'organisation des circuits touristiques.

Finalement, parmi les 6 activités relevant de la dimension environnementale, le taux de réponse « oui » à la question sur la connaissance et la pratique des actions/activités varie de (40,00%) pour *produire localement* à (61,37%) pour *prioriser les embauches locales*. Le tableau précédent permet de classer par ordre d'importance les activités qui sont le plus pratiquées volontairement dont :

- Donner la priorité les embauches locales (61,87%).
- Consommer les produits locaux (60,89%).
- Employer les guides locaux (60,34%).
- Encourager l'achat de souvenirs locaux (56,52%).
- Produire localement (40,00%).
- Héberger les touristes (30,16%).

On peut conclure que la majorité des divers acteurs adoptent des pratiques relevant du tourisme alternatif tout en étant conscients de le faire, puisque le taux de réponse « oui » à la connaissance et à la pratique est plus élevé que pour les autres catégories. Les données du tableau précédent permettent également de constater que les taux de participation les plus élevés concernent d'abord les activités qui relèvent de la dimension environnementale, ensuite économique et finalement sociale.

Toutefois, certains acteurs pratiquent le tourisme alternatif sans connaître cette activité. Tel que mentionné précédemment, la pratique du tourisme alternatif est incohérente lorsque les acteurs adoptent des activités/actions qui relèvent du tourisme alternatif même s'ils ne connaissent pas ce concept. Nous présenterons seulement un aperçu des résultats obtenus puisque cette étude s'intéresse principalement à la pratique cohérente du tourisme alternatif.

Plus précisément, parmi les 7 activités relevant de la dimension environnementale, le taux de réponse « oui » pour la pratique et « non » pour la connaissance varie de (25,70%) pour

encourager les hébergements alternatifs à (35.97%) pour *préserver l'environnement (biosphère et écosystème)*. Ensuite, pour les 4 activités relevant de la dimension sociale, le taux de réponse « oui » pour la pratique et « non » pour la connaissance varie de (19.05%) pour *consulter les populations locales* à (30.43%) pour les activités d'*encourager la participation des populations locales à la prise de décision* et *encourager le logement chez l'habitant*. Finalement, parmi les 6 activités relevant de la dimension économique, le taux de réponse « oui » pour la pratique et « non » pour la connaissance varie de (19.05%) pour *héberger les touristes* à (43.48%) pour *encourager l'achat de souvenir locaux*.

En vue d'améliorer les pratiques alternatives du tourisme dans le désert, il serait important de sensibiliser les acteurs qui ne connaissent pas le tourisme alternatif puisqu'ils adoptent déjà des activités touristiques alternatives qui relèvent à la fois des dimensions environnementale, sociale et économique. En outre, le tableau précédent permet de comprendre que plusieurs répondants ne pratiquent pas le tourisme alternatif, car ils ont un manque de connaissances de cette activité. Il faudrait également sensibiliser et mieux informer ces acteurs aux enjeux du tourisme alternatif afin d'augmenter le taux de participation.

Dans un autre ordre d'idées, l'incohérence de la pratique du tourisme alternatif se traduit également par la non-pratique malgré le fait que les acteurs connaissent le tourisme alternatif. Ainsi, pour les pratiques qui relèvent de toutes les dimensions, le taux de réponses « non » à la pratique d'activités touristiques alternatives malgré la connaissance du concept varie de (0.00%) pour *préserver l'environnement (biosphère et écosystème)* et *encourager l'achat de souvenirs locaux* à (34.92%) pour *consulter les populations locales*. Les raisons relatives à la non-pratique malgré la connaissance sont nombreuses et variées et l'objectif n'est pas de s'y attarder.

Les taux de non-pratique malgré la connaissance sont moins élevés que la pratique, néanmoins, on peut remarquer que l'activité d'*encourager l'achat de souvenir locaux* est celle qui a le plus faible taux de participation, malgré leur connaissance du tourisme alternatif. Il serait important d'approfondir la recherche à ce niveau afin de mieux comprendre pourquoi les acteurs n'adoptent pas cette activité malgré la connaissance du tourisme alternatif, soit malgré la prise de conscience de l'importance des retombées économiques de cette activité sur les communautés locales.

En somme, les données obtenues lors du travail de terrain à Djanet et à Taghit nous permettent de confirmer que non seulement il existe une pratique du tourisme alternatif, mais aussi que celle-ci peut être cohérente ou incohérente. Il faut approfondir les études afin de déterminer pourquoi les acteurs pratiquent le tourisme alternatif sans le connaître et pourquoi il ne le pratique pas tout en connaissant le concept. De plus, il serait pertinent de sensibiliser et d'offrir des formations aux divers acteurs impliqués dans le processus touristique afin de maximiser les retombées positives de cette activité tant au niveau environnemental que social et économique. La sous-section suivante vise à mieux comprendre la façon dont se répartit la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif chez les touristes, des populations locales et des répondants des agences touristiques.

b) Analyse des connaissances et des activités en fonction des acteurs et des régions

La section précédente nous a permis de comprendre qu'il y a une pratique du tourisme alternatif cohérente aussi bien qu'incohérente dans le désert algérien. Si l'on approfondit l'analyse des données, on se rend compte que les opinions des responsables des agences touristiques sont relativement partagées au niveau de la connaissance du tourisme alternatif. En effet (56.50 %) d'entre eux affirment avoir déjà entendu parler de ce terme alors que (43.50 %) n'en ont jamais entendu parler. Chez les touristes, (65.50 %) d'entre eux ont déjà entendu parler du tourisme alternatif contre (34.50 %). Finalement, les populations locales pour leur part ont affirmé connaître le terme « tourisme alternatif » à (57.50 %) contre (42.50 %). Le tableau suivant présente le taux de participation des acteurs aux activités relatives au tourisme alternatif en fonction de la connaissance :

Tableau 33: Taux de participation des parties prenantes à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance à Djanet

Dimensions Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Connaissance	Population locale (40) *	Touristes (116)		Répondants des agences touristiques (23)	Population locale (%)	Touristes (%)		Répondants des agences touristiques (%)
					Nationaux	Internationaux			Nationaux	Internationaux	
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	Oui	12	7	31	8	(30,00%)	(6,03%)	(26,72%)	(34,78%)
			Non	6	15	4	4	(15,00%)	(12,93%)	(3,45%)	(17,39%)
		Non	Oui	2	1	0	0	(5,00%)	(0,86%)	0	0
			Non	1	1	0	0	(2,50%)	(0,86%)	0	0
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	Oui	10	4	11	4	(25,00%)	(3,45%)	(9,48%)	(17,39%)
			Non	11	7	2	5	(27,50%)	(6,03%)	(1,72%)	(21,74%)
		Non	Oui	0	4	20	3	0	(3,45%)	(17,24%)	(13,04%)
			Non	0	9	2	0	0	(7,76%)	(1,72%)	
	Trier les déchets	Oui	Oui	9	8	29	2	(22,50%)	(6,90%)	(25,00%)	(8,70%)
			Non	7	16	3	4	(17,50%)	(13,79%)	(2,59%)	(17,39%)
		Non	Oui	4	0	2	3	(10,00%)	0	(1,72%)	(13,04%)
			Non	1	1	0	3	(2,50%)	(0,86%)	0	(13,04%)
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	Oui	--**	7	30	7	--	(6,03%)	(25,86%)	(30,43%)
			Non	--	13	4	5	--	(11,21%)	(3,45%)	(21,74%)
		Non	Oui	--	1	1	0	--	(0,86%)	(0,86%)	0
			Non	--	3	0	0	--	(2,59%)	0	0
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	Oui	--	16	29	7	--	(13,79%)	(25,00%)	(30,43%)
			Non	--	10	4	4	--	(8,62%)	(3,45%)	(17,39%)
		Non	Oui	--	0	0	0	--	0	0	0
			Non	--	0	0	1	--	0	0	(4,35%)
Éviter la pollution par les déchets	Oui	Oui	--	11	29	--	--	(9,48%)	(25,00%)		
		Non	--	16	3	--	--	(13,79%)	(2,59%)		
	Non	Oui	--	0	0	--	--	0			
		Non	--	0	0	--	--	0			
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	Oui	--	20	11	6	--	(17,24%)	(9,48%)	(26,09%)	
		Non	--	7	12	5	--	(6,03%)	(10,34%)	(21,74%)	
	Non	Oui	--	6	3	0	--	(5,17%)	(2,59%)	0	
		Non	--	0	0	1	--	0	0	(4,35%)	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	Oui	3	--	--	6	(7,50%)	--	--	(26,09%)
			Non	2	--	--	4	(5,00%)	--	--	(17,39%)
		Non	Oui	10	--	--	2	(25,00%)	--	--	(8,70%)
			Non	6	--	--	0	(15,00%)	--	--	0
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	Oui	--	--	--	4	--	--	--	(17,39%)
			Non	--	--	--	2	--	--	--	(8,70%)
Non	Oui	--	--	--	3	--	--	--	(13,04%)		
	Non	--	--	--	3	--	--	--	(13,04%)		

	Organiser des activités locales	Oui	Oui	--	--	--	5		--	--	(21,74%)
			Non	--	--	--	1			--	(4,35%)
		Non	Oui	--	--	--	3			--	(13,04%)
			Non	--	--	--	3			--	(13,04%)
Économique	Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	Oui	--	--	--	4			--	(17,39%)
			Non	--	--	--	2			--	(8,70%)
		Non	Oui	--	--	--	3			--	(13,04%)
			Non	--	--	--	3	--	--	--	--
	Consommer les produits locaux	Oui	Oui	9	9	29	4	(22,50%)	(7,76%)	(25,00%)	(17,39%)
			Non	11	14	4	7	(27,50%)	(12,07%)	(3,45%)	(30,43%)
		Non	Oui	1	0	0	1	(2,50%)	0	0	(4,35%)
			Non	0	2	1	0	0	(1,72%)	(0,86%)	0
	Employer des guides locaux	Oui	Oui	11	8	31	6	(27,50%)	(6,90%)	(26,72%)	(26,09%)
			Non	10	16	4	4	(25,00%)	(13,79%)	(3,45%)	(17,39%)
		Non	Oui	0	0	0	1		0	0	(4,35%)
			Non	0	0	0	1		0	0	(4,35%)
	Prioriser les embauches locales	Oui	Oui	--	16	21	7		(13,79%)	(18,10%)	(30,43%)
			Non	--	16	3	3		(13,79%)	(2,59%)	(13,04%)
		Non	Oui	--	0	2	1		0	(1,72%)	(4,35%)
			Non	--	1	0	1		(0,86%)	0	(4,35%)
	Héberger les touristes	Oui	Oui	4	--	--	--	(10,00%)			
			Non	2	--	--	--	(5,00%)			
		Non	Oui	11	--	--	--	(27,50%)			
			Non	4	--	--	--	(10,00%)			
	Produire localement	Oui	Oui	6	--	--	--	(15,00%)			
			Non	9	--	--	--	(22,50%)			
		Non	Oui	4	--	--	--	(10,00%)			
			Non	2	--	--	--	(5,00%)			
Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	Oui	--	--	--	6				(26,09%)	
		Non	--	--	--	6				(26,09%)	
	Non	Oui	--	--	--	0				0	
		Non	--	--	--	0					0

Source : Auteur, travail de terrain 2016,

*Entre parenthèse le pourcentage du nombre total de répondants par catégorie

**Total de toutes les parties prenantes qui ont répondu à la question ce qui explique le fait que le total varie d'une question à l'autre.

Tableau 34: Taux de participation des parties prenantes à la pratique d'activités relevant du tourisme alternatif par dimension du développement durable en fonction de la connaissance des acteurs à Taghit

Dimensions Développement Durable	Actions/Activités	Pratique	Connaissance	Population locale (40) *	Touristes (116)		Répondants des populations locales (%)	Touristes (%)		Répondants des agences touristiques (%)
					Nationaux	Internationaux		Nationaux	Internationaux	
Environnementale	Limiter l'utilisation des voitures motorisées	Oui	Oui	6	12	25	5	(10,34%)	(21,55%)	(21,74%)
			Non	9	18	2	6	(15,52%)	(1,72%)	(26,09%)
		Non	Oui	3	0	0	0	0	0	0
			Non	1	0	0	0	0	0	0
	Encourager les hébergements alternatifs	Oui	Oui	13	8	18	5	(6,90%)	(15,52%)	(21,74%)
			Non	6	13	1	1	(11,21%)	(0,86%)	(4,35%)
		Non	Oui	0	4	7	1	(3,45%)	(6,03%)	(4,35%)
			Non	0	5	1	4	(4,31%)	(0,86%)	(17,39%)
	Trier les déchets	Oui	Oui	5	12	25	5	(10,34)	(21,55%)	(21,74%)
			Non	5	16	2	1	(13,79%)	(1,72%)	(4,35%)
		Non	Oui	5	0	0	3	0	0	(13,04%)
			Non	4	2	0	2	(1,72%)	0	(8,70%)
	Limiter le gaspillage de l'eau	Oui	Oui	--**	12	25	6	(10,34)	(21,55%)	(26,09%)
			Non	--	18	2	5	(15,52%)	(1,72%)	(21,74%)
		Non	Oui	--	0	0	0	0	0	0
			Non	--	0	0	0	0	0	0
	Préserver l'environnement (biosphère et écosystème)	Oui	Oui	--	13	16	6	(11,21%)	(13,79%)	(26,09%)
			Non	--	22	5	5	(18,97%)	(4,31%)	(21,74%)
		Non	Oui	--	0	0	0	0	0	0
			Non	--	0	1	0	0	(1,72%)	0
Éviter la pollution par les déchets	Oui	Oui	--	10	24	--	(10,00)	(20,69%)		
		Non	--	16	2	--	(13,79%)	(1,72%)		
	Non	Oui	--	4	1	--	(3,45%)	(0,86%)		
		Non	--	0	0	--	0	0		
Préserver l'environnement (biodiversité et capacité de support)	Oui	Oui	--	18	14	7	(15,52%)	(12,07%)	(30,43%)	
		Non	--	13	6	4	(11,21%)	(5,17%)	(17,39%)	
	Non	Oui	--	3	1	0	(2,59%)	(0,86%)	0	
		Non	--	2	9	0	(1,72%)	(7,76%)	0	
Sociale	Consulter les populations locales	Oui	Oui	1	--	--	4	--	--	(17,39%)
			Non	0	--	--	6	--	--	(26,09%)
		Non	Oui	9	--	--	1	--	--	(4,35%)
			Non	9	--	--	0	--	--	0
	Encourager le logement chez l'habitant	Oui	Oui	--	--	--	5	--	--	(21,74%)

		Non	Non	--	--	--	5	--	--	(21,74%)
			Oui	--	--	--	1	--	--	(4,35%)
Organiser des activités locales	Non	Non	Non	--	--	--	0	--	--	0
			Oui	--	--	--	4	--	--	(17,39%)
	Oui	Non	Oui	--	--	--	4	--	--	(17,39%)
			Non	--	--	--	1	--	--	(4,35%)
	Non	Non	Oui	--	--	--	2	--	--	(8,70%)
			Non	--	--	--	2	--	--	(8,70%)
Économique	Encourager la participation des populations locales à la prise de décision	Oui	Oui	--	--	--	5	--	--	(21,74%)
			Non	--	--	--	5	--	--	(21,74%)
		Non	Oui	--	--	--	1	--	--	(4,35%)
			Non	--	--	--	0	--	--	0
	Consommer les produits locaux	Oui	Oui	13	12	25	8	(10,34)	(21,55%)	(34,78%)
			Non	6	18	2	3	(15,52%)	(1,72%)	(13,04%)
		Non	Oui	0	0	0	0	0	0	0
			Non	0	0	0	0	0	0	0
	Employer des guides locaux	Oui	Oui	12	12	25	3	(10,34)	(21,55%)	(13,04%)
			Non	7	18	2	5	(15,52%)	(1,72%)	(21,74%)
		Non	Oui	0	0	0	3	0	0	(13,04%)
			Non	0	0	0	0	0	0	0
	Prioriser les embauches locales	Oui	Oui	--	20	17	5	(13,79%)	(14,66%)	(21,74%)
			Non	--	16	2	5	0	(1,72%)	(21,74%)
		Non	Oui	--	0	0	0	0	0	0
			Non	--	2	0	1	(1,72%)	0	(4,35%)
	Héberger les touristes	Oui	Oui	6	--	--	5	--	--	(21,74%)
			Non	1	--	--	1	--	--	(4,35%)
		Non	Oui	1	--	--	3	--	--	(13,04%)
			Non	11	--	--	2	--	--	(8,70%)
	Produire localement	Oui	Oui	10	--	--	--	--	--	--
			Non	4	--	--	--	--	--	--
		Non	Oui	2	--	--	--	--	--	--
			Non	3	--	--	--	--	--	--
Encourager l'achat de souvenirs locaux	Oui	Oui	--	--	--	7	--	--	(30,43%)	
		Non	--	--	--	4	--	--	(17,39%)	
	Non	Oui	--	--	--	0	--	--	0	
		Non	--	--	--	0	--	--	0	

Parmi les acteurs qui affirment connaître le tourisme alternatif et qui ont répondu « oui » aux activités listées dans le tableau précédent, il a été dénombré que 8 activités concernent les populations locales, dont :

- 3 relevant de la dimension environnementale
- 1 relevant de la dimension sociale
- 4 relevant de la dimension économique

Dans la région de Djanet, le taux de réponse « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (7,50%) pour *consulter les populations locales* à (30,00%) pour *limiter l'utilisation des voitures motorisées*. Pour l'activité de *consulter les populations locales* qui a un faible taux de participation, il est important de comprendre le point de vue de l'État à ce sujet. Les citations suivantes traduisent la compréhension des institutions étatiques des avantages de la consultation et de l'implication des populations locales dans le tourisme alternatif (question 27) :

« La forte participation des populations locales dans l'organisation des activités touristiques est une caractéristique typique des sociétés du Sud. La population est active dans le domaine touristique. Elle contrôle ce qui se passe sur son territoire, gère les recettes touristiques et a le contrôle sur les touristes. Il n'y a pas d'ingérence dans la gestion de leurs activités et de leurs patrimoines puisque ce sont elles qui s'occupent de tout. » (Répondant 1, ONAT, Alger, novembre 2016).

« Le tourisme dans le sud de l'Algérie n'arrive pas à décoller, car ce sont les populations locales qui s'en occupent. Elles sont souvent mal organisées et si elles ne travaillent pas en partenariat avec les walis locaux ou les représentants gouvernementaux, ça risque d'être vraiment chaotique. Cependant, il faut reconnaître que personne ne connaît mieux l'environnement que les populations locales. C'est pour cela que leur participation à la planification de l'activité touristique est importante. De plus, ils ont leur propre culture et personne ne peut partager cette culture comme eux. » (Répondant 2, ONAT, Alger, novembre 2016).

Dans la région de Taghit, le taux de réponse « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (2,50%) pour *consulter les populations locales* à (32,50%) pour *encourager les hébergements alternatifs et consommer les produits locaux*. On remarque que les activités qui ont le plus haut taux de participation varient entre Djanet et Taghit, cela s'explique par les spécificités des régions telles que présentées dans le chapitre précédent.

À Djanet, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (0.00%) pour *encourager les hébergements alternatifs* et *employer des guides locaux* à (15.00%) pour *consulter les populations locales*.

À Taghit, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (0.00%) pour *encourager les hébergements alternatifs* et *produire localement* à (27.50%) pour *héberger les touristes*.

On remarque que l'activité *employer des guides locaux* est majoritairement pratiquée par les populations locales de Djanet car c'est une région beaucoup plus vaste que Taghit et que ce sont les acteurs qui connaissent le mieux le désert. Une distance d'environ 500 km est parcourue par un circuit de 7 jours à Djanet, alors qu'à Taghit c'est plutôt 50 km. Pour ce qui est de l'activité *héberger les touristes*, les populations locales ne l'ont pas fait dans le cadre des circuits étudiés, car ces derniers avaient pour objectif de camper dans le désert.

On peut constater, en fonction des données présentées dans le tableau précédent, que les populations locales qui ont répondu « oui » à la connaissance et à la pratique sont plus nombreuses que celles qui ne pratiquent pas. Toutefois, l'activité de *consulter les populations locales* représente l'action la moins pratiquée par les populations locales. À l'opposé, les activités *encourager les hébergements alternatifs* et *consommer les produits locaux* sont celles qui ont le taux de participation le plus élevé.

Certaines populations locales adoptent également des activités touristiques sans nécessairement connaître le tourisme alternatif. Rappelons que cela relève de l'incohérence de la pratique. Ainsi, parmi les populations locales qui ont répondu « non » à la connaissance et « oui » à la pratique à Djanet, on remarque que le taux de participation varie de (5.00%) pour *consulter les populations locales* à (27.50%) pour *consommer les produits locaux* et *encourager les hébergements alternatifs*.

À Taghit, parmi les populations locales qui ont répondu « non » à la connaissance et « oui » à la pratique, on remarque que le taux de participation varie de (0.00%) pour *consulter les populations locales* à (22.50%) pour *limiter les voitures motorisées*. Toutefois, dans le cadre de cette thèse, on s'intéresse uniquement à la cohérence dans la pratique du tourisme alternatif.

Parmi les acteurs qui affirment connaître le tourisme alternatif et qui ont répondu « oui » aux activités listées dans le tableau précédent, il a été dénombré que 9 activités concernent les touristes, dont :

- 7 relevant de la dimension environnementale.
- 3 relevant de la dimension économique.

À Djanet, le taux de réponse « oui » des touristes nationaux pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (3,45%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (30.00%) pour *limiter les voitures motorisées*.

Pour les touristes étrangers, le taux de réponse « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (9,48%) pour *préserver l'environnement (capacité de support et écosystème)* à (27.72%) pour *limiter les voitures motorisées*.

À Taghit, le taux de réponse « oui » des touristes nationaux pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (6.90%) pour *encourager les hébergements alternatifs* à (17.24%) pour *prioriser l'embauche des populations locales*

Pour les touristes étrangers, le taux de réponse « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (12.07%) pour *préserver l'environnement (capacité de support et écosystème)* à (21.55%) pour plusieurs activités dont, *consulter les populations locales, employer les guides locaux, limiter le gaspillage de l'eau et limiter les voitures motorisées*.

Les données obtenues permettent de constater que l'activité ayant le plus faible taux de participation chez les touristes nationaux est *encourager les hébergements alternatifs* que ce soit à Djanet ou à Taghit. On peut également comprendre que l'activité ayant le plus faible taux de participation auprès des touristes nationaux et étrangers à Djanet et à Taghit concerne la préservation de l'environnement (capacité de support et écosystème). Cela s'explique par le fait qu'il est difficile pour les touristes de déterminer le seuil de tolérance de l'environnement à ne pas dépasser.

À Djanet, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes nationaux varie de (0.00%) pour *éviter la pollution par les déchets* à (7.76%) pour *encourager les hébergements alternatifs*.

Pour les touristes étrangers, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités auprès des touristes nationaux varie de (0.00%) pour *trier les déchets et limitez les voitures motorisées* à (26.72%) pour *limitez l'utilisation des voitures motorisées*.

À Taghit, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (0.00%) pour *éviter la pollution par les déchets et préserver l'environnement (biosphère et écosystème)* à (4.31%) pour *encourager les hébergements alternatifs*.

Pour les touristes étrangers, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (0.00%) pour *employer les guides locaux et limitez les voitures motorisées* à (7.76%) pour *préserver l'environnement (biosphère et capacité de support)*.

Ainsi, on remarque que l'activité la moins pratiquée par les touristes étrangers surtout à Djanet est de *limiter l'utilisation de voitures motorisées*. Néanmoins, il faut préciser que cela peut être dû au fait que les touristes ne connaissent pas le tourisme alternatif, il faudrait donc les sensibiliser face à la nécessité de *limiter l'utilisation de voitures motorisées* dans un contexte désertique.

Il existe également une pratique incohérente du tourisme alternatif dans le désert algérien. Toutefois, nous n'approfondirons pas l'analyse de ces données, car on s'intéresse à la cohérence de la pratique du tourisme alternatif. Le tableau précédent permet de comprendre que la méconnaissance du tourisme alternatif n'empêche pas sa pratique. En effet, plusieurs participants ont affirmé adopter des pratiques touristiques alternatives sans nécessairement connaître ce concept. Plusieurs facteurs peuvent influencer la pratique ou non du tourisme alternatif et il serait

intéressant d'approfondir les recherches pour savoir pourquoi certains participants ne le pratiquent pas, malgré leur connaissance ou le pratique sans le connaître.

Finalement, parmi les acteurs qui affirment connaître le tourisme alternatif et qui ont répondu « oui » aux activités listées dans le tableau précédent, il a été dénombré que 15 activités concernent les répondants des agences touristiques, dont :

- 6 relevant de la dimension environnementale
- 9 relevant de la dimension sociale
- 5 relevant de la dimension économique

À Djanet, le taux de réponse « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (8,70%) pour *trier les déchets* à (34,70%) pour *limiter l'utilisation des voitures motorisées*. Ces résultats permettent de constater l'importance de la protection de l'environnement en encourageant le tri des déchets. Il importe ainsi d'analyser les réponses des répondants en ce qui concerne leur perception de la préservation de l'environnement (question 15) :

« La préservation de l'environnement consiste à prendre des mesures pour limiter l'impact de l'être humain sur la nature. Dans le cas du désert, cela consiste à éviter de jeter les déchets partout, de ne pas utiliser des sacs ou des bouteilles en plastique, d'encourager le plus possible le recyclage et la récupération » (Répondant 3, agence touristique, Djanet, 2016)

« Il faut éviter la pollution par respect pour l'environnement. Il faut traiter les lieux visités comme si c'était notre propre maison » (Répondant 21, agence touristique, Taghit, 2017)

Les citations précédentes permettent de traduire l'importance de limiter la pollution chez les répondants des agences qui affirment connaître le tourisme alternatif et qui ont mentionné *limiter la pollution par les déchets*.

À Taghit, le taux de réponse à la question « oui » pour la connaissance du tourisme alternatif et « oui » pour la pratique d'une des actions/activités, varie de (13,04%) pour *employer les guides locaux* à (34,78%) pour *consommer les produits locaux*. On remarque qu'en prenant en compte la connaissance du tourisme alternatif (pratique volontaire), le taux de participation des activités relevant du tourisme alternatif n'est pas le même à Djanet qu'à Taghit.

Ensuite, le taux de réponse « non » pour la connaissance du tourisme alternatif et « non » pour la pratique d'une des actions/activités varie de (0.00%) pour *éviter la pollution par les déchets* et *encourager l'achat de souvenirs locaux* à (26.98%) pour *héberger les touristes*.

On remarque que le taux de non-participation le plus élevé concerne l'activité *d'héberger les touristes* à Taghit (27.50%). Tel que mentionné précédemment cela s'explique par l'importance accordée aux bivouacs comme le traduit la citation suivante :

« On n'encourage pas les populations locales à héberger les touristes parce que nos circuits consistent en le bivouac, donc les clients apportent leurs tentes. Certains touristes louent les tentes et les matelas auprès des populations locales » (Répondant 12, agence touristique, Djanet, 2016)

Ainsi, il est compréhensible que les touristes ne séjournent pas chez les populations locales, car l'offre de circuits touristiques ne le permet pas. En vue de mieux comprendre cette pratique, il faudrait reposer la question hors saison touristique afin de voir si certains touristes optent pour l'hébergement chez les populations locales.

Dans un autre ordre d'idées, certaines agences touristiques pratiquent également le tourisme alternatif sans connaître ce concept. Ainsi, parmi les répondants des agences qui ont répondu « non » à la connaissance et « oui » à la pratique, on remarque que le taux de participation varie de (21.74%) pour *trier les déchets* à (43.48%) pour les activités suivantes :

- Limiter le gaspillage de l'eau
- Limiter l'utilisation des voitures motorisées
- Consulter les populations locales
- Encourager l'achat de souvenirs locaux
- Consommer les produits locaux

IV.3 Analyse des perceptions du tourisme alternatif dans le désert

Les sections précédentes nous ont permis de comprendre qu'il y a une pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien et que celle-ci peut s'analyser conjointement avec la connaissance du concept. Il est important d'approfondir l'analyse afin de déterminer les perceptions du tourisme alternatif dans le désert. La présente section a donc pour objectif de comprendre comment les acteurs perçoivent le tourisme alternatif.

a) Perceptions du tourisme alternatif en fonction du développement durable

L'un des objectifs de cette thèse est de déterminer s'il existe une connaissance spécifique du tourisme alternatif dans le désert. Ainsi, il a été demandé aux 179 participants s'ils avaient un aperçu de ce qu'était le tourisme alternatif dans le désert. Seulement 4 individus de l'échantillon total (179) n'ont pas été en mesure de décrire cette activité. Les questions qui nous ont permis de déterminer la perception du tourisme alternatif dans le désert sont :

- *Quelles sont les principales caractéristiques du tourisme alternatif dans la zone désertique algérienne?* (Question 10 pour les agences touristiques et les populations locales)
- *Pourquoi avez-vous sélectionné cette ville?* (Question 6 pour les touristes)

Il faut spécifier que la question n'a pas été formulée de la même manière auprès des touristes afin d'encourager le plus grand nombre de participants à répondre. En la formulant ainsi, cela permet à tous les touristes d'y répondre. Alors que si elle avait été la même que celle posée aux autres acteurs, les touristes qui ne sont pas du tout familiers avec le tourisme alternatif dans le désert et qui y séjournent pour la première fois n'auraient peut-être pas répondu. Un total de 233 réponses a été obtenu pour décrire le tourisme alternatif dans le désert. Il importe de déterminer la répartition des données en fonction de toutes les dimensions, le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 35: Occurrence des éléments de caractérisation du tourisme alternatif dans le désert en fonction des dimensions du développement durable*

Éléments de description	Dimensions du Développement durable				
	Environnementale	Sociale	Économique	Environnementale et sociale	Environnementale sociale et économique
Patrimoine naturel et culturel	51	---	---	---	---
Tourisme de petite échelle	7	---	---	---	---
Authenticité	---	17	---	---	---
Rencontre	---	8	---	---	---
Repos	---	32	---	---	---
S'enrichir culturellement	---	16	---	---	---
Financement	---	---	1	---	---
Découvertes	---	---	---	68	---
Visiter de nouveaux endroits	---	---	---	1	--
Utilisation de moyens de transport non-motorisés	---	---	---	---	4
Vivre le mode de vie	---	---	---	---	16
Voyage humanitaire	---	---	---	---	10
Logement alternatif	---	---	---	---	2
Total:	58	73	1	69	32

Source : Auteur, travail de terrain 2016

*Nombre de fois qu'une caractéristique du tourisme alternatif a été mentionnée par les parties prenantes

** (--) Aucune réponse

En fonction des données présentées dans le tableau précédent, 2 éléments de description du tourisme alternatif dans le désert relèvent de la dimension environnementale, dont :

- Patrimoine naturel et culturel.
- Tourisme de petite échelle.

Les participants ont décrit le tourisme alternatif dans le désert algérien comme une activité qui a pour objectif de découvrir les spécificités de la faune et de la flore. Ainsi, les éléments relevant du *patrimoine naturel et culturel* ont été mentionnés 51 fois par les participants. Plus précisément, il est question de découvrir les gravures rupestres, les palmeraies, les dunes, les falaises, les jardins, mais aussi les ksours (vieux châteaux). Le patrimoine naturel est fortement lié au patrimoine culturel comme le parc du Tassili-N'Ajjer à Djanet qui représente le plus grand musée à ciel ouvert du monde. La visite des ksours, dont le plus ancien date de 21 siècles, a également été mentionnée à plusieurs reprises par les participants.

Aussi, le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit est *un tourisme de petite échelle* qui vise à protéger l'environnement. Cet élément a seulement été mentionné 7 fois, mais il est important à considérer puisqu'il s'inscrit dans une logique de prise en compte de la capacité de charge des sites. Il ressort de l'analyse des données que le tourisme alternatif dans le désert a comme objectif d'entreprendre des actions qui visent à protéger la nature car elle constitue un produit touristique. Plusieurs participants ont également souligné le fait que la fragilité de l'environnement ne permet pas l'arrivée de masse de touristes comme le souligne la citation suivante :

« C'est un tourisme de qualité et de petite échelle, on refuse les grands groupes. C'est un tourisme pour les aventuriers ou ceux qui veulent se reposer » (Répondant 18, agence touristique, Djanet, 2017)

On remarque que, selon les participants, il est important de ne pas surcharger les sites touristiques. Rappelons que la capacité de charge des milieux se mesure par le niveau d'activité humaine qu'une zone donnée peut supporter sans subir de détérioration et sans nuire aux populations locales (Chamberlain, 1997). Ainsi, en évitant les circuits touristiques avec de grands groupes, on prévient les sites de toute dégradation écologique qui peut être la conséquence de la présence de plusieurs individus à un même endroit (Lequin, 2001).

Ensuite, 4 éléments de description relèvent de la dimension sociale, dont :

- L'authenticité.
- La rencontre.
- Le repos.
- L'enrichissement culturel

L'*authenticité* a été mentionnée 17 fois par les participants à l'étude. Elle implique le fait de partager le mode de vie des populations locales tel qu'il est. L'authenticité, selon les participants, se traduit également par une offre de produits spécifiques et non standardisés qui permet aux touristes de partager le quotidien des Touarègues pour une période de temps limité, la citation suivante exprime le sens de l'authenticité dans le désert :

« C'est un tourisme de qualité, ce sont des touristes qui cherchent la qualité et la valeur. C'est un tourisme traditionnel, on n'a pas besoin d'hôtel, on n'a pas besoin de superflu, juste la simplicité, la musique, la nature et voilà. C'est apprendre comment les gens vivaient traditionnellement dans le désert, pendant les caravanes. Ils apprennent à allumer un feu, à faire à manger sur le feu et voilà. C'est un tourisme qui refuse la modernité, on évite d'utiliser des quads, on cherche l'essentiel. C'est une connexion avec la nature et le meilleur endroit pour être connecté avec la nature c'est dans le désert. Mais quand il y a beaucoup de monde, il n'y a pas la possibilité de créer des contacts réels. Nous on fait le tourisme alternatif, mais naturellement, c'est notre mode de vie. » (Répondant 9, populations locales, Taghit, 2017)

Ensuite, les participants ont mentionné la *rencontre* 8 fois pour caractériser le tourisme alternatif dans le désert. Cette caractéristique complète l'*authenticité* puisqu'ils décrivent cette activité étant un moyen de rencontrer les populations nomades et de vivre leur mode de vie. Il est question de mettre au centre du voyage cette rencontre afin de partager la culture locale comme l'explique ce participant :

« C'est un tourisme où les touristes veulent découvrir le mode de vie des Touaregs, ils apprennent comment ils mangent, dorment, leurs loisirs, leurs traditions. C'est l'occasion de nous rencontrer parce qu'on a un mode de vie différent de celui des touristes et ils aiment découvrir comment on vit. C'est aussi un moyen pour nous de découvrir toutes les cultures du monde parce qu'on vit en retrait, on ne connaît pas tout ce qui se passe ailleurs dans le monde. Donc quand on reçoit des touristes, on partage nos cultures. » (Répondant 28, population locale, Djanet, 2017)

Les propos de ce participant s'alignent avec le concept de tourisme ethnique de Cohen (1988) qui implique que c'est un voyage qui vise à rencontrer une communauté hôte afin de découvrir ses façons de vivre, sa langue, etc. La définition de Cohen (1988) est linéaire dans la mesure où elle implique que ce sont les touristes qui vont à la découverte des populations locales alors que dans la citation ci-dessus, le répondant affirme que la rencontre n'est pas à sens unique et que les populations locales ont également l'occasion de découvrir de nouvelles cultures.

En outre, le terme *repos* a été mentionné 32 fois pour caractériser le tourisme alternatif dans le désert. L'environnement particulier du désert, le calme et le fait que ce soit un espace peu industrialisé favorisent le repos pour les acteurs.

Finalement, il a également été mentionné à 16 reprises que le tourisme alternatif dans le désert permettait de *s'enrichir culturellement*. Cet enrichissement s'explique par la découverte de la culture locale et de l'héritage historique et culturel qui permettent aux divers acteurs de se renseigner sur la signification des gravures rupestres, les coutumes locales, le mode de vie des Touarègues, etc.

De plus, 1 élément de description relève de la dimension économique soit :

- Financement

Un seul élément relevant de la dimension économique a été relevé par les acteurs pour caractériser le tourisme alternatif dans le désert. Le financement qui a été mentionné seulement une fois implique le fait que les activités dans le désert algérien ne requièrent pas beaucoup de

ressources financières, car les produits consommés proviennent de la localité où se déroule les activités.

De plus, 2 éléments de réponse relèvent de deux dimensions, dont :

- Découvertes.
- Visiter de nouveaux endroits.

La *découverte* qui a été mentionnée 68 fois relève autant de la dimension sociale qu'environnementale. Du point de vue environnemental, elle a pour objectif de visiter les sites naturels et les divers paysages du désert algérien. Du point de vue socioculturel, il est question de découvrir socialement et culturellement les populations qui habitent ces régions. Dans le même ordre d'idée, le fait de visiter de nouveaux endroits qui a seulement été mentionné une seule fois relève des dimensions environnementale et sociale car il est question de découvrir l'environnement naturel et le patrimoine culturel comme le souligne les citations suivantes :

« Je veux découvrir le désert et rencontrer les Touaregs » (Répondant 12, touristes, Djanet, 2016)

« La zone désertique algérienne est très variée tant au niveau de la faune et de la flore (sites rocaillieux, dunes, oasis) qu'au niveau de la culture qui vise à découvrir la culture locale et à mieux comprendre le mode de vie des Touaregs. » (Répondant 8, agence touristique, Taghit, 2017)

Finalement, 4 éléments de description relèvent des dimensions environnementale, sociale et économique :

- Logement alternatif.
- Utilisation de moyens de transport non-motorisés.
- Vivre le mode de vie des populations locales.
- Voyage humanitaire.

Certaines particularités du tourisme alternatif dans le désert peuvent être à la fois environnementales, économiques et sociales. L'utilisation de logements alternatifs qui a été mentionnée seulement 2 fois pour caractériser le tourisme alternatif dans le désert se classe dans cette catégorie, car il implique la découverte du mode de vie et de la culture touarègue en optant pour des logements qui ont une incidence moindre sur l'environnement comme le camping, le bivouac et le logement chez l'habitant. En plus de valoriser la culture locale et de limiter les effets néfastes sur l'environnement, les logements alternatifs peuvent avoir des retombées économiques positives pour les populations locales.

Ensuite, *l'utilisation de transport non-motorisé* peut également avoir des incidences positives sur l'environnement puisqu'il implique le recours aux chameaux, aux ânes et à la marche. Cette activité a également une ampleur sociale dans le désert car elle nécessite de l'organisation et de la cohésion chez les populations locales, les agences touristiques et les touristes. L'organisation est primordiale afin que les populations locales se répartissent les diverses tâches, ce qui implique l'établissement d'un itinéraire de voyage. Sur ce point, le PNUE en 2002 estimait que la méharée représente plus de (60 %) des circuits touristiques locaux. Le recours aux transports locaux permet donc d'inclure un plus grand nombre de populations locales comme guides et chameliers par exemple.

Par ailleurs, une autre des particularités du tourisme alternatif dans le désert consiste à vivre le mode de vie local mentionné 16 fois. Cela nécessite de camper quelques jours afin de découvrir la beauté de la nature et la richesse de la culture touarègue. Ce type de tourisme s'adresse à ceux qui sont vraiment intéressés à découvrir des environnements et des cultures différentes. Cette particularité encourage également les touristes à utiliser les ressources disponibles telles que le bois par exemple.

Les résultats précédents permettent de constater que les participants ont nommé un plus grand nombre de caractéristiques sociales (73) qu'environnementales (58). Ces résultats correspondent aux travaux entrepris par l'UNESCO (2002) qui démontrent que le tourisme saharien a comme principale particularité d'attirer les touristes curieux des modes de vie des populations locales (habitats, cultures, arts et artisanats) et de l'environnement désertique qui lui est spécifique (dunes, immensités, silence).

L'importance de la dimension sociale dans la description du tourisme alternatif dans le désert se justifie par le fait que dans un désert, tout semble être *social*. Dans la mesure où la difficulté de l'environnement (sécheresse, aridité climatique, manque de ressources) nécessite un certain rapport humain qui n'est pas indispensable dans les autres régions du monde comme les forêts et les parcs, les îles et les régions balnéaires et les montagnes. C'est d'ailleurs pour cette raison que même les voyages dans la région se font en circuit, car il est inconcevable de s'aventurer seul dans le désert. Le chapitre II nous a permis de concevoir que les divers échanges entre les acteurs sont un aspect conceptuel et pratique important du tourisme alternatif. Les données empiriques récoltées nous permettent de confirmer l'importance des échanges entre les divers acteurs dans le

tourisme alternatif puisque ce dernier a été décrit par des éléments comme la *rencontre* (8), *s'enrichir culturellement* (16), la *découverte* (68), *vivre le mode de vie* (16). Tous les éléments cités précédemment montrent l'importance des échanges que le tourisme alternatif dans le désert favorise.

Ces résultats s'alignent avec ceux de Dubois (2002) qui indique que la dimension sociale du développement durable est souvent oubliée. Pourtant, elle interpelle deux notions importantes, l'individualisme et le collectivisme. La première concerne le fait que chaque être humain a une responsabilité spécifique dans son environnement. La deuxième implique le besoin de prendre en compte les interactions sociales de tous les individus. La citation suivante permet de comprendre que dans le désert algérien, la notion d'individualisme et de collectivisme est présente car chaque individu a une tâche particulière qui s'insère dans un système global, soit le tourisme alternatif :

« On s'organise entre nous. Chacun est spécialisé dans un domaine (guide, chauffeur, cuisine). Donc quand on organise les circuits, chacun sait comment s'organiser pour pouvoir répondre à tous les besoins et les objectifs des touristes » (Répondant 28, population locales, Djanet, 2017)

La dimension environnementale du tourisme alternatif dans le désert est moins importante que la dimension sociale, mais les participants ont mentionné à 58 reprises des éléments relevant de cette dimension. Cela peut s'expliquer par le fait que ce concept a d'abord été théorisé sur le plan environnemental. D'ailleurs, l'une des premières définitions a été présentée par Ceballos-Lascurain (1983) qui considère l'écotourisme (la première forme du tourisme alternatif à être théorisée) comme une façon responsable de voyager et de visiter des aires naturelles sans perturber l'environnement local. Le chapitre II nous a permis de comprendre que le tourisme alternatif accorde une grande importance au respect de l'écosystème et à la protection de l'environnement. Ainsi, les réponses obtenues auprès des participants permet d'affirmer que le patrimoine naturel et culturel qui a été mentionné (51) fois est un élément important du tourisme alternatif dans le désert.

Il se traduit par la protection des ressources naturelles, le respect des écosystèmes et la propreté des sites. Dans le désert, les enjeux environnementaux et sociaux sont liés puisque ce sont les populations locales qui vivent dans l'environnement désertique et qui peuvent être les principales victimes des problèmes environnementaux. Le chapitre II nous a également permis de comprendre que la prise en compte de la capacité de charge des milieux est un élément important

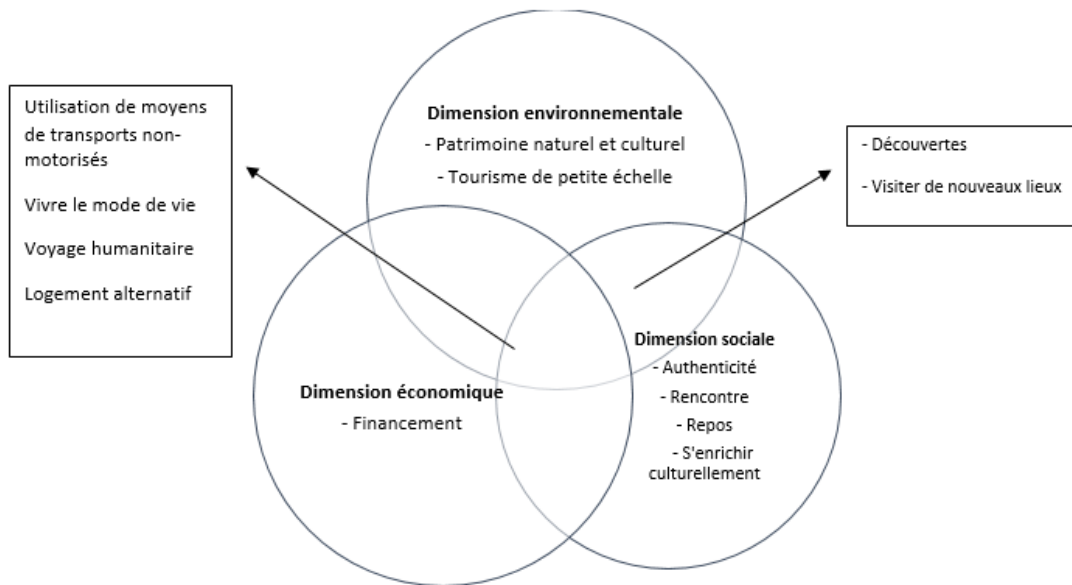
des sites touristiques. Cet élément se traduit par *le tourisme de petite échelle* dans le désert qui a été mentionné à 7 reprises par les participants.

De plus, nous avons également soulevé l'importance de l'utilisation de modes de transport viables puisque les effets du transport sur l'environnement par l'industrie du tourisme doivent faire l'objet d'une attention particulière. Dans le désert, cela se traduit par le *recours aux moyens de transports non-motorisés* qui relèvent à la fois des dimensions environnementale, sociale et économique.

Cet élément est multidimensionnel dans le désert, car il implique l'utilisation de dromadaires, de chameaux et de la marche ce qui limite la production de gaz à effet de serre sur l'environnement sensible des zones désertiques. Du point de vue social, l'utilisation du chameau permet de maintenir l'image sacrée du désert et de partager le mode de vie local. Finalement, d'un point de vue économique, le recours aux chameaux et au trekking permet d'offrir des emplois aux populations locales (chameliers, guides).

La dimension économique n'a presque pas été mentionnée par les participants qui ont accordé plus d'importance aux dimensions environnementales et sociales. La figure ci-dessous permet de résumer la perception qu'ont les divers acteurs du tourisme alternatif :

Figure 26: La perception du tourisme alternatif dans le désert



Source : (Auteur, travail de terrain 2016-2017)

En somme, l'analyse des données empiriques nous permet de comprendre que la dimension sociale du tourisme alternatif dans le désert est importante et la dimension économique est moins importante. Il faut approfondir l'analyse afin de comprendre comment les acteurs caractérisent le tourisme alternatif dans le désert.

b) Perceptions du tourisme alternatif en fonction des acteurs et des régions

La sous-section précédente nous a permis d'avoir un aperçu général des composantes de la description du tourisme alternatif dans le désert. Nous avons également pu constater que sur 179 acteurs, 175 ont affirmé connaître le tourisme alternatif dans le désert. Si nous analysons les données de plus près, nous nous rendons compte que ce sont principalement les agences touristiques et les populations locales qui méconnaissent cette activité dans un contexte désertique.

Pourtant, on aurait tendance à penser le contraire compte tenu du fait que les agences touristiques travaillent dans le domaine et que les populations locales vivent dans le désert. Lorsque nous

études de plus près les données, on remarque que chez les répondants des agences, deux personnes n'ont participé à aucun circuit touristique. Ces personnes occupent des postes liés à l'administration et à la logistique. L'un de ces deux participants a affirmé avoir suivi une formation en hôtellerie alors que le second n'en a suivi aucune.

De plus, l'une des deux agences était agréée tandis que l'autre ne l'était pas. En ce qui concerne les populations locales, le premier participant s'inscrit dans la catégorie d'âge (18-24 ans) et vient de Djanet. Le second est dans la même tranche d'âge et vient de Taghit. En ce qui concerne les touristes, (100%) d'entre eux ont affirmé connaître le tourisme alternatif dans le désert. Le tableau suivant présente les principaux résultats obtenus :

Tableau 36: Occurrence des éléments de description du tourisme alternatif dans le désert selon les parties prenantes à Djanet*

Dimensions du développement durable	Éléments de description	Populations locales		Touristes		Répondants des agences touristiques		total
		Djanet	Taghit	Djanet	Taghit	Djanet	Taghit	
Environnementale	Patrimoine naturel et culturel	27	7	--**	--	11	6	58
	Tourisme de petite échelle	1	2	--	--	3	1	
Sociale	Authenticité	8	6	--	--	1	2	73
	Rencontre	--	--	5	8	--	--	
	Repos	2	1	12	15	0	2	
	S'enrichir culturellement	--	--	7	9	--	--	
Économique	Financement	--	--	1	0	--	--	1
Environnementale et sociale	Découverte	--	--	30	38	--	--	69
	Visiter de nouveaux endroits	--	--	1	0	--	--	
Environnementale, Sociale et économique	Utilisation de moyens de transport non-motorisés	0	3	--	--	1	0	32
	Vivre le mode de vie	--	--	7	9	--	--	
	Voyage humanitaire	--	--	6	4	--	--	
	Logement alternatif	--	--	--	--	1	1	

Source : Auteur, travail de terrain 2016

*Nombre de fois qu'une caractéristique du tourisme alternatif a été mentionnée par les parties prenantes, ** (--) Aucune réponse

En fonction des données présentées dans le tableau précédent, 6 éléments de description du tourisme alternatif dans le désert ont été mentionnés par les populations locales dont :

- 2 éléments relevant de la dimension environnementale.
- 2 relevant de la dimension sociale.
- 1 relevant de plusieurs dimensions (environnementale, sociale et économique).

Les populations locales ont affirmé que le *patrimoine naturel et culturel* (34) représentait la caractéristique principale qui décrivait le mieux leur connaissance générale du tourisme alternatif dans le désert. Ce sont en majorité, les populations de Djanet (27) qui ont inclus le patrimoine naturel et culturel comme composante du tourisme alternatif, contre (7) à Taghit. Le contenu des citations suivantes permet de mieux comprendre la conception des particularités du tourisme alternatif dans le désert selon les populations locales :

« C'est un tourisme qui permet de voir les gravures rupestres, les falaises, les randonnées. C'est un tourisme axé sur la découverte. Il y a même des châteaux qui ont 21 siècles qu'on peut visiter. C'est un tourisme qui n'est pas pour tout le monde, c'est seulement ceux qui sont intéressés à voir des environnements différents, des cultures différentes ». (Répondant 5, population locale, Taghit, 2017).

« C'est un environnement riche et varié, on peut se déconnecter, rencontrer les nomades et vivre quelques jours avec eux. Djanet vient du mot *Djena* qui veut dire paradis en arabe, parce qu'il y a de la verdure, des falaises pour faire de l'escalade et des dunes à perte de vue. Le sable a différentes couleurs, on a aussi l'un des plus beaux couchers de soleil au monde. Tout est naturel, il n'y a pas d'hôtels, il n'y a pas d'industrie, tout est local. On mange local, on dort dans des logements traditionnels. C'est une expérience qu'on ne trouve pas ailleurs. En fait, on partage vraiment notre mode de vie avec les touristes qui s'y intéressent. » (Répondant 25, populations locales, Djanet, 2017).

Ensuite, les populations locales ont également mentionné l'*authenticité* (14) qui relève de la dimension sociale, dont (8) participants à Djanet et (6) à (Taghit). Celle-ci permet de caractériser le mode de vie des populations locales. C'est pour cette raison qu'elle relève de la dimension sociale. D'ailleurs, durant les entrevues semi-directives, les populations locales expliquaient pourquoi leur mode de vie est authentique :

« Le tourisme alternatif dans le désert est particulier parce qu'on partage notre mode de vie. On vit comme dans le temps des caravanes, on fait à manger avec du bois, on n'a pas d'électricité, on se promène d'oasis en oasis. Les touristes sont attirés par ce mode de vie particulier. » (Répondant 27, population locale, Djanet, 2017)

L'*authenticité* est fortement valorisée par les populations locales qui organisent des circuits dans le désert pour permettre aux touristes de découvrir la culture et le mode de vie local. Mienvielle (2010) explique que l'*authenticité* concerne la rencontre avec les nomades qui vivent dans des traditions ancestrales. Dans cette logique, cette représentation du désert est entièrement contradictoire avec les sociétés mondialisées actuelles et c'est cette particularité qui attire les touristes. Ces résultats s'alignent également avec les contributions théoriques de Vincent Battesti (2009) qui explique que le mode de vie des habitants attise la curiosité des touristes.

Ensuite, 8 éléments de description ont été mentionnés par les touristes, dont :

- 3 relevant de la dimension sociale.
- 1 relevant de la dimension économique.
- 2 relevant de la dimension environnementale et sociale.
- 2 relevant des trois dimensions du développement durable (environnemental, social et économique).

L'élément qui a été le plus mentionné par les touristes est la *découverte* (68), dont (30) répondants à Djanet et (38) à Taghit. La découverte relève autant de la dimension environnementale que de la dimension sociale, car les répondants mentionnaient vouloir découvrir le désert et les nomades comme le démontrent les citations suivantes :

« Je veux découvrir le désert et rencontrer les populations locales » (Répondant 22, touriste, Djanet, 2016).

« J'ai choisi cette destination pour découvrir le désert et la culture locale » (Répondant 63, touriste, Taghit, 2017).

Ce résultat s'aligne avec une étude sur le tourisme à thème qui a été menée dans le désert en Israël par Reichel, Uriely et Shanie (2008). En tentant de déterminer les principales attractions recherchées par les touristes dans des contextes désertiques, ces auteurs ont montré que les touristes recherchent la nature et le paysage, suivis des cultures et des traditions anciennes. Cela s'apparente au fait que les touristes dans le désert algérien veulent à la fois découvrir le désert et les populations locales qui y vivent. Les touristes décrivent le désert comme ils l'imaginent, raison pour laquelle ils ont tendance à considérer la découverte comme une caractéristique importante du tourisme alternatif dans les déserts. Notons sur ce point que (55.17 %) touristes n'avaient jamais séjourné auparavant dans le désert algérien, le but de leur voyage semble donc être la découverte.

Aussi, les touristes ont associé la description du tourisme alternatif dans le désert au *repos* qui a été mentionné (27) fois, soit (12) fois à Djanet et (15) fois à Taghit. On pourrait penser que le repos chez ces acteurs représente une motivation principale qui les encourage à visiter le désert algérien comme le laisse sous-entendre les citations suivantes :

« La particularité du tourisme dans le désert algérien, c'est le calme et le repos » (Répondant 84, touriste, Taghit, 2017).

« J'ai choisi Taghit pour m'éloigner de la ville et me reposer » (Répondant 94, touriste, Taghit, février 2017).

Nous constatons que les touristes ont une perception spécifique du tourisme alternatif dans le désert, puisqu'en fonction des réponses obtenues, ce type de tourisme aurait tendance à favoriser une certaine déconnexion de l'environnement habituel et quotidien. Ce fait a été relevé dans d'autres travaux tels que ceux de Mienvielle (2010) qui donne une description du désert assez intéressante en ce qui concerne les touristes. Cet auteur estime que les touristes (principalement ceux issus des grands centres urbains de pays industrialisés) vont dans le désert pour rechercher le vide, le silence et l'authenticité.

C'est dans cette logique que le désert représente une antithèse de l'environnement qu'ils connaissent habituellement. Par contre, pour les populations locales, le désert peut être effrayant et hostile. En effet, Mienvielle (2010) considère qu'avant de représenter un espace de fascination et d'attraction pour les touristes, il représente d'abord une menace pour les populations nomades habituées à y vivre. Le désert représente un espace hostile à l'homme en raison de l'aridité de son climat et de sa vulnérabilité environnementale pour les populations locales. Cela explique pourquoi la caractéristique *repos* semble être beaucoup plus présente chez les touristes.

Finalement, les répondants des agences touristiques ont relevé 6 éléments de description du tourisme alternatif, dont :

- 2 relevant de la dimension environnementale.
- 2 relevant de la dimension sociale.
- 3 relevant des trois dimensions du développement durable.

Les répondants des agences touristiques ont principalement soulevé des éléments descriptifs du tourisme alternatif dans le désert relevant de la dimension environnementale, soit le *patrimoine naturel et culturel* (11) fois à Djanet et (6) fois à Taghit, et *tourisme de petite échelle* (4), dont (3) fois à Djanet et (1) fois à Taghit. Ensuite, ils ont mentionné quelques caractéristiques sociales comme l'*authenticité* (3) et le *repos* (2). Pour finir, les agences touristiques ont relevé deux éléments descriptifs du tourisme alternatif qui s'insère autant dans la dimension environnementale, que sociale et économique, soit l'*utilisation de moyens de transports non-motorisés* (1) et les *logements alternatifs* (2). Les citations suivantes permettent de mieux comprendre la conception du tourisme alternatif par les agences touristiques :

« C'est un tourisme culturel, car c'est un environnement qui est propice au tourisme d'aventure. C'est un environnement authentique qui permet de plonger le touriste dans le mode de vie des populations locales. Ce qui va le rapprocher le plus possible de la nature. » (Répondant 1, agence touristique, Djanet, 2016)

« C'est un tourisme de petite échelle qui vise à protéger la nature. La complexité de l'environnement nécessite un tourisme de petite échelle et très réglementé. » (Répondant 9, agence touristique, Djanet, 2017)

La mention du recours aux *logements alternatifs* comme élément descriptif du tourisme alternatif peut s'expliquer par le fait que les circuits touristiques à Djanet et à Taghit se font en ayant recours au bivouac. Le manque d'infrastructures dans le désert algérien incite les agences touristiques et les populations locales à promouvoir des logements autres que les hôtels et qui s'inscrivent mieux dans l'environnement local. D'ailleurs, cet élément a été relevé par un répondant de l'ONAT :

« Le tourisme balnéaire et de montagne est beaucoup plus développé par rapport au tourisme saharien, principalement parce qu'il existe des infrastructures. Le tourisme saharien est fortement marqué par le manque d'infrastructures donc c'est un tourisme qui en quelque sorte tente de se marier avec l'environnement local. Il est impossible de comparer le tourisme balnéaire et le tourisme au Sahara puisque le tourisme comme il est pratiqué sur le littoral n'est pas soutenable dans les villes désertiques. » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016).

Selon Mienvielle (2010), les caractéristiques particulières du Sahara encouragent la pratique d'un tourisme différent de celui de masse en raison du fait que le désert est hors de portée du tourisme mercantile, puisque les réseaux de communication sont très peu développés. Les bivouacs permettent donc de reproduire le mode caravanier des nomades dans le désert en campant pendant quelques jours. C'est pour cette raison que le recours aux *logements alternatifs* relève de plusieurs dimensions.

Les institutions étatiques sont également importantes à considérer dans l'étude du tourisme alternatif dans le désert, même si dans le cadre de cette étude on accorde une importance minimale à ces acteurs. Dans cette mesure, il a été demandé aux répondants de l'ONAT, du Ministère du tourisme et de l'Artisanat et du Ministère de l'environnement quelles étaient les caractéristiques de la pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien (question 13). Les réponses obtenues sont assez variées :

« Dans le tourisme alternatif dans le désert, on est en train d'éviter le tourisme de masse, il est plus développé que le tourisme balnéaire, de montagne, culturel mais avec ses spécificités, on essaye d'adapter le tourisme aux spécificités du Sahara. Dans le désert, c'est principalement des bivouacs qui sont organisés, le produit touristique est différent aussi: les touristes veulent expérimenter la vie touarègue, la

vie de nomade. Alors que dans le nord, le tourisme balnéaire se limite à aller à la plage et c'est tout. » (Répondant 2, Ministère du tourisme et de l'Artisanat, Alger, 2016).

Le répondant compare le tourisme alternatif dans le désert aux autres régions de l'Algérie en insistant sur le fait que les spécificités du désert encouragent la pratique d'un tourisme différent que dans les autres régions. Toutefois, il importe de souligner que le participant compare le tourisme alternatif dans le désert au tourisme balnéaire et de montagne qui n'est pas nécessairement alternatif.

« Le désert n'attire qu'une catégorie de touristes en particulier, les aventuriers. Le tourisme au Sahara vise à découvrir de nouvelles cultures et la nature de la région. On ne peut certainement pas le comparer au tourisme de montagne basé sur les stations de ski, aux randonnées ou au tourisme balnéaire, qui attire des masses de touristes chaque année. » (Répondant 2, ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Alger, 2016)

Les propos de ces participants rejoignent les éléments descriptifs des dimensions environnementales et sociales mentionnées dans le tableau précédent.

En somme, la dimension sociale semble être est la composante la plus importante du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. Même lorsque les dimensions sociales sont mentionnées dans les autres régions du monde, elles sont intrinsèquement liées à l'environnement.

En résumé, les données présentées dans cette section nous permettent de comprendre que les participants accordent une importance à la dimension sociale du tourisme alternatif puisque les caractéristiques associées à cette dimension ont été les plus mentionnées. Dans cet ordre d'idées, il faut approfondir l'analyse afin de déterminer pourquoi la dimension sociale dans les éléments descriptifs du tourisme alternatif des participants est plus importante.

Conclusion

En conclusion, ce chapitre permet de confirmer la première hypothèse de départ qui suppose que les activités relatives au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit correspondent aux trois dimensions caractérisant le tourisme alternatif tel que présenté dans le chapitre I. En effet, la première partie de ce chapitre visait à identifier les principales actions environnementales, sociales et économiques qui relèvent du tourisme alternatif dans chaque région étudiée. Certaines activités comme « *limiter la consommation d'eau* » permettent de protéger cette ressource qui est rare dans un contexte désertique. D'autres, comme « *trier les déchets* » permet de contribuer à la préservation de l'environnement qui est fragile dans les contextes désertiques.

La deuxième et la troisième partie de ce chapitre nous ont également permis de comprendre que les différents acteurs et intervenant dans le domaine du tourisme ont une perception des aspects environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit (hypothèse 2). Cette perception permet de constater que les trois dimensions constitutives du tourisme alternatif n'ont pas la même importance dans les régions étudiées (hypothèse 3). En effet, la dimension sociale est la plus importante dans un contexte désertique, la dimension économique la moins importante et la dimension environnementale est implicite.

Nous rappelons que les résultats obtenus à travers ce chapitre ne peuvent être généralisables et dépendent des conditions de départ de la recherche (localités, acteurs, circuits touristiques). L'adéquation des trois dimensions du développement durable dans la connaissance et les pratiques du tourisme alternatif dans les zones désertiques devraient être approfondie dans de futures recherches afin de déterminer si les résultats obtenus à Djanet et Taghit sont spécifiques à ces régions.

À la suite des résultats obtenus dans ce chapitre, il importe de déterminer de quelle manière les caractéristiques de Djanet et de Taghit permettent de comprendre la pratique du tourisme alternatif.

Chapitre V : Les particularités du tourisme alternatif dans le désert algérien

Introduction

L'analyse des enjeux environnementaux, sociaux et économiques dans les îles et les régions balnéaires, les montagnes, les forêts ainsi que les parcs nous ont permis de comprendre que le facteur géographique est déterminant à la pratique du tourisme alternatif. En effet, il est important de prendre en compte les spécificités des destinations. Dans cet ordre d'idées, le chapitre IV nous a permis de faire une analyse descriptive et factuelle du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. Les résultats obtenus nous permettent de conclure que les activités liées au tourisme permettent de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux de Djanet et de Taghit. L'analyse présentée dans le chapitre IV a également soulevé un questionnement puisque la dimension sociale du tourisme alternatif semble être plus importante que la composante économique.

Ce chapitre a donc comme objectif principal d'approfondir l'analyse des dimensions sociale, économique et environnementale du tourisme alternatif en vue de répondre à la question secondaire de cette thèse qui vise à déterminer de quelle manière les caractéristiques de Djanet et de Taghit permettent de comprendre la pratique du tourisme alternatif.

Plus précisément, il sera question de confirmer ou d'infirmer la quatrième hypothèse de départ qui suppose que du fait des caractéristiques économiques, sociales et environnementales des régions désertiques de Djanet et de Taghit, et des modes de vie des populations locales, on s'attend à ce que les activités de tourisme alternatif qui y sont pratiquées relèvent de l'économie sociale et solidaire.

Ainsi, il est question d'aborder cette analyse en trois parties. Dans un premier temps, nous présenterons les particularités économiques des régions de Djanet et de Taghit. Dans un second temps, les particularités sociales de ces régions seront exposées et finalement, nous montrerons que les caractéristiques intrinsèques du désert justifient le fait que la dimension environnementale soit implicite.

V.1 L'économie sociale et solidaire à Djanet et à Taghit

La documentation sur le post-développement insiste sur l'émergence de nouvelles modalités d'organisations sociales qui caractérisent certaines sociétés en développement. Ces types d'organisation tentent de répondre aux contextes économiques locaux et encouragent les divers acteurs à s'auto-organiser et à favoriser un type de développement plutôt endogène (Baron, 2007). L'économie de Djanet et de Taghit est sociale ce qui explique pourquoi la dimension économique est difficilement percevable. L'économie sociale s'intéresse plutôt à corriger les défaillances du marché en coordonnant les efforts des divers acteurs à répondre aux besoins économiques (Daghri et Zaoual, 2011). Les organisations d'économie sociale ont permis de combler le vide laissé par le marché et l'État. Cela a facilité la mise en place d'initiatives locales pour organiser l'économie. L'économie sociale dans le secteur du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit s'explique par l'offre de produits et de services axée sur la demande des touristes et par l'entreprenariat local que nous aborderons dans cette section.

a) Offre de produits et de services axée sur la demande des touristes

L'offre de produits touristiques peut se traduire par les diverses activités disponibles pour les touristes dans la région. Ainsi, il a été demandé aux populations locales quelles étaient les principales activités de tourisme alternatif dans leur région (question 16). Les 213 réponses obtenues auprès des populations locales ont été classées en quatre grandes catégories, à savoir les *activités culturelles et sociales*, les *activités de plein air*, les *activités sportives* et les *activités artisanales*.

La première catégorie rassemble principalement les fêtes folkloriques (Sboue, Sbeiba) et la rencontre avec les nomades. Ensuite, *les activités de plein air* concernent la visite des gravures rupestres, des ksours et des oasis, les randonnées pédestres et à dos de chameaux et *les activités sportives* consistent à faire du ski sur sable et de l'escalade des falaises. Finalement, les *activités artisanales* impliquent la poterie, l'artisanat, les pâtisseries, la tapisserie et l'agriculture.

Sur les 213 fois qu'une activité a été citée par les populations locales :

- La catégorie des *activités culturelles et sociales* a été indiquée à hauteur de 20 %.
- La catégorie des *activités de plein air* a été indiquée à hauteur de 67 %.
- La catégorie des *activités artisanales* a été indiquée à hauteur de 12 %.
- La catégorie des *activités sportives* a été indiquée à hauteur de 1 %.

En fonction des résultats obtenus, on remarque que ce sont les activités de *plein air* (67%) qui ont été les plus mentionnées. Sachant que ces activités comprennent les excursions dans les ksours, les dunes et les oasis, ainsi que les lieux où se trouvent les gravures rupestres, on peut comprendre que ces activités sont majoritairement offertes en raison de la demande des touristes.

Ces résultats vont de pair avec les travaux de Mienvielle et Mienvielle (2010) qui ont formulé l'hypothèse d'une distinction entre tourisme au Sahara et tourisme saharien. En prenant pour exemple le cas de la Tunisie, ces auteurs ont montré que le tourisme au Sahara consiste à utiliser des produits standardisés dans les régions balnéaires et à les transposer au Sahara comme la construction de grands hôtels climatisés avec piscine, golf et activités récréatives.

Parallèlement, se développent des produits non standardisés et plutôt localisés et spécifiques à l'environnement du Sahara comme les excursions, les randonnées pédestres ou à dos de dromadaires. Ces formes alternatives de tourisme sont souvent offertes par de petits tours-opérateurs et ne peuvent être généralisées en raison de la sensibilité de l'environnement et de la disponibilité des ressources (Mienvielle et Mienvielle, 2010). Par conséquent, il semble, en fonction des données présentées précédemment, que l'offre de produits touristiques dans les régions de Djanet et de Taghit relève plutôt du tourisme saharien. L'offre des activités touristiques est liée aux spécificités de la région. Le tableau suivant illustre les principales activités offertes dans les villes de Djanet et de Taghit.

Tableau 37: Produits et services touristiques offerts par région

Produits et services touristiques	Djanet	Taghit	Total
	Activités culturelles		(20 %)
Fêtes folkloriques	7,00 %	7,50 %	14,50 %
Rencontre avec les nomades	2,50 %	3,00 %	5,50 %
	Activités sportives		(1 %)
Ski sur sable	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Escalade	0,50 %	0,50 %	1,00 %
	Activités de plein air		(67 %)
Visite des gravures rupestres	12,00 %	9,00 %	21,00 %
Visite des ksours	7,00 %	8,00 %	15,00 %
Visite des oasis	8,50 %	7,50 %	16,00 %
Randonnées pédestres	7,00 %	8,00 %	15,00 %
	Activités artisanales		(12 %)
Poterie	3,00 %	2,00 %	5,00 %
Artisanat	1,00 %	1,00 %	2,00 %
Pâtisserie	0,00 %	0,00 %	0,00 %
Tapiserie	2,00 %	2,00 %	4,00 %
Agriculture	0,50 %	0,50 %	1,00 %
Source : Auteur, travail de terrain 2016			
Nombre de fois en % qu'un produit offert a été mentionné dans les régions			

Les données recueillies et les observations faites sur le terrain permettent de confirmer que certains produits présentés semblent être spécifiques au contexte du Sahara et ne peuvent donc pas être transposés dans d'autres régions telles que les régions balnéaires, les forêts et les parcs ainsi que les montagnes.

À l'inverse, les produits offerts ne semblent pas constituer des produits standardisés offerts dans les autres régions d'Algérie. En effet, les activités culturelles qui englobent les fêtes folkloriques et les rencontres avec les nomades sont spécifiques aux communautés étudiées. Elles ont comme finalité de présenter la culture touarègue algérienne. Elles dépendent des atouts culturels de la région comme le *Sboue*, par exemple.

Les activités sportives sont offertes dans une moindre mesure, notamment le ski sur sable et l'escalade, par exemple. Cela est dû au manque de matériels que les populations locales se procurent normalement au niveau des agences touristiques. De plus, ces activités ne semblent pas être spécifiques à Djanet et à Taghit, car on les retrouve dans le Sahara marocain ou le Sahara tunisien, par exemple.

Les activités de plein air dépendent également des spécificités de la région. Par exemple, à Djanet, elles consistent à visiter le parc du Tassili N'Ajjer, classé patrimoine mondial de l'UNESCO. Ce parc représente un avantage que Djanet possède par rapport à d'autres régions. À Taghit, les activités comprennent notamment la visite de la palmeraie qui renferme un vieux ksar millénaire. Cette région est également reconnue pour la beauté de sa palmeraie et de ses dunes.

Les activités artisanales permettent aussi d'apprendre les spécificités de la culture locale comme certaines poteries utilisées pour fabriquer le pain ou des tapis aux couleurs uniques de Taghit. Les *activités sociales et culturelles* offertes encouragent la découverte du patrimoine culturel et naturel de la région. C'est pour cette raison que la ressource touristique ne peut être délocalisable.

Le tableau précédent (tableau 37) nous permet de constater que les produits touristiques les plus mentionnés à Djanet sont les visites des gravures rupestres, des oasis, des ksours, les randonnées pédestres et les fêtes folkloriques. À Taghit ce sont plutôt les visites des ksours, des gravures rupestres, des oasis, les randonnées pédestres et les fêtes folkloriques.

L'offre de produits touristiques se traduit également par des services tels que l'alimentation et l'hébergement. L'offre de repas traditionnels tels que le *couscous*, le *tajiine* et la *hrira* (soupe locale) représente un secteur de services offerts par les populations locales pour satisfaire la demande des touristes. Les repas locaux permettent aux touristes de découvrir les spécialités culinaires de la région. L'offre d'hébergement est également un mode typique du désert puisqu'il consiste à faire du bivouac et en l'hébergement en maison d'hôte. Le bivouac permet aux touristes d'expérimenter le mode de vie caravanier en campant dans le désert pendant une certaine période de temps, tandis que les maisons d'hôtes, principalement disponibles à Taghit sont d'anciens châteaux qui ont été rénovés, décorés et aménagés pour faire découvrir aux touristes le mode de vie des populations locales.

Ainsi, le tourisme alternatif, en mettant l'accent sur les localités, encourage les économies de petite échelle à orienter le développement de l'activité touristique en fonction des intérêts communs. Le lien avec l'économie sociale semble solide dans la mesure où c'est un processus généré par un engagement communautaire ascendant afin de développer des produits et des services touristiques spécifiques (Jeantet, 2006). Aussi, l'activité touristique dite alternative représente, entre autres, une source de développement économique. Du fait de sa transversalité,

elle favorise la création de besoins en hébergement, alimentation, déplacement, main-d'œuvre, par exemple. Les touristes sont importants pour les populations locales, car « s'il n'y a pas de touristes, on ne travaille pas » (Répondant 12, Population locale, Taghit, 2017). Dans cet ordre d'idées, les populations locales répondent aux besoins des touristes dans la mesure du possible et doivent leur offrir une expérience de voyage authentique.

Afin d'avoir un meilleur aperçu des retombées économiques du tourisme alternatif sur les communautés locales, il a été demandé à ces dernières à quels besoins cette activité permettait de répondre. Un total de 65 réponses a été obtenu, le tableau suivant illustre les résultats :

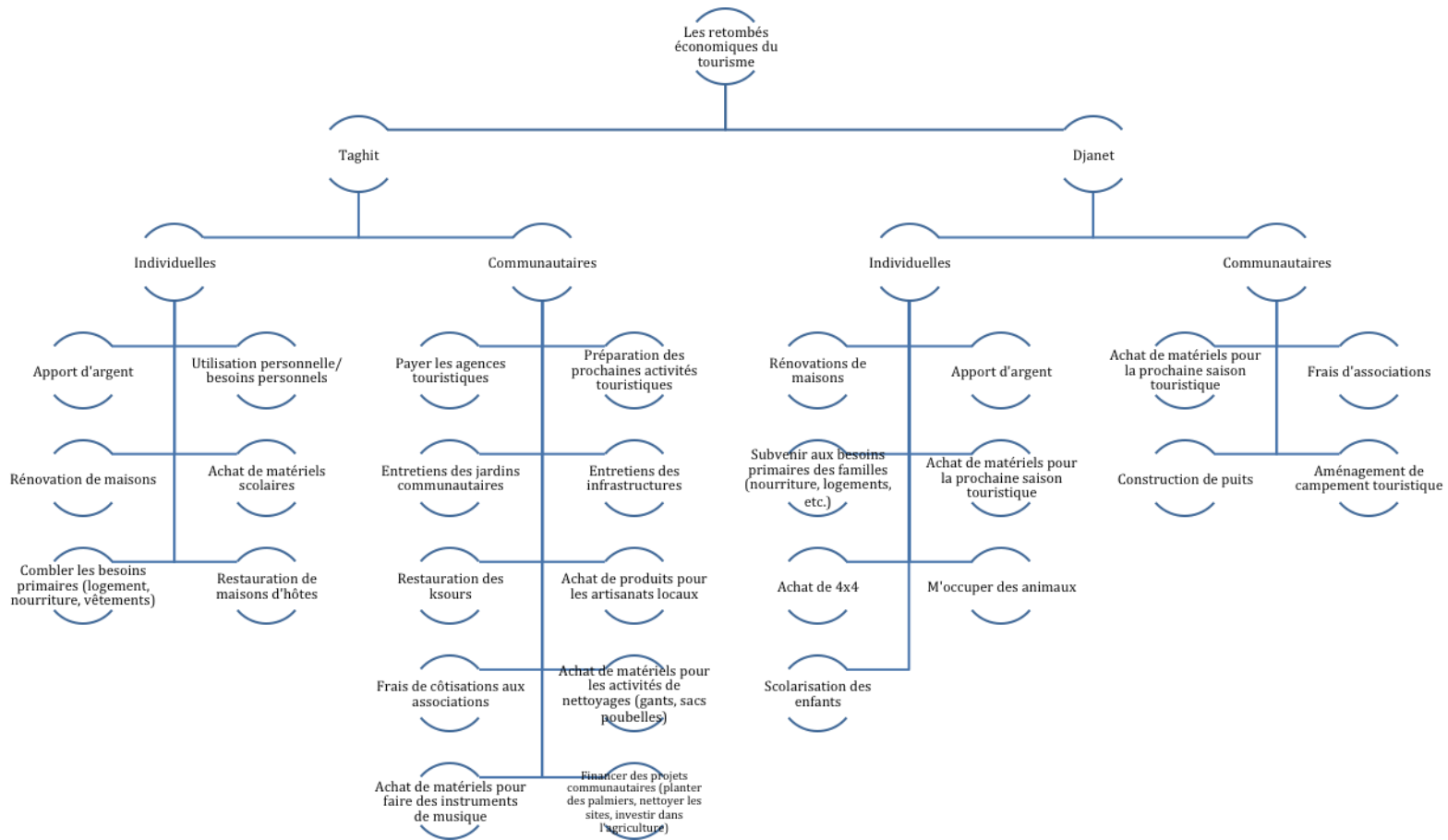
Tableau 38: Occurrence des contributions du tourisme alternatif selon l'avis des populations locales

Types de contribution	Dénombrements
Création d'emplois	15
Besoins personnels	21
Préservation de l'environnement	10
Achat de matériel	12
Apport de devises	2
Cohésion sociale	3
Infrastructures	5
Total	65
Source : Auteur, travail de terrain 2016	
Nombre de fois qu'une caractéristique a été mentionnée par les répondants	

En fonction des résultats obtenus dans le tableau précédent, il semble que le tourisme alternatif répond majoritairement aux *besoins personnels* (21) des populations locales en ce qui concerne l'alimentation et la scolarisation des enfants, en particulier. Ensuite, il permet de *créer des emplois* (15) ce que nous aborderons dans la section suivante.

Les activités du tourisme alternatif génératrices de revenus permettent aux populations locales de profiter du revenu obtenu pour répondre à certains besoins. Cependant, cette activité peut être considérée de petite taille dans le sens où les populations offrent seulement les produits qui seront consommés par les touristes. Le schéma suivant permet d'avoir un aperçu des retombées du tourisme alternatif sur les communautés de Djanet et de Taghit.

Figure 27: Retombées économiques attendues du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit



Source : (Auteur, travail de terrain, Taghit-Djanet 2016-2017)

Le schéma précédent permet de comprendre que les retombées économiques attendues sont spécifiques à chaque région. L'aspect communautaire semble également être plus important à Taghit. Cela implique que le tourisme alternatif est spécifique à chaque région. Cette dimension communautaire des retombées du tourisme alternatif peut expliquer le fait qu'il est difficile de percevoir la dimension économique dans les communautés étudiées.

b) Entreprenariat local

L'économie sociale à Djanet et à Taghit permet de trouver des solutions ponctuelles et durables aux problèmes économiques. Elle favorise également la solidarité dans la mesure où les individus s'allient dans un but économique, par exemple pour assurer collectivement l'emploi. Ainsi, l'offre d'activités touristiques et de services axée sur les touristes a pour résultat la création d'emplois qui relève de l'entreprenariat local dans les communautés étudiées.

Les emplois créés dépendent de la connaissance des régions, de la culture et des traditions locales. En outre, la plupart des emplois ne nécessitent aucune qualification spécifique, mais exigent de l'habileté et de bonnes aptitudes en relations interpersonnelles (Dehoorne, 2002). Cependant, dans un contexte désertique, la connaissance du milieu et de la culture locale est une nécessité importante à remplir dans le secteur du tourisme alternatif.

Il a été demandé aux populations locales si elles travaillaient dans le domaine du tourisme alternatif et le type d'emploi occupé. Parmi les 40 personnes, 39 ont répondu travailler dans le domaine du tourisme. La seule qui a affirmé ne pas travailler dans ce domaine est une femme résidant à Taghit qui pratique l'élevage et l'agriculture. La deuxième partie de la question posée avait pour objectif de spécifier le type d'emploi occupé. Les 97 réponses obtenues auprès de ces acteurs ont été regroupées en quatre grandes catégories, à savoir :

1. Les emplois relatifs aux *activités touristiques* comprennent les animateurs, les musiciens, les danseurs de folklore, les chameliers et les artisans.
2. Les emplois relatifs à la *logistique touristique* rassemblent les chauffeurs, les organisateurs de circuits touristiques, les guides et les accompagnateurs, les gardiens de parcs et les employés liés à l'entretien et à la maintenance.
3. Les emplois liés à *l'alimentation* regroupent les serveurs, les employés de salons de thé et les aide-cuisiniers.

4. Les emplois liés à *l'hébergement* recouvrent les maisons d'hôtes et l'hébergement chez l'habitant.

Lorsqu'on décompose les catégories précédentes, on se rend compte que les populations locales occupent un minimum de deux emplois à la fois. Plus précisément, chaque individu à Taghit occupe en moyenne trois emplois alors qu'à Djanet, ils en occupent deux. En analysant les données d'enquêtes, il est possible de définir précisément les emplois occupés par les populations locales. On remarque aussi que les emplois disponibles et occupés découlent des activités touristiques disponibles. Le tableau suivant détaille les résultats obtenus dans les deux communautés étudiées :

Tableau 39: Emplois occupés par les populations locales*

Emplois occupés	Djanet	Taghit	Total
Emplois liés aux activités			
Activités culturelles			
Animateurs	3	5	8
Musiciens	3	5	8
Danseurs de folklore	2	2	4
Chameliers	6	1	7
Artisans/commerçants	2	7	9
Activités liées à la logistique			
Organisateur de circuits	1	3	4
Guides	10	12	22
Accompagnateurs	1	2	3
Gardiens de parcs	3	0	3
Entretien et maintenance	0	1	1
Chauffeurs	3	1	4
Emplois liés aux services			
Serveurs	1	3	4
Restaurateurs	8	6	14
Hébergement			
Hébergeurs	0	6	6
Total	43	54	97
Source : Auteur, travail de terrain 2016			
Nombre de fois qu'un emploi a été mentionné par les populations locales			
*Certains répondants occupent plusieurs emplois			

Les données précédentes démontrent que pour l'échantillon des populations interviewées et pendant la période touristique 2016-2017, que ce soit à Djanet ou à Taghit, l'emploi de guides touristiques semble être le plus répandu, alors que ceux liés à l'hébergement sont les moins répandus (*logement chez l'habitant*). Cela s'explique principalement par le fait que les circuits

dans le désert sont des bivouacs. Les touristes préfèrent alors dormir dehors plutôt que *d'aller chez l'habitant*.

Ainsi, les emplois disponibles dans les villes de Djanet et de Taghit sont intrinsèquement liés au domaine touristique. De plus, les populations locales ne sont pas spécialisées dans un emploi en particulier, car elles en occupent plusieurs. À ce sujet, il est intéressant d'analyser en profondeur le contenu des réponses obtenues lors des entretiens semi-directifs.

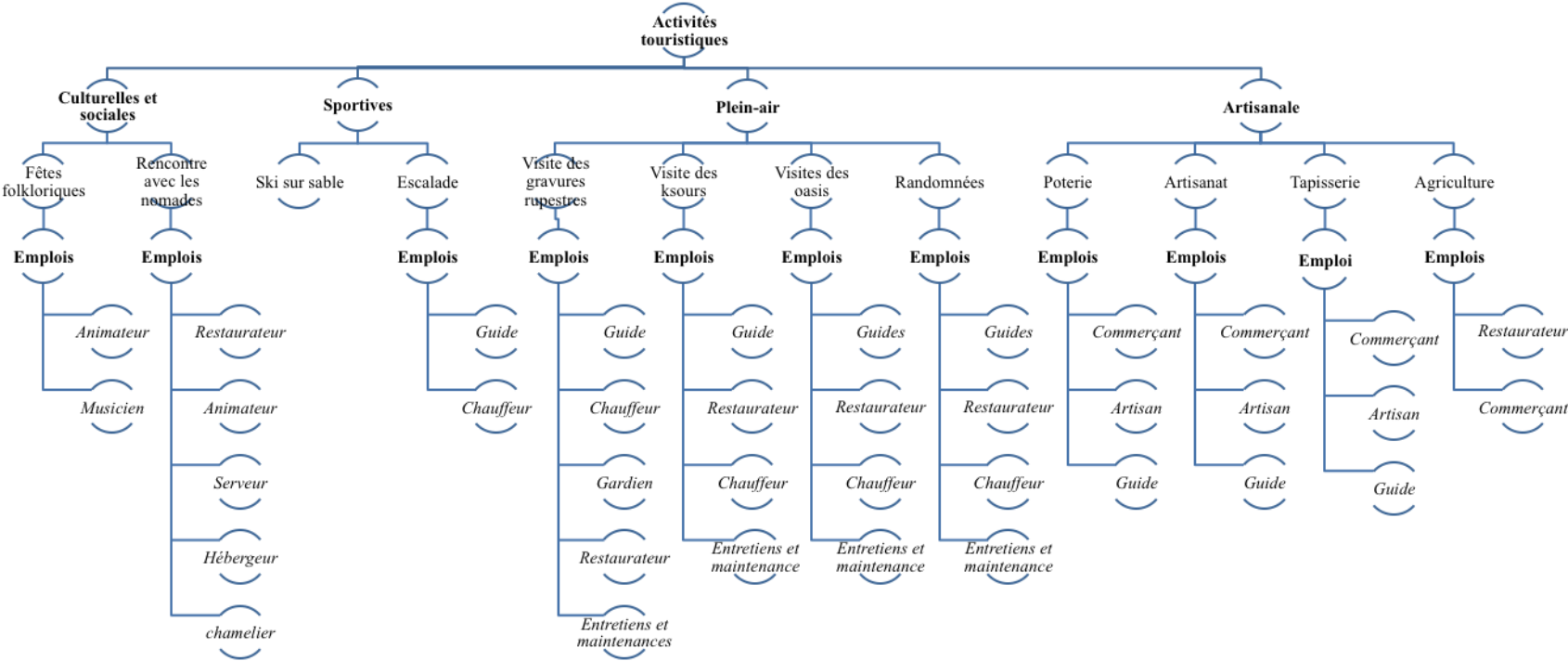
« Je fais plusieurs choses : je suis guide, je suis également amené à faire des spectacles de danses folkloriques. Je n'utilise que les instruments de musique traditionnels, typiques du Sud algérien. C'est pour cela que j'anime beaucoup de soirées. Je prépare également des plats traditionnels comme le couscous roulé et le poulet soufflé » (Répondant 13, Population locale, Taghit, 2017)

« [...] Je confectionne des instruments de musique que je revends aux touristes. J'organise également des soirées musicales pour les touristes. Je suis également accompagnateur dans certaines régions, car je parle bien le français. Vu que je maîtrise la langue française, cela me permet d'orienter les touristes, de raconter un peu toutes les histoires du Sud algérien, l'atmosphère, l'histoire. Je fais également des randonnées pédestres à pied (des treks), parce que je n'ai pas de 4x4, je n'ai pas de chameaux, je n'ai que mes pieds alors ça fait plaisir. » (Répondant 16, Population locale, Taghit, 2017)

Ces citations traduisent le fait que les populations locales peuvent avoir plusieurs emplois relativement variés. Ces résultats vont de pair avec les travaux menés par Caroline Ménard (2009) qui affirme que le tourisme alternatif a tendance à créer des emplois de production. Le revenu provenant de ces emplois est ainsi directement lié à l'environnement local et est souvent mis en place par les populations locales qui possèdent une connaissance approfondie de leur environnement. En effet, les emplois de production dépendent des caractéristiques des localités, raison pour laquelle les communautés locales sont souvent les principaux bénéficiaires de ces emplois (Ménard, 2009). Le tourisme alternatif qui génère des emplois de production (artisanat local, guides touristiques locaux, cuisinier, chamelier) aurait ainsi tendance à contribuer positivement aux économies locales et relève dans la présente étude de cas de l'entrepreneuriat local.

Dans cet ordre d'idées, les données recueillies auprès des populations locales peuvent permettre de déterminer de façon embryonnaire les emplois créés par chaque activité (productions touristiques dites alternatives). Ainsi, le schéma suivant met en relation les activités touristiques et les emplois créés qui sont liés aux particularités de Djanet et de Taghit.

Figure 28: Emplois créés par l'offre de biens et de services pour les activités touristiques



Source : (Auteur, travail de terrain, Taghit-Djanet 2016-2017)

À partir de ce schéma, on peut observer qu'il y a un emploi spécifique à chaque activité. Le produit touristique saharien est basé en grande partie sur l'observation des paysages et la découverte des sites historiques, culturels et des traditions locales. C'est pour cette raison que les activités offertes sont spécifiques aux régions. On peut constater également que certaines activités comme les *activités sportives* (ski, escalade) ne sont pas si importantes que cela, du fait que le principal motif de voyage dans le désert concerne la découverte du patrimoine naturel et culturel. C'est pour cette raison que les *activités culturelles et sociales* et de *plein air* paraissent plus importantes. Les *activités culturelles et sociales* concernent les traditions régionales comme les « ziarates » (visites de lieux religieux), les fêtes de Sboue, le mode de vie local, le folklore, etc. Les *activités de plein air* sont majoritaires du fait qu'elles ont pour objectif la découverte des spécificités de Djanet et de Taghit. À Djanet il s'agit principalement des dunes, des oasis, des gravures rupestres et du parc Tassili N'Ajjer, etc. À Taghit, ce sont les vieux châteaux, les palmeraies, les foggaras, les gravures rupestres et les sites paléontologiques.

Les populations locales offrent leurs activités touristiques par le biais des agences de voyages. C'est pour cette raison qu'il est difficile de mesurer exactement les retombées économiques de ces activités. Il semble que la valeur monétaire n'est pas si importante que cela, car les agences touristiques perçoivent un montant fixe pour l'ensemble du circuit. Le prix approximatif d'un bivouac de 7 jours est de 400 euros pour les touristes étrangers et de 350 millions de DA algériens pour les nationaux⁶.

Certaines activités telles que *les activités artisanales* semblent générer un certain revenu directement pour les communautés locales. Ainsi, les emplois de guides, de restaurateurs et d'hébergeurs perçoivent un certain montant sans qu'une agence touristique n'intervienne. Sur ce point, il est important de souligner que plus de (64 %) des agences touristiques étudiées sont informelles donc il se pourrait que les retombées économiques sur les communautés locales soient plus importantes qu'elles ne semblent l'être. La création d'emplois par le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit va dans le sens des contributions théoriques de Dehoorne (2002). Ce dernier considère que l'activité touristique peut encourager la création d'emplois directs, indirects et induits.

⁶ 350 millions de DA algériens correspond à 291 \$ canadiens au taux officiel (10 DA= 12\$) et à 205\$ canadiens au noir (10DA=17 \$ canadien). Ces prix datent de la période étudiée (2016-2017)

Les emplois directs concernent la logistique des transports et des agences de voyage, de l'hôtellerie et de la restauration, autrement dit, le secteur des services. Les emplois indirects représentent plutôt le secteur de l'approvisionnement et de la maintenance. Les emplois induits sont une conséquence de la circulation d'argent dans l'économie locale et encouragent la mise en place de nouvelles initiatives locales (Dehoorne, 2002). Cependant, on retiendra que la dimension économique est difficile à appréhender, car peu d'activités touristiques dites alternatives sont génératrices de revenus directement chez les populations locales.

Dans cette mesure, le tourisme alternatif regroupe donc des activités économiques soumises à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel (Johnson, 2010). Ce fait se retrouve dans le mode d'obtention de l'emploi qui a une dimension communautaire. Ainsi, il a été demandé aux populations locales comment elles avaient obtenu leur emploi (question 6). Les réponses obtenues permettent de comprendre qu'il semble y avoir 4 modes d'obtention d'emploi :

1. Bouche-à-oreille.
2. Entreprises familiales.
3. Autre commerce lié au tourisme.
4. Agences non agréées.
5. État.

Il s'avère que (45,00 %) des populations locales ont obtenu leur emploi de *bouche à oreille*, (22,50 %) affirment que c'est une *entreprise familiale*, (7,50 %) par le biais d'un autre *commerce*, (7,50 %) via une *agence touristique non agréée* et (5,00 %) par l'État. Les emplois obtenus auprès l'État sont les postes de gardiens de parcs du Tassili N'Ajjer à Djanet. La dynamique des communautés de Djanet et de Taghit concernant l'obtention des emplois est assez particulière comme le démontrent les citations suivantes :

« J'ai restauré la maison de mon arrière-grand-père dans le Ksours et j'en ai fait un salon de thé, car il n'y a personne ici qui en a un. Et le thé fait partie de la culture touarègue. Je prépare aussi des plats traditionnels sur commande. » (Population locale 3, Taghit, 2017)

« J'ai hérité de la maison de mes grands-parents et je voulais en faire un gîte pour les clients. Mais avant je n'avais pas les moyens alors j'ai commencé en organisant des soirées traditionnelles pour pouvoir financer les rénovations. Petit à petit avec l'argent gagné pendant les soirées traditionnelles, j'ai commencé les travaux pour avoir un projet touristique à long terme. » (Population locale 5, Taghit, 2017)

L'entreprenariat local trouve son essence dans les efforts menés par les communautés locales afin de placer l'être humain au cœur du système de production et de distribution (association d'individus) (Jeantet, 2006). Le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit répond à cette condition dans la mesure où les activités économiques sont difficilement perceptibles en raison de l'importance de la dimension sociale.

De la sorte, la création d'emploi dans le secteur du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit s'inscrit dans une économie sous-terrainne, en raison du caractère informel de l'emploi. Plus précisément, l'importance du secteur informel dans les pays du Tiers-monde est significative. Dans ces pays, on estime que 40 à 50 % de la population active serait impliquée dans des activités relevant de ce secteur (Sharpley, 2005). Le secteur formel repose sur des forces de production sociales hautement développées tandis que le secteur informel ne l'est pas. Les moyens et les techniques de production de ce dernier sont à forte intensité capitaliste, tandis que dans le secteur formel, les moyens de production appartiennent à une petite classe et sont exploités par des travailleurs au profit de cette classe (Sharpley, 2005).

Dans le secteur informel, les moyens de production appartiennent généralement à ceux qui les exploitent et la division du travail est plutôt horizontale, alors que dans le secteur formel, elle est verticale. Ainsi, il y a d'importantes différences entre les modes de production et de fonctionnement de ces deux secteurs. Les activités du secteur informel sont caractérisées par la facilité d'entrée, le recours aux ressources locales, la propriété familiale des entreprises, la petite échelle des activités, etc. (Cole et Fayissa, 1991). Le secteur informel est un processus de génération de revenus caractérisé par le fait de ne pas être règlementé par les institutions de la société dans un environnement dans lequel des activités comparables sont règlementées (Hope, 1993).

Le secteur informel permet de résoudre les problèmes croissants en emplois et en inégalités dans les pays du Tiers-monde. Dans le cas de Djanet et de Taghit, il permet de générer des emplois pour les populations locales et ce constat est établi même par l'État. Lorsqu'il leur a été demandé si le tourisme alternatif pouvait diminuer le chômage dans le sud du pays (question 20), les réponses obtenues sont les suivantes :

« Le tourisme alternatif permet aux sociétés du Sud de s'auto-organiser et donc d'absorber le chômage. Le chômage semble élevé, cependant et parce qu'il existe une forte économie informelle, peu de gens sont sans emploi. Les sociétés du Sud, avec le tourisme alternatif misent sur la production interne. Elles ont une économie informelle, une banque informelle et un circuit de distribution informel. » (Répondant 1, ONAT, Alger, 2016).

« [...] Le tourisme dans le sud permet de contribuer à l'enrayement du chômage en faisant travailler les communautés locales » (Répondant 3, Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Alger, 2016).

De plus, ce qui rend la production de biens et de services particulière dans le désert algérien et tel que montré à travers les citations ci-dessous, c'est le fait que les populations locales s'assemblent pour offrir des biens et des services aux touristes comme le souligne les citations suivantes:

« Chacun a son boulot à Taghit, même les femmes. Les femmes préparent à manger. S'il y a un travail que je ne peux pas faire, j'envoie les touristes chez celui qui pourra le faire et voilà » (Population locale 8, Taghit, 2017)

« Moi je fais le thé, mon collègue est chamelier, les femmes font la cuisine à la maison. Si j'ai besoin d'un animateur de soirée, je sais qui contacter. On est une petite communauté, on se connaît » (Population locale 12, Taghit, 2017)

Les citations précédentes montrent qu'il y a une division du travail. Ainsi, dans le désert, les sociétés ne sont pas modernisées, c'est pour cela que les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes tâches. Les femmes touarègues préparent les repas à la maison et les hommes font les circuits et les excursions. Les sociétés touarègues du Sud algérien sont matriarcales. Ainsi les femmes ne peuvent se permettre de s'absenter de la maison, car elles remplissent plusieurs responsabilités (agriculture, élevage, etc.)

Enfin, certains auteurs comme Cousin (2006) notent que les revenus issus de ces emplois sont trop faibles et temporaires. En outre, Dutermé (2006) remet en question la qualité des emplois engendrés par le tourisme alternatif. Il qualifie les emplois comme précaires et saisonniers, car bien souvent ils concernent une population sous-qualifiée, sans protection sociale et ne représentent pas vraiment une solution durable pour contrôler le chômage. Selon le ministère de l'Environnement, « le tourisme dans le désert est saisonnier, il faut donc trouver des solutions plus durables pour toute l'année » (Répondant 1, Ministère de l'Environnement, Alger, 2016).

Les données recueillies ne nous permettent pas de déterminer si le revenu des emplois générés par le tourisme alternatif est trop faible. Toutefois, les résultats obtenus montrent bien le caractère saisonnier de l'emploi, d'où la migration de plusieurs individus hors saison touristique. En effet, (92,50 %) des populations locales ont affirmé que les emplois étaient saisonniers, alors que (7,50 %) ont répondu non du fait que des touristes pratiquent le *thermalisme* en été. Les activités touristiques dites alternatives se limitent aux fêtes de fin d'année, aux fêtes folkloriques et au pèlerinage religieux. Ce qui limite la saison touristique à 6 mois par an (octobre-mars).

Le reste de l'année, les populations se déplacent dans les villes métropolitaines qui recherchent une main-d'œuvre bon marché pour occuper des emplois sans qualifications spécifiques (Dehoorne, 2002). Dans plusieurs cas, elles travaillent au noir et sont faiblement rémunérées, car elles n'ont aucune formation particulière. Dans cette mesure, elles contribuent à l'économie souterraine pour répondre à des besoins ponctuels durant leur séjour. Cette migration temporaire permet aux communautés de Djanet et de Taghit de pouvoir subvenir à leurs besoins quand les conditions climatiques ne sont pas favorables au tourisme alternatif. Ainsi, pour la période étudiée (2016-2017), seulement (16,67 %) des participants affirment ne pas avoir besoin de migrer temporairement, car les revenus provenant du tourisme alternatif sont suffisants. Le tableau suivant illustre les types d'emplois occupés par les populations locales, en dehors de la saison touristique :

Tableau 40: Types d'emplois occupés par les populations locales hors saison touristique*

Types d'emplois	Dénombrement
Activités touristiques	5 (10,42 %)
Agriculture	8 (16,67 %)
Alimentation	4 (8,33 %)
Commerce	10 (20,83 %)
Construction	7 (14,58 %)
Fonction publique	4 (8,33 %)
Logistiques touristiques	2 (4,17 %)
Repos	8 (16,67 %)
Total	48 (100 %)
Source : Auteur, travail de terrain 2016	
* Certaines populations locales ont plusieurs emplois	

On peut constater que les emplois liés au secteur du tourisme alternatif deviennent minoritaires, hors saison touristique. La principale destination des populations locales s'avère être Alger, la

capitale du pays (35,00 %). Cela démontre que les populations qui migrent vers cette ville contribuent à l'économie de la capitale et non celles de leur localité. Cette migration a des conséquences économiques sur les localités de Djanet et de Taghit puisqu'en dehors de la haute saison touristique, les économies locales ne semblent pas aussi actives.

La plupart des petites entreprises locales ne reçoivent presque aucun client au printemps et en été, notamment au niveau des services liés à l'alimentation, à l'hébergement et à l'artisanat local. Aussi, les emplois de guides, de chauffeurs et de chameliers semblent également inoccupés. Ainsi, il ne paraît pas y avoir de circulation accrue des capitaux, ce qui ne permet pas la mise en place d'un marché local permanent d'où le fait que la dimension économique du tourisme alternatif dans le désert, est difficilement percevable.

Pourtant, ce secteur a la réputation de favoriser les emplois locaux, régionaux et nationaux. Certains auteurs comme Dehoorne (2002) montrent qu'il existe des liens étroits entre marché du tourisme et migrations pour le travail dans le sens où plusieurs individus issus de régions avoisinantes vont se déplacer vers des stations touristiques pour occuper des emplois qui ne nécessitent pas nécessairement du personnel qualifié (serveurs, maintenance, etc.) Dans le désert étudié, c'est un scénario complètement différent. Ce sont plutôt les populations locales qui migrent vers les marchés avoisinants pour occuper des emplois peu qualifiés. Ce phénomène de migration économique saisonnière semble être problématique pour les populations de Djanet et de Taghit comme le sous-entend le participant suivant :

« Les emplois sont saisonniers, c'est ça le problème. Ils nous sauvent vraiment pendant la saison touristique, mais en dehors, on doit se débrouiller. On doit trouver un autre travail. Moi j'essaye d'emmener mes produits d'artisanat au Nord pour les vendre » (Population locale 6, Taghit, 2017)

Ce participant affirme qu'il dépend des revenus liés au tourisme alternatif. Plusieurs populations de Djanet et de Taghit veulent travailler dans le domaine du tourisme, mais ce n'est pas une activité économique qui peut générer des revenus à longueur d'année. Alors, ils doivent se déplacer pour obtenir un revenu plus conséquent.

En somme, dans cette section nous avons présenté les diverses activités d'offres et de services du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit qui s'intègrent dans le tissu économique de ces localités et qui relève de l'entrepreneuriat local. En effet, l'offre de biens et de services touristiques est axé sur

la demande des touristes et permet de créer des emplois locaux dans le secteur informel. De ce fait, l'économie sociale à Djanet et à Taghit se construit principalement sur les ressources et les activités disponibles sur le territoire afin de satisfaire les besoins locaux. Cela se traduit par une production diversifiée de biens et de services qui relèvent en particulier de l'agriculture, de l'artisanat local, de la petite industrie rurale, du gîte chez l'habitant, des bivouacs. (Dehoorne, 2013). Sur le plan local, ces activités sont autogérées par les communautés par le biais d'associations. C'est ainsi que des liens de confiance se consolident entre les membres d'une même communauté (Dehoorne, 2013). Il s'agit d'introduire la dimension sociale dans l'acte de production en vue de satisfaire les besoins locaux (Dehoorne, 2013).

En définitive, chaque activité génère des emplois, toutefois ceux-ci sont saisonniers et il est difficile de mesurer exactement les contributions économiques de ces activités. Le manque de profit direct pour les populations locales explique en partie pourquoi la dimension économique ne paraît pas si importante dans le désert algérien. Le tourisme alternatif consiste plutôt en une activité de petite échelle dont les revenus ne semblent pas pouvoir répondre aux divers besoins des populations locales.

Le tourisme alternatif dans ces régions paraît comme une division du travail à *la carte* entre populations locales et agences touristiques en fonction de la demande des touristes. Sur ce point, il importe de spécifier que les données présentées sont valides seulement pour les circuits étudiés pendant la période touristique ciblée (2016-2017). Le caractère saisonnier de l'emploi est une autre explication du fait qu'il est difficile de construire des marchés localisés quand les populations travaillent temporairement.

V.2 Le communautarisme à Djanet et à Taghit

Le communautarisme comme forme d'organisation sociale est adapté aux contraintes du milieu aride dans lequel vivent les Touarègues et leur permet de survivre (Claudot-Hawad, 2006). La particularité de ces communautés concerne l'exploitation et la gestion collective des ressources. Dans le secteur du tourisme alternatif, les spécificités de Djanet et de Taghit nécessitent la collaboration de tous les acteurs dans l'organisation de l'activité touristique. La présente section a comme principal objectif de comprendre pourquoi le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit

mène à adopter des attitudes sociales. Ainsi, on s'intéresse aux institutions sociales qui se traduisent par l'existence d'un Code d'éthique et au mouvement associatif dans les localités étudiées. Il importe de spécifier qu'il n'est pas question de présenter toutes les réponses possibles quant à l'importance de la dimension sociale. Il est plutôt question d'approfondir les résultats obtenus dans le chapitre V.

a) Institutions sociales

Les institutions sociales désignent un système de relations sociales. Ainsi, l'importance de la dimension sociale s'explique, entre autres, par l'existence d'un contrat moral qui permet de réguler les diverses interactions entre les divers acteurs. Les liens qui existent entre les populations locales et les autres acteurs comme les agences touristiques et les touristes justifient les raisons relatives à l'importance de la dimension sociale dans le désert. Les diverses interactions peuvent encourager des relations de type horizontal, dont les réseaux sociaux renforcent la productivité globale d'une communauté. Elles peuvent également être de type vertical et donc engendrer une répartition inégale du pouvoir et même l'exclusion (Murphy, 2002).

L'interaction entre les divers acteurs crée un système social spécifique avec des opinions variées. Cela a comme implication la production de normes et de règles sociales informelles et de comportement que les agents doivent adopter. Dans ce sens, l'identification de ces normes de comportement informelles indique l'importance de la dimension sociale dans la pratique du tourisme alternatif. Il est important d'examiner plus en profondeur ce que Draperi (2009) qualifie de terme de l'échange afin de déterminer si les divers échanges qui existent entre les populations locales des communautés de Djanet et de Taghit et les agents externes peuvent représenter un système régulé par des conditions sociales spécifiques (Draperi, 2009). Dans les communautés de Djanet et de Taghit, cela se traduit par la mise en place d'un Code d'éthique.

Ce dernier est mis en place par les populations locales afin de renseigner les touristes et les agences sur les coutumes locales. Le respect du code d'éthique permet une certaine cohésion sociale entre les acteurs. Nous avons demandé aux populations locales et aux agences touristiques

s'il existait un code d'éthique du voyage dans leur communauté et en quoi il consistait (question 12). Les données recueillies démontrent que 38 populations locales sur 40 et 20 agences sur 23 ont confirmé l'existence d'un code d'éthique. Le tableau suivant illustre les grandes lignes du Code d'éthique en fonction des acteurs.

Tableau 41: Principe du code d'éthique des agences touristiques et des populations locales

Principes du Code d'éthique	Agences touristiques	Populations locales
Consommation locale	0 (0,00 %)	3 (3,19 %)
Laisser les lieux tels qu'ils ont été trouvés	1 (1,41 %)	0 (0,00 %)
Limiter les moyens de transports motorisés	0 (0,00 %)	3 (3,19 %)
Ne pas donner d'argent aux enfants	0 (0,00 %)	3 (3,19 %)
Ne pas gaspiller les ressources non renouvelables	1 (1,41 %)	3 (3,19 %)
Ne pas polluer	16 (22,54 %)	23 (24,47 %)
Pas de photographies	2 (2,82 %)	5 (5,32 %)
Respect de la faune et de la flore	24 (33,80 %)	20 (21,28 %)
Respect des consignes	4 (5,63 %)	3 (3,19 %)
Respect des sites historiques	6 (8,45 %)	17 (18,09 %)
Respect des traditions locales	14 (19,72 %)	12 (12,77 %)
Non	3 (4,23 %)	2 (2,13 %)
Total	71 (100 %)	94 (100 %)
Source : Auteur, travail de terrain 2016 Nombre de fois qu'un principe du code d'éthique a été cité		

Le Code d'éthique représente un contrat social informel qui permet de réguler les interactions entre les divers acteurs. Pour les populations locales, il favorise un certain équilibre social et leur permet de garder leur authenticité. Le désert étant un environnement particulier qui implique un mode de vie spécifique, le Code d'éthique représente un outil important dans la compréhension des principaux enjeux multidimensionnels du désert comme le souligne la citation suivante :

« Le désert est un environnement particulier qu'il faut préserver. Notre code éthique encourage la participation à la préservation de la mémoire collective en évitant de ramasser les objets archéologiques comme les éclats, les pointes de flèches, les fragments de poterie. Il faut aussi respecter les œuvres rupestres en prenant soin de ne pas les toucher, ni de les piétiner. On donne plusieurs règles à suivre aux touristes et aux agences touristiques pour protéger notre environnement et notre communauté » (Répondant 39, population locales, Djanet, mars 2017)

Le tableau précédent permet de constater que des normes ont été établies quant à la protection de l'environnement (laisser les lieux tels qu'ils ont été trouvés, limiter les moyens de transports

motorisés, etc.) et des communautés locales (respect des traditions locales, respect des sites historiques, etc.) Ce Code encourage également des comportements spécifiques à adopter lors de la rencontre avec les populations nomades, comme le fait de *ne pas donner d'argent aux enfants*. Cela s'explique par le fait que certains enfants nomades n'ont jamais vu d'argent, leur en donner pourrait encourager la mendicité et les pervertir, ce qui va à l'encontre des coutumes touarègues.

Le tourisme qu'il soit alternatif ou non peut entraîner des conséquences sociales et environnementales négatives. On peut penser à la perte des cultures traditionnelles, l'imitation de comportements occidentaux, le déclin des valeurs morales tel que présenté dans le chapitre 1 (Al Aoun et Al Hamoud, 2008). Le Code d'éthique peut représenter un contrat moral entre les divers acteurs permettant de fixer les règles à suivre. Il est suggéré par Jones (2005) que des degrés de contrôle élevé peuvent maximiser les retombées du tourisme. En effet, des caractéristiques précises telles que les réseaux, les normes et la confiance peuvent faciliter l'organisation des populations locales pour réaliser un projet touristique particulier.

Ces normes se traduisent chez les communautés de Djanet et de Taghit par la mise en place d'un Code d'éthique. Cet instrument représente un accord entre les populations locales elles-mêmes mais concerne également les règles à suivre pour les autres acteurs. L'existence de ce Code s'explique par les principales constituantes de la théorie de l'engagement social, à savoir les composantes structurelles et cognitives. Plus précisément, il représente la composante structurelle puisqu'il évoque l'existence de réseaux et de règles qui traduisent une forte activité associative et se rapporte aux comportements des individus (Harpham et Grant, 2002). Dans ce sens, le Code d'éthique représente une composante structurelle de l'engagement des communautés locales dans l'activité touristique dite alternative. Il peut donc représenter un moyen efficace par lequel les communautés décident des changements qu'elles sont prêtes à accepter comme le souligne la citation suivante :

« Les circuits ont leurs règles. Par contre, moi quand j'organise des soirées, je refuse d'être filmé et photographié. C'est un moment culturel à partager dans le moment présent et ma culture n'est pas office d'amusement » (Population locale 18, Taghit, 2017)

Les touristes doivent respecter les consignes des populations locales. Dans le cas de la citation précédente, le participant affirme clairement qu'il est d'accord de faire découvrir sa culture aux touristes présents. Cependant, il ne veut pas être filmé ni photographié afin de pouvoir garder un

certain contrôle sur ce qu'il partage. Dans ce sens, le Code d'éthique peut représenter une façon de préserver les coutumes et les populations locales.

Ce Code peut représenter un contrat social puisqu'il fait référence au concept de volonté générale qui prend en compte les intérêts individuels et collectifs (Al Aoun et Al Hamoud, 2008). Il permet de s'assurer que la mise en relation des populations locales, des touristes et des agences touristiques apporte des avantages aussi bien aux individus qu'à la collectivité. Il permet de partager les valeurs, les attitudes, les normes et les croyances à respecter en vue d'éviter les situations de conflit et représente ainsi un contrat social comme le déclare le participant suivant :

« Le Code d'éthique s'il est respecté par les touristes et les agences permet d'avoir de bonnes relations parce qu'il encourage les gens à vivre comme les locaux. Les touristes ne doivent pas se comporter comme des étrangers, mais comme des gens d'ici. Ils doivent faire tout ce qu'on fait nous ici pour protéger le désert et notre culture. Le Code d'éthique nous permet de donner les instructions aux bivouacs. Si le Code d'éthique n'est pas respecté, on peut interdire l'accès aux sites comme les gravures » (Répondant 8, populations locales, Taghit, février 2017)

Bien plus qu'une entente entre les acteurs, le Code d'éthique peut accroître la confiance entre les diverses parties et générer plus de collaboration dans l'activité touristique alternative. Il permet de garantir les bénéfices mutuels entre les populations locales et les touristes par exemple dans la mesure où la sécurité des touristes peut être menacée s'ils ne respectent pas la règle « suivre les consignes du guide ». Ce Code peut même renforcer les liens sociaux et la participation communautaire s'il est respecté (Liu, 2014).

En somme, l'existence du Code d'éthique et ses diverses particularités permet de renforcer l'idée selon laquelle ce sont les interactions entre les communautés locales qui expliquent l'importance de la dimension sociale dans le désert. Il importe d'approfondir l'analyse afin de déterminer comment s'organise les communautés locales.

b) Mode de vie axée sur le mouvement associatif

Le mode d'organisation sociale des communautés touarègues trouve ses origines dans le *tribalisme* (Godelier, 2010). Ces populations sont organisées en groupe de parenté ou en groupes de liens sociaux et/ou territoriaux. Par conséquent, les tribus touarègues ont un type de société unique marqué par une gestion collective de l'économie, du politique et de la vie sociale. Le nomadisme ne peut persister sans la création de liens sociaux et symboliques (Claudot-Hawad,

2006). Cela se traduit notamment au niveau de l'habitat et de l'emploi. Les populations de Djanet et de Taghit vivent en groupes que ce soit dans des campements ou des habitats fixes (maisons en terres).

La proximité des habitations favorise les échanges et la vie communautaire. Ils se partagent les tâches quotidiennes et exploitent les ressources disponibles (eau, bétail, bois, gueltas). Pendant la période touristique, les touristes participent à cette vie de groupe qu'ils qualifient d'*authentique* et se renseignent sur les techniques d'élevage, le savoir-faire local et démontent leurs tentes chaque jour. Au niveau de l'emploi, plusieurs Touarègues de Djanet et de Taghit reprennent les commerces de leurs parents et grands-parents comme le démontrent les citations suivantes :

« Le magasin d'artisanat qu'on a, appartenait à mes arrières grands parents. C'est un métier qu'on fait de génération en génération. » (Participant 27, Population locale, Djanet, 2017)

« Depuis que je suis tout jeune, je le fais, comme mon père et mon grand-père. On apprend le métier du tourisme depuis qu'on est jeune » (Participant 32, Population locale, Djanet, 2017)

En raison de la complexité du désert, les populations locales s'associent pour mieux organiser le secteur du tourisme alternatif. L'existence d'un bassin communautaire peut être l'une des explications quant à l'importance de la dimension sociale à Djanet et à Taghit. Ce bassin peut se traduire par la disponibilité de plusieurs associations qui œuvrent dans le domaine informel. Pour ce faire et afin d'évaluer la présence d'organisations communautaires, la question suivante a été posée aux populations locales :

- Question 9 : Existe-t-il au sein de votre communauté des associations et des coopératives mises en place par les communautés locales pour organiser l'activité touristique? Si oui, quelles sont ces associations et de quoi s'occupent-elles?

Les réponses obtenues ont permis d'avoir un aperçu détaillé des principales organisations disponibles dans les régions étudiées. Le tableau suivant présente les principales associations répertoriées et leurs domaines d'interventions respectifs.

Tableau 42: Types d'association à Djanet et Taghit et leurs domaines d'interventions

Types d'associations	Nom de l'association	Domaines d'interventions	Localité
Artistiques	Maison des artistes	Organisation de fêtes folkloriques	Taghit
	Association des artistes	Compositions de morceaux pour les fêtes folkloriques	Djanet
Artisanat local	Association de Dar Raoui	Regroupement des artisans de la région	Taghit
	Association de femmes	Tapisserie et vente	Taghit
Santé et bien-être	Association ADRA	Récolte de soins médicaux	Djanet
	Association des enfants malades de Djanet	Trouver des soins aux enfants malades	Djanet
Logistique	Association de transports	Gestion des 4X4	Taghit
	Association Aksar	Organisation de l'activité touristique	Taghit
	Logistique saison touristique	Promotion de l'emploi	Taghit
	Association d'organisation des circuits	Organiser les circuits	Djanet
	Association de chamelier	Location et entretiens des chameaux	Djanet
	Association des guides de Djanet	Partage des tâches pendant la saison touristique	Djanet
Valorisation et promotion du patrimoine naturel et culturel	Association d'écotourisme	Nettoyage des sites et respect du nombre maximum de touristes sur les sites	Taghit
	Regroupement de femmes	Préparation des repas	Taghit
	Association d'éducation à l'environnement	Protéger l'environnement	Taghit
	Association de restaurations des ksours	Restaurer et protéger les anciens Ksar	Taghit
	Association environnement	Gestion de l'environnement pendant les bivouacs	Taghit
	Association Telit	Promotion des traditions et de la culture touareg	Djanet
	Association de musique touarègue	Organisation de festivals	Djanet
	Association Djebrine	Découverte du tourisme à Djanet	Djanet

Source : Auteur, travail de terrain 2016

Le développement communautaire, selon Johnson (2010), est souvent la conséquence du désengagement de l'État. Ce retrait des services gouvernementaux a créé des vides dans les communautés de Djanet et de Taghit qui doivent prendre la responsabilité d'offrir une variété de services et de produits comme l'illustre les citations suivantes :

« L'État ne fait rien, c'est le peuple qui fait. L'État nous aide parfois. Le problème avec l'État c'est qu'il n'y a pas de priorités. Par exemple on a déjà eu une inondation avec l'oued (rivière) qui a dégradé certaines habitations et certaines routes et c'est nous qui avons géré la situation. Pour ce qui est du tourisme, ils ne comprennent pas le fonctionnement de cette industrie dans notre région, donc il est logique qu'ils ne puissent pas nous aider » (Répondant 7, population locale, Taghit, 2017)

« L'État n'encourage pas nos initiatives, même celles des jeunes. Alors on fait les choses nous même sans leur dire. Même ceux qui demandent des agréments pour leurs agences de voyage ne l'obtiennent pas. Donc on s'occupe nous-même de notre communauté et du tourisme » (Répondant 11, population locale, Taghit, 2017)

La théorie de l'engagement social liste plusieurs critères qui encouragent les populations locales à se rassembler pour un projet touristique, à savoir le manque d'intervention de l'État, la volonté d'augmenter le flux touristique, un rôle limité des tours opérateurs et le besoin de créer des emplois pour remédier au chômage (Jones, 2005). Les populations locales ont tendance à se regrouper par l'intermédiaire de plusieurs associations afin de gérer l'activité touristique dite alternative (Doan, 2000). Dans le cadre de cette étude, il semble que l'activité touristique semble être majoritairement organisée par les populations locales et permet de répondre aux besoins individuels et communautaires.

Sur ce point, il a été demandé aux participants des institutions en lien avec le tourisme quels étaient les avantages et les inconvénients à une forte implication des communautés locales. Selon un répondant de l'Organisation Nationale Algérienne du Tourisme (ONAT), « la forte participation des populations locales dans l'organisation des activités touristiques est une caractéristique typique des sociétés du Sud et cela peut induire le développement de l'économie informelle et donc la perte de contrôle de l'État sur l'activité touristique de la région » (Répondant 1, ONAT, Alger, 2016). Lorsqu'il a été demandé à ce participant si son institution encourageait des partenariats avec les populations locales, il a répondu que « les populations locales étaient indépendantes » (Répondant 1, ONAT, Alger, 2016). On peut retenir de ces propos que le tourisme alternatif dans le sud de l'Algérie favorise l'économie informelle, mais qu'en contrepartie l'État ne prend pas les mesures adéquates pour éviter le développement de ce secteur.

Dans le même ordre d'idées, un autre participant a affirmé que « les populations locales sont souvent mal organisées et qu'elles ne travaillent pas avec les walis locaux (autorités locales), ce qui crée des situations chaotiques » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016). Cependant, ce répondant reconnaît que « personne ne connaît mieux le désert que les populations locales et c'est pour cela que leur participation à la planification de l'activité touristique est importante » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2016). Du côté du ministère de l'Environnement, la participante n'était pas

vraiment favorable à une forte participation des populations locales, car elle estime « qu'il est préférable que l'encadrement soit officiel plutôt qu'officieux. Il serait intéressant et judicieux que l'encadrement soit étatique, qu'il représente une force bien déterminée qui est l'État, un droit de force. Il est préférable qu'il y ait des organisations officielles qui gèrent l'activité touristique sinon c'est le désordre » (Répondant 1, ministère de l'Environnement, Alger, 2016). Ainsi, elle s'oppose à tout partenariat avec les populations locales puisque celles-ci « n'ont pas les ressources nécessaires pour s'occuper du tourisme alternatif » (Répondant 1, Ministère de l'Environnement, Alger, 2016).

Les propos mentionnés par la dernière participante illustrent un phénomène commun à de nombreux pays du Tiers-monde, soit l'importance de la centralisation des décisions et du pouvoir (Sharpley, 2005). Dans cet ordre d'idées, c'est l'État qui est en mesure de prendre des décisions rationnelles pour le bien de la société. Dans le cas de Djanet et de Taghit, la forte présence des communautés locales dans l'organisation et la gestion de l'activité touristique s'explique par la faible implication de l'État.

Les associations qui œuvrent à Djanet et à Taghit ont été classées en cinq grandes catégories telles que l'illustre le tableau précédent. Alors que certaines sont axées sur la gestion de l'activité touristique telles que l'association *d'organisation des circuits* ou l'association *des guides de Djanet*. D'autres se préoccupent des enjeux environnementaux comme *l'association d'écotourisme* à Taghit ou liés à la valorisation et à la promotion du patrimoine culturel telle que l'association *Telit* à Djanet. En outre, certaines associations répondent plutôt à des besoins intrinsèques à la communauté et qui n'ont rien à voir avec le domaine du tourisme alternatif tel est le cas de l'association *des enfants malades de Djanet*. Dans ce sens, Jones (2005) et Scheyvens (1999) soutiennent que les projets touristiques dits alternatifs peuvent être considérés réussis si les populations locales ont un certain contrôle sur les divers projets entrepris dans les communautés. Il est suggéré par Jones (2005) que des degrés de contrôle élevé peuvent maximiser les retombées du tourisme.

Ainsi, le tableau précédent permet de constater qu'il y a une certaine dynamique dans les communautés de Djanet et de Taghit. Le mouvement associatif semble être plus important à Taghit qui compte 11 associations sur une superficie de 8040 km² alors qu'à Djanet on a recensé 9 associations pour une superficie totale de 57 460 km² (Ministère du tourisme et de l'artisanat

algérien, 2017). Ces associations ont chacune des objectifs précis, mais visent à plus long terme à organiser l'activité touristique dite alternative et de répondre à certaines problématiques communautaires. La présence d'un important bassin communautaire s'explique par la théorie de l'engagement social. Celle-ci repose sur le fait que les interactions sociales permettent une plus grande inclusion et cohésion. Cette interaction favorise le développement de normes partagées, de confiance et par conséquent de coopération pour atteindre des objectifs communs (Doan, 2000).

Aussi, la présence des associations relève de l'économie sociale selon Quarter, Mook et Richmond (2003) qui retracent trois types d'organisation. L'économie sociale comprendrait donc des organismes sans but lucratif du secteur public, des organisations sociales axées sur le marché et celles issues de la société civile (Quarter, Mook et Richmond, 2003). Ces types d'entreprises d'économie sociale semblent entretenir des liens avec le marché, mais également avec l'économie non marchande en vue d'offrir une variété de services. Il semble que les associations disponibles dans les communautés étudiées proviennent du troisième type d'association. De plus, ces associations paraissent se présenter comme des acteurs de la gouvernance et de la régulation du tourisme alternatif.

De plus, Dagabri et Zaoual (2011) soulignent que les acteurs de l'économie sociale gouvernent certains segments de leur société puisqu'ils défendent des intérêts collectifs et manifestent des aspirations sociales (équité, emploi). Ils agissent également comme des agents de régulation, car en participant au mouvement associatif, il représente une forme d'institution qui influence le fonctionnement de quelques secteurs d'activités (Dagabri et Zaoual, 2011)

Le mode de vie des Touarègues explique l'existence d'un important bassin communautaire lié au tourisme alternatif. Dans ces communautés, la gestion des ressources et de l'activité touristique est commune en raison notamment de la rareté de ressources et de l'aridité climatique. Ainsi, toute action nécessite l'implication du plus grand nombre d'individus ou de groupes sociaux. Cela dénote un système de réseautage et explique l'importance de la dimension sociale dans l'activité touristique dite alternative, comme le traduit la citation suivante :

« On s'organise entre nous. Chacun est spécialisé dans un travail (guide, chauffeur, cuisine). Donc quand on organise les circuits, chacun sait comment s'organiser. » (Répondant 28, population locale, Djanet, 2017)

Leur association est motivée par les contraintes environnementales, climatiques et par le mode de vie spécifique à ces populations. La théorie des relations humaines nous permet de mieux comprendre la dynamique des associations précédentes (Plane, 2003). Cette théorie insiste sur l'existence d'un système d'organisation informel. Chez les communautés de Djanet et de Taghit, l'ensemble des associations existantes ne sont pas déclarées à l'État (77,50 %). Ce qui implique que le statut des associations est majoritairement communautaire (77,50 %) et minimalement (7,50 %) étatique. Il faut souligner que les associations sont informelles, car il est difficile pour les populations locales d'accéder à la légalité comme le souligne ce répondant :

« L'État n'encourage pas nos initiatives, même celles avec les jeunes. Alors on fait les choses nous-même » (Répondant 11, population locale, Taghit, 2017).

Selon De Soto (2000), il existe un grand nombre d'entrepreneurs, d'initiatives créatives et de biens accumulés par les populations dans les pays du Tiers-monde, mais les gens ne peuvent pas utiliser leurs biens pour créer du capital, car ils vivent dans l'*extralégalité* :

« Mon travail, je le fais au noir, je ne sais pas trop ce que fait l'État » (Population locale 14, Taghit, 2017).

En s'appuyant sur des expériences pratiques, De Soto (2000) démontre que dans certains pays les procédures d'enregistrement d'associations, d'entreprises ou de biens sont longues et coûteuses ce qui oblige les populations locales à vivre dans le secteur informel :

« L'État ne s'occupe pas trop de nous. La plupart des gens ici travaillent illégalement, on ne paie même pas d'impôt » (Répondant 27, population locale, Djanet, 2017).

L'important n'est donc pas d'ignorer l'existence du système extralégal puisqu'il représente la majorité de la population. Il faut au contraire tenter de faire entrer toutes ces activités et ces associations dans l'économie formelle afin qu'elles puissent profiter à l'ensemble de la société (De Soto, 2000).

Selon la théorie des relations humaines, ce système informel implique que la production et la réglementation sont influencées par les sentiments, les attitudes et les relations (Mayo, 1926). Cette construction sociale a des effets sur la production. Mayo (1926) a démontré que les relations interpersonnelles à l'intérieur des groupes ont une efficacité sur les objectifs à atteindre.

Les individus doivent s'assurer d'une certaine cohésion globale au sein du groupe pour atteindre leurs objectifs, soit l'organisation du tourisme alternatif. L'apport de la théorie des relations humaines permet de comprendre que les associations précédentes sous-tendent un réseau complexe d'interactions entre individus d'un même groupe et entre les associations (Mayo, 1926).

En outre, la présence d'un important bassin communautaire dénote une gouvernance locale importante. Celle-ci conduit à s'interroger sur l'organisation des modes de coordination entre les divers acteurs, ainsi que sur le développement territorial qui en découle (Bertrand et Moquay, 2004). Dans le cas de Taghit et de Djanet, l'organisation sociétale dans le domaine du tourisme alternatif se traduit par la mise en place de plusieurs associations qui régissent les secteurs clés de cette activité, tels que la restauration des ksours, l'organisation de festivals, la location et l'entretien de chameaux. Ainsi, la gouvernance locale concerne la recherche de nouveaux modes d'organisation territoriale qui interpelle l'action publique où il est question de gérer un territoire par le biais de dynamiques endogènes (Bertrand et Moquay, 2004).

Dans ce sens, la gouvernance locale peut être considérée comme un retour à la proximité qui renvoie à la fois à des aspects organisationnels et géographiques. En effet, l'ancrage territorial des acteurs leur permet de prendre des décisions locales en fonction de leurs intérêts respectifs et de celui de leur communauté. Ainsi, la proximité géographique peut définir la nature des intérêts des divers groupes et les encourage à s'impliquer localement sur leur territoire (Bertrand et Moquay, 2004). On remarque que la plupart des associations présentées dans le tableau précédent concernent des aspects bien particuliers du tourisme alternatif et des besoins respectifs des communautés de Djanet et de Taghit.

En somme, les conditions environnementales du désert ont eu comme conséquence un mode de vie social. En effet, pour survivre, les populations locales doivent collaborer entre elles. Cela se traduit dans toutes les activités entreprises dans l'organisation du tourisme alternatif, par exemple. Afin de mieux organiser cette activité, les populations de Djanet et de Taghit se regroupent à travers des associations et se partagent les tâches.

V.3 La situation environnementale du désert à Djanet et à Taghit

Le désert du Sahara est un environnement dont les conditions climatiques sont fortement variables et imprévisibles et où les ressources sont rares et limitées. En effet, les ressources en pâturages sont dispersées sur le territoire et dépendent du niveau de pluviométrie. Les sources d'eau sont également fragmentées et dépendent des conditions climatiques de la région (Demangeot et Bernus, 2001). Les caractéristiques intrinsèques au désert algérien expliquent le fait que la dimension environnementale du tourisme alternatif soit implicite. Ainsi, la présente section a pour objectif de démontrer que la nature des sites touristiques et la géophysique du désert sont des aspects importants de la pratique du tourisme alternatif.

a) La nature des sites

Les sites touristiques à Djanet et à Taghit sont fragiles du point de vue environnemental. C'est pour cette principale raison que le chapitre V nous a permis de comprendre qu'il est important de protéger le patrimoine naturel et culturel en adoptant des pratiques touristiques comme limiter l'utilisation de voitures motorisées, encourager les hébergements alternatifs, trier les déchets et limiter le gaspillage de l'eau. Le but de cette section est de mieux comprendre la nature des sites touristiques qui justifient le fait que la dimension environnementale du tourisme alternatif est implicite dans ces destinations.

Les sites de Djanet et de Taghit comptent des territoires entiers considérés comme de véritables réservoirs d'espèces naturelles animales ou végétales d'intérêt particulier, ce qui donne à la région un avantage par rapport aux autres zones désertiques. Cet avantage peut se traduire comme un attrait touristique important, mais il nécessite également le besoin d'être protégé en raison de la fragilité de l'environnement (Mienvielle, Smida et Madjoub, 2007). Le tourisme tel qu'il se pratique dans le Sahara algérien encourage la visite de la diversité de la faune et de la flore par des circuits touristiques (randonnées pédestres, chameaux, 4X4) (Hosni, 2000). Ce qui explique le fait que les participants à l'étude ont identifié le patrimoine naturel et culturel, ainsi que le tourisme de petite échelle pour caractériser le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. Ainsi, la présente sous-section vise à mieux comprendre les caractéristiques environnementales des sites

touristiques à Djanet et à Taghit qui permettent de justifier les résultats obtenus dans le chapitre V.

L'un des plus importants sites touristiques à Djanet est le parc du Tassili n'Ajjer qui est d'un grand intérêt géologique et historique. En effet et tels que présenté dans le chapitre III, plus de 15 000 dessins et gravures rupestres permettent de retracer les changements climatiques et l'évolution de la vie humaine au Sahara de 6000 ans avant J-C. aux premiers siècles de l'ère actuelle. Le parc du Tassili n'Ajjer possède une densité exceptionnelle de peintures et de gravures, ainsi que la présence de nombreux vestiges préhistoriques. Ainsi, c'est l'art rupestre qui fait la renommée mondiale du Tassili depuis sa découverte en 1933. Plus de 15 000 gravures ont été identifiées à ce jour.

Le parc du Tassili n'Ajjer représente un défi de conservation du patrimoine culturel et naturel puisqu'en plus d'être vulnérable, il est soumis à des conditions climatiques extrêmes. Cela explique les pratiques environnementales adoptées lors des circuits touristiques et évoquées dans le chapitre précédent (Chapitre IV). Le parc du Tassili a également une importante valeur régionale puisqu'il représente un des constituants essentiels d'une ceinture écologique comprenant des espèces végétales et animales typiques du Sahara, ainsi que des espèces tropicales et méditerranéennes, adaptées aux rigueurs de la nature.

Ensuite, la vallée d'Ihrir est située au centre d'un plateau saharien caractérisé par des cours d'eau intermittents, des lacs et des marais, des sources d'eau douce et des systèmes hydrologiques karstiques souterrains. La nature isolée du site et la désertification ont favorisé l'adaptation d'espèces comme les lézards, les serpents et quatre espèces de poissons. Le site abrite aussi des espèces de mammifères menacées comme le mouflon à manchettes *Ammotragus lervia* et la gazelle Dorcas *Gazella dorcas*, tous deux vulnérables. Ainsi, la vallée d'Ihrir est un site vulnérable. Il est nécessaire d'éviter la pollution, la production de gaz à effet de serre et la production des déchets afin de ne pas nuire à la faune et à la flore.

Mais encore, la région de Tadrart, aussi connue sous le nom de Tadrart Rouge, se situe à la frontière avec la Libye. Cette région est constituée d'un massif montagneux qui relie le Tassili n'Ajjer au plateau du Djado au Niger. Les circuits qui ont lieu dans cette destination visent à admirer les arches naturelles formées par l'érosion et pour contempler les dunes aux couleurs qui

varient du rouge au jaune. La région de Tadrart est l'une des plus arides au monde et est vulnérable aux changements climatiques d'où l'importance d'adopter des pratiques pour limiter l'impact de l'activité touristique sur l'environnement.

Les sites lieux touristiques à Taghit tel que présenté dans le chapitre III sont les dunes, les palmeraies, les gravures rupestres dont les dessins et reflets remontent à plus de 30 000 années et les ksours. Du point de vue environnemental, les caractéristiques de Taghit sont favorables au tourisme alternatif comme le souligne la citation suivante :

« Taghit est la plus belle oasis du désert, on peut tout faire ici, les bivouacs, découvrir la palmeraie, les dunes, les sites, les gravures rupestres. Et c'est une ville aussi très artistique, tout le monde est artiste ici, on a de la musique locale. Les instruments de musique sont faits avec du matériel recyclé. Ici il y a l'humanité et la nature qui se rencontrent. Le tourisme à Taghit est particulier, il y a une chose : tu rentres à Taghit il y a tout, toutes les 2 minutes tu es complètement dépaysé. » (Répondant 9, Population locale, Taghit, 2017)

Aussi, le vieux Ksar de Taghit est classé patrimoine national depuis plus de vingt ans. Bâti sur un rocher entre la palmeraie et les grandes dunes de sable, ce ksar millénaire, composé de plus de 200 maisons est une belle illustration de l'habitat saharien et de l'architecture berbère-musulmane. Ce site ne peut recevoir des masses de touristes au risque de porter atteinte à la bâtisse.

La nature des sites discutée précédemment nécessite de protéger l'environnement qui est à l'origine fragile. Cette spécificité environnementale des zones désertiques explique pourquoi les touristes, les populations locales et les répondants des agences touristiques tentent de préserver l'environnement en limitant par exemple le recours aux véhicules motorisés, en limitant le gaspillage de l'eau, la pollution par les déchets, etc.

Plus particulièrement, la conception des circuits, peu importe leur durée, a une influence directe sur les zones désertiques, par exemple au niveau de la consommation des ressources ou des moyens de transports. Plus précisément, les randonnées à pied et à dos de chameau ou d'âne sont parmi les modes de déplacement possibles à Djanet et à Taghit et respectent mieux l'environnement. Ainsi, la limitation des déplacements quotidiens, la vitesse réduite des véhicules ou l'utilisation d'autres modes de transport peuvent permettre de réduire localement la pollution de l'air, de préserver la qualité de la destination et de rendre le séjour des touristes plus agréable. Le recours aux voitures motorisées sur des sites comme le Tassili n'Aajjer ou les dunes de

Tadrart peut conduire à la destruction involontaire de patrimoines néolithiques, naturels et porter atteinte à la faune comme le souligne la citation suivante :

« Les 4X4 font peur aux gazelles, c'est pourquoi il faut éviter les Quads et les 4X4 pour protéger les sites et les animaux. » (Répondant 7, Population locale, Taghit, 2017)

« On dépend de l'environnement, s'il n'est pas entretenu on n'a pas de travail. » (Répondant 2, Population locale, Taghit, 2017)

La faiblesse du couvert végétal, la rareté des ressources naturelles, l'absence d'humidité (accélérateur de biodégradabilité) de Djanet et de Taghit rendent ces milieux très sensibles aux impacts liés à la fréquentation. Le sentiment de liberté qu'inspire le désert laisse parfois croire aux touristes que tout est possible et sans conséquence pour l'environnement. Le piétinement exagéré, l'utilisation abusive des ressources naturelles, des rivières et des lacs, les déchets ont tous un impact à divers degrés sur l'écosystème désertique et sa biodiversité. Dans cette mesure, il a été demandé aux répondants des institutions étatiques quelle était la caractéristique environnementale la plus importante du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. Les citations suivantes illustrent certaines réponses des participants :

« Le manque de transport motorisé permet au tourisme dans le désert d'être durable. Il faut aussi limiter au maximum l'utilisation de ressources non-renouvelables. » (Répondant 2, ONAT, Alger, 2017)

« La caractéristique la plus importante est le fait de ne pas saturer les sites comme on le voit dans les régions balnéaires car c'est à partir du moment où il y a saturation qu'il peut y avoir des incidences sur l'environnement. » (Répondant 3, Ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Alger, 2017)

La protection de l'environnement par des activités relevant du tourisme alternatif implique le respect du milieu de vie des populations locales. Par exemple, l'utilisation excessive de l'eau dans le désert algérien n'est pas compatible avec sa rareté. Tout comme l'usage abusif du bois comme combustible lors des bivouacs peut amplifier le phénomène de désertification. Aussi, la pratique de limiter la pollution des sites touristiques par les déchets est également une activité importante dans un contexte désertique en raison de la nature des sites. Certes, le terme biodégradable n'a presque plus de sens dans le désert car la décomposition des matières organiques est longue. Par exemple, une boîte de conserve se dégrade entre 80 et 100 ans en moyenne, une cannette en aluminium entre 200 à 400 ans et une feuille de papier en 2 à 4 semaines (Barré, 2003). Dans un contexte désertique et en raison des caractéristiques intrinsèques du désert, il faut multiplier ces temps par 10 ou par 1000 (Barré, 2003).

En somme, la nature des sites touristiques et leur fragilité explique pourquoi la dimension environnementale du tourisme alternatif est importante. La section suivante a pour objectif d'analyser les implications de la géophysique du désert sur le mode de vie des populations locales.

b) La géophysique du désert

Les conditions environnementales du désert justifient le mode de vie des populations de Djanet et de Taghit. Pendant les nuits les plus froides, la température peut aller jusqu'à moins cinq degrés Celsius, alors qu'elle peut monter jusqu'à 60 degrés en plein jour. Les variations thermiques sont donc considérables et les populations doivent adapter leur mode de vie aux conditions climatiques. Cela se traduit au niveau de l'habitation, de l'alimentation et du transport.

Tout d'abord, les conditions climatiques du Sahara ne permettent pas la construction d'habitations en matériaux solides dans ces régions. La chaleur souvent accablante ne permet pas l'utilisation de matériaux accumulateurs de chaleur comme la pierre, le béton ou la tôle et conduit plutôt à utiliser des matériaux calorifuges qui sont largement disponibles comme la terre et les végétaux.

Ainsi, les Touarègues ont emprunté leurs matériaux de construction à l'environnement immédiat (sable, terre, palmiers) et le transport de matériaux sur de longues distances sont rares. Les habitations dans le désert sont principalement faites en terre car le ciment et le béton ne sont pas des matériaux de construction durable pour le désert. Malgré le fait que si la terre est le matériel le plus convenable, l'entretien régulier de l'habitation assure la durée de celle-ci. Il y a une absence de personnel spécialisé dans la restauration des sites touristiques et des maisons, ce qui explique pourquoi les populations locales doivent entreprendre des rénovations chaque année afin de restaurer leur habitation. Aussi, il est important de souligner que les populations locales détiennent souvent le savoir-faire de la construction artisanale qui est un savoir-faire ancestral.

Ensuite, les modes de préparation et de transformation des aliments dans le désert sont limités ce qui explique pourquoi l'alimentation y est quasi-naturelle. Plus précisément, les régions de Taghit et de Djanet ont des particularités environnementales qui limitent les productions locales ayant comme conséquence l'approvisionnement sur les marchés voisins. Les conditions naturelles sont

caractérisées par un climat contrasté et très sec (trop chaud en été, trop froid en hiver), par la rareté des pluies, le manque d'eau de qualité, etc. (Dubost, 1986). Ces villes sont également éloignées des grands centres urbains, ce qui a comme conséquence économique des coûts élevés au niveau de l'approvisionnement en facteurs de production et la commercialisation des produits.

Djanet et Taghit ont l'avantage d'exploiter leurs palmeraies qui jouent un rôle essentiel dans le maintien de l'activité humaine. Le déclin du commerce caravanier a eu pour conséquence l'exploitation maximale des produits agricoles des oasis. Cependant, les jardins disponibles dans les régions de Djanet et de Taghit se limitent à une activité d'autosuffisance alimentaire. On y retrouve des légumes et des fruits saisonniers. En hiver, on retrouve des carottes, des navets, des fenouils, de la salade, des oignons et des pommes de terre (Dubost, 1986). Au printemps et en été, des fèves, des courgettes, des tomates, des concombres, des aubergines et du melon.

La production fruitière est très minime, mais on retrouve des oranges, des citrons, des abricots, des grenades, des figues et des raisins. Il existe également une production de datte qui est exportée vers certains marchés européens (Dubost, 1986). Cependant, elle demeure peu rentable. Le climat saharien est favorable à la culture de céréales qui nécessitent peu d'eau et qui peuvent pousser en hiver. Cependant, les populations locales de Djanet et de Taghit en cultivent très peu. Il existe plusieurs variétés de blé et d'orge, cependant la céréaliculture ne peut résister aux prix des produits importés.

Les produits animaliers proviennent également des élevages nomades et semi-sédentaires. On y retrouve des dromadaires, des moutons (ovins) et des chèvres (caprins). Ils sont la source principale de lait frais et de viande. Les produits agricoles locaux représentent un atout touristique important. En effet, cela permet aux touristes de découvrir les spécialités de la région. Plusieurs guides touristiques vont insister sur les plats traditionnels comme le couscous au chameau préparé avec des légumes frais de la région. Aussi, la *mainama* de Djanet qui consiste en un méchoui permet aux touristes de goûter aux viandes et aux épices locales comme *ras-el-hanout*.

Cependant, l'agriculture vivrière ne permet pas de satisfaire les besoins locaux qui augmentent pendant la période touristique. Tout accroissement du flux touristique dans ces régions implique de nouveaux besoins d'approvisionnement agroalimentaires, sans compter le fait que ces régions

connaissent un important déficit en produits laitiers. La plupart des productions locales permettent d'alimenter le marché intérieur, à l'exception des dattes qui sont exportées vers plusieurs marchés (Dubost, 1986). Ainsi, les régions de Djanet et de Taghit doivent importer plusieurs denrées alimentaires pour satisfaire les besoins grandissants de leurs populations, mais également pour satisfaire les touristes. Ces importations représentent d'importantes dépenses pour les localités, notamment en raison de l'éloignement des grands centres urbains comme le traduit la citation suivante :

« On a besoin d'aide pour la restauration des sites, on a aussi besoin de médicaments, de nourriture, car on ne peut pas tout faire pousser et ça coûte cher la nourriture ici, car on est loin de la capitale. » (Répondant 24, population locale, Djanet, Mars 2017)

Ainsi, il semble que ces communautés importent la majorité de leurs besoins en céréales (pâtes, couscous, blé, etc.), sucres, fruits oléagineux (noisettes, pistaches, amandes) et légumes (ail, oignons). Ils importent également des produits laitiers (œufs) et leurs dérivés. Pendant la haute saison touristique, elles importent aussi des produits transformés (boissons gazeuses, biscuits, chocolat, pâtisserie, croustilles, etc.) afin de satisfaire les besoins des touristes.

Les prix des denrées importées sont beaucoup plus élevés que dans les métropoles, ce qui sous-entend que les dépenses sont relativement importantes pour ces communautés économiquement fragiles. Par exemple, les observations faites sur le terrain ont permis de constater qu'un sac de spaghettis coûte 350 DA à Djanet, alors que dans un supermarché à Alger, le même sac coûte environ 120 DA. Il est difficile de percevoir la mise en place d'un marché local en raison de la faiblesse des productions locales et des importations faites par les marchés avoisinants (Alger, Oran, Constantine).

En somme les particularités des dimensions économiques, sociales et environnementales du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit présentent des éléments relevant du tourisme alternatif. Les diverses dimensions sont liées entre elles, ainsi on ne peut dissocier la dimension sociale, de la dimension économique ou environnementale comme l'illustre la figure suivante :

Figure 29: L'économie sociale et solidaire et le tourisme alternatif à Djanet et à Taghit



Source: (Auteur, travail de terrain 2016)

Conclusion

En conclusion, la première section de ce chapitre nous a permis de comprendre que l'offre de biens et de services axée sur la demande et l'entrepreneuriat local à Djanet et à Taghit relèvent de l'économie sociale et solidaire. La dimension économique du tourisme alternatif est difficilement percevable car les populations locales s'associent dans les diverses transactions économiques. C'est ainsi que Demoustier (2004) affirme que l'hégémonie de l'économie marchande dissimule les formes de richesses non marchandes, et ce même si elle stimule des activités encourageant la production de lien social.

La deuxième section de ce chapitre a traité du communautarisme à Djanet et à Taghit. L'importance de la dimension sociale se traduit par la présence d'institutions sociales et par le mode de vie axée sur le mouvement associatif. Ces éléments sont des caractéristiques qui relèvent de l'économie sociale et solidaire. En effet, le tourisme alternatif dans les communautés étudiées permet de regrouper les individus exclus du marché du travail. Il permet également de poursuivre des objectifs sociaux et économiques à la fois. Le manque de services publics et l'instabilité géopolitique du Sahara algérien semblent favoriser l'organisation de l'activité touristique dite alternative par les populations locales dans les communautés de Djanet et de Taghit.

Finalement, la dernière section avait pour objectif de mieux comprendre pourquoi la dimension environnementale du tourisme alternatif est implicite. Cela s'explique par la nature des sites qui sont vulnérables et qui nécessitent des activités touristiques à petite échelle et par la géophysique du désert (conditions climatiques du désert) qui justifient le mode de vie des populations de Djanet et de Taghit.

Ces éléments nous permettent de confirmer la quatrième hypothèse qui supposait que les caractéristiques économiques, sociales et environnementales intrinsèques des régions désertiques de Djanet et de Taghit, et des modes de vie des populations locales relèvent de l'économie sociale et solidaire.

Conclusion générale

En conclusion, l'objectif principal de cette recherche visait à déterminer dans quelle mesure les activités liées au tourisme alternatif dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit permettent de traiter des enjeux socio-économiques et environnementaux. Les résultats obtenus ont permis de confirmer les deux premières hypothèses de départ, soit le fait que les activités relatives au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit correspondent aux trois dimensions constitutives du tourisme alternatif. De plus, les acteurs du tourisme, dans ces régions, ont une bonne perception des aspects environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif.

L'objectif secondaire consistait à comprendre de quelle manière les caractéristiques spécifiques à Djanet et à Taghit permettent de comprendre la pratique du tourisme alternatif. Les résultats obtenus ont permis de confirmer les deux dernières hypothèses de départ, soit le fait que les trois dimensions constitutives du tourisme alternatif n'ont pas la même importance dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit. En outre, les caractéristiques économiques, sociales et environnementales intrinsèques des régions désertiques de Djanet et de Taghit, et des modes de vie des populations locales, les activités de tourisme alternatif qui y sont pratiquées, relèvent de l'économie sociale et solidaire.

Par ailleurs, lorsqu'on analyse cette pratique par rapport à l'approche du développement durable, on se rend compte que la dimension sociale est plus importante que la dimension économique et que la composante environnementale est implicite aux spécificités du désert. Les problématiques mentionnées précédemment ont été traitées autour de cinq chapitres.

D'abord, le chapitre I a permis, à travers une analyse documentaire exhaustive, d'établir les liens entre les théories du tourisme et celles du développement. Ainsi, le tourisme peut s'inscrire au sein des théories relatives à la modernisation, la dépendance, les théories néolibérales et le développement alternatif. De plus, il existe des théories du développement spécifiques au tourisme alternatif dont celles liées à la protection de l'environnement, au renforcement des solidarités locales et à la diversification et au renforcement des économies locales.

Ensuite, le chapitre II avait comme objectif principal de comprendre que les divers territoires où était pratiqué le tourisme alternatif avaient des enjeux similaires qui n'avaient pas la même portée en raison des caractéristiques propre aux diverses régions (les îles et régions balnéaires, les montagnes, les forêts et les parcs, les déserts). L'analyse documentaire entreprise a permis d'établir que les enjeux environnementaux portent sur la consommation des ressources, le secteur des transports et la gestion des déchets. Les enjeux sociaux, pour leur part, sont liés à la valorisation des cultures locales, au renforcement des capacités et à la cohésion sociale. Finalement, les enjeux économiques sont liés à la création d'emplois, à la diversification de l'économie et à l'entreprenariat local.

Le chapitre II nous a aussi permis de constater qu'il existait un manque de littérature au sujet tourisme alternatif dans les déserts. Pourtant, il semble que les caractéristiques environnementales intrinsèques à ces régions favorisent la pratique d'un tourisme de petite échelle. Le mode de vie particulier des populations locales qui représente un héritage historique constitue un produit touristique et une culture particulière à préserver (Barré, 2003; Mol et Sternberg, 2012).

De plus, le tourisme alternatif peut permettre de diversifier les économies des régions désertiques et remédier à la pauvreté et à leur désenclavement en favorisant notamment la création d'emplois directs, indirects et induits. C'est suite aux manques d'études sur le tourisme alternatif dans les déserts que le chapitre III a été envisagé.

Ainsi, le chapitre III avait comme principal objectif de présenter les enjeux de recherche du tourisme alternatif dans le désert algérien. En recensant la littérature disponible sur le sujet, nous nous sommes rendu compte que le Sahara algérien était mal documenté. Pourtant, le secteur du tourisme dans ce pays semble favoriser la pratique d'activités de petite échelle. C'est pour cette raison qu'il a été jugé important d'approfondir la compréhension de la situation macroéconomique de l'Algérie et du secteur du tourisme alternatif dans son désert. Une analyse documentaire qui a nécessité le recensement des écrits disponibles en se déplaçant dans le pays a été entreprise. Cela a permis de réaliser que le tourisme alternatif pouvait être étudié par l'approche du développement durable. Le travail de terrain qui comportait des entrevues semi-directives et des questionnaires d'enquêtes a permis de documenter et de présenter les principales caractéristiques des acteurs et des régions désertiques étudiées, soit Djanet et Taghit. Nous avons

jugé pertinent d'approfondir la question de la pratique du tourisme alternatif, c'est ce qui nous a conduits à la rédaction du Chapitre IV.

Le chapitre IV a consisté à présenter une analyse empirique du tourisme alternatif dans le désert algérien. Les résultats obtenus permettent de confirmer que les activités relatives au tourisme dans les régions désertiques de Djanet et de Taghit correspondent aux trois dimensions constitutives du tourisme alternatif. Ce chapitre nous a aussi permis de comprendre que les acteurs du tourisme (agences touristiques, touristes, populations locales) ont une bonne perception des aspects environnementaux, sociaux et économiques du tourisme alternatif. Il est ressorti de cette analyse que la dimension sociale est importante, la dimension économique l'est moins. Quant à la composante environnementale, elle est implicite. Ces résultats ont été obtenus à travers l'analyse qualitative et quantitative des questionnaires d'enquêtes et des entrevues semi-directives effectuées auprès des 179 participants (23 agences touristiques, 116 touristes, 40 populations locales) pendant la période 2016-2017.

Finalement, le chapitre V a permis d'une part d'approfondir la compréhension du tourisme alternatif à Djanet et à Taghit. En effet, on a pu constater que les caractéristiques spécifiques à ces régions permettent de concevoir le tourisme alternatif comme une composante de l'économie sociale et solidaire. Celle-ci se caractérise par une offre de biens et de services axée sur la demande et par l'entrepreneuriat local. D'autre part et du point de vue social, cette offre se définit par la présence d'institutions sociales et par un mode de vie axé sur le mouvement associatif. Finalement, du point de vue environnemental, elle consiste en la prise en compte de la nature des sites et de la géophysique du désert.

Ces résultats comblent un vide quant à une meilleure connaissance de la perception et de la pratique du tourisme alternatif dans les zones désertiques de Djanet et de Taghit en Algérie. Ces résultats sont concentrés sur deux zones. Il serait intéressant d'étendre et de systématiser la recherche à plusieurs régions désertiques.

Sur la base des résultats obtenus comme indiqué dans les chapitres IV et V, plusieurs éléments permettent de suggérer de nouvelles questions de recherche à approfondir. D'une façon générale, les conclusions tirées de notre thèse de doctorat ont établi l'existence du tourisme alternatif dans la perception et dans les comportements soulève une nouvelle question. Celle-ci interroge sur les

relations et/ou les confusions entre les concepts de tourisme et de tourisme alternatif : Le tourisme alternatif est-il un complément du tourisme de masse ou alors un substitut à cette forme de tourisme? Cette problématique a déjà été posée par d'autres auteurs, notamment Boyer (2002, 2007), Buckley (1994, 1996), Fennell (1999), Gérard (2013), etc.

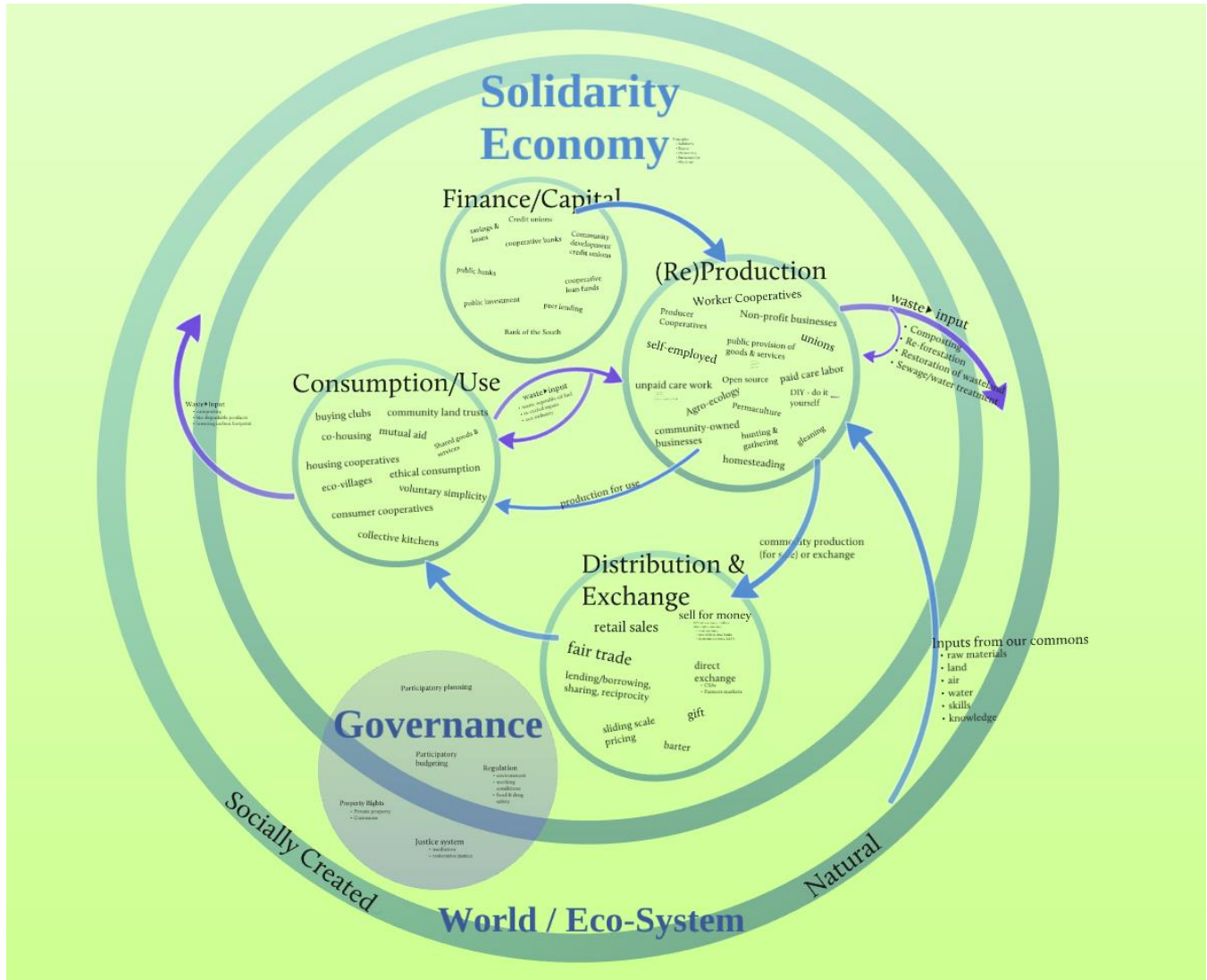
Aussi, à partir des hypothèses du tourisme alternatif axées sur le développement durable, on constate une prédominance de la dimension sociale dans le désert. Ainsi, est-ce que le tourisme alternatif dans le désert est une forme de tourisme social ?

Mais encore, le fait que la dimension économique soit faible requiert que l'on en examine les mécanismes et les logiques économiques car le tourisme alternatif doit aussi être économiquement viable.

En outre, il semble que la composante environnementale soit implicite à la pratique du tourisme alternatif dans le désert de Djanet et de Taghit en raison des caractéristiques intrinsèques du désert. Cependant, de nombreuses recherches (Honey 1998, Sarrasin 2014, Tardif, 2015, Dehoorne, 2016) entreprises démontrent qu'elle doit être explicite. Cet aspect serait également intéressant à approfondir.

Les questions soulevées précédemment s'insèrent dans une problématique plus large soulevée par plusieurs auteurs (Marcotte, Bourdeau et Sarrasin, 2017) qui relèvent les difficultés liées à la conciliation des trois dimensions du développement durable (Marcotte, Bourdeau et Sarrasin, 2017). Malgré tous les débats actuels, le tourisme alternatif demeure un sujet de recherche à part entière.

Annexe 1 : L'économie solidaire selon Kawano (2013)



Source : Kawano (2013)

Annexe 2 : Guide d'entrevue pour les institutions étatiques

Chers participants et participantes, je vous remercie de votre implication à cette étude. Suivez les consignes de chaque question et donnez la réponse qui vous semble la plus appropriée.

I. Question(s) identification(s)

- 1- De quel sexe est le participant?
a) Masculin b) Féminin

II. Qualité du répondant

- 2- Dans quelle institution étatique travaillez-vous?
3- Quel poste occupez-vous au sein de cette institution?
4- Depuis combien de temps occupez-vous ce poste?
5- Quelles sont vos responsabilités au sein de cette institution?
6- Quel est le plus haut niveau d'études que vous avez atteint?
7- Avez-vous une responsabilité dans la planification et la gestion de l'activité touristique en Algérie? Si oui, laquelle, lesquelles?

III. Question par rapport à la politique du tourisme

- 8- Selon vous, quelle est la politique du tourisme en Algérie?
9- La pratique du tourisme dans la zone désertique algérienne se distingue-t-elle des autres régions (montagne, forêt, balnéaire) ? Si oui, comment?
10- Quelles sont les principales caractéristiques du tourisme dans la zone désertique algérienne?
11- Le tourisme représente-t-il une activité importante pour les économies locales dans la zone désertique algérienne? Si oui, de quelles façons?
12- Avez-vous déjà entendu le terme tourisme alternatif?
Selon-vous, qu'est-ce que le tourisme alternatif?
13- Selon vous, est-ce qu'il y a une pratique du tourisme alternatif dans le désert algérien? Si oui, comment se caractérise-t-elle?
14- Avez-vous des politiques spécifiques ou des plans sur le tourisme et la réduction de la pauvreté?
Si oui quels sont-ils?
15- Est-ce qu'il existe des normes à respecter pour encadrer la pratique du tourisme alternatif? Si oui, quelles sont les bases sous-jacentes à ces normes et quelles sont-elles?
16- Comment divulguez-vous les normes et les principes de votre institution?
17- Est-ce qu'il existe un mécanisme de suivi et/ou de contrôle de ces normes auprès des agences touristiques? Si oui, quel est ce mécanisme?

IV. Connecteurs

- 18- En fonction des attributs des régions désertiques, notamment l'aridité climatique et la désertification, quelle caractéristique du tourisme alternatif vous semble la plus importante pour préserver l'environnement?
19- Avez-vous des politiques de concessions et des normes pour les opérateurs du tourisme alternatif dans les zones protégées et les écosystèmes sensibles clairement définies et contrôlées? Si oui, quelles sont-elles?

- 20- La zone désertique algérienne connaît un fort taux de chômage auprès des populations locales, de quelles façons le tourisme alternatif peut remédier à ce problème?
- 21- Votre institution a-t-elle recours à des incitations économiques auprès des agences touristiques pour promouvoir le tourisme alternatif, tels que les exemptions de taxe, les récompenses pour les meilleures pratiques ? Si oui, quelles sont-elles?
- 22- Des systèmes de gestion de l'impact des visiteurs ont-ils été mis en place pour les zones protégées de la région désertique algérienne? Si oui, lesquels?
- 23- Offrez-vous des programmes de renforcement de capacités aux tour-opérateurs (formation, plateformes sur internet, etc.)?
- 24- Les divers principes du tourisme alternatif sont-ils intégrés aux matériels de communication et de promotion sur les zones désertiques algériennes aux visiteurs, aux résidents et aux professionnels du tourisme? Si oui, lesquels?
- 25- Existe-t-il des systèmes de soutien (centre d'informations, bases de données, conférence) en place pour encourager et assister les tours opérateurs à intégrer les questions de durabilité dans leurs activités et matériels de communication? Si oui lesquels?
- 26- Dans quelles conditions votre institution joue-t-elle un rôle auprès des agences touristiques (formation etc.)?
- 27- Dans certaines villes algériennes, telle que Taghit, il semblerait que l'activité touristique soit principalement organisée par les populations locales, quels sont les avantages et les désavantages à une forte participation de la population locale à l'activité touristique dans les zones désertiques?
- 28- Existent-il un partenariat avec les populations locales dans le développement des activités touristiques dans leurs communautés respectives? Si oui, en quoi consiste-t-il?

Je vous remercie d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire qui va me permettre de rédiger ma thèse de doctorat. Votre participation à cette étude permettra de mieux comprendre le tourisme alternatif dans le désert algérien. Nous vous rappelons que la politique de confidentialité et d'anonymat s'applique en tout temps.

Annexe 3 : Questionnaire d'enquête pour les agences touristiques

Chers participants et participantes, je vous remercie de votre implication à cette étude. Suivez les consignes de chaque question et donnez la réponse qui vous semble la plus appropriée.

Agence touristique	Circuit touristique	Région visitée	Communauté locale

I. Question(s) identification(s)

- 1- Êtes-vous un homme? Une femme?
- 2- À quelle **tranche d'âge** appartenez-vous? (Encercler la réponse)
 - a) 18 à 24 ans^[1]_{SEP}
 - b) 25 à 30 ans^[1]_{SEP}
 - c) 31 à 39 ans
 - d) 40 à 45 ans
 - e) Plus de 45 ans
- 3- Votre agence touristique est-elle agréementée par l'État ?
 - a) oui
 - b) non

- 4- Quel type de produits touristique votre agence touristique offre-t-elle ?

II. Qualité des répondants

- 5- Quel est le plus haut niveau d'étude que vous avez obtenu?
- 6- Avez-vous reçu une formation dans le domaine du tourisme ? Si oui, en quoi consistait-elle ?
- 7- Quel poste occupez-vous au sein de cette agence touristique?
- 8- Depuis combien de temps occupez-vous ce poste?
- 9- Quelles sont vos principales responsabilités au sein de cette institution?

III. Activité(s) et connaissance(s) du tourisme alternatif

- 10- Quelles sont les principales caractéristiques du tourisme dans la zone désertique algérienne?
- 11- Avez-vous déjà entendu le terme tourisme alternatif?
 - a) oui
 - b) non
- Selon-vous, qu'est-ce que le tourisme alternatif?
12. Votre agence a-t-elle mis en place un code d'éthique du voyage à l'usage des touristes et des populations locales? Si oui, quelles sont les grandes lignes de ce code d'éthique?
13. Comment divulguez-vous le code d'éthique du voyage de votre agence?
14. Depuis combien de temps privilégiez-vous la préservation de l'environnement dans vos protocoles de travail? (Encercler la bonne réponse)
 - a) La préservation de l'environnement ne fait pas encore partie de nos politiques
 - b) Entre 1 et 5 mois
 - c) Entre 6 et 11 mois
 - d) Entre 1 et 3 ans
 - e) Entre 4 et 8 ans
 - f) Plus de 8 ans

15. Que représente la préservation de l'environnement pour vous? (Citez un minimum de 3 caractéristiques)
16. Pour votre agence, les dimensions du développement durable, soient le développement économique, l'équité sociale et l'environnement sont facilement conciliables? (Encerclez la bonne réponse)
- a- Tout a fait d'accord
 - b- Plutôt d'accord
 - c- Plutôt en désaccord
 - d- Tout a fait en désaccord
 - e- Je ne sais pas

Pour les questions 17 à 29, veuillez cochez la case qui correspond le mieux à votre réponse

Pratiques adoptées	Oui	Non	Je ne sais pas/ Ne s'applique pas
Aspect environnemental			
17- Avant chaque circuit touristique, est-ce qu'un travail de recensement des impacts environnementaux est poursuivi?			
18- Les divers principes du tourisme alternatif sont-ils intégrés aux matériels de communication et de promotion sur les zones désertiques algériennes aux visiteurs et aux populations locales?			
19- Triez-vous les déchets de façon sélective?			
20- Vos pratiques limitent-elles le gaspillage de l'eau et des ressources non-renouvelables?			
21- Vos pratiques touristiques encouragent-elles la préservation de la biodiversité et le respect de la capacité de support des écosystèmes?			
22- Réduisez-vous l'utilisation de véhicules motorisés sur le site?			
Aspect économique			
23- Les produits consommés proviennent-ils principalement des régions visitées?			
24- Encouragez-vous les touristes à acheter des souvenirs confectionnés par les populations locales?			
25- Contribuez-vous économiquement à l'organisation d'activités locales?			
26- Les guides touristiques que vous employez proviennent-ils principalement des régions visitées?			
Aspect social			
27- Les populations locales sont-elles consultées avant la planification de séjour(s) touristique(s) dans leurs régions?			
28- Parmi les offres d'hébergements, priorisez-vous la formule <i>logement chez l'habitant</i> ?			
29- Les populations locales des régions visitées ont-elles l'opportunité de participer à la prise de décision de votre agence touristique?			

30. Lors des circuits touristiques, comment s'organise la gestion des déchets? (Citez un minimum de 3 pratiques)
31. Encouragez-vous la consommation locale? Si oui, comment se fait l'approvisionnement en eau et en aliments
32. Quelles autres pratiques adoptez-vous pour protéger l'environnement?
33. Lors des circuits touristiques, avez-vous recours aux logements chez l'habitant? Si oui comment organisez-vous les séjours? Sinon quel(s) autre(s) type(s) de logement(s) utilisez-vous? (Hôtel, camping, bivouac, etc.)
34. Priorisez-vous l'embauche des populations locales des communautés visitez? Si oui, comment se déroule le processus de recrutement?
35. Quel type d'emploi offrez-vous aux populations locales? (Hôtellerie, restauration, guide touristique, etc.)
36. Est-ce que vous encouragez les touristes à acheter des produits confectionnés par les populations locales (artisanat, dattes, vannerie etc.)?

III. Relation avec les divers acteurs

37. Est-ce que vous orientez vos activités touristiques en fonction des politiques nationales du tourisme? Si oui, dans quelles conditions?
38. Devez-vous remplir des rapports auprès de l'État algérien? Si oui quel type de rapports et à quelle fréquence?
39. Les populations locales contribuent-elles à la planification de vos activités touristiques? Si oui, quel rôle occupent-elles?
40. Les activités touristiques entreprises par votre agence dans la zone désertique rejoignent-elles un besoin exprimé par la population locale? (Citer un minimum de 2 besoins)
41. Si vous avez répondu oui à la question précédente, partagez-vous les divers besoins des populations locales avec le ministère du Tourisme et de l'artisanat algérien et/ou l'ONAT

Je vous remercie d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire qui va me permettre de rédiger ma thèse de doctorat. Votre participation à cette étude permettra de mieux comprendre le tourisme alternatif dans le désert algérien. Nous vous rappelons que la politique de confidentialité et d'anonymat s'applique en tout temps.

Annexe 4 : Questionnaires pour les touristes

Chers participants et participantes, je vous remercie de votre implication à cette étude. Suivez les consignes de chaque question et donnez la réponse qui vous semble la plus appropriée.

Agence touristique	Circuit touristique	Région visitée	Communauté locale

I. Question(s) identification(s)

- 1- Êtes-vous un homme? Une femme?
- 2- À quelle tranche d'âge appartenez-vous? (Encercler la réponse)
 - a- 18 à 24 ans^[1]_{SEP}
 - b- 25 à 30 ans^[1]_{SEP}
 - c- 31 à 39 ans
 - d- 40 à 45 ans
 - e- Plus de 45 ans
- 3- Quelle est votre profession ?
- 4- Quelle est votre ville et pays de provenance?

II. Qualité du répondant

- 5- Parmi les villes désertiques algériennes, dans quelle ville séjournez-vous ? (Encercler la réponse)
 - A) Timimoune
 - B) Djanet
 - C) Taghit
 - D) Autre
- 6- Pourquoi avez-vous sélectionné cette ville ? (Citez au moins 2 raisons) :
- 7- Combien de jours avez-vous séjournés dans la zone désertique algérienne ?

III. Activité(s) et connaissance(s) de l'environnement et des activités

- 8- Au cours de la dernière année, combien de fois avez-vous séjourné dans la zone désertique algérienne? (Encercler la bonne réponse)
 - a- Jamais (aucune fois)
 - b- Rarement (1 fois)
 - c- Moyennement (2 fois)
 - d- Souvent (entre 2 et 4 fois)
 - e- Très souvent (plus de 4 fois)

Si vous avez répondu b-c-d-f à la question 8, répondez à la question 9, sinon passez à la question 10

9. Pour quelles raisons avez-vous choisi la zone désertique algérienne ? (Encercler la réponse)
 - a) Pour le patrimoine naturel et culturel
 - b) Proximité géographique
 - c) Rendre visite à des amis
 - d) Pour le coût du voyage
 - e) Autre (veuillez spécifier)
10. Comment avez-vous organisé votre voyage? (Encercler la bonne réponse)
 - a) Agence touristique
 - b) Amis

- c) Vous-même
 - d) Autres (veuillez spécifier)
11. Si vous avez répondu (a) à la question 10, veuillez expliquer pourquoi vous avez choisi cette agence?
12. Pour quel mode d'hébergement avez-vous opté?
- a) Hôtel
 - b) Camping
 - c) Logement chez l'habitant
 - d) Autres (précisez)
13. Avez-vous déjà entendu le terme tourisme alternatif?
- a) oui
 - b) non
- Selon vous, qu'est-ce que le tourisme alternatif?
14. Le but de votre voyage était-il de pratiquer le tourisme alternatif? (Encerclez la bonne réponse)
- a) Oui
 - b) Non
 - c) Autre (précisez)

Pour les questions 15-18, veuillez cocher la case qui correspond le mieux à votre réponse

	Oui	Non	Je ne sais pas
15- Lors de votre séjour, avez-vous volontairement limité la pollution par les déchets?			
16- Lors de votre séjour, avez-vous évité de gaspiller l'eau?			
17- Lors de votre séjour, avez-vous volontairement priorisé la consommation locale et l'achat de produits locaux?			
18- Lors de votre séjour, avez-vous volontairement limité l'utilisation de véhicules motorisés?			

IV. Relation avec les divers acteurs

19. Les guides touristiques et les accompagnateurs provenaient-ils majoritairement de la région?
- a) oui
 - b) non
 - c) je ne sais pas
20. Est-ce que les diverses activités auxquelles vous venez de participer étaient majoritairement organisées et gérées par les populations locales?
- a) oui
 - b) non
 - c) je ne sais pas
21. Quelles étaient les tâches principales des agences touristiques durant votre séjour?
22. Quel(s) rôle(s) les populations locales avaient durant votre séjour?
23. Lors de votre séjour avez-vous rencontré un ou plusieurs membres du ministère du tourisme et de l'artisanat algérien et/ou de l'institut national du tourisme ?
- a) oui
 - b) non
 - c) je ne sais pas

Je vous remercie d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire qui va me permettre de rédiger ma thèse de doctorat. Votre participation à cette étude permettra de mieux comprendre le tourisme alternatif dans le désert algérien. Nous vous rappelons que la politique de confidentialité et d'anonymat s'applique en tout temps.

Annexe 5 : Guide d'entrevue pour les populations locales

Chers participants et participantes, je vous remercie de votre implication à cette étude. Suivez les consignes de chaque question et donnez la réponse qui vous semble la plus appropriée.

Agence touristique	Circuit touristique	Région visitée	Communauté locale

Question(s) d'identification(s)

1. De quel sexe est le participant?
a) Masculin b) Féminin
2. À quelle tranche d'âge appartenez-vous? (Encercler la réponse)
a) 18 à 24 ans^[L]_[SEP]
b) 25 à 30 ans^[L]_[SEP]
c) 31 à 39 ans
d) 40 à 45 ans
e) Plus de 45 ans
3. De quelle ville/région provenez-vous ?

II. Qualité(s) des répondants

4. Quelles sont vos occupations?
5. Travaillez-vous dans le domaine du tourisme? Si oui quel emploi occupez-vous?
6. Comment avez-vous obtenu votre emploi?
7. Est-ce que vous hébergez des touristes chez vous?
8. Si vous avez répondu oui à la question précédente, comment offrez-vous vos services d'hébergements aux touristes?
9. Existe-t-il au sein de votre communauté des associations et des coopératives mises en place par les communautés locales pour organiser l'activité touristique? Si oui, quelles sont ces associations et de quoi s'occupent-elles?

III. Activités et connaissances du tourisme alternatif

10. Selon vous, quelles sont les principales particularités du tourisme dans la zone désertique algérienne?
11. Avez-vous déjà entendu le terme tourisme alternatif? Selon-vous, qu'est-ce que le tourisme alternatif?
12. Existe-t-il un code d'éthique du voyage dans votre communauté? Si oui, en quoi consiste-t-il ?
13. Comment le tourisme dans votre communauté contribue-t-il à la création d'emploi?
14. Les emplois créés par le tourisme dans votre région sont-ils saisonniers? Si oui, comment subvenez-vous à vos besoins le restant de l'année?
15. Outre les associations existantes, est-ce que la population locale a des tâches respectives à accomplir dans la planification de la saison touristique? Si oui, expliquez brièvement.
16. Quelles sont les principales activités destinées aux touristes dans votre région? (Excursions, fêtes folkloriques, tapisserie, poterie, etc.)
17. Parmi les activités suivantes, lesquelles priorisez-vous pour les touristes? (Veuillez les énumérer par ordre d'importance)
 - 1- Poterie
 - 2- Tapisserie
 - 3- Vannerie
 - 4- Pâtisserie

- 5- Excursions
- 6- Fêtes folkloriques
- 18. En vous référant aux activités énumérées dans la question précédente, lesquelles sont disponibles uniquement durant la saison touristique?
- 19. Est-ce que les produits utilisés pour la poterie, la tapisserie et la vannerie proviennent de la région?
- 20. Les circuits organisés par les agences touristiques prennent-ils en compte la vulnérabilité environnementale? Si oui, de quelles façons?
- 21. Comment s'organise la gestion des déchets dans votre communauté?
- 22. Quels sont les principaux besoins de votre communauté?
- 23. Est-ce que les retombées économiques du tourisme demeurent principalement dans votre communauté? Comment est investi cet argent?

IV. Relation avec chaque acteur

- 24. Le tourisme répond à quel(s) besoin(s) de votre communauté?
- 25. Quelle(s) interaction (s) entretenez-vous avec l'État algérien?
- 26. Quel est le rôle des agences touristiques dans votre communauté pendant la saison touristique?
- 27. Est-ce que les agences touristiques et le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et l'ONAT vous encouragent à participer à la prise de décision en ce qui concerne la gestion de l'activité touristique dans votre région? Si oui, de quelles manières?

Je vous remercie d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire qui va me permettre de rédiger ma thèse de doctorat. Votre participation à cette étude permettra de mieux comprendre le tourisme alternatif dans le désert algérien. Nous vous rappelons que la politique de confidentialité et d'anonymat s'applique en tout temps.

Bibliographie

- AL-AOUN, Salem et AL-HAMOUD, Majd. « The potential for community-based tourism among the Bedouins in the Badia of Jordan » dans *Journal of Heritage Tourism*, volume 3, numéro 1, 2008, 19p.
- ALAM, Quamrul. « Industrialisation du Tiers-monde et mondialisation, synthèse des essais théoriques (décennies 1950 à 1980) » dans *Journal of Social Studies*, Bangladesh, avril 1992, 15p.
- ALIMEN, MH. « Gravures rupestres de la station de Tahtania, près de Taghit » dans *Bulletin de la société préhistorique française*, 1966, vol 63, pp.409-432.
- ALTERNATIVE SUD. « Expansion du tourisme : gagnants et perdants », 2006, éditions Sylepse, volume 13, numéro 3, 233 p.
- AMIN, Samir. « L'accumulation à l'échelle mondiale », Paris, Minit, 1972.
- AMIN, Samir. « Les défis de la Chine en 2013 » dans *les Nouveaux Cahier du socialisme*, numéro 10, août 2013, 14p.
- ANDRIAMASINORO, Onitsoa J. et SARRASIN, Bruno., « Enjeux politiques de l'adaptation aux changements climatiques dans les projets de gestion intégrée des zones côtières à Madagascar », dans *Vertigo — la revue électronique en sciences de l'environnement*, 2015, no hors-série 23, novembre, p. 1-14.
- AUCANTE, Vincent. « L'économie peut-elle être solidaire? », Paris, édition Parole et silence, 2006, 134 p.
- AUGIER, Dominique. « L'écotourisme forestier : pour un rapprochement entre tourisme et environnement à la Martinique » dans *Études caribéennes*, 2007, 20 p.
- ARELLANO, Alexandra. « Tourism in poor regions and social inclusion: The porters of the Inca Trail to Machu Picchu » dans *World Leisure Journal*, volume 54, numéro 2, 2013, pp.104-118.
- AROUB, Ratiba. « Le tourisme Saharien, état des lieux et stratégie de l'État pour son développement » dans *Revue des réformes économiques et intégration de l'économie mondiale*, volume 10, numéro 20, pp.7-12.
- BANKSTON, C. et M. ZHOU. « Social Capital as Process: The Meanings and Problems of a Theoretical Metaphor » dans *Sociological Inquiry*, 2002, 72:285-317.
- BANQUE MONDIALE., « Qu'est ce que la décentralisation ? » dans *Decentralization Thematic Team*, 2011.
- BANQUE MONDIALE. « Forêts et parcs : biodiversité », 2009.
- BANQUE MONDIALE. Algérie : Rapport de suivi de la situation économique, 2017, En ligne : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-outlook-april-2017>
- BANQUE MONDIALE. « Qu'est-ce que la décentralisation ? » dans *Decentralization Thematic Team*, 2011.
- BARBIER, B. « Les montagnes du monde et le tourisme » dans *Commission de géographie du tourisme et des loisirs*, Aix-en-Provence, 1984, 120 p.

- BARBUT, Monique. « Tourisme et Déserts : Guide pratique pour gérer les impacts environnementaux et sociaux du tourisme dans les déserts » dans PNUE, 2006, 48 p.
- BARRÉ, Hervé. « Le Sahara des cultures et des peuples : vers une stratégie pour un développement durable du tourisme au Sahara dans une perspective de lutte contre la pauvreté » dans UNESCO, Paris, 2003, p.39 En Ligne : [http://portal.unesco.org/culture/fr/files/16660/10698574653strategie.pdf/ strategie.pdf]
- BARON, Catherine. « Transfert du concept d'économie solidaire en Afrique Francophone : Paradoxes et Atouts » dans *Revue du Tiers-Monde*, numéro 190, 2007, pp. 325-342.
- BAUER, Thomas, MCKERCHER, Bob et CHON, Kaye Sung. « Sex and Tourism: Journeys of Romance, Love and Lust », New York, Haworth Hospitality Press, 2003, 242p.
- BAVERMAN, IRUS. « Planted Flags: Trees, land, and law in Israel/Palestine », Cambridge University Press, New York, 2009, 272p.
- BATTESTI, Vincent. « Tourisme d'oasis. Les mirages naturels et culturels d'une rencontre ? » dans *Cahiers d'études africaines*, volume 1, numéro 193-194, 2009, pp.551-582.
- BATTILANI, Patricia. « Des grands hôtels aux entreprises familiales : la transition vers le tourisme de masse dans les pays de la méditerranée » dans *Entreprise et histoire*, 2007/2, numéro 47, pp 26-43.
- BEAUDET Pierre, Jessica SCHAFER et Paul HASLAM (dir.). « Introduction au développement international. Approches, acteurs, enjeux », Ottawa presses de l'Université d'Ottawa, 2008, 520 p.
- BECKER G. « Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis », University of Chicago Press, 1964, 412 p.
- BELLACHE, Yougourta, ADAIR, Philippe et BOUZNIT, Mohamed. « Secteur informel et segmentation de l'emploi à Bejaia (Algérie) : Déterminants et fonctions de gains » dans *Monde en développement*, 2014, volume 2, numéro 166, pp.31-44.
- BENBAHMED, Tarik et LOHOUES, Hervé. « Algérie 2017 » dans *African Economic Outlook*, 2017, 15 p.
- BENBELAID, Yasmine. « Le tourisme alternatif à Timimoune », Université d'Ottawa, Ottawa, 2013, 116 p.
- BEEDIE, Paul et HUDSON, Simon. « Emergence of mountain-based adventure tourism » dans *annals of tourism research*, 2003, volume 30, numéro 3, pp.625-643.
- BERNARD, S., ROCHE, Y. et SARRASIN B., « Écotourisme, aires protégées et expansion agricole : quelle place pour les systèmes socio-écologiques locaux ? » dans *Études du développement*, 2016, vol. 37, no 4, p. 422-445.
- BERTOLINI, Gérard et BRAKEZ, Mustapha. « Gestion des déchets, motivations et tensions : Retour d'expérience et organisation » dans *marché et organisation*, 2008, volume 2, numéro 7, pp.92-113.
- BFN. « Déclaration de Berlin sur la diversité biologique et le tourisme durable », 1997, En ligne : https://www.bfn.de/fileadmin/MDB/documents/031402_berlinen.pdf

- BJORK, P. « Ecotourism from a conceptual perspective, an extended definition of a unique tourism form » dans *International Journal Tourism Research*, 2000, 189–202.
- BLIN, Louis. « Le programme de stabilisation et d'ajustement structurel de l'économie égyptienne » dans *Égypte, Monde arabe*, numéro 9, 1992, pp.13-46
- BOISSEVAIN, Jeremy. « Coping with tourists: European Reactions to Mass Tourism », Berghahn Books, 1996, 258p.
- BOSSI, R et CINTRON, G. « Les mangroves de la Caraïbe : pour une gestion durable » dans *PNUE*, Paris, 1989, 37 p.
- BOUAOUINATE, Asmae. « Les acteurs locaux du tourisme de désert au Maroc : cas de l'erg Chebbi et de Zagora-M'hamed », Université de Bayreut, Rabat, 2008, 598 p.
- BOUJROUF, Saïd et OUISAD, Tebaa. « Tourisme et pauvreté », Édition des Archives contemporaines, 2011.
- BOULAY, Sébastien. « Le tourisme de désert en Adrar Mauritanien : réseaux translocaux, économie solidaire et changements sociaux » dans *Autrepart*, 2006, numéro 40, pp.63-79.
- BOURDEAU, Philippe. « Territoires du hors-quotidien : une géographie culturelle du rapport à l'ailleurs dans les sociétés urbaines contemporaines; le cas du tourisme sportif de montagne et de nature », Université Joseph-fourmier, 2003, 270p.
- BOURGEOT, André. « Les sociétés touarègues. Nomadisme, identité, résistance » Paris, Karthala, 1995, 382 p.
- BOYER, Marc. « Le tourisme de masse », l'Harmattan, Paris, 2007, 200 p.
- BOYER, Marc. « Comment étudier le tourisme? » dans *ethnologie française*, 2002/3, volume 32, pp393-404.
- BRACHET, Julien. « De quelques aspects des dimensions politiques et économiques des circulations migratoires au Sahara central » dans *dossier Sahara en mouvement*, volume 7, 2011, pp.251-260.
- BRAMWELL, Bill et LANE, Bernard. « Tourism governance: Critical perspectives on governance and sustainability » dans *Journal of Sustainable Tourism*, 2011, volume 19, numéro 4, pp.411-421.
- BRETON, Jean Marie. « Tourisme, environnement et aires protégées », Karthala-Crejeta, Paris, 2004, 320 p.
- BRETON, Jean-Marie. « L'écotourisme, un nouveau défi pour les caraïbes? », Paris, Kartala-CREJETA, 2001, 440 p.
- BREWER, Jeremy et GIBSON, Stephen. « Necessity Entrepreneurs: Microenterprise Education and Economic Development », Edward Elgar Pub, 2014, 196p.
- BRITTON, S. « Tourism, Capital and Place: Toward a critical Geography of Tourism » dans *Sage Journal*, 1989, volume 9, numéro 4, pp.451-478.
- BRIASSOULIS, Helen. « Sustainable tourism and the question of the commons » dans *Annals of Tourism Research*, 2002, volume 29, numéro 4, pp.1065-1085.

- BUCKLEY, Ralf. « A Framework for alternative tourism » dans *Anal of Tourism Research*, vol.21, numéro 3, 1994, pp. 661-689.
- BUCKLEY, Ralf. « Case studies in Ecotourism », CABI publishing, Australie, 1996, 264 p.
- BUTLER, T. « Geographic Research on Tourism, recreation and leisure: Origins, Eras and Directions » dans *Tourism Geographies*, 2004, volume 6, numéro 2, pp.143-162.
- BULLARD, Robert. « Solid Waste Sites and the Black Houston Community » dans *Southwestern Sociological Association*, 1982, volume 53, numéro 2, pp.273-288.
- CAMPBELL, Lisa. « Ecotourism in rural developing communities » dans *Annals of tourism Research*, 1999, volume 26, numéro 3, pp. 534-553.
- CANDELA, Guido et FIGINI, Paolo. « The economics of tourism destinations », Berlin, Springer, 2012, 618p.
- CARDOSO, Fernando Henrique et ENZO, Faletto. « Dépendance et développement en Amérique Latine », Paris, Anthropos, 1969.
- CARDOSO, Fernando Henrique. « Les idées à leur place : le concept de développement en Amérique latine », Éditions A.M Métaillé, 1984, 159p.
- CAUVIN-VERNER, Corinne. « Au désert : une anthropologie du tourisme dans le Sud marocain », Paris, l'Harmattan, 2007, 317 p.
- CAVACO, Carminda. « Tourism in Portugal: Diversity, Diffusion, and Regional and Local Development » dans *Centro de Estudos Geograficas*, 1995, 8p.
- CEBALLOS-LASCURAIN, Hector. « Estudio de Prefactibilidad Socioeconómica del Turismo Ecológico y Anteproyecto Arquitectónico y Urbanístico del Centro de Turismo Ecológico de Sian Ka'an, Quintana Roo ». Study made for SEDUE, Mexico, 1987, cité in BUTLER James, *Ecotourism: Its Changing Face and Evolving Philosophy*, IV World Congress on National Parks and Protected Areas, Caracas, 1992, p. 4.
- CEBALLOS-LASCURAIN, Héctor. « Tourism, ecotourism and protected areas: the state of nature-based tourism around the world and guideline for its development », IUCN Publication, 1983, 130p.
- CEBALLOS-LASCURAIN, Hector. « *The IUCN dans Ecotourism Consultancy Programme* », 1993, 50 p.
- CELISO, Furtado. « Le mythe du développement et le futur du Tiers-Monde », 1974, tome 15, numéro 57, pp.57-68
- CELISO, Furtado. « Théorie du développement économique », PUF, Paris, 1970.
- CHARBONNEAU, Josée. « Guide d'évaluation des projets écotouristiques dans les pays en développement » dans *Centre Universitaire de Formation en Environnement*, Sherbrooke, 2008, 177 p.
- CHOPLIN, Armelle et ROULLIER, Lucie. « Tourisme et politique en Mauritanie ou comment (re)visiter le Sahara : l'exemple de l'Adrar mauritanien » dans *Cahiers d'outre-mer*, numéro 233, 2006, 16 p.

- CHRISTALLER, Walter. « Some Considerations of Tourism Location in Europe », Paper of the Regional Science, Association, 1963, volume 12, pp.95-105.
- CLAUDOT, HAWAD. « Sahara et nomadisme. L'envers du décor » dans *Revue des mondes musulmans et de la méditerranée*, volume 111-112, pp.221-244.
- CLEVERDON, Robert et KALISH, Angela. « Fair Trade in Tourism » dans *International Journal of Tourism*, 2000, Volume 2, Numéro 3, pp.171-187.
- COHEN, E. « Authenticity and commoditisation in tourism » dans *Annals of Tourism Research*, 1988, volume 15, 371-388.
- COLLIER, Paul. « The Political Economy of Ethnicity », Washington, 1998, 22p.
- COWEN, M et SHENTON, R. « Doctrines of Development », Londres, Routledge, 1996, 572p.
- COLLOMB, Gérard. « Du bon usage de la montagne », l'Harmattan, Paris, 1989, 380 p.
- Commission économique pour l'Afrique (Nations Unies). « Profil de pays », 2016, En ligne : https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/CountryProfiles/2017/algeria_cp_fre.pdf
- COUSIN, Saskia et RÉAU, Bertrand. « La sociologie du tourisme », Paris, éditions Repères, 2009, 126 p.
- COUSIN, Saskia. « L'UNESCO et la doctrine du tourisme culturel : Généalogie d'un bon tourisme » dans *Tourisme, mobilités et altérités contemporaines*, 2008, volume 57, numéro 1, pp.41-56.
- COUSIN, Sakia. « De l'UNESCO aux villages de Touraine: les enjeux politiques, institutionnels et identitaires du tourisme culturel », 2006, volume 4, numéro 40, pp15-30.
- DAGHRI, Taoufik et ZAOUAL, Hassan. « Économies solidaires et développement local, vers une démocratie de proximité », Paris, l'Harmattan, 2011, 217 p.
- DARMA, Putra et HTCHCOCK, M. « The Bali bombs and the tourism development Cycle » dans *Progress in Development Studies*, 2006, volume 6, numéro 2, pp.157-166.
- DEBARDIEUX, Bernard. « Tourisme et montagne », Economica, Paris, 1995, 97 p.
- DUBOIS, Jean-Luc et MATHIEU, François-Régis, « Sen, Liberté et pratiques du développement » dans *Revue Tiers Monde*, 2009/2 n° 198, p. 245-261.
- DE KADT, Emanuel. « Tourism: Passport to Development? Perspectives on the Social and Cultural Effects of Tourism in Developing Countries », New York, 1979, Oxford University Press, 380p.
- DE LA MORENA, A. « Le tourisme en tant que moteur du développement économique et social durable », dans *29^{ème} congrès de l'Africa travel association*, Douala, 6 mai 2004, 4p.
- DEBBAGE, Keith. « Oligopoly and the resort cycle in the Bahamas » dans *Annals of Tourism Research*, 1990, volume 17, numéro 4, pp.513-527.
- DEHOORNE, Olivier. « Le tourisme de croisière dans l'espace caribéen : évolutions récentes et enjeux de développement » dans *Études Caribéennes*, 2009, 20 p.

- DEHOORNE, Olivier. « Tourisme et lutte contre la pauvreté : opportunités et défis » dans *Études Caribéennes*, 2013, numéro 24, 17 p.
- DEHOORNE, Olivier et SAFFACHE, Pascal. « Le tourisme dans les îles et littoraux tropicaux : ressources et enjeux de développement » dans *Études caribéennes*, 2008, volume 9, 16 p.
- DEHOORNE, Olivier et SAFFACHE, Pascal. « Le tourisme et les ressources forestières dans les Petites Antilles, diffusion spatiale et spécialisation du territoire » dans *Presses de l'Université du Québec*, Québec, 2008, PP.147-167.
- DELISLE M.-A., et JOLIN. « Un autre tourisme est-il possible? Éthique, acteurs, concepts, contraintes, bonnes pratiques, ressources », Sainte-Foy (Que.), Presses de l'Université du Québec, 2007, 144 p.
- DEMANGEOT, Jean. « Tropicalité » dans *Géographie physique intercontinentale*, Paris, 1999, Armand Colin, 340p.
- DEMANGEOT, Jean et BERNUS, Edmond. « Les milieux désertiques », Armand Colin, 2001, 295 p.
- DEMOUSTIER, Danièle. « Économie sociale et développement local », Paris, l'Harmattan, 2004, 173 p.
- DEMOUSTIER, Danièle et RICHEZ BATTESTI, Nadine. « Les organisations de l'économie sociale et solidaire : gouvernance, régulation et territoire » dans *Géographie, Économie et Société*, Lavoisier, 2010, volume 12, numéro 1, 128 p.
- DENAI, Laurent. « Écotourisme, un outil de gestion des écosystèmes », Université de Sherbrooke, Sherbrooke, 2007, 79 p.
- DEPREST, Florence. « Enquête sur le tourisme de masse, l'écologie face au territoire », Mappemonde, 1997, Paris.
- DRESNER, Simon. « The principles of sustainability », Earthscan Publication, 2002, 200p.
- DIEKE, Peter. « Tourism and structural adjustment programmes in the African economy » dans *Tourism Economics*, volume 1, numéro 1, pp.71-93.
- DOAN, T.^[SEP] « The Effects of Ecotourism in Developing Nations » dans *Journal of Sustainable Tourism*, volume 8, pp.288-304.
- DOSTALER, Gilles. « Keynes et Bretton Woods » dans *Interventions économiques*, n° 26, automne 1994.
- DRAKE, SUSAN. « La participation locale dans les projets d'écotourisme » dans *l'Écotourisme : gérer l'environnement*, Nouveaux Horizons, Paris, 1991, pp.127-130.
- DUBOIS, Mathieu. « La dimension sociale du développement durable : réduction de la pauvreté ou durabilité sociale ? » dans *Développement durable : doctrines, pratiques, évaluations*, Paris, 2002, numéro 2, pp.73-74
- DUBOST, Daniel. « Nouvelles perspectives agricoles du Sahara algérien » dans *Revue de l'occident musulman et de la méditerranée*, 1986, numéro 41-42, pp.339-356.
- DU CLUZEAU, Claude Origet et TOBELEM, Jean-Michel. « Culture, tourisme et développement: les voies d'un rapprochement », l'Harmattan, Paris, 2009, 266 p.

- DUFERME B., 2006, « Expansion du tourisme international : gagnants et perdants » dans *Alternatives Sud*, vol. 13, 22 p.
- DURKHEIM, Emile. « Ethics and the Sociology of Morals », Prometheus, 1993.
- DOSTALER, Gilles. « Keynes et Bretton Woods » dans *Interventions économiques*, n° 26, automne 1994.
- ECCLESTONE, K., et J. FIELD. « Promoting Social Capital in a “Risk Society” : A New Approach to Emancipatory Learning or New Moral Authoritarianism? » dans *British Journal of Sociology of Education*, 2003, 24:267–282.
- ECHTNER, Charlotte et PRASAD, Pushkala. « The context of third world tourism marketing » dans *Annals of Tourism Research*, 2003, volume 30, numéro 3, pp.600-682.
- EDWARDS, Michael. « The irrelevance of development studies » dans *Third World Quarterly*, 1989, volume 1, pp.116-135.
- ELLIOTT, J. « An introduction to Sustainable Development », 1999, London, Routledge, 384p.
- ELIJAH-MENSAH, Angela. « Motivation and Age: An Empirical Study of Women-Owners of Tourism Ventures in Ghana » dans *Journal of Travel and Tourism Research*, 2009, pp.139-153p.
- ESCOBAR, Arturo. « L’invention du développement », alterinfos, février 2011
- ESTEVA, Gustavo. « Au-delà du développement », dans Esteva, A, et Sachs, W. *Des ruines du développement*, Écosociété, Montréal, 1996.
- FALLON, C. et DEVLIN, P. J. « Ambiguous Alternative : Tourism In Small Developing Countries » dans *New Zealand Geographer*, 1991, volume 47, numéro 43, 194p.
- FAO. « Le tourisme alternatif en montagne : au bénéfice des pauvres », 2009, En ligne : ftp://ftp.fao.org/paia/mnts/info/info_fr.pdf
- FAVREAU, Louis et FRÉCHETTE, Lucie. « Économie sociale, coopération Nord-Sud et développement », dans *Cahier de la chaire de recherche en développement communautaire*, Outaouais, série de recherché 14, automne 1999, 25 p, En ligne : http://www4.uqo.ca/observer/CoopSI/Nouvelles_formes/coop.pdf
- FMI. « Rapport des services du FMI au titre de l’article IV avec l’Algérie », 2017, 72 p.
- FENNEL, D.A. « A Content Analysis of Ecotourism Definitions » dans *Current Issues in Tourism*, vol.4, num.5, 1999, pp.403-421. <http://dx.doi.org/10.1080/13683500108667896>.
- FENNEL, David. « Ecotourism », New York, Routledge, 2008, 282 p.
- FENNEL, D.A. « A Content Analysis of Ecotourism Definitions » dans *Current Issues in Tourism*, vol.4, num.5, 1999, pp.403-421. <http://dx.doi.org/10.1080/13683500108667896>.
- FLAHAULT, Erika, NOGUÈS, Henry et SCHIEB-BIENFAIT, Nathalie. « L’économie sociale et solidaire : nouvelles pratiques et dynamiques territoriales », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, 258 p.
- FLETCHER, John, GILBERT, David et WANHILL, Stephen. « Tourism: Principles and Practice », 5th Edition, Angleterre, 2013, 648p.
- FURT, Jean-Marie et FRANCK, Michel. « Tourisme et identités », l’Harmattan, Paris, 2006, 217 p.

- FRANKLIN, Adrian. «The sociology of tourism», dans *The sage handbook of tourism studies*, SAGE publications Ltd, Texas, 2012, 59p.
- FREITAG, Tilman. « Enclave tourism development for whom the benefits roll? » dans *Annals of Tourism Research*, volume 21, numéro 3, pp.538-554.
- GAGNON, Christiane et GAGNON, Serge. « L'écotourisme entre l'arbre et l'écorce : de la conservation au développement viable des territoires », Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, 407 p.
- GAZES, George. « Le tourisme international : mirage ou stratégie d'avenir? », Paris, Édition Hatier, 1989, 187 p.
- GAZES, George. « Tourisme et tiers-monde : un bilan controversé », Paris, éditions l'Harmattan, 1989, p.127
- GAZES G. « La problématique des impacts du tourisme : réflexion sur quelques évolutions significatives » dans *Tourisme et société : mutations, enjeux et défis*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2006, pp. 87-94.
- GIARINI, O. « The Emerging Service Economy », 1986, Oxford, Pergamon Press, pp.213-244.
- GIAMPICCOLI, Andrea et MTAPURI, Oliver. « Toward a comprehensive model of community-based tourism development » dans *South African Geographical Journal*, 2014, 15p.
- GILL, Louis. « Le néolibéralisme », Montréal, Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 2004, 84 p.
- GOBE, ÉRIC. « L'année du Maghreb » dans *Revue & Séries*, CNRS, 2008, 532p.
- GODELIER, Maurice. « Le concept de tribu : crise d'un concept ou crise des fondements empiriques de l'anthropologie ? », Presses Universitaires de France, 2010, 28p.
- GOODWIN, Harold et BAH, Adama. « Pro-poor tourism and local economic development » dans *The Routledge Handbook of Tourism and the Environment*, 2003, 9p.
- GÖSSLING, S. « Tourism and Development in Tropical Islands: Ecology perspectives » dans *Tourism and Development in tropical Islands*, 2003, pp.1-37.
- GÖSSLIN, Stefan, HALL, Michael et SCOTT, Daniel. « Tourism and Water », Bristol, Channel View Publications, 2015, 167p.
- GRÉGOIRE, Emmanuel. « Développement touristique et reproduction sociale à l'île Maurice dans *Civilisations*, 2008, volume 1, numéro 57, pp.91-106.
- GRET, Jean-Marie. « Tourisme et développement, inéluctable évolution dans tourisme solidaire et développement », En ligne: http://www.tourismesolidaire.org/ressource/pdf/tourisme_developpement.pdf
- GUNDER FRANK, André. « Le développement du sous-développement : l'Amérique latine », Paris, Maspero, 1970.
- GURUN, C.P. et DE COURSEY, M. « The Annapurna Conservation Area Project: a Pioneering Example of Sustainable Tourism? » dans Cater, E. and Lowman, G. (Eds.), *Ecotourism: A Sustainable Option?* (p. 177-194), 1994. Publié en association avec la Royal Geographical Society. Chichester (New York), John Wiley & Sons.
- HALL, Michael et LEW, Allan. « Sustainable tourism », Malaisie, Longman, 1998, 205 p.

- HADASS, Yael et WILLIAMSON, Jeffrey. « Terms of trade and economic performance», 1870-1940: Prebish and Singer revisited dans *Economic development and cultural changes*, 2003, Volume 51, numéro 3, pp.629-656.
- HALL, D et BROWN, F. « Towards a welfare focus for tourism research » dans *Tourism Hospitality Research.*, 1996, 2, p.41-57.
- HARPHAM, T et GRANT, E. « Measuring Social Capital Within Health Surveys: Key Issues » dans *Health Policy and Planning*, volume 17, numéro 1, 2002, pp.51-62.
- HAROUAT, Fatima Zohra. « Comment promouvoir le tourisme en Algérie », Université d'Abou Nekk Belkaid, 2012, 170 p.
- HARRIBEY, Jean-Marie. « Le développement a-t-il un avenir? » Attac, Milles et une nuit, 2004.
- HARRISON, D. « Tradition, modernity and tourism in Swaziland » dans *Tourism and the Less Developed Countries*, 1992, Toronto, pp.148-162.
- HARRISON, D. « International tourism and the less developed countries: The back-ground » dans *Tourism and the Less Developed Countries*, 1992, Toronto, pp.1-18.
- HARRISON, D. « Learning from the old south by the new south? The case of tourism », 1994, dans *Third World Quarterly*, Volume 15, numéro 4, pp.707-721.
- HAUGLAND et al. « Development of tourism destinations: an integrated multilevel perspective » dans *annals of tourism research*, volume 28, numéro 1, pp.268-290.
- HAZARI, Bharat et SGRO, Pasquale Michael. « Tourism and Growth in a dynamic Model of Trade » dans *Journal of International Trade and Economic Development*, 2003 volume 4, numéro 2, pp.185-195.
- HELLAL, Mohamed et JARRAYA, Mounir. « Les perspectives du développement touristique durable dans un territoire insulaire vulnérable : le cas des îles de Kerkennah » dans *Monde en Développement*, 2012, volume 1, numéro 157, pp.111-118.
- HEILPERIN, Michael A. « Le point IV du président Truman » dans *politique étrangère*, numéro 2, 1950, pp.165-177.
- HILLALI, Mimoun. « Le tourisme international vu du Sud : Essai sur la problématique du tourisme dans les pays en développement », Les Presses de l'Université du Québec, Québec, 2003, 228 p.
- HOERNER, Jean-Michel. « Géopolitique du tourisme », Éditions Armand Colin, Paris, 2008, 200 p.
- HOLDEN, Andrew. « Environment and Tourism », Routledge, 2008, 274p.
- HOLDEN, Andrew. «Tourism and natural resources», dans *The sage handbook of tourism studies*, SAGE publications Ltd, Texas, 2008, 24p.
- HONEY, Marta. «Ecotourism and sustainable development, who owns paradise? » Island Press, Island, 1998, 416p.
- HONEY, Martha. « Tourism and sustainable development », Island Press, 1999, 568p.
- HOSNI, Ezzedine. « Stratégie pour un développement durable du tourisme au Sahara » dans UNESCO, Paris, 2000, 71 p.

HUGGON, Philippe. « Retour sur une cinquantaine d'années d'économie du développement » dans *Revue tiers-monde*, volume XL, numéro 157 (janvier-mars 1999), pp.11-36.

HUNTER, Colin et GREEN, Howard. « Tourism and the Environment: A Sustainable Relationship? », Londres, Routledge, 1995, 212p.

HUSBANDS, W. « Centres, peripheries, tourism and socio-spatial development » dans *Ontario Geography*, 1981, pp.17-60.

IDIR, Mohamed Sofiane. « Valorisation du patrimoine, tourisme et développement territorial en Algérie : cas des régions de Bejaia en Kabylie et de Djanet dans le Tassili N'Ajjer », Université de Grenoble, France, 2006, 374 p.

INSTITUTE OF GEOGRAPHY. « Mountains of the world: Tourism and sustainable mountain development », University of Berne, Switzerland, 1999, 54p.

IZABEL, Yvette. « Les méthodes d'évaluations de la capacité de charge des destinations touristiques », 2003, 114p.

JAFARI, Jafar. « The identification of Tourism » dans *Host and Guests revisited Tourism Issues of the 21st Century*, New York, 2001, pp.29-41.

JEANTET, Thierry. « Économie sociale, la solidarité au défi de l'efficacité », La documentation française, Paris, 2006, 175p.

JENKINS, C.L et HENREY, B. « Government involvement in tourism in developing countries » dans *Annals of Tourism Research*, 1982, volume 9, numéro 4, pp.499-521.

JOHNSON, Peter. « Realizing rural community-based tourism development: prospects for social economy enterprises » dans *Journal of Rural and Community Development*, 2010, volume 5, numéro 1, pp.150-162.

JONES, Samantha. « Community-based ecotourism, the significance of social capital » dans *Annals of tourism Research*, 2005, volume 32, numéro 2, pp. 303-324

JOVICIC, Zivodin. « A plea for tourismological theory and methodology » dans *Revue de Tourisme*, 1988, volume 43, numéro 3, pp.2-5.

KAWANO, Emily. « Solidarity Economy Workshop : Pathways to a Just and Sustainable World », 2013, En ligne: <https://ussen.org/portfolio/solidarity-economy-workshop/>

KAWANO, Emily. « Solidarity Economy » dans Center for Popular Economics, 2012, En ligne: <https://prezi.com/uaa5vaqmdllj/solidarity-economy/>

KADRI, Boualem et BÉDARD, François. « La construction des connaissances en tourisme à l'université : la production de mémoires et thèses liées au tourisme à l'UQAM (1978-2005) » dans *Téoros*, volume 25, numéro 2, pp. 78-80.

KADRI, Boualem. « L'identité scientifique du tourisme : un mythe ou une réalité en construction? » dans *Téoros*, volume 27, numéro 1, 2008, pp.51-58

KAISER, CJ et HELBER, L. E. « *Tourism Planning and Development* », C.B.I., Boston. Nations-Unis. « Conférence sur le tourisme et les voyages internationaux », Rome, 1963, 48 p.

KEMPER, R. « Tourism in Taos and Patzacuaro: A comparison of two approaches to regional development dans *Anal of Tourism Research*, 1979, volume 6, numéro 1, pp.91-110.

KNAFOU, Rémy. « Approche critique de la notion de “tourisme durable” : Le cas des espaces marginaux et “extrêmes” », *op. cit.*, in ZERBI Maria Chiara (a cura di), *op. cit.*, p. 39.

KONADU-AGYEMANG, K. « The best of times and the worst of times: Structural adjustment Programs and uneven development in Africa: The case of Ghana » dans *Professional Geographer*, 2000, volume 3, numéro 52, pp.469-483.

KORTEN, David. « Community organisation and rural development: A learning process approach » dans *Public Administration Review*, volume 40, numéro 5, pp.480-511.

KRAUSE, Anton et WEIR, Erich. « Ecotourism: Management, development and impact », 2010, New York, Nova edition, 277p.

KRISTJÁNSDÓTTIR, Kristín, ÓLAFSDÓTTIR, Rannveig et RAGNARSDÓTTIR, Kristín Vala. « Reviewing integrated sustainability indicators for tourism » dans *Journal of Sustainable Tourism*, 2018, Volume 26, numéro 4, pp. 583-599.

KUSLER, J (ed.) « *Ecotourism and Resource Conservation: A Selection of Papers* (pp. 61–74). » Second international Symposium on Ecotourism and Resource Conservation.

KUTAY, K. « The new ethic in adventure travel » dans *Buzzworm* dans *The Environmental Journal*, volume 1, numéro 4, 1989, 31p.

LACOSTE, Yves. « Sahara, perspectives et illusions géopolitiques » dans *Hérodote*, 2011, volume 3, numéro 142, pp.12-41.

LAFANT, Marie-Françoise et GRABURN, Nelson. « International tourism reconsidered: The principle of the alternative », University of Pennsylvania Press, 1992, 253p.

LAFFARGUE, Jean-Pierre. « The economic and social effects of tourism activities and tourism policies. A survey of the computable general equilibrium (CGE) models approach » dans *Centre pour la Recherche Economique et ses Applications*, 2009, 23p.

LAMIC, Jean-Pierre. « Tourisme durable : utopie ou réalité ? », Paris, l’Harmattan, 2008, 208p.

LAMIRI, Adelhak. « La décennie de la dernière chance, émergence ou déchéance de l’économie algérienne ? », Chihab éditions, Alger, 2013, 242p.

LANSING, Paul et De Vries, Paul. « Sustainable Tourism: Ethical Alternative or Marketing Ploy? » dans *Journal of Business Ethics*, 2007, volume 72, pp.77-85.

LANZA, Alessandro et PIGLIARU, Francesco. « Why are tourism countries small and fast growing? » dans *Tourism and Sustainable Economic Development*, Boston, 2000, pp.57-69.

LAPEYRE, Renaud. « L’écotourisme est-il un mode durable de valorisation des ressources naturelles » dans *Afrique Contemporaine*, volume 2, numéro 222, 2007, pp83-110.

LAPOINTE, Dominique, SARRASIN, Bruno et GUILLEMARD, Alexis. « Changement climatiques et tourisme du fleuve Saint-Laurent au Québec » dans *La Revue Économique en Science de l’Environnement*, numéro 23, 2015, pp.1-15.

LAURENT, Alain. *Tourisme, clé d’entrée du développement territorial durable — guide pour la réflexion et l’action* », Laballery, 2009, 510p.

LATOUCHE, Serge. « Pour ou contre la croissance économique », pp.71-89 dans Bernard Guibert et Serge Latouche, *Antiproduktivisme, altermondialisme, décroissance* Lyon, 2006.

LAWYER, EJ et YOON, J. « Power and the emergence of commitment behavior in negotiated exchange » dans *American Sociological Review*, 1993, 58: 465–481.

LEIPER, Neil. «The framework of tourism: towards a definition of tourism, tourist and the tourist industry» dans *Annuals of tourism Research*, 1979, Vol. 4, No. 6, p. 390-407.

LEITE, Naomi et GRABURN, Nelson. «Anthropological interventions in tourism studies», dans *The sage handbook of tourism studies*, SAGE publications Ltd, Texas, 2012, 59p.

LEQUIN, Marie. « Écotourisme et gouvernance participative », Québec Presses de l'Université du Québec, 2001, 232 pages.

LEROUX, ÉRIC. Stratégie et développement durable : Du concept de l'optimum écotouristique à la pratique » dans *Management et Amp*, Volume 4, numéro 34, 2010, pp.306-317.

LESSARD-HÉBERT, Michelle. « Recherche qualitative : fondements et pratique » Édition Agence d'Arc, inc, Montréal, 180p.

LEWIS, W.A. « Economic development with unlimited supplies of labour ». The Manchester School, volume 26, numéro 2, 1954, New York Press University, pp.311-363.

LHOTE, Henri et COLOMBEL, Pierre. Gravures, peintures rupestres et vestiges archéologiques des environs de Djanet (Tassili N'Ajjer) » dans *Office du Parc national du Tassili*, 1979, 640p.

LILLYWHITE, M et LILLYWHITE, L. « Low impact tourism » dans *World Travel and Tourism Review: Indicators, Trends and Forecasts* », 1999, Wallingford, pp.162-169.

LIU, Zhenhua. « Sustainable Tourism Development: A Critique » dans *Journal of Sustainable Tourism*, volume 11, numéro 6, pp.459-474.

LOMBARD N et LABESCAT, G. « Les îles laboratoires du tourisme durable » dans *Revue Espaces*, 2010, n° 278, pp.8-13.

LOVE, Joseph Leroy. «The rise and decline of economic structuralism in Latin America: New dimensions» dans *Latin American Research Review*, volume 40, numéro 3, 2005, pp.100-125.

MACDONALD, Kenneth Iain. « Political ecology and the demand for organizational ethnography », University of Toronto, 2004, 44p.

MACDONALD, Kenneth. « Global hunting Grounds: power, scale and ecology in the negotiation of conservation » dans *Cultural geographies*, 2004, volume 12, numéro 3, pp.259-291.

MCDONALD, Janine Robyn. « Complexity science: an alternative world view for understanding sustainable tourism development » dans *Journal of Sustainable Tourism*, 2009, volume 17, numéro 4, pp.455-471.

MANCEBO, François. « Le développement durable », Armand Colin, Paris, 2010, 314p.

MALECKI, E. « Technology and Economic Development », 1997, Harlow: Longman.

MARCOTTE, Pascale, BOURDEAU, Laurent et SARRASIN, Bruno. « Tourisme et développement durable, un exercice d'adaptation, d'intégration et de conciliation » dans *Téoros*, volume 36, numéro 1, 2017, 11p.

MARTINUSSEN, John. «Society, state and Market: a guide to competing theories of development», 1995, London and New York, Zed books, 381p.

- MARSHALL, C. et ROSSMAN, G.B. (1989) « *Designing Qualitative Research* ». London: Sage.
- Pedersen, A. (1991) Issues, problems, and lessons learned from ecotourism planning projects. In J. Kusler (ed.) *Ecotourism and Resource Conservation: A Selection of Papers* (pp. 61–74). Second international Symposium on Ecotourism and Resource Conservation.
- MARTINUSSEN, John. «Society, state and Market: a guide to competing theories of development», 1995, London and New York, Zed books, 381p.
- MATHIESON, Alister et Geoffrey WALL. « Tourism: Economic, physical and social impacts », Longman, New York, 1982, 208p.
- MATTHEW, Harry G. « International Tourism a Political and Social Analysis », Cambridge, 1978, Schenkman books, 100p.
- MAYNARD, John Keynes. La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie dans UQAC, 1936, En ligne : http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/theorie_gen_emploi/theorie_emploi_monnaie_1.pdf
- MCGAHEY, Daniel. « Droits pastoraux, modes de vie et adaptation au changement climatique » dans *Oxford University Centre for the Environment*, Royaume Unis, 2008, 40p.
- MCMICHAEL, Phillip. « Development and Social Change: A Global Perspective », Pine Forge Press, Londre, 2004, 347p.
- MEDDLIK, S et MIDDLETON, V.T. C. «The Tourist product and Its Marketing Implications» dans *International Tourism Quarterly*, 1973, Vol. 3, p. 28-35.
- MELEDDU, M. « Tourism, Residents Welfare and Economic Choice: A Literature Review » dans *Journal of Economic Surveys*, 2014, 28: 376–399.
- MÉNARD, Caroline. « La croissance pro-pauvre: un aperçu exhaustif de la boîte à outils » dans *GREDI*, Sherbrooke, 2009, 24p.
- MEYER, Dorothea. « Can tourism contribute to poverty reduction in less economically developed countries? » dans *Tourism and inequality*, 2011, 19p.
- MIECZKOWSKI, Zbigniew. « Environmental Issues of Tourism and Recreation », University Press of America, 1995, 552p.
- MINISTÈRE DU TOURISME. « Développement durable de l'écotourisme en Algérie : Enjeux, défis et stratégie », association française des experts et scientifiques du tourisme, Tamanrasset, 2002, 111p.
- MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT ALGÉRIEN. « Production de statistiques du tourisme en Algérie » dans *Programme régional de renforcement des capacités en matière des statistiques du tourisme de l'OMT*, Alger, 2017, 12.
- Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement. «Schéma Directeur d'Aménagement Touristique SDAT 2025 : Livre 1 : audit du tourisme en Algérie », Algérie, 2008, 102p.
- MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT ALGÉRIEN. « SDAT 2025 : Les sept pôles touristiques d'excellence », livre 3, 2008, 113p.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT. « Schéma directeur d'aménagement touristique 2025 », 2007 Alger, 300p.

MINISTÈRE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT. « Étude sur la promotion et le développement du tourisme saharien : État des lieux et diagnostic du tourisme saharien » dans *Centre National d'Étude et d'Analyse sur la population et le développement*, 2007, 14 0p.

MINVIELLE, Jean Paul et MINVIELLE, Nicolas. « Le tourisme au Sahara : pratiques et responsabilité des acteurs » dans *Management et Avenir*, 2010/3, numéro 33, 50p.

MINVIELLE, Jean-Paul, SMIDA, Mounir et MADJOUR, Wided. « Tourisme saharien et développement durable : enjeux et approches comparatives », Université de Sousse, Tunisie, 2007, 649p.

MOL, Lisa et STERNBERG, Troy. « Changing deserts: integrating people and their environment », The White Horse Press, 2012, 327p.

MOORE, Susan et RODGER, Kate. « Wildlife tourism as a common pool resource issue: enabling conditions for sustainability governance » dans *Journal of Sustainable Tourism*, 2010, volume 18, numéro 7, pp.831-844.

MORISSET, Lucie, SARRASIN, Bruno et ÉTHIER, Guillaume. « Épistémologie des études touristiques », Presses de l'Université du Québec, Montréal, 2012, 314p.

MOSLEY, P et TOYE, J. « The design of Structural Adjustment Programmes » dans *Development Policy Review*, numéro 6, volume 4, pp.395-413.

MOSCARDO, Gianna. « Sustainable Tourism Innovation: Challenging Basic Assumptions » dans *Tourism and Hospitality Research*, 2008, 10p.

MOWFORTH, M, and MUNT, I. « Tourism and Sustainability Development and New Tourism in the Third World », 1998, London: Routledge.

MURPHY, J. « Trust and Innovation in Tanzania's Manufacturing sector » dans *World Development*, volume 30, pp.591-619.

MURPHY, Peter. « Tourism: A Community Approach », Routledge, Londres, 1985, 200p.

NASSER, Wafaa. Local development, territorial construction and tourism: the case of Lebanon» dans *Economies and finances*, Université de Grenoble, 2011, 236p.

NEPAL, Sanjay K. « Tourism geographies: a review of trends, challenges and opportunities » dans the Sage handbook of tourism, 2009, London, Sage Publications, 31p.

OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES. « L'Algérie en quelques chiffres », 2016, 5 0p.

NORTH, Douglass C. « Economic Performance Through Time » dans *The American economic review*, juin 1994, 84:3, p. 359-368.

OLSON, Mancur. « The logic of collective action: public goods and the theory of groups », Harvard College, États-Unis, 1965, 195p.

OMT. « Charte du tourisme durable », 1995, En ligne:
<https://www.eunwto.org/doi/pdf/10.18111/unwtodeclarations.1995.21.14.1>

OMT. « Faits saillants sur le tourisme », 2014, En ligne :
<https://www.e-unwto.org/doi/pdf/10.18111/9789284416219>

- OMT. « Développement durable de l'écotourisme dans les zones désertiques » dans séminaire préparatoire pour l'année internationale de l'écotourisme, 2002, En Ligne :
[<http://www.unep.fr/shared/publications/cdrom/WEBx0139xPA/regional/pdfs/ralgerif.pdf.pdf>]
- ONAT. « Rapport et diagnostic du tourisme saharien » dans *Centre National d'Étude et d'Analyse sur la population et le développement*, 2007, 14 0p.
- ORGANISATION DES NATIONS-UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. « Situation des forêts du monde », 2007, En ligne : <http://www.fao.org/3/a-a0773f.pdf>
- ONU. « United nation decade for deserts and fight against desertification », 2009, En ligne :
[http://www.un.org/en/events/desertification_decade/whynow.shtml]
- ONU. « Tourism and sustainable development- Journey to 2030», 2017, 11 4p.
- OPPERMAN, M. et CHON, K. « Tourism in Developing Countries », 1997, London: International Thomson Business Press.
- ONU. « La déclaration officielle des droits de l'homme », 1948, 7p., En ligne :
<https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>
- PARENT, Sylvie et KLEIN, Jean-Louis. « Le développement communautaire local et le tourisme communautaire », une analyse comparative dans *Journal for Communication Studies*, 2009, volume 2, numéro 9, 73p.
- PARENT, Sylvie. « Les défis sociaux et environnementaux du Mexique dans le cadre de l'intégration Nord-Américaine » dans *Chaire d'études du Mexique contemporain*, 2009, 2 0p.
- PETERS, Michael. « International Tourism: The Economics and Development of the International Tourist Trade », London, Hutchinson, 1969, 286p.
- PARTANT, François. « *La fin du développement* », Paris, 1982, Maspero.
- PEARCE, P. « Fundamentals of tourist motivation » dans *Tourism Research: Critiques and Challenges*, London: Routledge, 1992, pp. 113-134.
- PEYRON, Michael. « L'écotourisme comme levier de développement », Université A - Akhawayn d'Ifranc, 14, [www.Aui.ca/old/UPAA/shss/mbeyon-ecotourisme.pdf].
- PNUD. « Rapport sur le développement humain », 2016, En ligne :
http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf.
- PNUE. « Guide des bonnes pratiques: le tourisme pour la nature et le développement», 2010, En ligne : <https://www.cbd.int/development/doc/cdb-guide-des-bonnes-pratiques-tourisme-web-fr.pdf>
- PNUE. « Tourisme et déserts : guide pratique pour gérer les impacts environnementaux et sociétaux du tourisme dans les déserts », Paris, 2006, 4 8p.
- PNUE. « Niger : extrême pauvreté et ressources rares », 2015.
- POLANYI, Karl. « The great transformation: the political and economic origins of our time», Beacon Press, Boston, 2001, 300p.
- POULIN, Richard. « Tourisme, marchandisation et développement durable dans Introduction au développement international: approches, acteurs et enjeux, Presses de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 2009, pp.391-412.

PREZZA, Jula Drorothy. « Écotourisme ou tourisme durable, entre la théorie et la pratique, principes déclarés et arguments publicitaires en Amazonie » dans *Étude du Développement*, institut universitaire de Genève, Genève, 2000, 88p.

PRINCE, Solène et IOANNIDES, Dimitri. « Contextualizing the complexities of managing alternative tourism at the community-level: a case study of Nordic eco-village » dans *Tourism Management*, volume 60, 2017, pp. 348-356.

RAYNOUARD, Yves. « Le tourisme social : De l'illusion au renouveau », Paris, Syros, 1986, 178p.

RAWLS, John. « Théorie de la justice », Harvard, HUP, 1971, 400p.

REDMAN, Charles. « Should sustainability and resilience be combined or remain distinct pursuits? » dans *Ecology and Society*, 2014, volume 19, numéro 2, 37p.

REDCLIFT, Michael. « Sustainable Development: Exploring the Contradictions », London: Routledge, 1987, 232p.

REID, Donald. « Tourism, Globalization and Development: Responsible Tourism Planning », Pluto Press, Londres, 2003, 244p.

République algérienne démocratique et populaire. « Statistique du tourisme fin 2012 », 2014, 3 Op, En ligne : <http://www.mta.gov.dz/images/STATISTIQUE%20TOURISME-%20FR.pdf>

REICHEL, Arie et URIELY, Nathan. « Ecotourism and simulated attractions: tourist's attitudes toward integrated sites in a desert area » dans *Journal of sustainable tourism*, Volume 16, numéro 1, 2008, 19p.

REID, Donald. « Tourism, Globalization and Development: Responsible Tourism Planning », Pluto Press, Londres, 2003, 244p.

RICHARDS, Greg et HALL, Derek. « Tourism and Sustainable Community Development », Psychology Press, 2002, 314p.

RIST, Gilbert. « Le développement, histoire d'une croyance occidentale », Presses de Sciences Politiques, Paris, 2007.

ROBINS, K. « What in the world is going on? », Cultures of Production, Londres, 1997, pp.11-66.

ROGGE, Nicole, THEESFELD, Insa et STRASSNER, Carola. « Social Sustainability through Social Interaction- A National Survey on Community Gardens in Germany » dans *Open Access Journal*, 2018, volume 10, numéro 4, pp. 1-18.

ROVINSKI, Yanina. « Private reserves, parks and ecotourism in Costa Rica » dans *Managing for the environment*, Island Press, Washington, 1991.

RYAN, Chris et HALL, Colin Michael. « Sex Tourism: Marginal People and Liminalities », New York, 2001, Routledge, 172p.

SALEM, N. « Water rights » dans *Tourism focus*, volume 17, 5p.

SALAZAR, Noel. « Tourism and globalization » dans *Annals of Tourism Research*, Pensylvanie, 2005, volume 32, numéro 3, pp.628-646.

- ROSTOW, Walter. « Les étapes de la croissance », Paris, Seuil, 1962, 300p.
- SACHS, Jeffrey. « The end of poverty », The Penguin Press, New York, 2005, 385p.
- SALAMA, Pierre. « Des pays toujours émergents ? », La documentation Française, Paris, 2014, 155p.
- SALAMA, Pierre. « Les économies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis », Paris, Armand Colin, 2012.
- SANJAY, K Nepal. « Mountain ecotourism and sustainable development » dans *Mountain Research and Development*, 2002 volume 2, numéro 22, pp. 104-109.
- SARLET, M et DEHAIS, Béatrice. « Tourisme alternatif : espace de valorisation des populations issues de l'immigration » dans *Tourismes et diversité : facteurs de développement*, Paris, 2008, 400p.
- SARLET, Marie et MANCO, Attay. « Tourisme et diversité : facteurs de développement », l'harmattan, Paris, 2009, 14 3p.
- SARRASIN, Bruno. « Quelques dimensions politiques de l'écotourisme : l'attractivité de la nature n'est pas naturelle », *Études caribéennes*, 2007, no 6, p. 85-94.
- SARRASIN, Bruno et LEQUIN, Marie. « Tourisme et territoires forestiers, vers de nouvelles perspectives de mise en valeur », Presses de l'Université du Québec, Québec, 2008, 250p
- SARRASIN, Bruno, LACOSTE-BÉDARD, Élyse et AUGIER, Dominique Augier. « Le parc amazonien de Guyane française et la mise en tourisme de la nature. L'intégration de la cogestion adaptative » dans *Études caribéennes*, 2016, numéro 33-34, avril-août, p. 1-16.
- SARRASIN, Bruno. « L'écotourisme à Madagascar: les conditions d'un blocage annoncé », dans *J.-M. Furt et C. Tafani (dir.), Tourisme et insularité. La littoralité en questions*, Paris, 2014 Karthala — LISA, p. 221-235.
- SARRASIN, Bruno, « Ecotourism, Poverty and Resources Management in Ranomafana, Madagascar », dans Klaus Meyer-Arendt et Alan A. Lew (dir.), *Understanding Tropical Coastal and Island Tourism Development*, 2015, London, Routledge, p. 3-24.
- SARRASIN, B. et RENAUD L. « Quel tourisme pour Haïti : de la résilience à l'émergence d'une nouvelle destination? » dans *Études caribéennes*, 2014, no 27, avril, p. 1-15.
- SARRASIN, B., « Ecotourism, Poverty and Resources Management in Ranomafana, Madagascar », *Tourism Geographies*, 2013, vol. 15, no 1, p. 3-24.
- SARRASIN, Bruno et TARDIF, Jonathan « L'économie politique des aires protégées en Russie » dans Presses de l'Université du Québec, Québec, 2008, 110p.
- SARRASIN, Bruno, TARDIF, Jonathan et ARREOLA FLORES, Georgina. « Tourisme et lutte contre la pauvreté. De la confusion des termes à la construction d'un discours scientifique » dans *Téoros*, volume 31, numéro 2, pp.51-59.
- SARRASIN, Bruno, MORISSET, Lucie et ÉTHIER, Guillaume. « Épistémologie des études touristique », Les Presses de l'Université du Québec, Québec, 2012, 27 6p.
- SARRASIN, Bruno, TARDIF, Jonathan et AUGIER, Dominique Augier. « Résilience socio-écologique et écotourisme. L'île de Saba dans la Caraïbe » dans Jean-Marie Breton, Olivier

- Dehoorne et Jean-Marie Furt (dir.), *Espaces et environnements littoraux et insulaires. Accessibilité – Vulnérabilité – Résilience*, Paris, Karthala, 2015, p. 291-308.
- SCHEYVENS, Regina. « Ecotourism and the Empowerment of Local Communities » dans *Tourism Management*, 1999 20:245–249.
- SCHEYVENS, Regina. « The Challenge of sustainable tourism development in the Maldives: Understanding the social and the political dimensions of sustainability » dans *Asia Pacific Viewpoint*, 2011, volume 52, numéro 2, pp. 148-164.
- SCHMIDT, H. « What makes development » dans *Development and Cooperation*, Volume 6, pp.19-26.
- SCHOLTE, Jan Art. « Globalisation: A Critical Introduction », Red Globe Press, New York, 2005, 400p.
- SCHWAB, Klaus. « The global competitiveness report 2017-2018 » dans *World Economic Forum*, 2018, 375p.
- SEETANAH, B. « Assessing the dynamic economic impact of tourism for island economies » dans *Annals of tourism research*, 2011, volume 38, numéro 1, pp.291-308.
- SEN ARMATYA, Kumar. « Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté », Paris, Odile Jacob, 2000, 464p.
- SHARPLEY, R. « Tourism, religion and spirituality » dans *Sage Handbook of Tourism Studies*, London, 2009, pp.237-253.
- SHARPLEY, Richard et TELFER, David. « Tourism and Development, concepts and Issues », University of Otago, Nouvelle-Zélande, 2005, 406p.
- SHORES, J.N. « The challenge of ecotourism: A call for higher standards », dans *Ecotourism Consultancy Programme*, 1993, 50p.
- SIN, H. L. « Realities of doing responsibilities: Performances and Practices in Tourism » dans *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 1994, 96: 141–157.
- SINCLAIR, MT. « The economics of tourism progress » dans *Tourism, Recreation and Hospitality Management*, volume 3, pp.1-27.
- SIMMONNEAUX, Jean. « Les enjeux didactiques des dimensions économiques et politiques du développement durable » dans *Écologie et Politique*, 2007, volume 1, numéro 34, pp.129-140.
- SMITH, Valene. « Hosts and Guests: The Anthropology of Tourism », University of Pennsylvania Press, 1989, 341p.
- SMITH, Adam. « De la richesse des nations » (1776).
- SMITH, Valene et EADINGTON, Williams. « Tourism Alternatives: Potentials and Problems in the Development of Tourism », Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, 1992, 274p.
- SOUISSI, Mohamed. « Le tourisme dans les parcs nationaux en Tunisie : potentialité et contrainte » dans *Téoros*, 2008, 7p.
- STAFFORD, Jean. « Le paradigme culturaliste en téorologie : étude, analyse et critique » dans *Téoros*, 1985, volume 7, numéro 1, pp 5-8.

- STRANGE, Suzan. « The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy », Cambridge Studies in International relations, 1996, 244p.
- SULIMAN, Muhammad, SHAH, Mussawar, ULLAH, Asad et JAMAL, Humera. « Ethnicity Based Social Exclusion of Nomads in Khyber District Malakand, Pakhtunkhwa-Pakistan » dans *Journal of Ethnic and Cultural Studies*, 2016, volume 3, numéro 1, pp.11-19.
- SWANSON, M.A. « Ecotourism: embracing the new environmental paradigm » dans *World Conference on National Parks and Protected Area*, Caracas (Venezuela), 1992, 12p.
- TAZIM, Jamal et ROBINSON, Mike. «The sage handbook of tourism studie », SAGE publications Ltd, Texas, 2012, 73 6p.
- TAZNIM, Jamal et ROBINSON, Mike. « Power, Politics and Political science: The politicization of Tourism » dans *The sage handbook of tourism studies*, SAGE Publications Ltd, Texas, 2012, 28p.
- TELFER, Davis. «Development studies and tourism», dans *The sage handbook of tourism studies*, SAGE publications Ltd, Texas, 2012, 59p.
- TELFER, David et SHARPLEY, Richard. « Tourism and development in the developing world », Routledge perspective on Development, New York, 2016, 463p.
- THIÉTART, R.A. « Méthodes de recherche en Management », Dunod, 2003, p.216.
- THOMAS, A. « Meaning and views of development » dans *Poverty and Development into the 21st Century*, 2000, Oxford University Press, pp.23-48.
- TREILLIT, Stéphanie. « Misère de l'anti développement » dans *Recherches internationales*, n° 72, volume 2, 2004, pp. 111-135.
- TREMBLAY, R. & O'REILLY, K. « La mise en tourisme des communautés transnationales : les cas des Britanniques en Espagne et Québécois en Floride » dans *Tourism Review*, 2009, 59/3, 20-23.
- TRANQUARD, Manu. « Le développement durable des projets écotouristiques du territoire de la forêt modèle du Lac Saint-Jean : méthodologie d'opérationnalisation », Université du Québec à Chicoutimi, 2012, 205p.
- TRIBE, John. « The indiscipline of Tourism » dans *Annals of Tourism Research*, 2001, volume 24, numéro 3, pp.638-654.
- TRUMBIC I. « *Tourism Carrying Capacity Assessment in Coastal Areas* », Paper presented to the Workshop "Defining, Measuring and Evaluating Carrying Capacity in European Tourism Destinations", 2001, Athens.
- UNESCO. « Déclaration de Lanzarote », 1993, En ligne : http://www.unesco.org/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/SC/pdf/sc_mab_BR_Lanzarote_EN.pdf
- UNESCO. « Listes du patrimoine culturel immatériel et registre des bonnes pratiques de sauvegarde », 2015, En ligne : <https://ich.unesco.org/fr/listes>
- UNESCO. « Le Sahara des cultures et des peules : vers une stratégie pour un développement durable du tourisme au Sahara », 2002, 40p.
- UNWTO. « Toward measuring the Economic Value of Wildlife watching tourism in Africa-Briefing paper » Madrid, 2015, 52p, En ligne: <http://sdt.unwto.org/content/unwto-briefing->

[wildlife-watching-tourism-africa](#)

- VALENE, Smith et EADINGTON, William. « Tourism Alternatives: Potentials and Problems in the Development of Tourism », Philadelphia, 1992, University of Pennsylvania Press, 274p.
- VALLANCE, Suzanne. « Early Disaster Recovery: A Guide for Communities » dans *Australasian Journal of Disaster and Trauma Studies*, 2011, volume 2, 7p.
- VANDE WALLE, Isabelle et REINAULD, Camille. « Le tourisme durable à l'étranger : Regard croisés de l'OMT, des touristes et de quelques grands offreurs » dans *CREDO*, cahier de recherche 278, 2010, 7 6p.
- VELLAS, François. « Économie et politique du tourisme international », Economica, Paris, 2002, 308p.
- VELLAS, François., & BARIOULET, H. « Les défis du tourisme durable dans les pays en développement ». In P. Amalou, H. Barioulet & F. Vellas (Eds.), *Tourisme, éthique et développement* (pp 157-176), 2001. Paris (France) : 'Harmattan (Groupe Développement).
- VIOLIER, Philippe. « Saïd Boujrouf et Ouidad Tebaa (dir.), Tourisme et pauvreté » dans *Mondes du Tourisme*, 2011, 4p.
- WAHAB, S. et PIGRAM, JJ. « Tourism, development and growth: The challenge of sustainability », London, Routledge, 1996, 300p.
- WALTER, Christaller. « Some considerations of tourism location in Europe: The peripheral regions – underdeveloped countries – recreation areas », 1963, Regional Science Association, Lund Congress, pp.95-105.
- WANG, R. « Rethinking authenticity in Tourism experience » dans *Annals of Tourism Research*, 26, 1999, 349-370.
- WARD, Colleen et BERNO, Tracy. « Beyond social exchange theory-Attitudes toward tourists » dans *Annals of tourism research*, volume 38, numéro 4, 2011, pp.1556- 1569.
- WASHINGTON, Haydn. « Demystifying Sustainability: Towards Real Solutions », Abingdon: Routledge, 2015, 242p.
- WEARING, Stephan. and NEIL, John ECCLESTONE. « Ecotourism: Impacts, Potentials and Possibilities », Great Britain, Reed Educational and Professional Publishing Ltd, 1999, 163 p.
- WEAVER, D. « The Sustainable Development of Tourism, in The Wiley Blackwell Companion to Tourism » (eds A. A. Lew, C. M. Hall and A. M. Williams), John Wiley & Sons, 2014, Oxford, UK.
- WIDMAN, M. « Le tourisme en Algérie » dans *Persée*, 1975, tome 25, volume 2, pp.23-41
- WILLIAM, E. « Revisiting carrying capacity: area-based indicators of sustainability, in Population and environment » dans Human Sciences Press, vol. 17, N° 3, 1996.
- WILKINSON, P. « Tourism in small island nations: A fragile dependence » dans *Leisure Studies*, volume 6, 1987, pp.127-146.
- WINTERS, P., CORRAL, L. et MORA, A. M. « Assessing the Role of Tourism in Poverty Alleviation: A Research Agenda » dans *Development Policy Review*, 2013, 31: 177–202.
- WOOD, R. « Ethnic tourism, the state, and cultural change in south east Asia ». *Annals of*

Tourism Research, 1984, 11/3, 353-374 MAYNARD

WORLD TOURISM ORGANISATION. « Tourism and poverty alleviation », 2002, 113p.

World Travel & Tourism Council. « Tourism: Industry as a Partner for Sustainable Development » dans *United Nations Environment Programme. Sustainable Consumption and Production Branch, Tourism, Library*, 2002[En ligne], <http://www.uneptie.org/outreach/wssd/docs/sectors/final/tourism.pdf>

YAMAGISHI, T and COOK, KS. « Generalized exchange and social dilemmas » dans *Social Psychology Quarterly*, 1993 56: 235–248.